

La conviction de M. Gorbatchev

Le spectacle comptait autant que les paroles, lundi 18 février au Kremlin, lorsque M. Gorbatchev s'est adressé au forum international qu'il avait convoqué à Moscou. Qui n'aura été frappé en effet par l'image d'Andrei Sakharov - dont il est difficile de mettre en doute la sincérité - applaudissant le secrétaire général du PC soviétique ?

Les choses vont vite actuellement en URSS, même si tout le monde ne marche pas du même pas. Les services de sécurité notamment ne mettent pas une bonne volonté excessive à suivre M. Gorbatchev sur le terrain des libertés, et certaines bavures ressemblant presque à un sabotage de sa politique d'ouverture et de « transparence ». Sans aucun doute également, toute une classe de petits patrons locaux ne voit guère d'un bon œil des projets de réformes et de « démocratisation » qui mettront en cause inévitablement, s'ils sont menés à bien, leurs privilèges et le confort de leur situation.

Force est cependant de constater que M. Gorbatchev, loin de se laisser intimider, continue d'aller de l'avant, expliquant à qui veut l'entendre qu'il n'existe pas pour l'URSS d'autre solution que la « reconstruction », dont il a fait son mot d'ordre et dont il souligne inlassablement le caractère « irréversible ». Telle est la « nouvelle mentalité » qu'il veut inculquer à ses compatriotes.

Le numéro un du Kremlin s'est exprimé sur ce thème, lundi, avec une particulière force de conviction. Il a d'ailleurs donné toute sa cohérence à son discours en affirmant : « Notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure. » En bref, l'URSS doit aujourd'hui se concentrer sur la difficile rénovation de son système économique, social, voire politique ; elle a besoin pour cela d'une paix stable à l'extérieur.

C'est peut-être un appel du pied à tous les partenaires de Moscou à travers le monde, à commencer par Washington. Les longs développements consacrés par M. Gorbatchev aux dangers de la course aux armements, dans l'espace ou ailleurs, montrent la priorité qu'il accorde à ce domaine. Les conversations en cours à Genève permettront de juger s'il est prêt à faire preuve de la souplesse nécessaire pour que certains au moins des accords ébauchés à Reykjavik puissent se matérialiser. A supposer que les Etats-Unis y soient eux-mêmes disposés...

Sur d'autres terrains, le chef du PC soviétique a l'occasion de démontrer sa bonne volonté. L'Afghanistan par exemple, où ses initiatives de paix ont été jusqu'ici relativement modestes et n'ont pas suffi en tous cas pour ouvrir la voie à un règlement.

Il demeure qu'une vision politique a été définie lundi au Kremlin avec une clarté qui tranche, une fois de plus, sur le discours compassé et la langue de bois trop souvent de mode autrefois à Moscou. Quelques actes concrets - en particulier la libération annoncée ou effective de dissidents célèbres - sont des gages concrets donnés aux intellectuels soviétiques aussi bien qu'à l'opinion internationale.

Faut-il, comme le souhaite M. Genscher, « prendre au mot » M. Gorbatchev ? Il n'est plus temps en tous cas de ne voir dans sa politique qu'une action de propagande et de douter de sa volonté de faire réellement bouger les choses en URSS.

(Lire nos informations pages 3, 4 et 34.)

Les difficultés de la cohabitation

La situation en Nouvelle-Calédonie inquiète vivement M. Mitterrand

Le projet de loi fixant l'organisation du référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie doit être adopté, mercredi 18 février, par le conseil des ministres. Dans un entretien paru mardi dans « Le Quotidien de Paris », le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a lancé un avertissement au président de la République, qui se montre de plus en plus inquiet de la situation dans le territoire.

Le casse-tête calédonien, qui a déjà l'air de ne pas vouloir se résoudre, semble décidément avoir la faculté perverse d'échauffer les esprits. C'est en tout cas un véritable défi que M. Pons lance à M. Mitterrand, dans ses déclarations de ce mardi au Quotidien de Paris, au risque de provoquer, de la part du chef de l'Etat, une réaction encore plus spectaculaire que celle qui était déjà, discrètement, annoncée à l'Elysée.

Ce n'est pas la première fois que le ministre des départements et territoires d'outre-mer se singularise dans la conduite des affaires calédoniennes. Déjà, en mai 1986, quand M. Mitterrand avait exprimé ses réserves sur les orientations du nouveau gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Pons lui avait porté la contradiction au sein même du conseil des ministres.

Cette fois, le ministre des DOM-TOM ne se borne pas à prier le président de la République de s'abstenir de tout commentaire critique. Il lui adresse aussi une franche mise en garde, en soutenant que toute intervention

présidentielle qui reprendrait à son compte le point de vue des adversaires du gouvernement constituerait un encouragement aux extrémistes révolutionnaires.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite et nos informations page 8.)

Examen de passage à la CNCL



Accusations, insinuations et démentis

La gauche, la droite, et les otages

Certains proches de M. Chirac ont-ils fait échouer la libération des otages français détenus au Liban d'abord en janvier 1986, puis en mars de la même année, à la veille des élections législatives, en promettant à l'Iran des conditions plus avantageuses lorsque la droite serait au pouvoir ?

Telle est la très grave question que soulèvent deux publications qui n'ont jamais caché leur sympathie pour les socialistes : le *Matin* pour lequel la responsabilité de M. Chirac ne fait pas de doute, et le *Nouvel Observateur*, beaucoup plus nuancé. La pièce essentielle du dossier a été publiée le 20 janvier dernier dans le *Matin* : il s'agit d'un télégramme ultra-secret transmis à Paris, la veille des législatives, par Eric Rouleau, ambassadeur à Tunis, et Pierre Lafrance, chargé d'affaires à Téhéran. Eric Rouleau, qui a quitté l'ambassade de Tunis pour établir le contact avec Moshen Rafighdoust, un des

chefs des pasdaran, se trouve alors en Iran depuis plusieurs jours et pense être parvenu à un accord débouchant sur la libération des otages, moyennant l'élargissement d'Anis Naccache, le chef du commando qui avait tenté d'assassiner Chahpour Bakhtiar, ancien premier ministre iranien, et le remboursement à l'Iran du fameux prêt effectué par le chah à Eurodif (1,6 milliard de dollars, intérêts compris).

Mais au dernier moment, Moshen Rafighdoust annonce à Eric Rouleau que la négociation est rompue, car les propositions françaises sont « trop tardives et modestes ». « L'opposition », écrit-elle, « a refusé de continuer les relations suivies depuis trois mois avec les rivaux et (...) avec des milieux proches du gouvernement iranien, en leur promettant un règlement beaucoup plus avantageux que

celui élaboré par l'actuel gouvernement. L'opposition aurait encore mis en garde les intéressés contre tout accord qui valoriserait l'actuelle majorité aux yeux de l'opinion française à la veille des élections législatives. »

Que prouve ce document ultra-confidentiel dont seuls François Mitterrand, Laurent Fabius et Roland Dumas étaient en principe destinataires ? Que les Iraniens rompent en affirmant disposer de propositions plus avantageuses de l'opposition. Pas plus, pas moins. Et cette rupture intervient alors que la presse iranienne se déchaine depuis plusieurs semaines contre les dirigeants socialistes en général, et contre François Mitterrand en particulier, dont elle affirme vouloir la défaite aux élections du 16 mars. Les affirmations des Iraniens faisant état de propositions plus avantageuses de l'opposition doivent être replacées dans ce contexte. On peut même se

démander, à la lumière d'événements antérieurs, notamment la libération des otages américains le lendemain de la défaite électorale du président Carter, si les dirigeants français ne sont pas tombés dans un piège iranien en poursuivant la négociation jusqu'à la veille d'une consultation électorale dont Téhéran prétendait influencer les résultats. Mais c'est là une autre question.

Le texte d'Eric Rouleau et de Pierre Lafrance fait bien état de « relations suivies » entre l'opposition française, les rivaux de Téhéran, mais il ne cite aucun nom. Certaines sources socialistes sont plus prolixes, et c'est toujours le nom de M. Michel Rostin, aujourd'hui conseiller à Matignon, qui est cité. Mais ce dernier se défend comme un beau diable d'avoir été mêlé à cette affaire avant le 16 mars.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 5.)

Un entretien avec le violoniste Sandor Vegh

L'émerveillement musical

La Camerata Academica du Mozarteum de Salzbourg donne quatre concerts au Théâtre de la Ville, sous la direction de son chef actuel, Sandor Vegh, violoniste illustre.

En dirigeant, Sandor Vegh n'ajoute pas une corde à son arc, et rien ne lui est plus étranger que l'idée de gravir ainsi un échelon supplémentaire dans la hiérarchie. Il se soucie seulement de communiquer cette respiration intérieure qu'il porte en lui. « Ce n'est pas moi qui joue, dit-il, c'est quelque chose qui joue en moi, et, quand je dirige, c'est la même chose. C'est d'abord affaire de rayonnement intérieur. Si on en est dépourvu, la technique n'est d'aucun secours. Mais, diriger, ce n'est pas donner des ordres,

précise-t-il, en mimant tout à coup les gestes coupants et saccadés de ceux qui pilotent l'orchestre comme une machine, c'est laisser jouer. »

Il sourit en regardant si l'interlocuteur est assez surpris avant d'aller plus loin. « Il faut donner confiance aux musiciens et préserver le sens de la responsabilité individuelle. C'est pour cela que je préfère les petites formations où l'on peut discuter avec chacun puis, le soir du concert, laisser faire. Un jour comme ceci, un autre comme cela. Parce qu'on ne joue jamais exactement pareil ; cela dépend de la salle, du public. Si l'acoustique change, le tempo doit changer, parce qu'un bon musicien écoute les vibrations qui reviennent à son oreille. C'est

pour cela qu'on ne peut pas vraiment répéter dans une salle vide.

« Mais, ce qui est tout aussi important, c'est le changement de nos vibrations intérieures. Quand je suis à Amsterdam, je vais toujours au Rijksmuseum voir mes tableaux préférés, mais chaque fois j'en retire une impression différente. Pour un interprète, la création, c'est la variation, comme dans un même arbre chaque feuille est différente. Et puis, il faut oser changer sa façon de jouer en suivant l'intuition du moment, même dans la salle de concert !

« L'idée de la plupart des musiciens aujourd'hui, c'est d'être toujours sur les sommets. Alors, il n'y a pas de sommet.

GÉRARD CONDÉ.
(Lire la suite page 13.)

Les troupes françaises au Tchad

Une visite aux unités qui « verrouillent » l'est à Abéché.

PAGE 6

Procès à Jérusalem

John Demanjuk est-il « Ivan le terrible » ?

PAGE 5

Un président pour le parc des Cévennes

Docteur Blanc contre docteur Monod.

PAGE 9

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le Varroa, fléau des ruches. ■ SIDA : les trois virus de la discordie. ■ Secteurs de pointe : la résonance magnétique contre la chaptalisation.

Pages 17 à 19

TV : les producteurs jugent les candidats

Un entretien avec M. Gérard Ducaux-Rupp, président de la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels.

PAGE 11

Le carnél d'Auschwitz

Les relations entre juifs et catholiques risquent de s'assombrir.

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 34

IL Y AURA D'AUTRES OTAGES DE LA CHARITE



Quand l'aide humanitaire remplace la guerre : un document-vérité de Jean-Christophe RUFIN

J.C. LATTES

هكذا من الامل

Débats

Une ambition pour la police

L'institution et les hommes doivent être mis à l'abri de la politisation et viser le professionnalisme

par DANIEL DUGLÉRY (*)

DOTÉE d'un potentiel humain considérable, la police nationale a souvent éprouvé des difficultés à intégrer progressivement la formidable mutation sociologique et technologique qui bouleverse la société depuis plus de quinze ans.

Victime d'une gestion chaotique, elle n'a jamais été capable de conduire de grands projets résolument tournés vers l'avenir et a toujours supporté des réformes circonstanciées, adoptées sous la pression des événements. Récemment, l'alternance, puis la cohabitation, ont en le mérite de jeter un éclairage nouveau sur l'institution, de balayer certaines idées reçues et, surtout, de provoquer dans tous les partis une réflexion globale sur la fonction policière.

Hélas ! la classe politique, par ignorance, dogmatisme ou suspicion, a souvent mêlé les genres, et les policiers attendent encore les grands choix susceptibles de rassembler, dans le même consensus, les Français et leur police. Qu'on le veuille ou non, le policier n'est pas un fonctionnaire, parmi les fonctionnaires et toute tentative de « banalisation totale » de cette fonction ne peut qu'entamer la capacité opérationnelle et l'efficacité de nos formations dans la lutte contre le grand banditisme, la moyenne délinquance ou le terrorisme.

Une infime complexité

Le Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, riche de différentes sensibilités de son bureau national et de sa très forte représentativité, préconise, depuis longtemps, en dehors de réformes profondes qu'il serait trop long de développer ici, deux axes de réflexion : mettre fin à la politisation de la police ; professionnaliser l'institution.

Il est naturel et indispensable d'associer les policiers à la réflexion portant sur le devenir de l'institution et de recueillir leur adhésion dans l'action quotidienne de la mission de police, mais il est également fondamental d'assurer la pérennité des grands principes qui, jusqu'alors, caractérisaient la notion de service public.

Constater, comme l'a écrit le chef de corps de l'Inspection générale de l'administration, en 1983, qu'il existe des formations réputées de droite ou de gauche ; lire dans la presse des déclarations d'un leader syndical policier revendiquant clairement une appartenance politique, cela marque, non seulement le dévoiement profond du fait syndical, mais souligne le danger, pour notre démocratie, d'une police entraînée par la volonté de quelques-uns dans la bataille politique.

Il est donc primordial de donner rapidement l'impulsion à une dynamique de concertation qui s'attacherait à respecter scrupuleusement les droits des fonctionnaires, mais qui rappellerait aussi leurs devoirs de policiers au service du public.

Débarrasser la police nationale des querelles partisans pour lui rendre sérénité et dignité nécessite, d'une part, la réaffirmation de certains éléments du pouvoir hiérarchique, la responsabilisation et la motivation des policiers à tous les niveaux et, d'autre part, une amélioration des structures de concertation au sein du ministère de l'Intérieur.

Parce qu'elle se trouve au centre des choses et parce qu'elle exerce souvent une sorte de fascination mythique, la police est fréquemment détournée de sa mission originelle. Ce métier difficile, qui procède de l'infime complexité des rapports entre les hommes, requiert un vrai professionnalisme et suppose mal, l'histoire l'a toujours montré, l'immixtion et la connotation politiciennes dans la gestion du quotidien.

Il est regrettable que, trop souvent, à un certain niveau, les décideurs ne soient plus policiers et sacrifient, sciemment ou non, l'institution au politique. Il suffit de se remémorer le discrédit jeté brutalement sur la police marseillaise par certaines déclarations inopportunes, engageant, en 1983, le poids de révélations judiciaires dans une campagne électorale, pour comprendre nos préoccupations.

Le gouvernement doit fixer les grandes orientations sécuritaires.

(*) Secrétaire général du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale.

il appartient ensuite aux commissaires et aux fonctionnaires placés sous leur autorité de les intégrer pour assurer, dans le cadre des lois et règlements, la protection des personnes et des biens.

Professionnaliser l'institution, c'est inculquer à toutes les directions actives l'unité de doctrine et de commandement qui, aujourd'hui, fait cruellement défaut. Nous suggérons, pour ce faire, la création de directions régionales, confiées à des cadres supérieurs de la police nationale, qui impliqueraient davantage les policiers dans la vie des collectivités territoriales en pondérant l'effet néfaste des structures verticales et en renforçant le contact avec la population. Il conviendrait également d'associer davantage les policiers, riches de leur expérience du terrain et de la connaissance qu'ils ont des hommes, à l'évaluation de leurs besoins.

Mieux adapter et rationaliser les choix

Malgré des tentatives de déconcentration, le niveau de décision, pour beaucoup d'opérations, échappe toujours au policier, et il est aujourd'hui urgent, afin de mieux adapter et rationaliser les choix, de ne plus écarter les actifs de la gestion, de la logistique.

L'accueil du public, la sécurisation de la voie publique, doivent sans cesse être améliorés. La réalisation d'une telle politique nécessite la mise en œuvre de structures et de moyens qui, à l'évidence, intéressent l'ensemble du corps policier.

Enfin, la professionnalisation des hommes, c'est admettre la particularité de la mission policière et améliorer sans cesse l'œuvre de formation des personnels. C'est accorder à ceux qui connaissent des droits et des servitudes particulières, un statut et des règles de gestion qui intègrent vraiment la spécificité de ce métier.

Il est fondamental, pour rendre les policiers plus disponibles et plus efficaces, de réaffirmer la protection juridique et morale qu'ils sont en droit d'attendre, mais aussi de leur offrir des perspectives de carrière attractives dans un vrai métier au service du bien public.

SUITES D'ALTERNANCE

Quand les gouvernants changent, les missions de l'Etat doivent-elles changer ? Non, estime M. Jacques Pommatau, pour qui les lois universitaires en vigueur doivent être appliquées et non insidieusement contournées. Non, pense M. Daniel Ducléry, pour lequel les missions de la police devraient cesser d'être soumises aux aléas de la politisation.

Université et illégalité

Le pouvoir n'applique pas la loi en vigueur et la contourne obstinément

par JACQUES POMMATAU (*)

RIENT appris, rien oublié, les ministres chargés de gérer l'Éducation nationale, la recherche et l'enseignement supérieur semblent poursuivre avec une incroyable obstination leurs projets initiaux, même ceux que l'hostilité la plus large et la plus unanimement partagée aurait dû faire rayser de la « plate-forme RPR-UDF pour gouverner ensemble ».

Le geste d'apaisement du 8 décembre avec la retombée, tout à fait normale, de l'action des étudiants, des lycéens et des personnels n'aurait-il servi qu'à préparer une nouvelle stratégie au service des mêmes projets ?

À propos de l'enseignement supérieur, cette hypothèse est de plus en plus crédible. Le gouvernement actuel, en encourageant les établissements d'enseignement supérieur, au lendemain du 16 mars 1986, à ne pas appliquer la loi Savary, avait choisi le terrain de l'illégalité.

Il a décidé aujourd'hui de continuer sur la même voie. Lors de la dernière conférence des présidents d'université, qui s'est tenue le 22 janvier, refusant des propositions, qui, malgré les réserves que l'on pourrait formuler sur leur contenu, avaient le mérite de débloquent la situation et de permettre une application rapide de la loi en vigueur, MM. Monory et Valade ont invité les présidents d'université à ouvrir une période expérimentale durant laquelle cohabiteraient les lois Faure et Savary. On ne peut qu'être confondu devant une telle solution, choquante sur le fond, et plus que contestable juridiquement. Il ne fait pas de doute que la volonté ministérielle, traduite dans une note remise aux présidents d'université, ouvrirait la

porte à tous les recours, si elle recevait une pleine application.

Quelle crédibilité accorder à un pouvoir politique, qui, au nom du libéralisme, au nom de la liberté de l'enseignement, au nom de l'indépendance des professeurs, appelle à ne pas appliquer la loi en vigueur ?

Nous remarquerons que le gouvernement, une fois encore, cherche à temporiser et tente de faire passer par la voie réglementaire un certain nombre de dispositions prévues notamment dans le projet Devaquet.

De nouvelles forces ont vu le jour

Nous en tenons pour preuve le décret récent instaurant le Conseil national des universités, qui rejette la représentation paritaire des enseignants existant dans les textes antérieurs, et accroit le poids du politique dans les instances scientifiques en augmentant le nombre des membres nommés et par là même le poids des professeurs.

On voudrait nous faire croire que la liberté, élément constitutif fondamental de l'Université, a pour conséquence de reconnaître aux seuls professeurs le droit d'administration et de décision, car ils porteraient seuls la responsabilité des activités scientifiques.

« Nous ne sommes plus au dix-neuvième siècle », l'Université a évolué et avec elle ses missions. Celles-ci ont entraîné la création de catégories différentes de per-

(*) Secrétaire général de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN).

sonnels. Les étudiants sont devenus des acteurs à part entière, et de nouveaux usagers sont apparus avec le développement de la formation professionnelle continue et de la promotion sociale. De nouvelles forces ont donc vu le jour, dont on voudrait nous persuader qu'elles compromettent la liberté de fonction des professeurs. Ces nouvelles forces qui s'expriment, notamment au travers du mouvement étudiant, traduisent des solidarités sociales et économiques, qui veulent s'affirmer en tant que telles au sein des universités, et prendre leur part, rien que leur part, à la gestion de celles-ci.

Le Conseil constitutionnel n'affirme-t-il pas que les catégories de personnels autres que les professeurs bénéficient, pour les responsabilités qui sont les leurs, d'une indépendance de fonction analogue ? L'indépendance des professeurs constituerait donc, de fait, une garantie de l'indépendance de fonction des autres personnels !

De tout cela, nos responsables politiques n'ont que faire. Certains ont eu la faiblesse de croire que ce gouvernement, après avoir décidé d'une pause, s'engagerait sur une voie nouvelle. Le premier ministre n'a-t-il pas lors de sa dernière conférence de presse déclaré que certains Français s'interrogeaient et qu'il les avait entendus ? Écoutez, entendus, mais certainement pas compris !

Il serait grand temps, pour ce gouvernement, de trouver le chemin du vrai dialogue social avec les forces intermédiaires, qu'il ne pourra continuer à ignorer et à mépriser, sauf à vouloir créer une nouvelle période de troubles dont il supporterait, encore une fois, seul, la responsabilité.

Alors que tout bouge, il est hasardeux et, au fond, méprisant pour le Parti communiste et ses militants de considérer, comme le fait Daniel Vernet, que tout va se passer comme à l'époque du débat avec Marcel Servin et Laurent Casanova. J'observe d'ailleurs que le secrétaire général à un peu nuancé les propos inopportuns, assimilant des « rénovateurs » à des « liquidateurs », qui ont relancé une polémique publique et dont de notre parti une image assez fautive, au moment où nous sentons les esprits évoluer à notre égard, au lendemain du grand mouvement lycéen et étudiant avec lequel nous avions noué des rapports positifs et prometteurs.

De nombreux communistes (...) sont convaincus que si le risque de dérive droite de quelques camarades est réel — malgré l'expérience faite d'une gestion social-démocrate docile au patronat — le danger le plus grand aujourd'hui est le repli socialiste, l'évitement, y compris dans l'application des principes du centralisme démocratique.

Ces militants agissent pour leur parti et non contre lui, pour le faire grandir et non pour le quitter. Leurs interrogations, leurs réflexions, ne sauraient être assimilées à une activité fractionnelle. Ni les Cassandre de la presse, ni les frères socialistes, ni les rudoiments de certains dirigeants, ne les détourneront de leur combat. (...) Que les bouches s'ouvrent. L'écho de cet appel de Maurice Thorez, devenu historique — mais dont Daniel Vernet a curieusement oublié de créditer la « machine communiste », retentit avec une force nouvelle dans nos rangs.

LUCIEN LANTERNIER, maître (PCF) de Gennevilliers.

Francia

Je vous écris pour vous faire part de ma surprise et de ma colère lorsque j'ai demandé à la mairie du qua-

La « machine communiste »

Daniel Vernet a pronostiqué (le Monde du 30 janvier) l'échec du débat en cours au sein du Parti communiste français, échec inscrit, selon lui, dans la construction même de ce qu'il appelle la « machine communiste » (...).

Il faut remonter très loin dans le temps pour retrouver une situation par certains aspects analogue à celle d'aujourd'hui : un parti confronté à la question de son avenir, affaibli par un jeu de balancier entre l'opportunisme et l'étrouffement, un parti en voie d'être coupé de larges couches sociales (...) un parti en recul d'influence partout, y compris dans ses bastions (...).

Alors que tout bouge, il est hasardeux et, au fond, méprisant pour le Parti communiste et ses militants de considérer, comme le fait Daniel Vernet, que tout va se passer comme à l'époque du débat avec Marcel Servin et Laurent Casanova. J'observe d'ailleurs que le secrétaire général à un peu nuancé les propos inopportuns, assimilant des « rénovateurs » à des « liquidateurs », qui ont relancé une polémique publique et dont de notre parti une image assez fautive, au moment où nous sentons les esprits évoluer à notre égard, au lendemain du grand mouvement lycéen et étudiant avec lequel nous avions noué des rapports positifs et prometteurs.

De nombreux communistes (...) sont convaincus que si le risque de dérive droite de quelques camarades est réel — malgré l'expérience faite d'une gestion social-démocrate docile au patronat — le danger le plus grand aujourd'hui est le repli socialiste, l'évitement, y compris dans l'application des principes du centralisme démocratique.

Ces militants agissent pour leur parti et non contre lui, pour le faire grandir et non pour le quitter. Leurs interrogations, leurs réflexions, ne sauraient être assimilées à une activité fractionnelle. Ni les Cassandre de la presse, ni les frères socialistes, ni les rudoiments de certains dirigeants, ne les détourneront de leur combat. (...) Que les bouches s'ouvrent. L'écho de cet appel de Maurice Thorez, devenu historique — mais dont Daniel Vernet a curieusement oublié de créditer la « machine communiste », retentit avec une force nouvelle dans nos rangs.

LUCIEN LANTERNIER, maître (PCF) de Gennevilliers.

Francia

Je vous écris pour vous faire part de ma surprise et de ma colère lorsque j'ai demandé à la mairie du qua-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65872 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1969), Jacques Fommet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locuteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 204 136 F

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/o Speedprint, 46-46 25th Street, L.G.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedprint U.S.A. P.M.C., 46-46 25th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 472 F 554 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

487 F 1 337 F 1 552 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 980 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - TAPIS LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395 - 2037

RFA : verdict à Bonn

La condamnation à de lourdes amendes de deux anciens ministres met provisoirement fin à l'affaire Flick

BONN
de notre correspondant

Le tribunal de Bonn a mis un terme, lundi 16 février, au plus grand scandale politico-financier ouest-allemand de l'après-guerre en rendant un verdict à double sens dans le procès Flick (le Monde du 17 février). Si le principal chef d'accusation - la corruption - n'a pas été retenu contre les trois accusés, le juge s'est cependant refusé à les blanchir totalement. « Un soupçon qui n'est pas insignifiant » - pour reprendre les attendus du verdict - continue à peser sur Otto Graf Lambsdorff et Hans Friderichs, anciens ministres fédéraux de l'économie, et Eberhard von Brauchitsch, ancien ministre de l'Industrie.

Au terme d'un procès qui aura duré dix-huit mois, les trois hommes sont sortis libres du tribunal. Ils ont été condamnés pour fraude fiscale à des peines inférieures à celles réclamées par l'accusation publique : M. von Brauchitsch à deux ans de prison avec sursis et 550 000 marks d'amende, M. Lambsdorff et Friderichs à respectivement 180 000 et 61 500 marks d'amende. M. von Brauchitsch était accusé d'avoir systématiquement contourné le fisc afin de constituer pour le groupe Flick une « caisse noire » destinée à financer ses amis politiques. M. Friderichs, entré en 1977 au conseil d'administration de la Dresdner Bank, a été condamné pour avoir utilisé le truchement d'associations d'intérêt public servant de couverture pour faire dégrèver d'impôts les donations de sa banque aux partis politiques. M. Lambsdorff a été condamné d'avoir détourné les fonds de la trésorerie du parti libéral, sous un réseau de sociétés fictives pour établir de fausses factures en échange des fonds versés par le FDP.

L'utilisation à grande échelle de fausses factures et d'associations d'intérêt public de couverture était devenue depuis les années 50 une pratique généralisée dans tous les partis politiques. Sa découverte en 1974 par les agents des contributions, à la suite d'un banal contrôle fiscal, avait suscité un énorme émoi dans l'opinion, conduisant à la mise en cause de très nombreux responsables politiques de tout premier plan et à des procès en série dans le milieu des affaires et de la finance. Du chancelier Kohl au président du Parti social-démocrate, M. Willy Brandt, il n'est presque pas un dirigeant du pays qui n'ait eu à se défendre de ses agissements devant la commission d'enquête parlementaire mise en place pour tirer les conséquences de l'affaire sur le plan législatif.

Une comptabilité bien tenue

Le scandale, qui avait provoqué en 1984 la démission du président du Bundestag, Rainer Barzel, avait toutefois pris sa véritable dimension qu'avec la mise à jour des agissements de l'ancien groupe industriel Flick. Non seulement les sommes en jeu étaient très importantes, mais ce groupe, l'un des fleurons de l'industrie allemande, traitait derrière lui une histoire sulfureuse. Condamné à sept ans de prison par le tribunal de Nuremberg après la guerre, son fondateur, Friedrich Flick, avait dû faire partie de sa rédemption aux largesses dont il avait fait preuve à l'égard des dirigeants de la République de Weimar puis du Parti nazi. Il n'en a pas fallu davantage pour rappeler aux Allemands de l'Ouest de sombres souvenirs. Le petit carnet de comptabilité du groupe, qui restera dans les annales,

contenait les noms de presque tout le Götter politique avec, en face de chacun d'eux, des dates et des sommes.

Cette découverte a notamment conduit les enquêteurs à s'interroger sur la coïncidence entre les générosités de M. von Brauchitsch envers le Parti libéral et un dégrèvement fiscal de 800 millions de deutschemarks accordé par le ministre de l'économie au groupe Flick sur le produit de la vente de 20 % des actions qu'il détenait dans Mercedes. Le dossier avait été traité à l'époque par M. Hans Friderichs et Otto Graf Lambsdorff, qui s'étaient succédé comme ministres

de l'économie dans le gouvernement de M. Helmut Schmidt. Rien que trois, contestés au sein même de l'administration, le fameux dégrèvement avait été finalement accordé grâce à un artifice de la législation sur l'investissement des bénéfices des entreprises.

Les procureurs du dossier Flick ont finalement estimé que le rapprochement des faits était suffisamment troublant pour justifier les plus soupçonneuses imputations pour corruption et tentative de prise d'influence sont lancées en juin 1984 contre M. Friderichs, Lambsdorff et von Brauchitsch.

Cette inculpation a fait couler beaucoup d'encre. Comme l'a rappelé lundi le juge - pour le déplorer - elle a provoqué à plusieurs reprises la mise en cause de l'indépendance de la justice au sein de la majorité actuelle. Si l'accusation publique, comme elle l'a souligné au cours de son réquisitoire, le 29 janvier dernier, en route à sa conviction de la culpabilité des trois accusés, il était devenu rapidement clair qu'elle n'arriverait pas à la prouver.

Dans un tel verdict, le président du tribunal avait annoncé dès l'année dernière qu'il considérerait cette partie du dossier comme close. Le verdict final laisse cependant la question en suspens et interdit de refuser complètement le caractère de l'affaire Flick, comme l'ont fait certains des dirigeants des grands partis politiques. Les réactions mitigées au jugement rendu par le tribunal de Bonn sont là pour en témoigner. Si les libéraux et M. Lambsdorff, qui continue de jouer un rôle-clé dans son parti, se sont efforcés de faire valoir le bon côté des choses, M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière, ne s'y est pas trompé en qualifiant le verdict de « douteux ».

HENRI DE BRESSON.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Les électeurs se sont rendus aux urnes pour renouveler le Parlement

Deux millions et demi d'Irlandais étaient appelés à renouveler, mardi 17 février, le Dail (Parlement), dissous en janvier dernier, à la suite d'une crise gouvernementale. La coalition au pouvoir avait été écartée en raison d'un désaccord sur la réduction des budgets sociaux, opposant le Fine Gael, formation du Premier ministre sortant, au petit Parti travailliste. A la veille du scrutin les sondages donnaient le Fine Gael, formation d'opposition dirigée par M. Haughey, en tête avec 38 % des intentions de vote. Cependant, l'écart le séparant du Fine Gael (crédit de 25 % des intentions de vote) et du nouveau Parti progressiste-démocrate (11 %) s'était réduit tout au long de la campagne électorale.

Le Sinn Féin, bras politique de l'IRA (Armée républicaine irlandaise), qui se présentait pour la première fois aux élections depuis la création de la République d'Irlande en 1922, n'obtiendrait un siège que difficilement, mais pourrait cependant gêner le Fine Gael dans les comtés frontaliers, où le sentiment nationaliste demeure très fort. Il n'est pas exclu que le Sinn Féin apparaisse dans une nette majorité se dessine à l'issue d'un scrutin qui s'annonce serré.

Le prochain gouvernement devra faire face à une situation économique particulièrement dégradée : un taux de chômage de 19,6 %, une dette extérieure par habitant trois fois supérieure à celle du Mexique et une émigration de quelque trente mille personnes chaque année. (AFP, UPI)

Le Forum international de Moscou

Andreï Sakharov a applaudi le discours de M. Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin

Andreï Sakharov, comme le reste de l'assistance, s'est levé pour applaudir le discours prononcé, lundi 16 février, au Kremlin, par M. Gorbatchev devant les participants au Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité. La télévision soviétique a plusieurs fois montré des images de l'académ-

icien. Celui-ci, toutefois, n'a pas participé comme on s'y attendait à la conférence de presse donnée dans la soirée par certaines des personnalités invitées au Forum.

Le discours du secrétaire général du PC soviétique est accueilli de manières diverses à l'étranger. A Londres, le ministre adjoint au Foreign Office, M. Timothy Renton, a estimé qu'il y a un réel effort au sommet pour changer de politique en URSS et que l'Occident doit en être conscient. Aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée à Washington, où une relative déception s'exprime néanmoins devant le fait que M. Gorbatchev n'a avancé aucune proposition nouvelle en matière de désarmement.

« Nous avons besoin d'une vaste démocratisation de toute la vie sociale »

Voici, sur les différents aspects abordés, les passages les plus marquants du discours prononcé le lundi 16 février devant le Forum international, à Moscou, par M. Gorbatchev.

LE DANGER DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

« Aujourd'hui, un sous-marin stratégique porte un potentiel d'extermination égal à plusieurs secondes guerres mondiales. Et ces sous-marins se comptent par dizaines et, à part eux, il y a encore bien d'autres systèmes nucléaires. Il est impossible de se représenter cet enfer... »

Après la seconde guerre mondiale (comme d'ailleurs après la première), des tentatives ont été faites pour instaurer un ordre mondial qui empêcherait le massacre des peuples de se répéter... »

Après une guerre mondiale, il n'y aura plus de problèmes. Car il n'y aura plus personne pour se réunir, pas même autour d'une table de négociations. Mais autour d'une souche. Autour d'une pierre. Une seconde arche de Noé ne survivra pas au déluge nucléaire.

LA « RESTRUCTURATION » EN URSS

« Vous êtes venus en Union soviétique à un moment où des transformations révolutionnaires sont en cours dans notre pays. Elles ont une importance considérable pour notre société. Pour le socialisme dans son ensemble et pour le monde entier. Ce n'est qu'après avoir compris leur contenu, leur sens et leurs objectifs que l'on peut juger correctement de notre politique internationale. Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous consacrer sur notre travail d'édification, afin de développer notre pays. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une

orientation prévisible et constructive des relations internationales... »

« Eh bien, la reconstruction que nous avons engagée sur une assez vaste échelle, et qui est irréversible, montre à tous dans quelle direction nous voulons orienter nos ressources... »

« Notre intention principale est de faire valoir le potentiel du socialisme en mettant en œuvre les forces de tout le peuple. A cet effet, nous avons besoin que fonctionnent librement et à plein régime toutes les organisations sociales et d'Etat... »

« Nous avons besoin d'une vaste démocratisation de toute la vie sociale... »

LES « PROBLÈMES » HUMAINITAIRES

« Tout le monde peut constater que nous avons de nouvelles approches des problèmes humanitaires, classés dans la « troisième corbeille d'Helsinki ». Je dois pourtant décevoir ceux qui y voient le résultat des pressions que l'Occident exerce sur nous. Ceux qui pensent que nous cherchons à plaire tout en dissimulant nos véritables objectifs. Non, il faut y voir un autre résultat de la nouvelle mentalité... »

LE DÉSARMEMENT

« Je voudrais revenir sur Reykjavik. Ça n'a pas été un échec. Mais une percée. Les négociations n'ont pas été des négociations ordinaires. Mais une heure de vérité quand une perspective fantastique nous permettait de nous engager dans la voie d'un monde dénucléarisé s'est dessinée... »

« Si Reykjavik a provoqué partout dans le monde une réaction aussi violente, c'est que nous y avons abordé le problème de la réduction des arsenaux nucléaires dans un registre conceptuel fondamentalement nouveau, comme un problème à la fois politique et psychologique, et

non comme un problème purement militaire et technique. On a presque trouvé la solution. Mais qu'allions-nous faire de ce « presque » qui nous a empêchés, à Reykjavik, d'atteindre la ligne d'arrivée ? (...) Quand, à un moment donné, les deux parties ont convenu à Reykjavik de réduire radicalement leurs arsenaux nucléaires pour les liquider par la suite, cela signifiait pratiquement qu'elles reconnaissaient que l'arme nucléaire ne pouvait plus garantir pleinement la sécurité. Ce qui s'est produit à Reykjavik a changé irrévocablement le caractère et l'essence même des débats sur un monde futur.

LA DISSUASION

« Pas mal de gens croient sincèrement que [l'arme nucléaire] est un mal nécessaire pour conjurer le mal encore plus redoutable qu'est la guerre. C'est la thèse qui se trouve à la base de la doctrine de la dissuasion nucléaire... »

« L'histoire nous montre que le renouveau de la dissuasion nucléaire ne dépend pas des mains aux amateurs des aventures militaires... »

« C'est un problème important. Certains en voient la solution dans le perfectionnement d'autres composants de la puissance militaire, des armements conventionnels. Ce n'est pas la bonne voie. Elle est vicieuse... »

LA MILITARISATION DE L'ESPACE

« La menace de voir la course aux armements s'étendre à l'espace souligne le caractère exceptionnel, et je dirais même dramatique, de la situation. Si cela se produit, l'idée même du contrôle des armements se trouvera compromise... »

« A cette occasion, je voudrais évoquer les passions qui se sont déchaînées ces derniers jours au sujet du déploiement du premier échelon de l'IDS. Les partisans de cette mesure insistent sur une « plus large interprétation » du traité ABM... »

« Il s'agit en réalité de la rupture du traité ABM. Car le sens politique est, si vous voulez, philosophique de ce document consistait, dès le début, à assurer la stabilité en se gardant de déployer la défense antimissiles et, par là même, à mettre un terme à la rivalité états-unienne, et particulièrement dangereuse à l'ère nucléaire, entre le bouclier et le glaive... »

« En novembre 1985, à Genève, dans la déclaration commune, nous nous sommes engagés avec le président Reagan à « prévenir la course aux armements dans l'espace et à y mettre fin sur la Terre. A limiter et à réduire les armements nucléaires et à accroître la stabilité stratégique... »

LES CONFLITS RÉGIONAUX

« Le règlement des conflits régionaux est un impératif de notre temps. Quant à notre approche de ce problème, il suffit pour s'en faire une idée de prendre l'exemple de nos initiatives concernant le Proche-Orient. C'est un point névralgique où se croisent les intérêts de nombreux Etats et de nombreux peuples. C'est un carrefour d'histoires, de religions, de cultures. Aussi ne saurait-on accepter ici qu'une approche extrêmement sérieuse, circumspecte, je dirais délicate, et non pas des coups, des raids récurrents de la piraterie, une menace permanente d'usage de la force armée... »

« Nous disons : cherchons cette approche. Il faut agir [ainsi] en ce qui concerne la guerre iranienne, la crise en Amérique centrale, le problème afghan, l'Afrique australe, la situation en Indochine. L'essentiel est de respecter strictement le droit des peuples de choisir eux-mêmes leur avenir, de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats... »

Dans la République autonome de Carélie Des policiers sont condamnés pour sévices

MOSCOU
de notre correspondant

L'hédoctadaire à grand tirage Ogoniok, réputé jusqu'à récemment pour son conservatisme, tente peut-être de se refaire une virginité auprès des nouveaux dirigeants de l'URSS. L'affaire qu'il révèle dans son dernier numéro paraît lundi 16 février est en tout cas sans précédent. Deux policiers de Carélie, une République autonome proche de la frontière finlandaise, ont été condamnés respectivement à trois ans et demi de prison ferme et trois ans de prison avec sursis pour avoir torturé des citoyens soupçonnés d'infractions mineures, afin de les faire avouer.

L'étonnant est évidemment non pas que de tels faits se produisent dans les commissariats, ce que tout le monde sait en Union soviétique, mais qu'ils soient dénoncés dans la presse et que les complices soient sanctionnés. Les malheureux sont presque morts sous les coups, selon la description donnée par Ogoniok, mais les responsables et leurs supérieurs ont également été châtiés.

Non seulement les deux policiers ont été condamnés, mais le général Misouline, ministre de l'Intérieur de Carélie, deux de ses adjoints immédiats et un chef de bureau ont été destitués. Ogoniok fait l'éloge du courage du premier procureur de Carélie, M. Bogdanov, et d'un de ses inspecteurs qui auraient résisté à toutes les pressions, y compris les menaces de mort, pour faire écarter la vérité. Le ton de l'article d'Ogoniok et l'affaire elle-même rappellent une enquête journalistique parue le 4 janvier dans la Pravda,

concernant un journaliste ukrainien. Mais c'était alors le KGB et non le ministère de l'Intérieur qui était au centre de la affaire. Le chef du KGB, M. Tchernenkov, avait pris la peine d'informer lui-même les populations en première page de la Pravda des sanctions prises contre le responsable local du KGB, qui avait injustement persécuté ce journaliste (le Monde des 10 et 17 janvier).

En ce qui concerne la Carélie, les faits remontent à 1985. Un ouvrier métallurgiste, M. Veikonen, est entré en contact avec une vague commémorative, M. Amozov, dans un vol banal. Tous deux s'entretenaient un peu, entrant dans un garage en passant un carreau et volent deux roues de voiture.

L'état suivant, M. Veikonen est convoqué au service du personnel de son usine. Il y trouve deux policiers musclés qui l'invitent à les suivre. Selon le rapport de la police, ce citoyen est interrogé normalement, mais il refuse de parler. La réalité est tout autre. L'un des deux policiers étrangle le suspect au point de lui faire sortir la langue de la bouche et les yeux de leurs orbites. Selon le rapport médical établi par la suite, M. Veikonen a en outre la rate éclatée, en raison des coups qu'il a reçus.

Dans un autre cas, un monteur, M. Galachov, victime des mêmes policiers, a été torturé pratiquement sous contrôle médical. On lui avait fait enfiler un masque à gaz, et le médecin du commissariat avait indiqué combien de temps on pouvait sans risques excessifs le laisser étouffer en fermant la valve du masque.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'académicien et l'IDS

Certains participants au Forum international de Moscou ont relevé que l'académicien Andreï Sakharov avait critiqué, lors de la séance au cours de laquelle il s'est exprimé à huis clos, la position soviétique au sujet de l'initiative de défense stratégique (IDS ou « Guerre des étoiles ») du président Reagan.

Andreï Sakharov avait déjà exprimé ce point de vue dès le 29 décembre dans un entretien avec le correspondant de l'AFP à Moscou. « Je suis sceptique à l'égard de l'IDS, disait-il, et c'est un programme qui ne me plaît

pas. Il est destructif et inutile. » Mais il ajoutait : « Il est important de se mettre d'accord pour que l'empire des travaux sur l'IDS ne soit pas un sujet de division. Il ne faut pas poser d'ultimatum et considérer l'IDS comme un obstacle à la solution des autres problèmes de désarmement... »

Association nationale des psychologues (A.N.O.P.)

édite le premier répertoire des psychologues qui contient près de 8000 noms de psychologues professionnels, classés par département et localité.

Un outil précieux pour tous : professionnels, utilisateurs, pouvoirs publics, entreprises, etc.

Un symbole d'unité.

70 F franco

Commande à adresser : Association nationale des psychologues 23, rue Serpente, 75006 Paris Tél. : (1) 43-28-19-64.

- Association nationale des psychologues d'orientation de France
- Association des enseignants en psychologie des universités
- Association française des centres de consultations conjugales
- Association française des psychologues scolaires
- Association nationale des psychologues de l'enseignement catholique
- Ecole des psychologues praticiens
- Société française de psychologie
- Syndicat national des enseignants de second degré
- Syndicat national de l'enseignement supérieur
- Syndicat national des psychologues
- Syndicat des psychologues de l'éducation nationale

سكزا من الاموال

ILS SONT TOUJOURS DANS LES CAMPS!

Malgré les libérations de ces derniers jours, et en particulier celle de BEGUN, KLEBANOV, KORAGUINE et OGORODNIKOV restent emprisonnés. LIBÉREZ KLEBANOV, KORAGUINE, OGORODNIKOV ET LEURS COMPAGNONS

Anatoli Martchenko, détenu depuis un quart de siècle quasiment sans interruption, est mort dans la prison de Tchistopol, à l'âge de quarante-huit ans.

Le 4 août 1986, il avait entamé une nouvelle grève de la faim. Il voulait protester contre les mauvais traitements et les souffrances qui lui étaient infligées. Il voulait protester contre l'interdiction de voir sa femme, qu'il n'avait plus revue depuis le 9 avril 1984. Ses bourreaux ont eu raison de lui. Alors même qu'ils avaient proposé à sa femme de l'autoriser à partir en Israël, ils n'avaient pas répondu à sa demande élémentaire de le rencontrer pour en discuter avec lui.

La mort d'Anatoli Martchenko est un avertissement sinistre. Des centaines de Martchenko peuplent les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques de l'URSS.

Avant Martchenko, ont trouvé la mort dans les camps : Iouri Galanskov, Vassili Stous, Valeri Martchenko, Mark Morozov... Peut-on admettre que cette liste funèbre s'allonge encore?

Des centaines de prisonniers politiques soviétiques sont menacés de subir le même sort. Le destin de certains d'entre eux est particulièrement tragique.

Vladimir Klebanov, le mineur qui a fondé, en février 1978, le premier syndicat libre en URSS, est détenu en hôpital psychiatrique et abruti de drogues depuis huit ans déjà!

Anatoli Koraguine, médecin psychiatre, condamné à sept ans de camp pour avoir dénoncé l'utilisation de la psychiatrie à des fins de répression politique, est dans un état inquiétant, après plusieurs grèves de la faim. Les autorités interdisent à sa femme de le voir.

Alexandre Ogorodnikov, âgé de trente-six ans, croyant, est détenu depuis huit ans en camp. Son crime? Vouloir pratiquer sa foi librement et diffuser ses opinions religieuses. Il a déjà menacé de se suicider pour échapper aux brutalités et aux humiliations dont il est la victime.

Après la mort d'Anatoli Martchenko, cela suffit.

Nous réclamons la libération de Klebanov, Koraguine, Begun, Ogorodnikov et tous leurs compagnons, coupables du seul crime de vouloir exprimer en toute liberté leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou d'organiser leurs camarades de travail pour défendre leurs droits, leurs revendications et leur dignité.

SIGNATAIRES : J. Ayme/Cl. Bourdet; J.-C. Blazy; G. Birebent; C. Broeders; J.-C. Barthelet; M. Barthélemy-Madaule; M. Broué; P. Broué; M. Bonnet; A. Barbe; R. Bellet; C. Creste; F. Castaing; H. Carian; N. Carlin; J. Collin; L. Charreyron; G. Caré; J. Derrida; J.-P. Daudrey; J. Durup; A. Delage; J. Dumont; Y. Dechesnais; K. Dorey; G. Ellet; R. Eblème; J.-L. Enis; J.-P. Faye; J. Follère; R. Follère; C. Fromager; G. Fromager; N. Fossat; G. Follère; P. Fougère; P. Gendre; Ph. Guillo; S. Gay; D. Gros; A. Granouillac; F. Guérin; Ph. Guillard; J.-P. Guillard; J.-L. Heully; M. Holzman; F. Joliceur; D. Jacoby; R. Jean; J. Julliard; J. Le Goff; A. Lague; K. Le Port; J. Maire; J. May; J.-P. Mathieu; J. Marangé; P. Maria; J. Madaule; A. Minowski; J.-J. Marie; P. Pelissier; H. Parnaud; J. Parnaud; E. Pignou; R. Peroux; G. Perrault; J. Pontillon; A. Perceval; P. Roux; J. Rapoport; M. Roumer; Cl. Roy; M. Revot; L. Schwartz; F. Spiegelmann; P. Soulier; J. Teissier; Ch. Tillon; R. Tillon; A. Touraine; N. Trintignant; G. Truche; C. Truche; B. Tavernier; J.-P. Vemant; A. Mouré; J. Personne; C. Lidove; M. Rémy; G. Lagrost; Fr. Longone; P. Marx; B. et G. Cornu; D. et M.-J. Rolland; J.-C. Dreyfus; L. Mainguy.

Envoyer signatures de soutien au Comité international contre la répression
61, rue Beaubourg, 75139 Paris Cedex 03
CCP : ZZ.02.2310.06711.7 Banque centrale des coopératives des mutuelles
12, place de la Bourse, 75002 Paris

LE MONDE
diplomatique
DÉFENSE
LE RÔLE DE L'ARMEMENT
PRÉSTRATÉGIQUE FRANÇAIS
NUMÉRO DE FÉVRIER - EN VENTE PARTOUT

AIR FRANCE

VU?

LONDRES

650F

ALLER-RETOUR

TARIF J MOINS UN.

Pour bénéficier de ce tarif, trois simples conditions:
- le billet aller-retour doit être acheté au plus tard la veille du départ;
- réservation du départ: la veille du départ;
- réservation du retour: la veille du retour.
Cet tarif est valable jusqu'au 14 avril 1987 pour tout séjour de 14 jours ou plus.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyage.

سكزا من الالجل

Europe

URSS : la « nouvelle politique » de M. Gorbatchev

Les survivants du « brejnévisme »

Le mouvement se ralentit, en revanche, lorsque l'on passe aux Républiques et aux régions. Dans ces deux catégories, la proportion des rescapés du brejnévisme est identique et dépasse 35 % du total. Elle frôle à 40 % chez les premiers secrétaires régionaux si l'on tient compte des huit fonctionnaires qui ont fait l'objet d'un transfert latéral d'une capitale à une autre, et dépasse de loin la moitié si l'on

time de purges spectaculaires, tombe à 20 %, alors que celui de l'Ukraine, « verrouillée » par son patron, M. Tchcherbitski, s'élève à 54 %.

C'est donc plutôt à ce niveau des secrétaires de région — et parfois de République — qu'il faut chercher le noyau dur de la résistance, active ou passive, à la « nouvelle pensée ». D'autant que les mêmes constituent

depuis... 1961), et quelques autres cas du même acabit.

On avait déjà relevé, à l'occasion du dernier congrès du parti, l'existence qu'avait constituée la reconduction à leur siège de vétérans pourtant mis à la retraite dès 1983, tels que MM. Tikhonov, ancien chef du gouvernement, Bafikov, ancien président du Gosplan, Ponomarev, ex-secrétaire du parti, etc. Depuis lors, au moins douze autres membres titulaires du comité central ont été relevés définitivement de leurs fonctions, et ce noyau des retraités ne peut que grossir avec la nouvelle relance de la campagne d'épuration.

Le « taux de stagnation »

FONCTIONS EN FÉVRIER 1987	TOTAL	OCCUPAIENT la même position en octobre 1982	%
Politburo : membres	11	3	30
suppléants	8	2	25
Secrétariat	12	2	16
Chefs des départements du comité central	19	2	10,5
Premiers secrétaires de républiques	14	5	35,7
Premiers secrétaires de régions (1)	157	53 + 8	38,8
Vice-présidents du conseil des ministres	12	1	8,3
Ministres (1)	87	21 + 4	28,7
Membres titulaires du comité central	307	175	57

(1) Pour les secrétaires de régions et les ministres, nous avons distingué, parmi les anciens, ceux qui n'ont pas changé de poste depuis octobre 1982 (premier chiffre) et ceux qui exercent déjà les mêmes responsabilités sous Brejnev, mais dans une autre région ou un autre ministère (second chiffre). Le pourcentage indiqué englobe l'ensemble de ces deux catégories.

considère qu'au moins dix-neuf des nouveaux chefs de région étaient déjà secrétaires (pas premiers) en 1982.

La résistance à la « nouvelle pensée »

Encore ce point de référence de 1982 ne donne-t-il qu'une pâle idée de la longévité de certains de ces « préfets » au vaste pouvoir que sont les chefs régionaux du parti. Sur les cinquante-six « anciens » recensés dans cette catégorie, vingt et un sont en place depuis plus de dix ans et neuf depuis plus de quinze ans, c'est-à-dire qu'ils ont échappé à la purge des dernières années, tout en ayant largement profité de l'âge d'or brejnévien. Intéressante est aussi la répartition régionale de ce groupe. Pour un taux de stagnation moyen de 33,7 % à la tête des régions, celui de l'Asie centrale, vio-

le groupe le plus compact au comité central : sur ses trois cent sept membres titulaires actuels, soixante-douze sont premier secrétaire de région, contre quarante-cinq personnes, par exemple, pour le groupe des ministres.

Or ce comité central lui-même échappe à la règle observée plus haut. Bien que situé à Moscou, c'est lui qui accense le plus fort taux de stagnation (57 %) de toutes les institutions soviétiques, pour la simple raison qu'il est le point de convergence de la haute nomenclature et de ses divers retranchements. Et ce n'est peut-être pas un hasard si l'on retrouve dans la liste des orateurs au dernier plénum, surtout parmi ceux de la seconde journée, quelques-uns des grands anciens de cette enceinte : M. Gromyko, qui a ouvert le feu le 28 janvier, le maréchal Sokolov, ministre de la défense, M. Maniakine, recordman de la longévité au poste de premier secrétaire régional (il dirige le parti à Omsk

En sens inverse, Khrouchtchev s'était trouvé devant le même problème après sa victoire sur le groupe Molotov en 1957. Dans l'espoir de pouvoir travailler avec un comité central reflétant la nouvelle situation et sans avoir à attendre le congrès régulier de 1961, il avait convoqué, en 1959, un congrès extraordinaire, qui devint le vingt et unième. Mais, finalement, on expliqua que ce congrès était « hors série », il ne convenait pas d'y procéder à des élections. Déjà piquant, celui qui annonça cette précision fut le même Sousslov, qui cherchait alors à limiter les pouvoirs du premier secrétaire.

Autrement dit, les précédents n'ont guère de valeur : tout dépend du pouvoir de l'homme en place à la date considérée. Et, dans ce domaine, M. Gorbatchev a encore beaucoup à faire.

MICHEL TATU.

BIBLIOGRAPHIE

Tout et plus sur l'Europe de l'Est

Comme chaque année, La Documentation française publie le numéro spécial de *Notes et études documentaires* consacré à l'URSS et à l'Europe de l'Est, une livraison fort appréciée des spécialistes ou amateurs, qui y trouvent sous forme synthétique un bilan des événements politiques et économiques des neuf pays concernés pendant le second semestre de 1986 et le premier semestre de 1987.

Comme d'habitude, ces études par pays sont complétées par quelques coups de projecteur particuliers : cette fois, ils sont braqués sur une approche de type sociologique des rapports entre religion et société en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, sur les efforts déployés en Hongrie pour tenter d'introduire un modèle de socialisme de marché, et aussi sur la politique du monde communiste à l'égard du Proche-Orient et sur les échanges artistiques entre la France et l'URSS.

C'est aussi une série de monographies consacrées à l'Europe de l'Est (l'URSS, cette fois, non comprise) qui constitue l'essentiel du « panorama » publié par le *Courrier des pays de l'Est* (les deux publications sont éditées par la Documentation française). Conformément à son titre, ce « panorama » s'efforce de prendre plus de recul et de ne pas s'intéresser seulement aux événements les plus récents. Là aussi, plusieurs études de caractère général complètent le tableau.

Ceux qui s'intéressent à l'autre Europe, mais que la lecture de ces savants et intéressants articles laisserait un peu sur leur faim, trouveront un supplément d'âme et de vie dans le troisième numéro de la *Nouvelle Alternative*, qui s'interroge sur les changements en cours en URSS.

* *L'URSS et l'Europe de l'Est*, édition 1986, sous la direction de Thomas Schreiber et du CEDUCE. N° 4817 des *Notes et études documentaires* de la Documentation française, 256 p., 48 F.

* *Panorama de l'Europe de l'Est*, numéro spécial du *Courrier des pays de l'Est*, 302 p., 120 F.

* *La Nouvelle Alternative*, numéro de décembre 1986, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, 73 p., 60 F.

et, même si c'est à travers le prisme des mouvements d'opposition, donne une vision souvent très concrète des réalités vécues au bord de la Vistula, de la Vistula, du Danube, et de quelques autres rivières.

J. K.

Jean Chesneaux

Transpacifiques

Observations et conclusions documentées sur les Terrains d'Asie du Sud-Est

Transpacifiques

Ce parcours du Pacifique — un des lieux stratégiques dans lequel s'élaborent les nouvelles données du jeu mondial — s'inspire des six longs voyages que Jean Chesneaux y a effectués. Souvenirs personnels, évocations littéraires, information documentaire et analyses politiques s'y entrecroisent pour le plaisir du lecteur. 89 francs

Éditions La Découverte

Proche-Orient

La tournée européenne du chef de l'Etat libanais et la situation à Beyrouth-Ouest

Le président Gemayel vient à nouveau à Paris plaider la cause du Liban

Troisième étape d'une tournée européenne qui l'a mené à Bruxelles, puis à Londres, le président Gemayel était attendu mardi 17 février à Paris pour une visite officielle de quarante-huit heures. Le chef de l'Etat libanais, qui devait être accueilli par le premier ministre, aura au cours de son séjour des entretiens avec MM. Mitterrand, Chirac, Jean-Bernard Raimond et Pöhl.

Lorsqu'il était venu, il y a un an pratiquement jour pour jour, assister au sommet francophone, M. Amine Gemayel avait presque fait figure de postérité, tant son séjour semblait embarrasser Paris. Empêché pour d'obscurs raisons de prononcer son discours, relégué au fond de la tribune de la salle des Congrès du château de Versailles, le chef de l'Etat libanais n'avait pas, c'est le moins que l'on puisse dire, malgré un accueil avec M. Mitterrand, été accueilli avec la chaleur que la France réserve dans son discours au Liban.

La situation du président libanais paraissait peut-être alors trop précise à certains un mois après son refus d'entendre en l'état l'accord de Damas signé entre les chefs de milices chiites, chrétiennes, et druzes. Cette époque semble aujourd'hui révolue et le président Gemayel est sorti renforcé de sa résistance au diktat syrien. La campagne menée un temps sous l'égide de Damas contre sa présence à la tête de l'Etat a été abandonnée. Le chef de l'Etat libanais a profité des événements pour biser son réseau d'anciens avec Damas et multiplier les contacts tant avec les pays

arabes qu'avec les pays européens et avec le Vatican. Des voyages qui n'ont sans doute pas toujours plu à Damas, comme par exemple la rencontre de Tunis avec le numéro deux de l'OPL, Abou Issa. L'étape londonienne que vient d'effectuer, avant celle de Paris, le président libanais a, à cet égard, après la brutale rupture entre Londres et Damas, quelque allure de bravade. « Le président ne veut plus agir en fonction du qu'en dira-t-on syrien », dit-on dans son entourage. Il est vrai aussi que l'affaire Terry Waite, principal sujet de conversation avec les dirigeants britanniques, a donné lieu à un petit rapprochement entre la Syrie et la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il en soit, le président Gemayel a su jouer de l'importance de sa fonction, symbole, au-delà de sa personne, de la pérennité de l'Etat.

C'est donc un président plus assuré qui vient aujourd'hui à Paris plaider une nouvelle fois l'appui à la légalité libanaise et à un pays confronté pour la première fois, en onze ans de guerre, à une situation économique catastrophique qui affecte profondément la vie des plus défavorisés, musulmans ou chrétiens. « On parle beaucoup, en ce moment, du Liban à propos du drame des Palestiniens », nous disait, lundi, un proche du président, « mais peu des Libanais dont le sort n'est guère plus enviable ». Lors de son voyage à Bruxelles, où il a été reçu par la CEE, le président Gemayel a demandé l'aide de l'Europe au plan de reconstruction du Liban. « Le moment venu ». Mais, en attendant, la CEE s'est engagée à débiter une aide urgente de 84 millions d'ECU. Nul doute que le président

libanais compte particulièrement sur Paris pour faire valoir les intérêts de son pays au sein de la CEE. Sur le plan politique, le président Gemayel fera part avec les dirigeants français des récentes ententes qu'il a eu d'une part, à Koweït, avec le président syrien - il ne l'avait pas revu depuis plus d'un an - et ensuite à Amman avec le roi Hussein. Ce dernier semble à son tour vouloir jouer le message entre Beyrouth et Damas puisqu'il s'est rendu, immédiatement après sa rencontre avec le président Gemayel, dans la capitale syrienne pour de longs entretiens avec le président Assad.

Une étroite marge de manœuvre

On souligne dans l'entourage du président libanais que celui-ci fera valoir à ses interlocuteurs français que sa rencontre avec le président syrien ne signifie pas, *ipso facto*, la fin de la tension syro-libanaise. La France, dit-on, ne doit pas se laisser sur les résultats d'un éventuel sommet Gemayel-Assad. Même si celui-ci a lieu prochainement, souligne un proche du président libanais, il ne pourrait régler tous les problèmes qui demeurent entre Beyrouth et Damas et les obstacles sur la voie de l'entente restent importants.

Le président Gemayel, dont ce sera la première rencontre avec M. Chirac, insistera sans doute aussi sur l'importance du maintien de la présence culturelle française au Liban. Le sort des otages, pour lesquels le président libanais ne peut pratiquement rien, devrait aussi être abordé et le président Gemayel insistera à cet égard sur le désaccord de ne pas céder au terrorisme d'où qu'il vienne.

La marge de manœuvre du président, qui régit sur un Etat éclaté, occupé et dont le pouvoir ne s'exerce réellement que sur une toute petite partie du territoire, reste cependant très étroite.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

La « guerre entre alliés » tend à éclipser la « guerre des camps »

Le président du comité exécutif de l'OPL, M. Yasser Arafat, a lancé lundi 16 février à Beyrouth un appel à la « conscience mondiale » pour qu'elle intervienne contre le « génocide » du peuple palestinien dont le blocus des camps de réfugiés au Liban continue sous les bombes après quelques « éclaircies » destinées, a-t-il dit, à arrêter la pression internationale sur les assiégés.

A Beyrouth, le Hezbollah (pro-iranien) a nié toute implication dans l'enlèvement de M. Terry Waite, ambassadeur de l'archevêque de Canterbury, disparu au Liban depuis le 20 janvier. Dans

un communiqué, ce parti « regrette profondément » les accusations en ce sens portées la veille contre lui par M. Walid Joumblatt, chef du camp du Parti socialiste progressiste (PSP) dont les miliciens étaient chargés de la protection de M. Waite depuis son arrivée à Beyrouth, le 12 janvier.

« Les propos de M. Joumblatt ne peuvent être qu'une hypocrisie lors de déclarations faites pour apaiser la réaction de la presse occidentale avide de nouveaux éléments concernant les otages détenus au Liban », écrit le communiqué.

BEYROUTH de notre correspondant.

Une guerre chasse l'autre, ou du moins la ralentit. A Beyrouth, en l'occurrence dans son secteur musulman, la « guerre entre alliés » a pris le relais de la « guerre des camps » et l'a mise en veilleuse, sans l'arrêter. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les milices théocratiquement alliées de Beyrouth-Ouest, se battent entre elles.

Commencées dimanche, les affrontements entre la milice chiite Amal d'un côté, le PSP (druze) et le PC (multicommunautaire) de l'autre, ont repris en force lundi. Cinq morts et vingt-huit blessés le premier jour, cinq à sept morts et trente à quarante blessés le second, mais, malgré des bilans voisins, les combats ont gagné en ampleur, et en violence. Mardi matin, bien que moins intenses que la veille, ils n'étaient pas résorbés et persistaient dans certaines zones, malgré une pause nocturne due à la constitution de comités conjoints chapeautés par les observateurs syriens.

Comme d'habitude, la population civile a fait les frais de la guerre entre ses milices ; parmi les victimes se trouvent un mort et deux blessés secourus de la Croix-Rouge dont l'ambulance a été visée alors qu'elle venait de transporter des blessés à l'hôpital de l'Université américaine. Les incendies sont nombreux et on ne compte plus les appartements ravagés. Ce mardi matin, les rues sont quasi vides, les écoles, les magasins et les bureaux fermés. La

route côtière du Sud est coupée, les milices belligères en contrôlant des portions successives. Deux blocs antagonistes prennent corps de plus en plus clairement à Beyrouth-Ouest : d'un côté, les « progressistes », PSP, PC et PSNS, qui forment l'ossature de l'ex-Mouvement national du temps du pouvoir palestinien, entre 1975 et 1982 ; de l'autre, Amal, la plus fidèle alliée de la Syrie. Bien qu'eux-mêmes liés à Damas, les progressistes disposeraient d'un soutien soviétique en quelque sorte autonome, distinct de leur alliance syrienne.

Au sein de sa propre communauté, Amal s'affaiblit parallèlement à la montée en puissance continue du Hezbollah (Parti de Dieu), émanation de l'Iran. Quant aux sunnites, à l'origine dominants à Beyrouth-Ouest, ils subissent la situation la déstabilisant constamment, sans avoir pris sur elle.

La journée de lundi a été marquée par un incident moins sanglant et plus limité, néanmoins potentiellement lourd de conséquences : la Banque du Liban, suite à une menace de bombardement de la part d'une organisation dite « Action directe », inconnue jusqu'à ce jour, a été évacuée précipitamment à 11 h 30. Ces menaces, ainsi que celles adressées samedi aux « banquiers » de façon générale, font suite à la dernière vague de hausses des monnaies étrangères, qui portait le dollar aux alentours de 125 LL (et le franc au-delà de 20 LL), accentuant la paupérisation de la masse de la population. Le gouverneur de la Banque du Liban a mis en garde

contre toute atteinte au fonctionnement de son institution, « la seule institution étatique encore en service dans tout le pays », qui avait, au demeurant, été maintenue à l'abri des hostilités durant les douze années de la guerre. Le ministre de l'Éducation, M. Sélim Hoss, a poursuivi, comme à son habitude, les maux du Liban sans que ses homologues aient plus d'effet que ses précédentes diatribes. A propos des menaces contre les banques, il a affirmé que l'on « cherchait à vider à présent Beyrouth de ses banques après l'avoir vidée de ses ambassades et de ses étrangers. Effrayé par tant de chaos, le premier ministre, M. Rachid Karamé, qui est un des artisans de la paralysie de son propre gouvernement - le conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis octobre 1985 - a déclaré : « Que le gouvernement se réunisse n'importe où mais qu'il se réunisse enfin ! »

Les rivalités internes d'état pas l'appareil du seul secteur musulman de Beyrouth, signalons qu'un accrochage entre fractions miliciennes a fait, dimanche, deux morts au moins et plusieurs blessés à Dabbayé en secteur chrétien. La circulation a été coupée durant plus d'une heure sur l'autoroute du Nord. Les protagonistes en étaient, d'une part, des fidèles de M. Abou Nader, ex-chef des Forces libanaises et neveu du président Amine Gemayel - lui-même actuellement en visite officielle à Paris - et, de l'autre, les hommes du chef de la milice chrétienne, M. Samir Geagea.

LUCIEN GEORGE.

La gauche, la droite et les otages

(Suite de la première page.)

« Il n'a jamais mis les pieds à Téhéran et à Beyrouth », nous a déclaré M. Maurice Ulrich, le directeur de cabinet de M. Chirac. Il est seulement allé à Chypre et à Damas pour récupérer des otages, mais c'était bien après notre arrivée au pouvoir. Force est de constater que jusqu'à présent, personne n'a pu apporter un dénouement de l'implication de M. Roussin dans des transactions parallèles. Même pas l'étrange docteur Raad, ce médecin d'origine libanaise qui vit à Argentine et qui réussit un moment à établir le contact avec les ravisseurs. Le docteur Raad affirme bien avoir été approché en octobre 1985 par des émissaires se réclamant de M. Chirac, mais il a omis de leur demander leur identité. Il est plus probable en revanche sur les visites qui lui ont été faites peu avant les législatives pour lui demander de « cesser de travailler avec les socialistes ».

Le *Nouvel Observateur* cite, à l'appui de la thèse d'une surcoche de l'opération d'achat, le président syrien Hafez el-Assad, qui aurait affirmé, pour expliquer l'échec de janvier 1986 : « Un émissaire de l'opposition française a fait savoir aux iraniens qu'ils pouvaient obtenir de meilleures conditions en attendant les élections. » Que vaut cette affirmation ? Là encore, il faut la replacer dans le contexte de l'époque, déjà dominée par une sourde rivalité Syrie-Iran, le président Assad se faisant fort, pour prouver la réalité de son pouvoir au Liban, de faire libérer les otages à Damas. Ce que les Français n'ont jamais vu d'un bon œil.

Ont-ils refusé au dernier moment de faire un tel cadeau à leur allié circonstanciel ? Ont-ils voulu le même en invoquant un émissaire de l'opposition française ? Cet émissaire a-t-il existé ? Le président Assad a-t-il simplement voulu masquer le camouflage iranien ? Autant de questions qui restent encore sans réponse. Rappelons cependant qu'à l'époque des sources très proches de la négociation avaient expliqué son échec par l'exigence de dernière minute d'avoir à libérer non seulement Anis Naccache mais aussi les quatre autres membres de son commando, ce que M. Mitterrand aurait refusé.

Dernier argument développé par le *Matin* et le *Nouvel Observateur* : M. Chirac serait en quelque sorte passé aux aveux en déclarant le 6 janvier sur Europe 1 : « Avant même d'être au gouvernement j'ai tenté d'apporter ma petite contribution à la résolution de ce problème » des otages. Explication de M. Ulrich : « Cela ne signifie absolument pas que nous ayons mené des négociations parallèles. Cela veut tout simplement dire que Jacques Chirac, chaque fois qu'il a eu l'occasion, en tant que maire de

Paris, d'aborder ce problème avec un interlocuteur étranger pouvant avoir quelque influence dans cette affaire, l'a fait. Mais il ne l'a fait que pour des raisons humanitaires. » M. Denis Baudouin, le porte-parole de Matignon, utilise un langage beaucoup moins diplomatique dans l'art du démenti. « Il faut nous prendre pour les rois des salauds », nous a-t-il affirmé, pour nous soulever d'avoir fait retarder la libération des otages.

Voici l'état du dossier. On ne peut souhaiter, au point où on en est arrivé, qu'une seule chose : les accusateurs de M. Chirac devraient rendre publics tous les éléments d'un dossier dont ils n'ont fait rien, jusqu'à présent, qu'une seule pièce. Plutôt que d'alimenter une campagne sournoise au terme de laquelle on prétend privilégier la parole des dirigeants iraniens par rapport à celle du chef du gouvernement. Le premier ministre, de son côté, aurait intérêt à ne pas se contenter de démentis indignés mais à bien vérifier que personne ne s'est réclamé de lui dans cette affaire.

Les accusations lancées sont en tout cas trop graves pour ne pas être assumées. Trop d'erreurs ont été commises dans les négociations sur les otages par ce gouvernement et son prédécesseur pour que la France continue à faire de tels cadeaux aux preneurs d'otages et à leurs protecteurs qui n'en demandaient certainement pas tant.

JACQUES AMALRIC.

Une « plaisanterie » télévisée provoque un différend diplomatique entre Téhéran et Bonn

Francfort. — Une comédie satirique diffusée par la télévision ouest-allemande, qui laisse croire que des femmes lancent leurs sous-vêtements sur des pieds de l'imam Khomeiny, a provoqué un différend diplomatique entre l'Iran et l'Allemagne fédérale.

Cette « plaisanterie » de quarante minutes avait été diffusée le dimanche 15 février dans la soirée, lors de l'émission satirique de Rudi Carrell sur la chaîne ARD. Il s'agit de l'une des émissions les plus populaires dans le pays.

Le sketch utilisait des extraits originaux des récentes célébrations du huitième anniversaire de la révolution iranienne à Téhéran. Le montage mêlait à ces images d'autres scènes de femmes se déshabillant et jetant leurs sous-vêtements. Cela donnait de ce fait l'impression que ces femmes se trouvaient en face de l'imam Khomeiny et jetaient leurs sous-vêtements à ses pieds.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a déclaré, dans un communiqué, qu'il regrette les « plaisanteries » faites par cette émission au détriment du dirigeant iranien, mais a souligné que la liberté de la presse et des artistes est garantie en Allemagne fédérale.

L'ambassadeur iranien, M. Mohammad Djavad Solari, a protesté dimanche soir, parce que cette émission insultait selon lui « l'ensemble du peuple iranien ». Et lundi, Iran Air a retardé jusqu'à 20 heures son vol pour Téhéran, initialement prévu pour 13 h 30. Un responsable de la compagnie a souligné que les employés travaillant en Allemagne fédérale faisaient grève en signe de protestation contre l'émission.

L'Iran avait expulsé en novembre trois diplomates italiens et rappelé temporairement son ambassadeur à Rome pour protester contre une autre « plaisanterie » télévisée visant l'imam Khomeiny. — (AFP.)

Le président Saddam Hussein confirme la peine de mort prononcée contre l'ancien maire de Bagdad et quatre de ses collaborateurs

Bagdad. — La condamnation à mort de l'ancien maire de Bagdad, M. Abdel Wahab Mohamed Latif, et de quatre autres personnes, toutes accusées de corruption, a été entérinée par un décret présidentiel publié lundi 16 février à Bagdad. M. Abdel Wahab Latif, qui occupait le poste de maire de Bagdad depuis 1983, avait été limogé en juin dernier, après avoir été accusé de corruption et de mauvaise gestion.

Ce décret précise que les cinq condamnés à la peine capitale, dont trois ingénieurs, ont été coupables par le tribunal de la Révolution (iranienne) d'avoir « touché des pots-de-vin et des commissions de plusieurs firmes étrangères opérant en Irak, en contrepartie d'informations concernant d'importants projets prévus en Irak ». Il s'agit, selon le texte du décret rapporté par l'agence irakienne d'information INA, de MM. Fahmi Guirguis, Fathallah, Sabri William Nasri, Mohamed Saleh Hassan, employés par l'organisation générale des postes et télécommunications, et de Samir Majid Elie, dont les fonctions n'ont pas été précisées. — (AFP.)

[M. Abdel Wahab Latif avait été chassé de son poste de maire de Bagdad le 22 juin 1986, soit six mois après l'adoption de l'Ordre de Ba'ath, la plus haute décoration irakienne, par le président Saddam Hussein, et de « mauvaise utilisation des fonds publics », en ce qui concerne les grands travaux de génie et d'infrastructure entrepris sous la responsabilité de la mairie de Bagdad - portant sur le « mur » qui protège à l'est le port de Bassorah et le réseau défensif de Fanoussia en février entre les unités de troupes. M. Abdel Wahab Latif a été depuis remplacé par M. Abdel Monem Rachid, un des conseillers les plus proches du président Saddam Hussein et secrétaire général du Conseil de commandement de la Révolution depuis 1982.]

● Un cargo ouest-allemand sommé par Bonn de rebrousser chemin. — Le gouvernement de Bonn a ordonné, le samedi 14 février, au cargo ouest-allemand *Greif*, qui faisait route vers l'Iran, de se rendre dans un port de la Communauté européenne afin de vérifier sa cargaison. Le syndicat ouest-allemand des transports avait donné l'alerte en faisant savoir que le bâtiment transportait probablement des munitions. Son propriétaire, M. Jürgen Stahmer, de nationalité allemande, a assuré ne rien savoir d'une telle cargaison et indiqué que le navire avait fait demi-tour, sans préciser toutefois sa position. — (Corresp.)

Le procès de Jérusalem John Demanjuk est-il Ivan le Terrible ?

JÉRUSALEM de notre correspondant

Une petite salle de cinéma croulante de monde aménagée en tribunal. Sur une estrade, les trois juges, les accusés, les avocats de la défense, et les procureurs. Au mur, suspendu, l'emblème de l'Etat d'Israël : le chandelier. C'est dans ce décor que s'est ouvert, lundi 16 février, le procès de John Demanjuk. Cela manquait quelque peu de solennité ; immanquablement les commentaires ont fusé : « Ce n'est pas comme au procès Eichmann ». Il est vrai que depuis l'extradition des États-Unis, il y a tout juste un an de John Demanjuk, les autorités israéliennes ne cessent de répéter qu'elles n'entendent pas, vingt-six ans plus tard, entreprendre une « réédition » du procès d'Adolf Eichmann.

La première audience a d'ailleurs couvert une longue bataille juridique autour du problème de la compétence du tribunal israélien. Les avocats de John Demanjuk ont vainement cherché à prouver que la manière dont s'était faite l'extradition d'autorité par Israël à juger leur client pour les crimes contre l'humanité dont il est accusé. Seul moment d'émotion : à l'issue de l'intervention de M. Mark O'Connor, l'avocat américain de John Demanjuk, une personne s'est levée dans la salle, hurlant : « Demanjuk a tué de ses propres mains tous les membres de ma famille ! »

Mais cette première audience a surtout permis de percevoir d'emblée la complexité et le caractère tout à fait particulier de ce procès. Car la question à laquelle les trois juges devront répondre n'est pas de savoir si dans le camp de Treblinka, où huit cent cinquante mille juifs ont été exterminés, il y avait un auxiliaire SS d'origine ukrainienne appelé « Ivan le Terrible », qui actionnait les chambres à gaz et se distinguait par son comportement sadique. M. Yoram Sheffer, l'avocat israélien de John (Ivan) Demanjuk a, en effet, exposé clairement sa ligne de défense. « Il y avait un monstre à Treblinka, Ivan le Terrible, mais ce n'est pas l'homme au banc des accusés. »

Les défenseurs de John Demanjuk ont d'ailleurs annoncé qu'ils acceptaient 90 % de l'acte d'accusation, c'est-à-dire tout ce qui concerne le camp de Treblinka, mais qui n'a pas trait

directement à la personne de John Demanjuk, et ils se font fort de convaincre le tribunal que la principale pièce à conviction contre leur client - un document envoyé par l'URSS qui prouve qu'Ivan Demanjuk a suivi un entraînement dans le camp SS de Trawnik, dans l'est de la Pologne, est un faux forgé de toutes pièces par le KGB.

Deux thèses en présence

En fait, les divergences entre l'accusation et la défense portent sur moins de quatre ans dans la vie de John Demanjuk, entre 1942 et 1945. Pour le reste, la biographie de l'accusé ne fait pas l'objet de contestations. John Demanjuk est né le 3 avril 1920 en Ukraine, il fait la guerre dans une unité d'artillerie de l'armée soviétique. En mai 1942, il est blessé en Crimée (il porte toujours la cicatrice de cette blessure), puis est détenu au camp de Rovno. C'est à partir de ce moment que deux thèses s'affrontent. Selon la défense, John Demanjuk est resté prisonnier dans différents camps en Pologne, jusqu'à son arrivée en Allemagne, en 1945, où il vit dans des camps pour personnes déplacées jusqu'à son émigration aux États-Unis en 1952.

Le procureur M. Michael Shaked, a expliqué au cours de l'audience comment il entendait réfuter cette thèse et prouver qu'après avoir été prisonnier à Rovno, John Demanjuk s'est mis, en juillet 1942, au service des nazis et a perpétré ses crimes à Treblinka. Il fera appel à des experts qui identifieront le document de Trawnik et la photo sur celui-ci. Il fera appel également à des survivants de Treblinka qui ont reconnu sans le moindre doute John Demanjuk comme étant « Ivan le Terrible ».

Comment John Demanjuk réagit-il à ces témoignages de rescapés de Treblinka ? Massif, l'air absent, il n'a pas bronché pendant sa première audience. Cela fait plus de dix ans qu'il est en Israël, mais ce n'est pas tout à fait d'actualité. Au cours des procès qui lui ont été intentés aux États-Unis, il a déjà été confronté aux rescapés de Treblinka, mais, alors, l'enjeu de ces procès était le retrait de sa nationalité américaine et son extradition. A présent, à Jérusalem, il est passible de la peine de mort.

(Interim.)

حکومت ایران

هكذا من الاصل



L'EVENEMENT DE

MERCREDI.

LES NOUVELLES DE MOSCOU. A LA POINTE DE L'ACTUALITÉ DU PAYS DE GORBATCHEV !

NOUVELLES DE MOSCOU, JOURNAL TRADUIT DU RUSSE, DISTRIBUÉ SIMULTANÉMENT DANS LES KIOSQUES DE MOSCOU, PARIS ET DE LA PROVINCE

- SAKHAROV est de retour à Moscou ! Il participe au Forum International.
- Tengiz ABULADZE, réalisateur d'un film soviétique très audacieux... sélectionné au Festival de Cannes 1987.
- KASPAROV / KARPOV : Faux amis, vrais adversaires... KASPAROV parle !
- L'AFGHANISTAN : les premières semaines après l'initiative de réconciliation, décrites par un témoin occidental.
- Portrait des TOFALARYS : la plus petite ethnie du monde vit en Sibérie !
- Le Japon, voisin de palier de l'URSS : discussion à 10.000 mètres d'altitude...
- Morts en France, célébrés dans leur patrie, les peintres et écrivains russes enterrés à Sainte-Geneviève-des-Bois font l'objet d'une réflexion parmi les tombes du cimetière.

Nouvelles de Moscou : 4,40F.
DE L'AUTENTIQUE EN VERSION FRANÇAISE !

Afrique

TCHAD : le « verrouillage » de l'Est

Le dispositif « Epervier » s'implante solidement à Abéché

Selon l'état-major tchadien, c'est un bombardier lourd Tupolev 22 qui a effectué un raid le dimanche 15 février à Kouba-Oulanga, au-dessous du 16° parallèle (le Monde du 17 février). L'état-major communiquera « ultérieurement » le bilan du bombardement, a-t-il été indiqué.

ABÉCHÉ
de notre envoyé spécial

Les « montagnes-bleues » de la région de Mongo ont fait place à un paysage moins pittoresque, de d'escarpements volcaniques. Ce n'est pas encore le « Grand Nord » et ses impressions d'éternité dans les marches de l'Ennedi ni même l'horizon lunaire du nord du Biltine, mais cela commence à y ressembler. Abéché, la « capitale » de Ouaddaï, est une grosse bourgade grise éparpillée sous la chaleur et sans âme véritable. Abéché « verrouille » l'Est, dans la mesure du possible, en tout cas. La menace vient de la région soudanaise du Darfour, « infestée » par des « éléments » libyens qui se mélangent notamment aux réfugiés tchadiens regroupés dans les camps de la région. La Ouaddaï est le « ventre mou » du Tchad.

Pour parer à toute infiltration terrestre et incursion aérienne, la France installe des unités combattantes à Abéché et des « yeux » c'est-à-dire un radar de détection aérienne semblable à celui de Mousourou, qui surveille l'axe ouest.

« Donc, vous verrouillez, mon colonel ? » Le lieutenant-colonel Rey, qui commandait jusqu'à il y a quelques jours le groupement de Bouar, étudie courtoisement la question : « Pour l'instant, je n'ai pas de mission à caractère opérationnel. Un temps, puis : « Mieux vaut qu'il ne vienne pas. » Le colonel, « patron » du 21^e RIMA (régiment d'infanterie de marine) de Fréjus, n'en dira pas plus, « secret défense » oblige. Lui et ses « gars » essaient, pour le moment, les pilotes, au sens propre. Le camp Moll, situé au sud de la ville, a beaucoup souffert depuis le départ des soldats français de l'opération Manta, en septembre 1984. Tous les bâtiments construits par d'autres soldats français, en 1970, ont été pillés par les Tchadiens : les toits, faits de poutres et de tôle, ont disparu. Les murs, par endroits, se sont effondrés, et il faut, chaque fois que la France renvoie au Tchad des unités, tout reconstruire.

Pas de Français près du Soudan

Les « petits gars » du génie, maçons et terrassiers pour l'occasion, s'y emploient, dans des conditions épuisantes, mais sans état d'âme. Repos de 12 h 30 à 16 heures, ingestion systématique de vivres (contre le paludisme) et crises de diarrhée, raconte le médecin-commandant — « Faut s'habituer. » D'abord, on a dû déboucher les feuillures, l'urgence oblige. Maintenant, dans la gestuelle proche de celle de ces femmes qui pilent le mil, trois soldats, pieds nus, patangent dans le mortier du ciment qui servira à assembler les briques dans les soutes de Transall pour cette remise en état, comme s'il fallait se préparer à « durer » et à accueillir le millier d'hommes que peut, théoriquement, héberger le camp Moll. Combien exactement et avec quel armement ? « No comment. » Les ordres sont stricts : « N'Djamena » de l'arrivée, par le vol d'Air Tchad, d'un petit groupe de journalistes, le colonel Rey ne donnera aucune information d'ordre stratégique. Reste alors ce que tout voyageur peut découvrir sur la piste en terre de l'aéroport, soit au moins deux batteries de missiles sol-air Crotale avec leurs radars d'acquisition, un grand radar de détection aérienne, des dépôts de carburant protégés par des remblais de terre laissés par Manta, peu de chose en somme, suffisamment sans doute pour faire face à la « menace ».

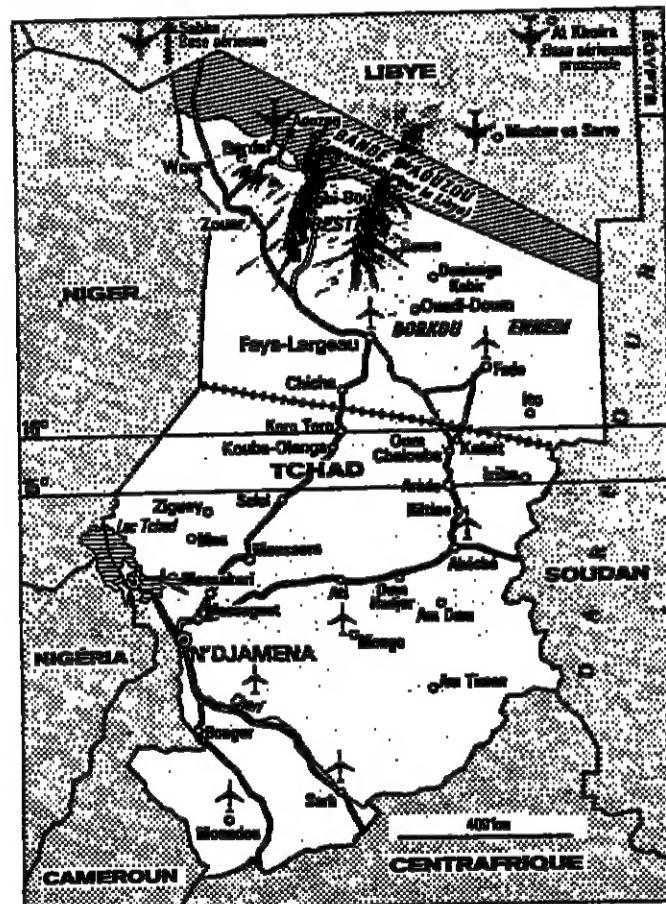
Epervier s'installe aussi à Biltine. Si l'on en croit un témoin qui a vu des convois militaires partir dans cette direction, mais sûrement pas à Adré, comme nous l'a affirmé, à N'Djamena, une source militaire tchadienne, la France aurait voulu y stationner un détachement, mais les autorités tchadiennes, pour maintenir des relations de bon voisinage avec le gouvernement de Khartoum, s'y sont refusées. Acceptant le principe de la présence de militaires tchadiens dans le Darfour (dans le cadre de patrouilles mixtes), les autorités soudanaises ne pouvaient tolérer que des unités d'une armée étrangère s'installent à la frontière. De même source, on affirme que les soldats français pourront effectuer

des reconnaissances vers le nord, vers l'ouest, mais, sauf menace extérieure, pas sur le flanc est, sous contrôle des FANT (Forces armées nationales tchadiennes). Déjà, la présence militaire française va permettre de dégager de l'Ouaddaï des unités des FANT, qui pourront renforcer celles qui se trouvent sur les bases de Kalalt, Kouba-Oulanga ou Fada.

Nul ne sait avec certitude si Epervier va remettre en état la piste en ciment d'Abéché, qui est aujourd'hui hors d'état d'accueillir des avions de combat. L'idée, semble-t-il, est encore en discussion, notamment parce que le coût de l'opération est très élevé. Réalisable sur le plan matériel, car les bétonneuses et autres concasseuses qui ont servi aux travaux sur la piste de

la viande et des tomates n'ont pas encore commencé à « flamber » sur le marché local, ce n'est l'affaire que de quelques jours. Pour l'instant, Epervier se désaltère par « packs » entiers d'eau minérale apportée sur place, mais des géologues ont commencé à faire des sondages, et l'activité économique — on en est sûr ici — va repartir. Abéché, où les fonctionnaires perçoivent un demi-salaire avec souvent trois ou quatre mois de retard, en a bien besoin.

Les quelques quarante-cinq étrangers des ONG (organisation non gouvernementale) installées ici achètent, certes, sur le marché local, mais la ville, comme toutes celles du Tchad, souffre de la guerre. Selon quelque 35 000 habitants — 55 000 officiellement, pour cause de distributions alimentaires — depuis que



N'Djamena vont être cédées aux autorités tchadiennes, une telle entreprise serait, sur le plan stratégique, souhaitable.

Le fait que tout le dispositif Epervier dépende d'une seule « plate-forme » aérienne, à N'Djamena, constitue un inévitable défaut de la « cuirasse ». Dès lors que les Jaguar pourront profiter d'un aéroport autre que celui de la capitale et des pays « amis » limitrophes, leur allonge » vers le nord sera augmentée de manière appréciable.

Abéché, son préfet, son administration, ses commerçants et ses « combattants » ont accueilli avec satisfaction le retour des Français. Le boulanger, qui avait interrompu son commerce, a remis son four en marche. Les petits métiers, comme celui des gannes qui lavent le linge des soldats, vont procurer plusieurs dizaines d'emplois et, si les prix de

tout le commerce avec la Libye est interrompu, s'efforcent d'économiser les produits de l'élevage et l'huile en échange de gazole, de sel et de marchandises importées de Port-Soudan.

Abéché ne s'est jamais sentie très concernée par la guerre du Nord. Les unités tchadiennes qui y sont implantées sont constituées pour l'essentiel de Sudistes, des codes (maquisards) ralliés, et l'encadrement militaire comme les chefs de l'administration locale sont des Goranes du Nord, avec qui il faut bien cohabiter. Les Ouaddaïens, en dépit de leurs traditions d'élevage, sont plus sédentaires et peu guerriers. Musulmans à 90 %, ils sont naturellement tournés vers le Soudan. Il y a déjà bien longtemps que plus personne n'emprunte la piste vers « Largeau : 603 kilomètres ».

LAURENT ZECCHINI.

Le président du Niger à Paris pour des examens médicaux. — Le chef de l'Etat nigérien, le général Seyni Kountché, est arrivé le lundi 16 février à Paris pour y subir des examens médicaux à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il avait déjà passé deux semaines au début de l'année dans cet hôpital où il est soigné pour une « maladie infectieuse à manifestation cérébrale ». De retour à Niamey, il avait repris ses activités avec l'autorisation de ses médecins qui lui avaient cependant demandé de revenir à Paris pour « des examens de contrôle ».

BÉNIN : remaniement ministériel. — Le président Kérékou a remanié son gouvernement dimanche 15 février. M. Guy Landry Hazoumé, qui était ambassadeur aux Etats-Unis, devient ministre des affaires étrangères, à la place de M. Frédéric Affo. Les ministères des finances et de l'économie, du plan, du développement rural changent également de titulaires et sont confiés respectivement à MM. Barnabé Bidouzou, Ibrahim Souradjou et Martin Dohou Azninhio. — (AFP, Reuters.)

Guy MONNOT **islam et religions**

Les religions du monde vues à travers la littérature musulmane.

Un volume 312 pages 212 francs

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 34 32 70

Asie

VIETNAM : les suites du VI^e congrès du PC

Un important remaniement du gouvernement porte la marque du compromis

Le Conseil d'Etat vietnamien a nommé, mardi 17 février, six nouveaux vice-premiers ministres et changé les titulaires de quatre ministères et commissions d'Etat. Cet important remaniement intervient deux mois avant des élections législatives annoncées pour avril. Il s'inscrit dans « le processus de continuité et de changement » défini par le nouveau secrétaire général du PC, M. Nguyen Van Linh, lors du VI^e congrès du parti en décembre.

Le principal bénéficiaire de l'opération semble, pour le moment, M. Nguyen Co Thach, déjà promu membre titulaire du bureau politique par le congrès, qui devient vice-premier ministre tout en gardant le portefeuille des affaires étrangères. Sont également promus vice-premiers ministres MM. Nguyen Khanh (membre du secrétariat du PC, qui devient aussi secrétaire général du gouvernement), Nguyen Ngoc Triu (ancien ministre de l'agriculture), Tranh Duc Luong, Doan Duy Thanh (qui conserve le ministère du commerce extérieur) et Nguyen Van Chinh.

M. Pham Hung, nouveau numéro deux du bureau politique du PC, demeure vice-premier ministre tout en abandonnant le ministère de l'intérieur, ce qui laisse entendre qu'il pourrait succéder à M. Pham Van Dong à la tête du conseil des ministres, après les élections législatives. Le portefeuille de l'intérieur est confié à M. Mai Chi Tho, frère de M. Le Duc Tho, ancien responsable du PC pour Ho Chi Minh-Ville et membre du bureau politique.

Poste clé, le ministère de la défense est confié au général Le Duc Anh, numéro six du bureau politique, qui succède au général Van Tien Dung. Le limogeage de ce dernier ne constitue pas une surprise car il avait déjà été évincé du bureau politique du PC lors du schisme congrès et son ancien principal adjoint, le général Chu Huy Man, a perdu, au début de février, ses fonctions de directeur du département politique général des forces armées (le Monde du 6 février).

Cette réorganisation complète du gouvernement donne l'impression que des semaines de tractations ont abouti à un équilibre entre « réformateurs » et « conservateurs ». Les trois « dirigeants historiques » — MM. Pham Van Dong, Truong Chinh et Le Duc Tho —, qui ont quitté le bureau politique en décembre pour devenir « conseillers spéciaux » du comité cen-

tral du parti, avec « délégations de pouvoir du bureau politique », conservent une influence.

Le premier, qu'on dit en mauvaise santé, demeure premier ministre et le second président du Conseil d'Etat. Il est vrai que ces deux postes ne peuvent être pourvus que par l'Assemblée nationale, qui sera renouvelée en avril et dont la prochaine session aura lieu en juin. Quant à M. Le Duc Tho, il semble avoir réussi à préserver le retour aux affaires du général Giap, populaire au sein du PC mais qui n'a pas réintégré le bureau politique dont il a été évincé en 1982. Le vainqueur de Dien-Bien-Phu doit se contenter d'un siège au sein du comité central du PC, après en avoir été absent pendant quatre ans.

La promotion, en décembre, de M. Nguyen Van Linh au poste de secrétaire général du PC avait déjà été le fruit d'un compromis. Que la direction du gouvernement soit confiée, à l'été, à M. Pham Hung en constituerait un autre car l'ancien ministre de l'intérieur est le dernier membre de la vieille garde communiste au sein du bureau politique et son remplacement par M. Mai Chi Tho en portefeuille de l'intérieur laisse penser que les « anciens » gardent la main sur les questions de sécurité.

Il reste que les dirigeants vietnamiens ont voulu, cette fois-ci, renforcer l'autorité du gouvernement, notamment pour tenter de sortir le pays de la crise économique actuelle. Plusieurs ministères ont fusionné. Un ministère de l'information a été créé et confié à M. Tran Hoa. M. Nguyen Thi Binh — qui a en son honneur de gloire, au début des années 70, quand elle était ministre des affaires étrangères du GPRP (gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du sud) —, quitte le ministère de l'éducation nationale (elle n'avait pas été réélue, en décembre, au comité central du PC, dont elle était membre depuis 1982). M. Binh aurait de sérieux problèmes de santé.

En toute logique, ce remaniement devrait être considéré lors de la première session de l'Assemblée que en avril prochain. Auquel cas, en l'espace de six mois, la direction communiste vietnamienne aurait subi des changements assez importants pour laisser préfigurer une nouvelle approche des graves problèmes auxquels elle est confrontée.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CHINE : orthodoxes et contestataires renvoyés dos à dos

Vigoureux rappel à la discipline de M. Deng Xiaoping

Alors que plusieurs dérapages sont apparus ces derniers temps dans la reprise en main en cours à Pékin, le régime chinois a recouru, le 16 février, à une méthode éprouvée afin de réaffirmer l'autorité absolue de M. Deng Xiaoping sur le Parti communiste : tous les grands journaux ont publié un discours fleuve que celui-ci avait prononcé il y a vingt-cinq ans, et qui était resté inédit. La publication de ce discours, qui constitue un étonnant appel à la discipline des membres du parti, vise à faire apparaître M. Deng comme le maître souverain du recadrage entrepris depuis le limogeage, le 16 janvier, du secrétaire général du PC.

Cette clarification s'imposait, car divers signes pouvaient laisser supposer que M. Deng était personnellement mis en cause par les tenants de l'orthodoxie, réfractaires à toute ouverture de la Chine sur l'Occident. Ainsi, contrairement aux promesses de M. Zhao Ziyang, le nouveau secrétaire général intérimaire, la campagne contre la « libéralisation bourgeoise » a gagné certaines régions rurales. On a même vu des responsables locaux réclamer une « lutte politique des larges masses » contre ce phénomène de dérive idéologique, des termes que le régime n'avait pas employés pendant plusieurs années car ils rappellent ceux qui ont abouti aux violences de la révolution culturelle.

Le discours de M. Deng date du 6 février 1962. Il s'adressait alors à sept mille cadres de tous échelons, réunis par le comité central afin de répandre les idées de Mao Zedong en matière de développement économique, qui avaient provoqué la désastreuse du « grand bond en avant » de 1958.

A Mao, qui avait ouvert la conférence en lançant des menaces à peine voilées à ceux qui lui reprochaient d'avoir lancé le « grand bond en avant » contre leur avis, M. Deng avait répliqué sèchement, selon ce qu'on découvre aujourd'hui, que la discipline du parti primait tout : « Un membre du parti peut

exprimer librement ses opinions si elles sont différentes de décisions envisagées, ou si l'estime que quelque chose est erroné. Il peut alors demander des changements. Mais, selon les principes du parti, une fois les décisions prises, les membres du parti doivent s'y conformer. »

Le message est clair : M. Deng, qu'on ne peut supposer de faiblesses pour les idées « gauchistes » de Mao puisqu'il avait osé critiquer celui-ci publiquement il y a un quart de siècle, n'est pas disposé à tolérer, aujourd'hui, un glissement « droitiste » du régime qui remettrait en question l'autorité du parti. En même temps, la publication de ce document vise à rappeler que M. Deng reste le patron et que, s'il a dû se séparer de l'un de ses proches compagnons de route en la personne de M. Hu, il n'est pas question de contester son pouvoir. Cette partie du message s'adresse manifestement au clan des « conservateurs » partisans de l'orthodoxie, dont plusieurs membres en vue reviennent occasionnellement à Pékin, reprochant en termes voilés à M. Deng des options économiques responsables, selon eux, du mouvement de contestation de décembre 1986 dans le monde universitaire.

Le rappel insistant de la place de M. Deng — le discours publié lundi s'étale sur une page et demi des journaux, un record de longueur pour un homme qui s'est toujours fait l'avocat des interventions brèves — vise sans doute également à rassurer le monde capitaliste : le parti économique engagé par la république de Chine, depuis le retour au pouvoir de l'homme que Mao avait, par deux fois, limogé, repose principalement sur la confiance japonaise et occidentale en sa personne. Or, cette confiance commençait à montrer quelques craquelures devant l'absence de M. Deng de la scène politique ces dernières semaines, alors que se déclenchait, dans la presse, la campagne « anti-bourgeoise ».

FRANCIS DEROR.

Amériques

PÉROU

La coalition de gauche durcit son opposition au gouvernement

Des centaines d'étudiants ont manifesté, lundi 16 février à Lima. La police a procédé à de nombreuses interpellations. Les étudiants protestaient contre l'instruction, vendredi, de la police dans trois universités. Cette agitation intervient au moment où la gauche durcit son opposition au régime de M. Alan Garcia.

LIMA de notre correspondant

Usurpée ou non, la victoire à Lima du candidat de l'APRA, le parti gouvernemental, aux élections municipales du 9 novembre 1986 et la défaite du maire sortant, M. Alfonso Barrantes, chef de la coalition de la gauche unie, ont bouleversé l'équilibre politique.

Contrôlant désormais la plupart des conseils municipaux, l'APRA dispose d'un véritable monopole du pouvoir puisque le parti du président Alan Garcia est à la tête de l'exécutif depuis le 28 juillet 1985 et dispose d'une simple majorité au Parlement.

An sein même de la gauche unie, l'échec de M. Barrantes a failli provoquer la rupture de la coalition formée en septembre 1980 par l'union de sept petits partis de gauche. En perdant la mairie, le dirigeant de l'aile modérée de la gauche une risquait de céder du terrain face aux radicaux qui lui reprochent sa « soumission » à l'APRA et cherchent depuis des mois à le limoger. La défaite de la gauche est relative, puisque son pourcentage de voix est passé de 32 à 35 % dans la capitale, et de 27 à 30 % dans l'ensemble du pays. Les éléments les plus radicaux ont dû abandonner plusieurs places fortes en province, ce qui a contribué à l'apaisement des querelles intestines.

Le résultat le plus clair de cet épisode est toutefois que la gauche unie doit prendre ses distances avec

l'APRA. Le sénateur Javier Diaz Canessa, un des chefs de l'aile radicale, explique : « L'APRA a un projet politique de renégociation, et non pas d'annulation, des conditions de dépendance face au capital étranger. Un projet qui prétend moderniser l'Etat et administrer la crise, un projet d'alliance avec l'armée qui lutte contre la subversion. L'APRA a négocié dans des conditions scandaleuses de nouveaux contrats avec les compagnies pétrolières et a souscrit un nouvel accord avec les Etats-Unis pour la reprise du trafic aérien qui lèse l'intérêt national. A l'opposé, la gauche exige la nationalisation des

entreprises impérialistes. » D'autres, comme le sénateur Jorge del Prado, chef du Parti communiste (pro-Moscou), tiennent à peu près le même langage.

Après dix-huit mois d'appui critique, la gauche unie passe donc à une opposition résolue. La « victoire » de l'APRA aux élections municipales a suscité un phénomène de rejet non seulement au sein de la gauche, mais dans la population consciente du fait que le parti du président contrôle le pouvoir judiciaire, la police, « réorganisée », une grande partie des médias et des organisations populaires. Au Congrès, l'opposition est musclée.

M. Raúl Ferrero, nouveau doyen du collège des avocats, vient de dénoncer la « tentation totalitaire » de l'APRA. « Dans un pays en crise, avec des organisations subversives qui pratiquent le terrorisme le plus sanguinaire de notre époque, le sectarisme de nombreux dirigeants apristes est en train de mener à la ruine les chances de notre fragile démocratie », écrit le journaliste Cesar Levano dans la République. Face à cette levée de boucliers, le chef de l'Etat a dû renoncer à faire amender la Constitution pour autoriser sa réélection éventuelle en 1990, à la fin de son premier mandat.

NICOLE BONNET.

NICARAGUA : les dissensions au sein des « contras »

M. Adolfo Calero abandonne ses responsabilités à la tête de l'Opposition unie

La crise qui couvait depuis plusieurs semaines au sein des « contras » a débouché, lundi 16 février, sur la démission de M. Adolfo Calero, l'un des principaux dirigeants anticomunistes à l'étranger. A Miami (Floride), M. Calero a annoncé qu'il avait décidé d'abandonner les fonctions qu'il occupait conjointement avec MM. Robelo et Cruz, à la tête de l'Opposition nicaraguayenne unie (UNO).

M. Calero a, en revanche, affirmé qu'il continuerait de diriger la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), le principal mouvement militaire de l'UNO. Pour le remplacer, M. Calero a proposé le nom de M. Pedro Joaquín Chamorro, fils de l'ancien directeur du quotidien la Prensa, assassiné sous la dictature de Somoza. Cette candidature a été acceptée.

Le semi-retrait du chef de la FDN doit être interprété comme une concession faite aux éléments

modérés au sein de l'UNO. Le mois dernier, M. Arturo Cruz, un homme d'affaires qui collabora avec le régime sandiniste à ses débuts et dispose d'appuis au Congrès américain, avait menacé de démissionner. M. Cruz savait pouvoir disposer du soutien du troisième membre du directoire, M. Alfonso Robelo, ainsi que, d'une façon plus discrète, du département d'Etat américain.

Judi 12 février, M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, avait reçu M. Calero à Washington. Sans lui demander expressément de s'effacer, il lui avait fait comprendre que sa présence à la tête de l'UNO était devenue un obstacle à l'unité de l'organisation et mettait en péril les chances de l'outil par le Congrès d'une nouvelle aide aux « contras ». Le gouvernement de M. Reagan a soumis aux parlementaires, pour l'année

1987-1988, un projet d'une nouvelle aide financière de 105 millions de dollars.

Le différend entre MM. Cruz et Robelo, d'une part, et M. Calero, d'autre part, porte, pour l'essentiel, sur le rôle de la FDN au sein de l'Opposition unie. MM. Cruz et Robelo souhaitent faire passer celle-ci davantage sous le contrôle des civils, et ils réclament la mise à pied d'une force armée unifiée. Une telle réforme entraînerait la fin de l'organisation militaire existant au sein de la FDN, un groupement auquel ses détracteurs reprochent de compter un trop grand nombre d'anciens partisans du dictateur Somoza. M. Calero s'oppose à une telle évolution.

En ce sens, la volonté exprimée par M. Calero de continuer à diriger la FDN est source de futurs conflits.

M. L.

TWAIRPASS TWA : 1500 F* L'Amérique sans y laisser sa chemise.



Vous partez pour les Etats-Unis avec TWA, faites une bonne affaire : profitez-en pour acheter votre TWAIRPASS TWA. TWAIRPASS, c'est un billet vous donnant droit à 3 escales américaines, où vous voulez aux USA, valable 60 jours. Sachez que TWA dessert 100 villes aux USA, ça vous fait du choix. Vous avez tout votre temps pour visiter les USA de long en large, et vous êtes riche, puisqu'un TWAIRPASS ne coûte que 1500 francs*. Bon voyage.

* Achat du billet : 7 jours à l'avance. Valable du 1^{er} avril au 31 mai.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

هكذا من الاصل

هكذا من الامل

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Les élus indépendantistes accusent le gouvernement de mener une politique « revancharde et partisane »

Les trois présidents de région indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, MM. Jean-Marie Tjibao (Nord), Léopold Jorédié (Centre) et Yvémé Yéwéné (Sud), ont adressé le 16 février à M. Jacques Chirac une longue lettre dans laquelle ils accusent le gouvernement de mener dans le territoire « une politique réactionnaire, au sens propre du terme, revancharde et partisane ». Un exemplaire de cette lettre a également été envoyé à M. François Mitterrand,

avant la réunion du conseil des ministres qui devrait adopter mercredi le projet de loi électorale relatif à l'organisation du prochain scrutin d'autodétermination. Le président de la République ayant déjà fait savoir qu'il ne resterait pas « inerte » (le Monde daté 9-9 février), cette intervention des principaux élus indépendantistes vise à fournir à M. Mitterrand de nouveaux motifs d'intervention contre les orientations du gouvernement.

MM. Tjibao, Jorédié et Yéwéné écrivent notamment au premier ministre :

« Malgré de nombreuses déclarations légales, votre gouvernement ne respecte même pas les textes dont il a été pourtant le promoteur, ni les institutions de l'Etat de droit dont vous vous réclamez. Ainsi bafouez-vous très ouvertement le peuple kanak, et dans sa vie quotidienne et dans les institutions où le suffrage universel lui a donné la majorité.

Très concrètement, et en vous appuyant sur le calme apparent que connaît aujourd'hui « la brousse » grâce à la détermination et au sens des responsabilités du peuple kanak, vous organisez sa marginalisation, voire la négation de son identité, en accentuant de manière déterminée le décalage et les inégalités entre les populations de l'intérieur et des îles, et l'agglomération de Nouméa.

La « relance économique » dont vous faites état n'est en réalité qu'un slogan, et ne concerne en fait que le redémarrage des activités spéculatives au seul bénéfice des Calédoniens les plus privilégiés de Nouméa (spéculations immobilières, relance de l'économie de comptoir, des activités d'import-export, du négoce, etc.). En dépit des discours officiels optimistes, aucun investissement productif n'a été réalisé en Nouvelle-Calédonie au cours des mois passés. Bien plus, les efforts que nous avons menés depuis

1982 pour introduire en profondeur les réformes et la restauration des grands équilibres économiques indispensables au développement du territoire ont été réduits à néant.

Par ailleurs, sur le plan institutionnel nous avons assisté depuis le 16 mars 1986 à un processus qui tend à étouffer progressivement les institutions régionales, qui sont pourtant, au sens constitutionnel, des collectivités territoriales décentralisées de la République. Cette situation résulte de blocages administratifs : instructions données aux services territoriaux mis à disposition de « geler » tous les dossiers régionaux ; artifices de procédures en ce qui concerne l'exécution des décisions régionales. Elle résulte aussi de blocages financiers : refus de faire bénéficier les régions de l'intérieur et des îles, à quelque titre que ce soit, des crédits du Fonds exceptionnel d'aide et de développement, alors qu'une convention a, par exemple, été signée avec la région sud à Nouméa ; appel, dans des conditions où l'arbitraire le dispute à l'illégalité, des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition des régions par le précédent gouvernement ; instructions données aux caisses préfectures (Caisse centrale de coopération économique et Caisse de dépôts et consignations) de ne plus consentir de prêts aux régions de l'intérieur et des îles, avec l'argument que leurs ressources, que vous avez délibérément minorées, ne leur donnaient plus aucune capacité de remboursement ; non-respect des engagements financiers antérieurs (subventions promises non versées, etc.).

Les régions de l'intérieur et des îles vont donc se trouver, dans des délais très brefs, privées de tout moyen de fonctionner et d'assurer les missions qui leur sont pourtant attribuées par la loi.

Il est d'ailleurs significatif de constater que la même rigueur ne s'applique ni à la région sud (où le RPR est majoritaire), qui se voit dotée, par le Fonds exceptionnel d'aide et de développement, de crédits importants pour multiplier les golfes à dix-huit trous et les hôtels de luxe dans la région nouméenne, ni à certaines associations paramilitaires, à qui sont versés, sur le même Fonds, des crédits importants destinés à leur recrutement sous le vocable équivoque de « jeunes stagiaires pour le développement ».

Votre politique a ainsi consisté à recoloniser le pays au mépris des droits du peuple kanak, notamment en multipliant les interventions policières et les arrestations arbitraires, en remettant en cause le statut des terres, en quadrillant militairement nos régions (...).

Parallèlement, et au mépris de vos engagements, vous avez refusé toute discussion organisée sur l'avenir du territoire référendum (redouté régional, etc.).

Nous ne pouvons qu'en conclure que vous n'envisagez le dialogue qu'avec les représentants des mouvements politiques qui inspirent vos thèses.

Aucune politique, monsieur le premier ministre, ne peut se fonder sur l'humiliation d'un peuple, des

mouvements politiques et des institutions qui le représentent.

Voici bientôt deux ans, une démarche résultant d'engagements réciproques avait été amorcée. A travers les nouvelles institutions régionales, elle devait permettre que s'engage un processus positif tendant à un développement de ce pays et à la participation de tous à cette grande ambition. Mais la politique de votre gouvernement nous démontre que la communauté des engagements de l'Etat n'est plus assurée et nous amène à reconsidérer les nôtres (...).

Vous prenez, seul, la lourde responsabilité des effets d'une telle politique face à la population de la Nouvelle-Calédonie, au peuple français et à l'opinion internationale.

Quant à nous, nous avons montré et continuons à montrer que nous respectons nos engagements. Nous souhaitons donc qu'un dialogue constructif sur des bases saines puisse enfin s'instaurer avec le gouvernement français.

Les inquiétudes du président de la République

(Suite de la première page.)

Le même raisonnement avait conduit M. Charles Pasqua, en 1985, à proposer du même dossier, à réclamer la Haute Cour de justice pour M. Mitterrand...

M. Pons, de toute évidence, a voulu prendre les devants. L'Elysée, en effet, a fait savoir, depuis quelques jours, que le président de la République se montre « de plus en plus inquiet » sur les conséquences de la remise en cause, par le gouvernement, des précautions équilibrées auxquelles les gouvernements socialistes étaient parvenus dans le territoire entre 1981 et 1986. En privé, M. Mitterrand dit volontiers que l'analyse de M. Pons lui rappelle les errements naguère commis en Algérie.

Et, cette fois non plus, le chef de l'Etat « n'entend pas rester inerte », confirme-t-on dans son entourage. Il s'exprime avec d'autant plus de détermination qu'il a été sollicité en janvier par les trois principaux élus de la communauté kanak (le Monde daté 9-9 février), ceux-là mêmes qui lui fournissent aujourd'hui de nouveaux motifs d'intervention dans la lettre qu'ils

M. Pons fait la leçon à M. Mitterrand

Dans un entretien publié mardi 17 par le Quotidien de Paris, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, déclare notamment, à propos des inquiétudes de M. Mitterrand sur l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie : « Je compte parfaitement que le président de la République s'interroge, qu'il soit inquiet sur un dossier de cette importance. Mais, s'il fait une mise en garde, il faut savoir que cette attitude peut inciter les éléments extrémistes, dont certains sont des éléments révolutionnaires, à durcir leur position dès lors qu'ils croient que leurs thèses sont soutenues au plus haut niveau. On ne peut pas penser une seconde que le président de la République, qui doit être le garant de l'unité nationale et du rassemblement des Français, puisse prendre une attitude qui inciterait les adversaires de la France à s'opposer à elle. Cela étant, la question que je me pose est de savoir qui informe le chef de l'Etat sur ce dossier.

Je viens de passer une semaine en Nouvelle-Calédonie, et je suis allé partout. Je n'y suis pas allé seul. J'étais accompagné de représentants de l'administration et de représentants de la presse. Le président de la République fait une analyse du problème diamétralement opposée à la mienne. Je suis persuadé qu'il ne reçoit pas les mêmes informations que moi, qu'il ne dispose pas de la pluralité des informations qui sont les miennes. »

ont adressé, lundi, à M. Chirac en dénonçant, preuves à l'appui, la politique « revancharde et partisane » menée dans le territoire depuis les élections du 16 mars.

Dans ce contexte, il est peu probable - c'est un euphémisme - que l'avertissement de M. Pons ait un effet dissuasif sur M. Mitterrand. L'effet contraire paraît même assuré, tant il est vrai que le président de la République ne supporte absolument pas qu'on prétende lui dicter sa conduite.

Sa réplique risque d'être d'autant plus sévère que le ministre des DOM-TOM, d'une part, argue de la nécessité de préserver en Nouvelle-Calédonie « l'unité nationale » alors que sa propre politique tend pour des raisons électorales à marginaliser la fraction majoritaire de la communauté kanak qui éprouve les thèses indépendantistes ; et que M. Pons dénie, d'autre part, tout rôle d'arbitre à M. Mitterrand, alors que la question calédonienne constitue un champ de passions où la notion d'équité a été jusqu'ici, au contraire, trop absente.

ALAIN ROLLAT.

En Alsace Du plomb dans la neige

STRASBOURG de notre correspondant.

Le budget de la région Alsace, s'élevant à 644 millions de francs, a été adopté, le vendredi 13 février, par 27 voix (15 UDF, 10 RPR et 2 div. g., 2 écol. et 7 FN). Les élus socialistes se sont montrés profondément « déçus » par ce budget « timide ». « La région n'est qu'exceptionnellement maîtresse d'elle-même », a expliqué M. Marcel Rudloff, président (CDS) de l'Assemblée régionale, nous dépendons là d'autres collectivités locales » après que M. Gilbert Estève, élu (PS) du Bas-Rhin ait regretté que la région n'ait consommé en 1986 que la moitié des crédits votés en début d'année.

Les sept élus du Front national ont proposé, pour leur part, de réduire les dépenses culturelles. M. Gérard Freulet, conseiller régional (FN) du Haut-Rhin, reprochant à la majorité UDF-RPR de « financer une culture de gauche ». « Il y a deux choses sûres en Alsace, lui a répliqué M. Germain Müller, élu (CDS) du Bas-Rhin, la culture et la tolérance. Si vous ne les respectez pas, on n'entendra bientôt plus parler de vous, ni de votre groupe ! »

Enfin, les élus écologistes ont fait sensation en présentant à leurs collègues un flacon de neige fondue. Cette neige, tombée le 19 janvier dernier, contiendrait, selon eux, du plomb en quantité inacceptable, six cents fois la teneur tolérée par les normes européennes, ont-ils précisé.

J. F.

Le ministre des DOM-TOM aux Antilles

La France va présenter à la CEE un « mémorandum sur l'outre-mer »

BASSE-TERRE de notre correspondant

En Guadeloupe, comme en Martinique, M. Bernard Pons, qui devait regagner Paris, le mardi 17 février, s'est essentiellement entretenu avec les élus, les représentants des associations professionnelles et ceux de l'administration, du « mémorandum sur l'outre-mer français » que la France présentera à Bruxelles, probablement en juin prochain. M. Pons estime que la CEE est loin de faire pour les DOM - « Europe tropicale » - partie intégrante de la CEE - tout ce qu'elle pourrait et devrait faire : les principaux produits agricoles antillais, le rhum et la banane, ne sont pas intégrés, les frais de transport ne sont pas compensés, les divers fonds européens tiennent incomplètement leur rôle.

Avec les mêmes responsables, M. Pons a examiné les premiers résultats de la loi de programmation pour l'outre-mer. Il a noté que, dans le secteur bâtiment, la déqualification des investissements a eu des effets immédiats et « presque explosifs » : dans le tourisme et l'industrie, il est trop tôt pour juger. Le ministre a annoncé que « dans quelques semaines » sera à pied d'œuvre la commission chargée de chiffrer le coût de la partie sociale globale - autre pan essentiel de la loi - et de fixer le calendrier de l'instauration progressive de ce régime.

A propos du dossier du moratoire sur l'endettement des entreprises, qui lui avait déjà été soumis lors de ses précédents voyages, le ministre des DOM-TOM a estimé qu'il s'agissait d'une « demande tout à fait justifiée », en soulignant que les mesures de déqualification et d'incitation de la loi-programme seraient sans effet sans ce moratoire.

A la question de savoir jusqu'où il serait disposé à participer au déficit de l'Agence guadeloupéenne de l'aménagement du territoire (AGAT, ex SODEG), M. Pons a répondu : « L'AGAT est en cessation de paiement et elle va être en liquidation. L'Etat s'est engagé pour une certaine somme, mais il n'est pas engagé à fonds perdus. Il y a là un problème très grave, et il y a aussi le problème de la constitution d'une nouvelle société d'aménagement (...) L'Etat est tout à fait préoccupé par cette affaire (...) Il faut que chacun prenne ses responsabilités et en particulier les collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations (...) Ça risque de faire très cher. » Le ministre a en outre précisé qu'il dominerait une réponse aux élus « dans les deux prochains jours ».

D'autre part, vers 23 heures, (4 heures mardi à Paris), alors que

l'avion dans lequel venait de prendre place le ministre s'appretait à décoller, on apprenait qu'un véhicule venait d'être incendié au Baillif, en banlieue de Basse-Terre. Il s'agissait de la voiture de M. Jean-Louis Bec, conseiller à la Cour d'appel de Basse-Terre qui venait d'emménager au Baillif depuis deux jours à peine. Lors d'un précédent séjour guadeloupéen, M. Jean-Louis Bec, qui a régulièrement requis de fortes peines de prison contre des militants indépendantistes alors qu'il était premier substitut du procureur à Pointe-à-Pitre, avait vu sa voiture démolie par un engin explosif en janvier 1985. Un « complot » d'assassinat, disait-on à cette époque dans les milieux policiers, le visait. Entre ces deux postes, le magistrat avait effectué un bref séjour au tribunal de grande instance de Perpignan. Le vendredi 13 février, la voiture de la mairie de Basse-Terre, attribuée au maire, M. Jérôme Cléry (Parti communiste guadeloupéen), avait également été incendiée au petit matin.

A la Réunion

M. Cassam Moussa (RPR) nouveau maire de Saint-Paul

SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION de notre correspondant

Cassam Moussa, un enseignant de quarante-neuf ans, a été élu, lundi 16 février, maire de Saint-Paul. Il succède à Paul-Julien Bénard, ancien sénateur apparenté RPR, décédé au début du mois.

M. Moussa était en concurrence avec un autre candidat RPR, le premier adjoint, M. Christophe Kichenin, conseiller général, rallié depuis peu au mouvement chiraquien. Deuxième adjoint, gaillarde de longue date et compagnon de Paul Bénard depuis 1973, M. Moussa a recueilli dès le premier tour de scrutin 28 voix, soit la majorité absolue. Les huit conseillers appartenant au Parti communiste réunionnais ont voté pour lui en bloc afin de faire « payer » à M. Kichenin ses accointances avec le député UDF de l'île, M. Jean-Paul Virapoulle.

M. Moussa, qui préside la section locale du RPR, a également reçu le renfort de trois suffrages socialistes et apparentés.

An terme de deux heures de négociations avec Moussa, M. Kichenin a toutefois accepté le poste de premier adjoint. Il a également obtenu la promotion de quelques-uns de ses amis aux fonctions d'adjoints.

A. D.

Les rapatriés soufflent le chaud et le froid

AVIGNON de notre correspondant

C'est une salle comble qu'a dû convaincre, le samedi 14 février, à Avignon, M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés. Toutes les associations de rapatriés (ANFANOMA, Français nouveaux, Recours) ont, en effet, soufflé le chaud et le froid, reconnaissant au ministre « le mérite du courage et du sens de la concertation », mais contestant, et le montant global (30 milliards de francs) et les délais (étalement sur quinze ans à partir de 1989) de l'indemnisation des pieds-noirs promises par le premier ministre.

Les rapatriés ont également exposé leur grogne en ce qui concerne l'aménagement des terres, M. Dufour (Recours) estimant que les textes « mettent les réinstallés en première ligne face à leurs créanciers ».

A propos des anciens harkis, le secrétaire d'Etat a souligné « qu'ils ne touchent pas moins que ce qu'on propose aux immigrés pour rentrer chez eux ».

M. Santini a dénoncé « les menaces des associations Théodule et des comités Tartempion, sirènes déguisées pour aller à la pêche aux voix ».

Enfin, sur propositions du Recours, reprise par l'ensemble des associations représentées, un intergroupe parlementaire présidé par le maire d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux, député RPR, sera constitué incessamment pour veiller à la bonne mise en forme des textes législatifs.

R. S.

Le cyclone « Quinquennat » s'éloigne

M. Michel d'Ornano, député UDF du Calvados, proche de M. Giscard d'Estaing a souhaité, le lundi 16 février, que le premier ministre prenne l'initiative de proposer la réduction du mandat présidentiel, « car ce serait dommage de laisser les socialistes la prendre ».

En revanche, M. Jacques Barrot, député UDF de la Haute-Loire, secrétaire du CDS, a lancé une mise en garde en disant : « Attention à ne pas faire quelque chose d'hybride à la soviétique », et en expliquant : « Les Français ont peu-être le sentiment qu'avec un mandat de cinq ans cela en serait fini des histoires de cohabitation. Eh bien non ! Il est vraisemblable que ces cinq années, s'il n'y a pas de concorde entre l'élection du président et l'élection des députés, nous amèneront au contraire beaucoup plus de rechutes en cohabitation. » Pour éviter vers un régime présidentiel fondra-t-il encore, selon M. Barrot, que d'autres conditions soient remplies, « que le pays soit plus apaisé, décentralisé et que les responsabi-

lités partagées n'amènent pas la paralysie ».

M. Olivier Guichard, député RPR de Loire-Atlantique, ancien ministre, soulignant l'équilibre de la Constitution de 1958, a estimé que, si l'on veut y toucher, il faut changer de Constitution. Il a précisé : « En réduisant le mandat présidentiel, que l'on dise clairement que l'on veut changer de Constitution, c'est-à-dire entrer dans une VI^e République à régime présidentiel selon le modèle américain ».

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré, à Limoges lundi soir : « Que la majorité défile le terrain, qu'elle fasse le ménage. Les socialistes ne feront pas leurs choux gras de ce projet de réforme ».

M. Jean Popereau, secrétaire national du PS, a promis lors de l'émission « Face au public de Franco-Inter », le 16 février, sur le « couac réinstallé » de M. Giscard d'Estaing, ajoutant : « Nous n'allons pas lui faire la courte-échelle ».

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Sondage : pour ou contre l'arme nucléaire ?

36.15 TAPEZ LEMONDE

FNAIM

Un fichier de 21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et région parisienne sur minitel

36.15 TAPEZ LEMONDE puis FNAIM

Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.

Politique

Un nouveau président pour le parc national des Cévennes

Docteur Blanc contre docteur Monod

Qui aurait pu penser que l'alternance à Paris allait mettre la Lozère en émoi et les Cévennes en ébullition ? Comment imaginer que l'élection d'un haut fonctionnaire parisiens à la présidence du conseil d'administration du parc national des Cévennes, en décembre dernier, allait mettre le feu aux poudres ? La réintroduction du vautour fauve dans les gorges de la Jonte aurait-elle à ce point exacerbé les passions ?

MENDE
de notre envoyé spécial

L'affaire remonte au lendemain des élections législatives de 1986 et de l'élection à la présidence du conseil régional du Languedoc-Roussillon de M. Jacques Blanc, maire de La Canourgue, député UDF de Lozère, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture de M. Giscard d'Estaing. En pleine séance du conseil régional, M. Michel Monod, maire de Sainte-Croix-Valle française, conseiller général (apparenté PS) de Barrois-Cévennes et président du conseil d'administration du parc national des Cévennes, dénonce l'accord conclu par M. Blanc avec le Front national pour obtenir la présidence de la région, et démissionne de son poste de vice-président du conseil général de Lozère — le seul que le gauche ait obtenu dans le département depuis dix ans. Coup de sang de M. Blanc qui, aussitôt, dit publiquement à M. Monod qu'il n'est plus président du Parc.

« Docteur Monod » contre « docteur Blanc » : la lutte est inégale. M. Monod, cinquante-deux ans, austère médecin protestant venu de Montpellier pour exercer dans les Cévennes désertées par ses confrères, est ici surnommé « le Juste ». Le politique, pour lui, n'est pas un combat, mais un idéal. Il répugne à la « politique-spectacle » et au statut d'assistant alliant tir des sommets à Paris. Il a pour lui ce qu'il appelle sa « légitimité », c'est-à-dire ces vingt années passées dans la vallée du Gardon au service de ses

patients, administrés et électeurs cévenols. Ayant connu M. Blanc à Toulouse pendant ses études de médecine, il était resté son ami, tout en le combattant politiquement. « Mes amis politiques me le reprochent », constate-t-il un peu amer.

A quarante-huit ans, le « docteur Blanc » n'a rien perdu de sa fougue juvénile. Il en veut toujours plus. « Je suis pour le cumul », avoue-t-il candidement. Un vorace que chaque nouvelle proie met davantage en appétit. Ce ne sont pas « ces cons de socialistes » ni « ces écoles qui pleurent sur les Cévennes » qui vont le faire reculer. Il n'a « rien à foutre » du parc des Cévennes, qu'il considère comme sa « demeure »... mais il préfère quand même que le prestigieux établissement public serve au moins le renom de la Lozère et du Languedoc. De toute façon, « Monod était un mauvais président de parc » et il devenait urgent de lui trouver un successeur.

Quel nom suggérer au ministre de l'environnement ? M. Blanc aurait très bien vu M. Paul Flayol, « Cévenol 100 % », protestant, agriculteur à la retraite et ancien maire (centriste-giscardien) de Moissac-Valle française. Ou encore M. Paul Harvois, retraité — très actif — de l'enseignement agricole, ancien militant PSU venu très proche de M. Rocard et Pisan, socialiste et franc-maçon déclaré, passionné de formation permanente et de protection des sites, et « seul membre du conseil d'administration résidant au sein du parc » — il habite une ferme restaurée au pied du mont Lozère.

Hélas ! Ces deux retraités n'ont plus l'âge de « faire président de parc ». Le « docteur Blanc » se rabat donc sur un énarque parisien qu'il connaît bien de longue date pour ses fréquents séjours en Lozère : M. Lucien Chabason, quarante-cinq ans, ancien responsable de la protection des sites et actuellement directeur de la recherche au ministère de l'environnement. Ce n'est pas un politique, mais il a l'avantage d'être très lié à François Brager, ancien directeur de la SAFER, conseiller général (CDS) de Mende, « préfet bis de la Lozère » selon M. Harvois, et che-

ville ouvrière du parc des Cévennes dès sa création. A défaut de Cévenol, on veut une « personnalité d'envergure nationale », comme le réclame M. Monod. Comment refuser un directeur au ministère de l'environnement, qui connaît toutes les ficelles à Paris, à Bruxelles (pour les subventions de la CEE) et qui a « visité tous les parcs nationaux du monde » ? comme l'écrit M. Brager.

Mais les Cévenols ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, il est clair que « le Gévenol prend sa revanche sur les Cévennes ». M. Fortuné Chabrol, maire socialiste de Florac, qui se voit exclu de fait du conseil d'administration du parc, parce qu'il avait été nommé au collège des personnalités qualifiées au lieu de l'être comme élu, ne cache pas sa rancœur : « Le premier magistrat de la capitale du parc des Cévennes n'est même plus représenté au conseil d'administration : Est-ce normal ? ». Ce vieux militant socialiste, passé par la SFIO, ne peut réprimer sa méfiance envers « les magiciens de l'Aubrac et de la Margeride », qui profitent de la réglementation du parc pour vendre des lauzes « au marché noir ». Le pasteur de Sainte-Croix-Valle française, M. Bernard Mounier, va plus loin encore : « Jacques Blanc fait ce qu'il veut en Lozère. Il exerce une sorte de terrorisme psychologique ».

« Chabason ne sera pas un homme libre »

Nouvelles révoltes des Camisards contre les dragons du roi ? Dans l'esprit des Cévenols, sans doute, car ils n'ont jamais réellement accepté — quoiqu'ils s'en défendent, comme les autres Lozériens — l'existence d'un parc national sur leur territoire. Que Paris puisse décider ce que les Cévenols ont le droit de faire chez eux reste une attitude aux antipodes. Ils ont accepté le parc dans la mesure où il drainait des crédits de l'Etat vers leur département. Ils le refusent de jour où le maître d'œuvre n'est plus un des leurs, et même, crime suprême, du jour où le nouveau président apparaît comme ayant partie liée avec l'adversaire.

« le bulldozer de la Canourgue », M. Blanc. « Chabason ne sera pas un homme libre », prédit M. Monod. Quiconque est amené dans ce département avec l'accord de Blanc sera complètement sous sa coupe.

M. Brager s'inscrit en faux contre cette assertion : « Chabason ne sera pas l'homme de Blanc : il connaît la musique ». Et M. Harvois, tout en confirmant l'indépendance et la volonté de travailler « pour le parc » du nouveau président, écarte les critiques de ceux qui défendent aujourd'hui « l'inefficacité du tandem précédent ». Selon lui, ni M. Monod, avec sa rigueur huguenote, ni M. Roland Egué, le directeur du parc, fonctionnaire scrupuleux mais trop « en retrait », ne pouvaient entreprendre une relance du parc, devenue indispensable au moment où les crédits ne cessent de diminuer et où les projets destructeurs (mines d'uranium des Boudons et des Besides, barrage de la Borrie) se multiplient.

Mais on peut légitimement s'interroger sur les pouvoirs du nouveau président, pris entre sa volonté de donner « un nouveau souffle » au parc des Cévennes — qui manquerait en effet cruellement depuis le retrait du directeur, Emile Leynaud, — et le parrainage de M. Blanc, homme tout-puissant en Lozère, qui a fait voter au conseil régional une enveloppe de 1 million de francs pour le parc. M. Blanc a accepté l'ouverture de la mine des Boudons, sous réserve que l'Etat de transformation de l'uranium resterait du côté de Langogne, et il entraine le projet de barrage à la Borrie, puisque le département du Gard en versera les dividendes à la Lozère. Or M. Chabason, protecteur convaincu des sites, est opposé à ces travaux. Après le « combat de coqs » entre les deux docteurs (dixit M. Monod), verra-t-on le parrain se retourner contre son « protégé » ? Le parc national des Cévennes, compromis quelque peu bâtarde entre le parc naturel régional et le parc national (habité !), réserve encore bien des surprises.

ROGER CANS.

En visite à Limoges

M. Jospin met en garde la direction du PCF

LIMOGES
de notre envoyé spécial

M. Lionel Jospin a saisi l'occasion d'un banquet républicain en Haute-Vienne — l'un des lieux des « renouvellements » du PCF — pour lancer, le lundi 16 février, une mise en garde à la direction du PCF, à propos de son attitude lors des prochaines consultations électorales. Le premier secrétaire du PS a fait une allusion indirecte aux élections municipales prévues en 1989 pour lancer : « C'est la position qu'adopte le PC dans l'élection présidentielle qui déterminera le reste dans l'avenir ».

Il s'agit d'un avertissement qui devrait être largement repris par les socialistes à l'approche de l'élection présidentielle. Ainsi la direction du PCF est-elle dès maintenant appelée à réfléchir sur les conséquences qu'aurait, pour la survie de son implantation municipale, une position à l'égard de l'élection présidentielle du type « bonnet blanc-bonnet rose ».

M. Jospin a souligné à ce propos que « la direction du PCF a beau faire, pas plus qu'en 1981 elle ne pourra empêcher que l'histoire ne fasse et que la masse des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans les idéaux de gauche se rassemblent » au second tour de l'élection présidentielle. Pour le député de Haute-Garonne, cette volonté de rassemblement sera « décisive, irrévocable », et la direction communiste prendra le risque d'une « finalité marginale », en tentant de s'y dérober.

M. Jospin a souligné, en outre, que cette aspiration au rassemblement de l'électorat de gauche « balayera toutes les billes » sur une dérive centriste du PS. « A la place où je serai et tant que j'y serai, jamais je n'accepterai une

telle évolution », a ajouté le premier secrétaire.

Interrogé sur les prises de position de M. Marcel Rigout, M. Jospin s'est refusé à tout commentaire, en soulignant qu'il respecte la volonté de « notre camarade Rigout », que personne ne parle en son nom.

« Le renouveau des forces de gauche »

Le député de Haute-Garonne a estimé qu'on assiste, depuis le 16 mars, à un « mouvement de renouveau des forces de gauche », qui tient, selon lui, beaucoup au PS, mais aussi « un peu au PC ».

M. Jospin a évoqué le congrès socialiste qui aura lieu à Lille au mois d'avril pour souligner que « la réflexion sur les propositions » et les orientations du PS pour l'élection de 1988 commencent à Lille. L'étape suivante sera la convention nationale sur le programme que les socialistes tiendront avant la fin de l'année.

M. Jospin a souligné, à Lille, des réflexions sur les grands thèmes suivants : l'emploi, la politique économique, la sécurité et la défense, etc. Une préoccupation parallèle avait été émise par M. Michel Rocard, lors d'un banquet républicain à Metz, le 5 février.

A Limoges, M. Jospin a réitéré l'argumentation selon laquelle le PS serait, par rapport aux années 70, à court d'idées : « C'est une vieille habitude d'idéaliser le passé », a-t-il affirmé. Il a néanmoins reconnu qu'après cinq ans de gouvernement de la gauche il a, personnellement, « mieux compris que ce pays était difficile à changer ». Quant aux socialistes, il espère qu'ils sont devenus « moins naïfs, plus réalistes », tout en restant « attachés à changer les choses ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Poperen estime que sa situation au PS n'est pas « un problème de dossier »

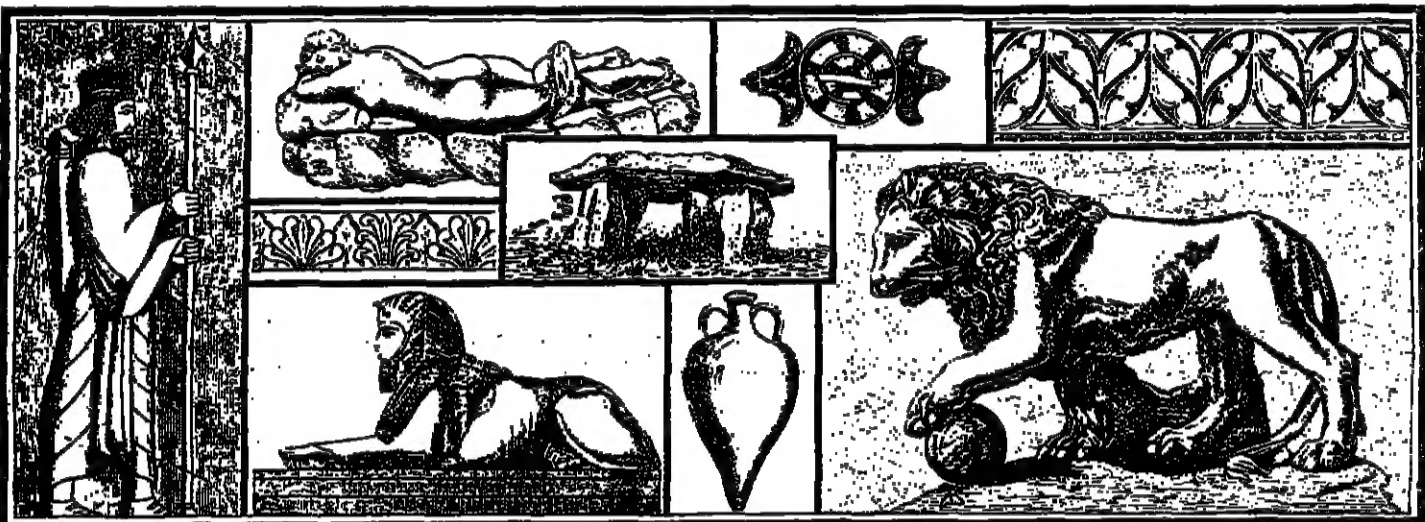
Interrogé, le lundi 16 février, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, sur sa situation personnelle dans la direction du PS, M. Jean Poperen, actuel numéro deux du parti, a notamment affirmé : « Ce n'est pas un problème de dossier ». S'il existe un problème de dossier, c'est que je suis dans la direction du PS, il est évident que nous le traiterons (...) politiquement (...). Nous n'allons pas (...) régler cela dans les couloirs et les arrière-cuisines (...). A mon niveau de responsabilité, un accroissement ou une réduction de ma capacité d'intervention a forcément un sens politique ».

M. Poperen a jugé qu'il subsiste une « zone de flou » dans la synthèse intervenant entre les socialistes et que « c'est la désignation des hommes et des femmes chargés

d'appliquer qui dissipera le flou et qui montrera le sens véritable du compromis ». Pour M. Poperen, une réduction de ses responsabilités dans le PS « ne serait généralement pas interprétée comme la volonté de renouer notre combat face à la droite (1) ».

A propos de la question des centristes, M. Poperen a refusé une alliance avec le CDS, mais il a ajouté : « qu'il y ait la désignation des hommes, des femmes, qui puissent se trouver en accord avec nous pour travailler et lutter ; oui ».

(1) NDLR : Interrogé, lundi à Limoges, sur les positions de M. Poperen, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé que le discours et les propositions du député du Rhône ne sont pas « très à gauche ».



L'Histoire de l'homme est remplie de secrets et de mystère.

Découvrez ce passé inconnu et passionnant avec le

Dictionnaire d'archéologie

d'Ernest Bosc, que Jean de Bonnot vous offre au prix éditeur.

Cet ouvrage d'Ernest Bosc, publié en 1881, est un livre de référence indispensable à tous les amateurs d'histoire, d'archéologie et d'antiquité. Il nous éclaire sur tous les mystères, énigmes et secrets des divers peuples de l'Antiquité : Grecs, Romains, Egyptiens.

Étrusques, Celtes, Gaulois, Hindous, Phéniciens, Perses, Péruviens, Babyloniens, etc.

Ce livre-clé est aussi un ouvrage complet et passionnant

De l'architecture à la mythologie et de l'art de la guerre, tous les sujets archéologiques sont clairement expliqués.

Tous les termes sont classés par ordre alphabétique pour rendre la recherche plus aisée. Les 450 compositions illustrées dans le texte illustrent les commentaires et procurent à la vue un plaisir éternel. Vous apprendrez, par exemple : que l'Agave signifiait « peau de chèvre » et par suite « égide », c'est-à-dire manteau protecteur ; que l'Ane était chez les Chrétiens l'emblème de la paresse et de l'entêtement, mais aussi celui de la patience et de la sobriété ; que Codex n'était pas seulement un livre de lois, mais aussi les entraves que l'on attachait aux pieds des esclaves ; que le mot Galaxias signifiait des fêtes en l'honneur d'Apollon (Galaxos) pendant lesquelles l'offrande consistait en un gâteau d'orge cuit avec du lait (Gala) ; que

Junon, fille aînée de Saturne, sœur et femme de Jupiter, avait pour trait caractéristique la jalousie.

Sachez enfin que les premiers archéologues furent Dante et Pétrarque (XIV^e siècle) et que la première chaire d'archéologie fut fondée à Florence par Laurent de Médicis (1449-1492).

Un ouvrage d'art qui éclaire l'histoire de tous les peuples

Le prix de ce magnifique volume est d'autant plus dérisoire que sa présentation est prestigieuse. C'est un grand et épais in-octavo (14 x 21 cm) illustré, comportant plus de 575 pages imprimées sur un magnifique papier vergé blanc « à la forme ronde » personnalisée avec un filigrane inimitable à l'enseigne de ma Maison.

Les cahiers sont cousus avec un fil robuste, la reliure est taillée dans un beau cuir de mouton rehaussé de décors frappés à la feuille d'or 22 carats. Le dos et la tranche supérieure sont aussi enrichis d'or 22 carats. Deux tranches, un signet et des pages de garde assorties viennent « finir » l'ouvrage.

Lorsque vous tiendrez ce beau livre entre vos mains, vous ferez

la différence. Vous constaterez que mes livres sont faits pour durer, être lus, être offerts, être aimés.

Si malgré sa qualité, ce livre ne vous plaît pas, lisez-le au moins, et renvoyez-le moi dans les 10 jours. Je vous rembourserai intégralement.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le bon cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous serions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant au prix éditeur le « Dictionnaire de l'archéologie et des antiquités » en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 148,50F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom

Prénoms

Adresse complète

Code postal

Ville

Signature

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

هكذا من الاصل

Société

Au tribunal de Paris

M. Georges Suffert et l'honneur de l'ONASEC

Soyons lucides : un sondage qui consisterait à demander ce qu'est l'ONASEC montrerait sûrement une médiocre connaissance de cet Office national d'action sociale, éducative et culturelle, établissement public dépendant du secrétariat d'Etat aux rapatriés. Il n'empêche que à la fin du printemps 1986, à une époque où l'affaire dite du Carrefour du développement révélait des pratiques singulières au ministère de la coopération du temps de M. Christian Nucci, certains, dans la nouvelle majorité, se dirent qu'il y avait peut-être d'autres pots sous ces roses à porter au débit de leurs prédécesseurs socialistes.

Ainsi, M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, annonça qu'une enquête de l'inspection générale de l'administration avait révélé des anomalies de gestion à l'ONASEC. Fort de cette information et d'une version donnée à la presse de ce rapport d'enquête, M. Georges Suffert publia dans le Figaro Magazine du 20 juin 1986 un article intitulé : « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS. » Ce texte était illustré d'une photographie de M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, et d'une autre de M. Laurent Fabius, le deuxième intéressé réagissant. Si M. Fabius intenta son procès devant le tribunal civil, M. Dumas, lui, l'engagea devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, tout comme M. Georges Morin, président de l'ONASEC, lui aussi mis en cause. L'affaire était plaidée, lundi 16 février, sous la présidence de M. Jacqueline Clavery.

Co fut un procès dans la bonne tradition, avec offre de preuves du côté de M. Morin, assisté par M. Yves Baudelet.

Un titre fâcheux

Mais d'abord, sur quels éléments s'était fondé M. Suffert pour parler, par exemple, d'une subvention de 400 000 francs accordée à l'association qui présidait M. Marthe Mercadier dont, ajoutait-il, M. Roland Dumas est un responsable ? M. Suffert exposa qu'il avait « quand même quelques amis ». Soit. Mais

s'était-il renseigné sur le budget de l'ONASEC ? Avait-il interrogé M. Morin, d'anciens membres de cet organisme, le ministre prédécesseur de M. Santini, M. Raymond Courrière ? Ma foi, non, devait dire M. Suffert, mais il ne les a pas accusés. Et M. Roland Dumas ? « Vous croyez, dit-il, que l'on a comme ça au téléphone un ministre des relations extérieures ? »

Et puis, n'y avait-il pas déclaration de M. Santini ? N'y avait-il pas aussi l'affaire Chalié ? Au reste,

M. Roland Dumas et le responsable de l'ONASEC poursuivent le Figaro Magazine pour un article intitulé : « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS. »

d'autres journaux ayant les mêmes sources avaient écrit autant que lui. Quant au titre, assurément fâcheux, donné à son article, s'il ne le désapprouve pas, il n'en fut pas l'auteur et ce n'est pas davantage lui qui décida de faire figurer la photographie de M. Roland Dumas.

Il n'en avait pas moins écrit que « toutes ces subventions faisaient beaucoup d'argent qui fut allégrement ponctionné par une série d'associations dont les objectifs demeurent flous », ajoutant : « Impossible pour le moment de savoir si ces organisations servaient à quelque chose ou étaient de simples relais de financement du Parti socialiste. »

Or, les témoins cités n'ont pas exprimé les mêmes sentiments. M. Jean-François Pagès, qui fut délégué national de l'ONASEC, du 14 mars au 13 septembre 1986, n'a « jamais vu passer de demandes de subventions pour l'association de M. Mercadier ». Il a même, au contraire, reçu un ordre de ne pas la payer.

Ainsi, dira M. Christian Charrière-Bourazet, avocat de M. Roland Dumas, voilà qui simplifie tout, car, comment pourrait-on avoir détourné des fonds que l'on n'a pas touchés ?

« Soit, rétorque M. Sarda, mais je maintiens que la subvention fut bien détournée. »

On a beaucoup disserté aussi pour savoir si l'ONASEC, qui a pour but d'aider les rapatriés musulmans d'Algérie, les anciens harkis, pouvait aussi apporter son concours à des immigrés de la deuxième et de la troisième génération comme ce fut le cas. « C'est une évidence », a répondu M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés dans le gouvernement de M. Laurent Fabius. Et à M. Sarda

qui lui opposait le fameux rapport, faisant état de l'utilisation d'une imprimerie pour du courrier du Parti socialiste dans l'Aude, M. Courrière a rétorqué avec fougue : « Vraiment, être traité de voleur pour des balivernes pareilles... J'ai constaté moi, que l'ONASEC était la seule association capable de mettre des lits à la disposition de la misère, victime du racisme et du chômage et vivant avec la seule idée que ses enfants n'aient pas à connaître pareille situation. Si c'est tout ce que vous avez à me reprocher... » Puis, très ému : « Honnêtement, je souffre profondément de ces accusations. J'en suis malade. Je me suis dévoué à tous, et aujourd'hui je dois m'en expliquer devant ma famille. Comprenez-vous ces choses-là ? »

La misère des harkis

M. Jacques Henry, trésorier de l'association Espace 89, comme M. Maurice Benassayag qui en fut le président, ont exposé que la subvention de 50 000 francs dénoncée dans l'article de M. Suffert ne fut pas versée par l'ONASEC, mais directement par le ministère, ce qui ne leur paraît « nullement scandaleux ».

Carrefour du développement

M. Aurillac : « Je n'ai jamais voulu exploiter » l'affaire Chalié

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, s'explique dans un long entretien paru dans le Journal du dimanche sur l'affaire du Carrefour du développement. Interrogé sur les répercussions de l'affaire sur la collaboration, le ministre estime qu'elle « n'a pas facilité les relations, mais elle a obligé les socialistes à plus de prudence. Bien sûr, ils ont voulu transformer l'affaire Chalié en affaire Pasqua, mais ça commence à s'essouffler, ils se sont rendus compte qu'il y avait bien des casseroles gigognes. »

« Comparez, poursuit le ministre : Vous avez d'un côté un brigandage, un détournement de fonds qui porte sur quarante à cinquante millions. De l'autre, la délivrance d'un faux passeport par une autorité, à supposer que cela soit vrai. J'ai déclenché l'affaire Chalié par ma plainte. Je

n'ai jamais voulu l'exploiter, essentiellement pour maintenir la dignité de ce ministère à l'étranger. »

Après avoir rappelé que, jamais, lorsqu'il était directeur de cabinet de M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, on ne lui avait demandé la délivrance d'un faux passeport. M. Aurillac déclare : « Mais je pense que, moins l'on rentre dans les détails, mieux ça vaut. Quand Pasqua dit qu'il n'en a pas entendu parler, je le crois. »

Le ministre de la coopération considère, d'autre part, que l'affaire Chalié ne s'arrêtera pas là : « Si les investigations judiciaires vont jusqu'au bout, dit-il, on trouvera forcément que Chalié trompait dans des affaires d'armes, des trafics d'influence... Il y a des gens qui l'ont recommandé, il y a des bureaux d'études compromis... »

Les enfants retenus en Algérie

Retrouvailles à Strasbourg

Les cinq frères français et leur compagne britannique (1) qui, depuis le 10 février, marchent vers Genève pour alerter l'opinion sur le drame des enfants de couples binationaux retenus par les pères en Algérie devraient revoir leurs enfants pour une quinzaine de jours. Les retrouvailles devraient avoir lieu mercredi 18 février, lors de la visite des frères au Parlement européen. Cette décision a été prise par le gouvernement algérien, qui désire ainsi montrer sa bonne volonté dans le règlement de ce douloureux problème. Elle fait également suite à une série d'entretiens commencés lors du départ des frères de Paris, le 10 février, avec M. Anne-Marie Lizin, députée européenne belge, intercommunautaire privilégiée de l'Algérie pour ces conflits, souvent utilisés comme intermédiaire par les frères français.

Au cours de ces discussions, les représentants algériens ont déclaré désirer une réouverture des négociations sur une convention bilatérale (franco-algérienne) qui offrirait un cadre juridique aux deux pays pour le règlement des conflits. De même, ils ont reformulé leur offre de mettre rapidement en place une procédure assurant la régularité d'un droit de visite transfrontière. Jusqu'à présent, la France, craignant que le droit de visite ne soit, de fait, systématiquement appliqué au détriment

du droit de garde, a fait savoir qu'elle négocierait les deux droits en même temps. Un accord a toutefois été trouvé récemment (le Monde du 12 février) entre l'Algérie et la France pour la nomination de deux médiateurs qui examineraient les dossiers actuellement en litige, en attendant la convention.

« En ce qui concerne les six frères, explique Annie Sugier, porte-parole du Collectif défense des enfants enlevés, l'Algérie proposait de leur amener les enfants pendant les vacances, si elles interrompaient leur marche. » Les représentants algériens ont finalement abandonné cette condition. Pour les manifestants, il n'était pas possible, en effet, d'interrompre en cours de route un mouvement dont le but n'était pas de régler uniquement leur problème mais d'obtenir que la France et l'Algérie, qui, depuis des années, promettent une convention au sujet de ces enfants, hâtent leurs travaux. Elles reprendront donc le 19 février leur marche vers Genève, où elles seront reçues le 4 mars par la commission des droits de l'homme des Nations unies.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) M. Jocelyne Bany, Marie-Paule Walter, Nicole Varoqui, Marie-Anne Fisel, Hélène Montegout, Marguerite Hugues.

Les auteurs et l'éditeur de « Suicide mode d'emploi » inculpés d'homicides involontaires

Deux ans après les plaintes déposées par deux familles de désespérés ayant mis fin à leurs jours en suivant les conseils de l'ouvrage *Suicide, mode d'emploi*, les deux auteurs, Claude Guillon et Yves Le Bonniec, et l'éditeur Alain Moreau, ont été inculpés d'homicides involontaires, les 27 janvier et 12 février derniers, par M. Marie-Odile Bertella-Geffroy, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Ce livre, qui contient diverses « recettes » destinées à faciliter l'ultime geste de désespoir, fait l'objet de nombreuses plaintes qui s'étaient heurtées, jusqu'ici, aux textes régissant la liberté de la presse et de l'édition. Si, en 1985, M. Le Bonniec avait pu être poursuivi pour « non-assistance à personne en péril » ce n'était pas directement en raison de l'ouvrage. Il s'agissait d'un échange de correspondance entre M. Le Bonniec et un lecteur du livre de trente-neuf ans, Michel Bonnal, qui souhaitait obtenir l'équivalence entre la dose mortelle d'un anti-dépresseur indiquée en gouttes dans l'ouvrage et celle du même produit présentée en comprimés. M. Le Bonniec avait répondu en indiquant le nombre de comprimés nécessaires et, en mars 1983, Michel Bonnal décédait après avoir absorbé la dose prescrite. Le 20 novembre 1985, la 16^e chambre correctionnelle de Paris condamnait M. Le Bonniec à 10 000 francs d'amende pour non-assistance à personne en danger, et le 28 novembre 1986, la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris portait la sanction à six mois de prison avec sursis en accordant le franc symbolique de dommages et intérêts à la famille.

L'ouvrage ne semblait cependant pas pouvoir constituer une base de poursuites. Les auteurs s'abritaient derrière le « droit au suicide » et les juges d'instruction saisis des plaintes des familles ne parvenaient pas à caractériser un délit.

Ainsi, le 13 mai 1985, M. et M. Gallais avaient déposé une plainte pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger à la suite du décès de leur fils, Benoît, survenu en mars 1984, à l'âge de dix-neuf ans, après l'absorption de produits à dose toxique. Le jeune homme avait retranscrit sur cinq feuillets les passages de l'ouvrage qui se trouvaient dans sa bibliothèque. Mais le 20 mars 1986, le juge d'instruction, M. Nida Bertella, rendait une ordonnance de non-lieu en considérant qu'il ne s'agissait pas d'un homicide involontaire mais « d'incitation et aide au suicide » qui ne sont pas punissables. Quant à la non-assistance à personne en danger, le juge notait qu'elle ne pouvait être retenue en l'absence de tout dialogue direct qui

eût permis aux auteurs et à l'éditeur de prendre conscience d'un état de danger imminent nécessitant une assistance.

Le même jour, les magistrats rendaient une ordonnance identique concernant le cas de M. Alain Guignemont dont l'épouse Evelynne avait mis fin à ses jours, le 5 juin 1984, à l'aide d'une arme à feu dans une chambre d'hôtel à Saint-Aubin-d'Aubigné (Ille-et-Vilaine), où l'ouvrage avait également été retrouvé, portant des annotations.

Une véritable propagande

Cependant, la chambre d'accusation de Paris, saisie en appel par l'avocat des deux parties, conclut, M. Henri-Pierre Guarni, a infirmé deux ordonnances, le 4 novembre 1986. Selon les magistrats, l'infraction d'homicide involontaire caractérisée par la maladresse, l'inattention, la négligence ou l'inobservation des règlements pourrait être reprochée aux auteurs et à l'éditeur.

Ainsi, la publication de noms de spécialités pharmaceutiques inscrites au tableau des substances vénéneuses est soumise au code de la santé publique et cette publicité, que les magistrats qualifient de « véritable propagande », constitue une violation des lois et règlements. Les juges relèvent que cette publication « a pour objet de faciliter l'acquisition et l'usage de substances vénéneuses dans le but de faciliter des empoisonnements. Cette incitation, qui se situe en dehors de toute préoccupation thérapeutique, résulte de l'énumération, sous forme de nomenclature, des médicaments classés comme toxiques ou stupéfiants, de l'indication de leur dose mortelle, et de l'indication de moyens pour renforcer leur toxicité et pour se procurer frauduleusement des ordonnances médicales. »

L'arrêt concernant M. Guignemont est moins solennellement motivé mais les juges soulignent, comme dans le précédent, que « la poursuite de la diffusion de cet ouvrage dans sa forme initiale, en dépit et malgré la vague de suicides encouragés par sa publication, constitue une faute de négligence de la part des auteurs et de l'éditeur. »

Une nouvelle instruction devra donc être menée par M. Bertella-Geffroy, mais dès lundi 16 février, MM. Alain Moreau, Claude Guillon et Yves Le Bonniec ont diffusé un communiqué dans lequel ils considèrent que les magistrats « prennent au sérieux les fantasmagoriques accusations d'une partie civile » et rappellent que l'ouvrage « déconseille » le suicide par arme à feu. Les inculpés déclarent en outre qu'ils ne retireront pas le livre de la vente, tout en se plaignant d'une procédure qui constitue à leurs yeux « un acharnement judiciaire ».

MARC PORTEY.

SPORTS

La semaine décisive du basket-ball français

Fisher-la-Science

En demi-finale aller de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes, Villeurbanne affronte, mardi 17 février, les Yougoslaves de Zagreb. Le lendemain, Limoges jouera à Saragosse en demi-finale de la Coupe Korac. Mais surtout, l'Élan béarnais Orthez (EBO) reçoit mercredi 18 février, dans sa salle fétiche de La Montagne, le Real de Madrid en Coupe d'Europe des clubs champions. Un match capital pour le basket-ball béarnais, qui, en cas de victoire, serait quasiment assuré de jouer la finale, le 2 avril prochain, à Lausanne.

L'Élan béarnais d'Orthez est une équipe caméléon, capable de s'adapter à tous les adversaires et à toutes les circonstances de jeu. Là où d'autres douteraient, pendant même l'espoir, elle a la détermination féroce de changer de tactique au bon milieu d'un match. Plusieurs de ses adversaires en Coupe d'Europe en ont fait l'expérience, privés de victoire alors qu'ils croyaient avoir le score bien en main. Mis sur le compte de l'enthousiasme, ces reverses de situation ne devaient en fait pas grand-chose au hasard. Le sort des rencontres les plus incertaines se joue souvent sur le banc de touche, dans le carnet de notes de George Fisher, l'entraîneur américain de l'équipe béarnaise.

Rien n'échappe à son œil bien. Pendant les temps morts, le diagnostic fuse, souvent judicieux. L'homme sourit encore au souvenir de l'astuce qui permit aux « petits » Ortheziens de débiter l'équipe de Kannas et son géant Sabonis. « Il suffit souvent de quelques ajustements dans notre schéma de jeu pour jouer, tactiquement, des problèmes à l'adversaire », explique-t-il, refusant toutefois d'opérer des modifications radicales en cours de saison. George Fisher met en route dès le mois d'août « un plan global de préparation dans le but d'arriver au top niveau, tant physique que technique, en fin de saison ». Il s'agit d'un cadre général, dit-il, permettant à l'équipe d'avoir une réponse

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Coups de feu dans un café d'immigrés à Chambéry

Un blessé grave

CHAMBERY de notre correspondant.

Lundi soir, 16 février, vers 22 heures, dans le quartier du faubourg Maché, à Chambéry, deux hommes, le visage recouvert d'une cagoule, sont entrés dans le bar de M. Salah Boudhefar, de nationalité algérienne. Avec un fusil de chasse, ils ont tiré des coups de feu en direction de plusieurs clients. L'un d'entre eux, sérieusement blessé à la tête, a été transporté au CHR de Grenoble.

Aucun indice n'a permis, jusqu'à présent, d'identifier les agresseurs. Déjà, en septembre dernier, cet établissement avait été l'objet d'une attaque identique, mais personne n'avait été blessé. Promis à une prochaine rénovation, le secteur insulaire de l'îlot des Bernardines, faubourg Maché, comporte plusieurs bars maghrébins où se retrouvent les travailleurs immigrés de la ville.

Depuis quelques mois, des menaces ont été proférées à l'encontre de plusieurs autres cafés de Chambéry, sans qu'on sache toutefois s'il s'agit de manifestations racistes ou de racket.

M. D.

Société

RELIGIONS

Le carmel d'Auschwitz et l'affaire Edith Stein

Les relations judéo-chrétiennes risquent de s'assombrir

Amélioré par la visite de Jean-Paul II à la grande synagogue de Rome le 13 avril dernier, le climat des relations judéo-chrétiennes est à la merci du moindre accroc.

Dans les communautés juives de France, de Belgique ou d'Italie, l'affaire du carmel d'Auschwitz — dont l'écho commence à s'étendre aux États-Unis et en Israël — rappelle de plus en plus l'affaire Finaly : en 1953, des manifestations en France avaient permis de rendre à leur famille des enfants — de parents juifs disparus pendant la guerre, — qui avaient été baptisés sans consentement.

L'affaire du carmel d'Auschwitz tourne à l'épreuve de force entre la hiérarchie catholique polonaise et les communautés juives d'Europe occidentale, alertées depuis plus d'un an par l'engagement en carmel de l'ancien théâtre d'Auschwitz, situé à la lisière du camp de concentration.

Après une première rencontre à Genève — en juillet 1985 —, une deuxième est prévue, le dimanche 22 février prochain, dans la même ville. Avec les mêmes acteurs : les cardinaux Macharski (Cracovie), Lustiger (Paris), Decourtray (Lyon), Dumeaux (Bruxelles). Et, du côté juif, les dirigeants laïcs et religieux des communautés belge et italienne, M. Thé Klein, président du Congrès juif européen, et le grand rabbin René Samet. Surtout pour la France.

La première rencontre avait abouti à la décision d'interrompre les travaux d'installation du carmel (le Monde du 24 juillet 1986). Elle a été appliquée. Mais, alors que la délégation juive de Genève avait cru que leur maintien dans les lieux était plus que « provisoire », dans l'attente de trouver un autre site, — quatre religieux vivent toujours cloîtrés dans l'un des ailes du bâtiment.

La nouvelle réunion du 22 février risque de s'ouvrir dans une certaine tension. Le ministre israélien se rend à Genève pour « négocier d'égal à égal ». Elle attend d'aboutir à une décision ferme de démantèlement des religieux, assorti d'un calendrier précis. La compréhension des épiscopats français et belge n'est pas mise en cause. C'est l'incapacité de la hiérarchie polonaise à « surmonter son sentiment de supériorité » qui est incriminée.

Symboles

S'agit-il d'un simple malentendu ? D'une polémique disproportionnée par rapport à l'objet même du contentieux ? La réponse serait positive en un tout autre endroit qu'Auschwitz. Alors que les cardinaux veulent faire de l'ancien théâtre un lieu de prière et de « repentance », Auschwitz est pour les juifs le symbole même de la Shoah. Le professeur Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, dit souvent que « ce site devrait être le

L'installation de religieuses près du camp de concentration tourne à l'épreuve de force entre la hiérarchie catholique polonaise et les juifs occidentaux.

sent dans tout l'univers d'où il ne serait pas concevable que s'élève une prière d'aucune sorte. Ni synagogue, ni église, ni temple, ni convent. Uniquement le silence ».

Dans l'impossibilité de désavouer l'initiative des religieuses polonaises, le cardinal Macharski devrait renouer, lors de cette deuxième rencontre judéo-chrétienne de Genève, son projet de fondation d'un lieu d'études et de prières, avec la participation de la communauté juive, intégrant le carmel. Mais cette proposition ne serait pas de nature à satisfaire la partie juive, qui entend faire du démantèlement des carmélites le préalable à toute autre discussion.

Le pape se garde d'intervenir. Au cours de son dernier voyage en Australie, il a dû faire face, selon plusieurs témoignages, à une certaine agressivité de la part de la communauté juive locale. Jean-Paul II a récemment déclaré à un évêque français en visite à Rome : « Une solution pourrait être trouvée si on tenait compte de ce que j'ai aussi la souffrance polonaise pendant la dernière guerre ».

Cette phrase rejoint un sentiment répandu en Pologne, où l'on connaît l'opposition juive au carmel, et où la compréhension n'est pas totale. Les Polonais ont aussi payé un lourd tribut au nazisme. « Pourquoi n'a-t-on pas le même pape de la douleur », estime un observateur polonais à Paris.

Dans un tel climat de suspicion, le moindre incident prend de grandes proportions. On dit aujourd'hui :

Le pape intervient dans l'affaire Hunthausen

WASHINGTON de notre correspondant

Le Vatican semble décidé à régler l'affaire Hunthausen avant la visite de Jean-Paul II aux États-Unis, prévue en septembre prochain. Archevêque de Seattle, Mgr Raymond Hunthausen avait été suspendu d'une partie importante de ses fonctions. On lui reprochait un certain laxisme dans l'application de la doctrine sexuelle de l'Église catholique (le Monde des 5 septembre et 15 novembre 1986).

Jean-Paul II a reçu en audience privée, le lundi 16 février, Mgr Donald Wuerl, évêque auxiliaire du même diocèse de Seattle, qui avait hérité des compétences retirées à Mgr Hunthausen (formation du clergé, questions morales et liturgiques). « Cette division des tâches n'est pas praticable », avait dit l'archevêque suspendu, lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat américain, en novembre dernier, qui s'était beaucoup ému de cette affaire.

Le Vatican vient également de nommer une commission de trois membres, les cardinaux Bernardini (Chicago), O'Connor (New-York) et Mgr Quinn (San-Francisco), pour examiner la nouvelle situation créée. Le cardinal Bernardini, qui passe pour un proche de Mgr Hunthausen, notamment par ses positions contre les armements nucléaires, avait estimé que « cette affaire affecte le moral des catholiques américains ».

M. P.

ESPACE

Le prochain tir de la fusée Ariane reporté. — Annonce jusqu'ici pour mars ou avril, le prochain tir d'Ariane devrait avoir lieu à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin prochain, a déclaré le directeur général d'Arianespace, M. Charles Bigot, le samedi 14 février. « Deux étapes doivent encore être franchies avec succès, a-t-il précisé M. Bigot. D'abord le test du moteur de la configuration définitive choisie, actuellement au banc d'essai, ensuite la mise à l'épreuve du moteur pendant un mois, jusqu'au 20 mars environ ».

chez les juifs occidentaux, après le carmel, l'épiscopat polonais est en train de construire une église dans un autre camp, à Sobibor : de source bien informée, il s'agirait en fait de la restauration d'une chapelle qui existait déjà avant la guerre.

La conversion d'une juive allemande

L'Eglise catholique d'Edith Stein risque d'apparaître comme « une provocation supplémentaire ». Sa vie est mal connue. Edith Stein est née en 1891 à Breslau dans une famille de juifs allemands pieux. Philosophine, elle devient disciple de Husserl. Elle se convertit au catholicisme en 1922, entre au carmel et devient sœur Bénédicte de la Croix. Réfugiée aux Pays-Bas, elle est arrêtée en 1942 avec sa sœur Rosa, également carmélite, puis déportée. Elle meurt quelques jours seulement après son arrivée à Auschwitz-Birkenau, mais certains prétendent qu'elle a disparu à Dachau.

Se béatification devrait être proclamée, par le pape lui-même, le 1^{er} mai prochain à Cologne, au cours de son deuxième voyage en Allemagne fédérale. En l'absence de tout texte officiel décrétant la béatification de cette religieuse allemande, dont la cause a été introduite en 1962, des informations partielles venant de Rome annoncent qu'Edith Stein sera distinguée par l'Eglise comme « martyre », assassinée par « haine de la foi catholique ».

Une telle interprétation est récente dans la communauté juive et les groupes d'amitié judéo-chrétiennes. Pour eux, Edith Stein n'a pas été déportée parce qu'elle était catholique, mais évidemment parce qu'elle était juive, et comme tous les autres juifs, en vertu des lois raciales de Nuremberg.

Edith Stein aurait toujours en la sonci de son peuple et même contribué, par ses écrits, à la décision de Pie XI de condamner, en 1937, le nazisme (encyclique *Mit brennender Sorge*). Mais d'autres spécialistes de son œuvre mystique font état de citations dans lesquelles elle voulait « offrir sa vie pour expliquer la fausse du peuple juif ».

Dans le *Figaro* du 2 mars 1954, François Mauriac écrivait qu'« elle a été arrachée de son carmel de Hollande, et a pris sur ses épaules la croix de ses six millions de frères allemands ». L'historien Jean-Marie Marron, premier président de l'Association judéo-chrétienne de France (AJCF), avait lui aussi présenté Edith Stein comme « l'honneur d'Israël et la gloire de l'Eglise ». Symbole du rapprochement judéo-chrétien, Edith Stein serait-elle demain celui d'un nouveau déchirement ?

HENRI TINCQ.

Le « gay » clergé américain

Dans son édition du 23 février 1987, l'hebdomadaire *Newsweek* révèle les résultats d'une enquête, menée aux États-Unis de 1980 à 1985 sous la forme de 1 500 interviews, par un psychologue du Maryland, Richard Sipe, un ancien prêtre. Vingt pour cent environ des 57 000 prêtres catholiques américains se déclareraient homosexuels, dont la moitié « de manière active ».

Depuis 1978, leur proportion a augmenté, et, selon *Newsweek*, d'autres thérapeutes feraient état de pourcentages approchant plutôt les 40 %. Il n'y a cependant pas de statistiques plus précises, convient l'hebdomadaire américain, qui souligne que l'homosexualité se répand également dans le clergé protestant : elle toucherait 50 % des ministres de l'Eglise épiscopaliennne dans les diocèses urbains de San-Francisco ou New-York.

PARIS

Incendies dans le dix-huitième arrondissement de Paris. — Deux appartements situés dans deux immeubles différents du dix-huitième arrondissement de Paris ont été détruits par le feu lundi 16 février. Six personnes ont été légèrement intoxiquées par les fumées. Ces sinistres sont fréquents chaque hiver dans les vieux immeubles de la capitale. Toutefois, la police n'a toujours pas mis la main sur le ou les auteurs des trois incendies criminels qui, il y a quelques semaines, ont anéanti le vingtième arrondissement et jeté à la rue soixante-dix familles.

Communication

Un entretien avec M. Gérard Ducaux-Rupp

Les producteurs jugent les candidats à la reprise des chaînes

Il y a un an, professionnels du cinéma et de la télévision partaient en guerre contre le cahier des charges de la cinquième chaîne et leur boycottage gênait considérablement le démarrage de la première télévision commerciale. Au moment où la CNCL s'apprête à réattribuer la

« 5 » et TV 6, M. Gérard Ducaux-Rupp, président de la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels, rappelle les exigences des professionnels de l'image et porte un premier jugement sur les dossiers des candidats.

« En un an, le dossier des télévisions privées a beaucoup évolué. Le gouvernement a tenu ses promesses en demandant aux chaînes privées de respecter les mêmes règles à l'égard du cinéma que les chaînes publiques. Et ce, malgré les vœux de certains candidats. En ce qui concerne la production audiovisuelle, le cahier des charges de TF1 reste un minimum très insuffisant mais la CNCL a redressé la barre pour la « 5 » et TV 6 ».

« Puisque les candidats sont jugés aujourd'hui sur la qualité de leurs dossiers, nous souhaitons qu'ils prennent des engagements susceptibles de dynamiser la production des images. Des engagements que la CNCL officialiserait en les annexant à l'autorisation d'émettre. Pour le cinéma, nous demandons un volume annuel minimum de films coproduits et un investissement dans l'achat de longs métrages garanti par un pourcentage sur le chiffre d'affaires de la chaîne. Les auteurs propriétaires de la « 5 » s'étaient engagés sur 10,4 %. Les futurs repreneurs ne devraient pas faire moins ».

« Pour la fiction audiovisuelle, nous demandons le respect des quotas de production originale française et la garantie d'un investissement, hors cinéma, correspondant à 15 % du chiffre d'affaires de la chaîne. Le point le plus important reste la stricte séparation entre le métier de producteur et de diffuseur. L'interdiction de produire de la fiction, inscrite dans le cahier des charges des chaînes privées, doit s'étendre aux actionnaires à plus de 10 % de ces chaînes et aux filiales qu'ils contrôlent. Si Hachette ou M. Berlusconi tournent la réglementation

la chaîne est un véritable impôt sur la création. Il décourage les candidats et, par conséquent, la surenchère au mieux-disant culturel ».

La compétition risque en effet d'être fort restreinte et le futur repreneur, soucieux d'apporter son prix d'achat, limitera ses investissements dans la production originale.

« Certes, le gouvernement affirme que 10 % du produit de la vente de TF1 ira à la création. Encore faudrait-il que cette somme soit affectée directement aux comptes de soutien cinématographique et audiovisuel et n'aille pas renflouer les budgets des chaînes publiques ».

« Si vos relations avec les chaînes privées ne sont pas encore au beau fixe, vos problèmes avec les réseaux câblés semblent en voie de règlement ».

« Grâce à la médiation active de la mission câble présidée par M. Michel Péricard, nous sommes parvenus à un accord sur les conditions de rémunérations des œuvres cinématographiques et audiovisuelles retransmises par les réseaux câblés. Nous sommes favorables au développement du câble en France. Nous avons donc fait des concessions financières importantes pour faciliter le démarrage des réseaux. En retour nous attendons de nos partenaires une stricte application de cet accord permettant de mettre fin à une situation qui nous obligerait à faire cesser des diffusions illicites ».

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Allusion à la page de publicité publiée par le projet TFM (éditeurs de disques et UGC).

Après la décision du juge du référé

Havas va porter plainte au pénal

contre les publicitaires

L'action en référé engagée lundi 16 février par le groupe Havas contre les trois publicitaires initiateurs de la campagne de presse « France, la liberté de communication est en danger » (le Monde du 17 février) a coïncidé avec la cessation de celle-ci. Le juge du référé, qui a précisé qu'il « était le juge du provisoire », a donné acte que « la publication des trois lettres ouvertes » de MM. Jacques Chirac, Edouard Balladur et François Léotard « a cessé et ne donnera pas lieu de nouvelles diffusions sous cette forme ».

Les trois publicitaires, MM. Philippe Calteux (FCA), Jacques Ségala (RSCG) et Jean-Claude Boulet (BBDF), ont indiqué que la campagne s'arrêtait le 16 février (après avoir été diffusée dans le Monde, Libération, Stratégies et Communication et Business), et n'ont donc pas été condamnés. Cependant, le juge a indiqué que « l'avis était libre de poursuivre au fond, si elle le souhaite », les auteurs de la campagne.

L'ordonnance sera rendue publique le jeudi 19 février, mais le groupe Havas a déjà décidé de porter plainte au pénal contre les trois publicitaires. Ces derniers, se fondant sur divers chiffres, avaient dénoncé dans leur campagne « la position monopolistique » du groupe Havas dans les domaines de la publicité et des régies et avaient réclamé une loi antitrust en publicité. Ils sont décidés à faire aboutir celle-ci avec l'aide de parlementaires comme M. Bruno Durieux (UDF-CDS, Nord) auteur d'une proposition de loi interdisant la concentration publicitaire (le Monde daté 15-16 février). Selon l'un d'eux, « il ne s'agit pas d'une campagne contre le groupe Havas, mais de la volonté de faire respecter certains seuils permettant une concurrence réelle dans ce secteur ».

Y.-M. L.

M. Jack Lang contre l'attribution de la « 5 » à M. Robert Herment. — L'ancien ministre socialiste de la culture, M. Jack Lang, a dénoncé, dimanche 15 février au Club de la presse d'Europe 1, le « scandale » que constituerait l'attribution de la « 5 » à M. Robert Herment. M. Jack Lang a affirmé que confier une télévision à un militant politique, à l'homme de la droite la plus extrême, isolé et brutal, symbole de la revanche du pétainisme sur le gaullisme « était impensable dans aucun autre pays libre ».

La compétition autour de TV 6

Le chef du gouvernement luxembourgeois soutient la candidature de la CLT

Le premier ministre du Luxembourg, M. Jacques Santer, souhaite que la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) obtienne la concession de la sixième chaîne française. « J'espère que la Commission nationale de la communication et des libertés [CNCL] pourra donner son accord à la candidature de la CLT sur la 6 », a-t-il déclaré lundi 16 février au quotidien économique bruxellois *l'Echo de la Bourse*.

Selon M. Santer, « même si la CLT est une société de droit luxembourgeois avec un actionnaire belge, il ne faut pas oublier que plus de onze cents personnes travaillent pour le groupe en France. Ne pas accorder à la CLT les moyens de se développer sur la nouvelle scène audiovisuelle française revient à priver les entreprises françaises des moyens de se développer dans ce domaine ».

Dans ses déclarations à *l'Echo de la Bourse*, le chef du gouvernement luxembourgeois regrette, d'autre part, la rupture intervenue entre

Havas et la CLT. « Cela nous chagrine car Havas reste un important actionnaire de la CLT », estime M. Santer, en ajoutant que, décidant de ne porter sur la première chaîne, « Havas a rompu le contrat avec la CLT ». Cette dernière est indirectement contrôlée par le groupe belge Bruxelles-Lambert et l'agence Havas, tous deux liés par un pacte majoritaire. Toutefois, les autorités luxembourgeoises gardent la maîtrise juridique de la CLT et siègent au sein du conseil d'administration.

M. Santer a également exprimé ses « inquiétudes » sur l'avenir du projet français des satellites TDF 1 et TDF 2. « Le gouvernement français, souligne-t-il, avait toujours lié l'octroi de chaînes terrestres à la location ou à une entrée dans la capital des satellites TDF ». Or, constate-t-il, « le ministre français du budget, M. Alain Juppé, s'est prononcé contre le lancement, l'exploitation et la commercialisation du système TDF 1 ».

M. Hauchart succède à M. Sauvageot à la tête de la SNEP

La Société nationale des entreprises de presse (SNEP) s'est dotée d'un nouveau président-directeur général, M. Serge Hauchart, administrateur-directeur général de la Compagnie générale des papiers. Elu le 16 février par le conseil d'administration de la SNEP, après que son prédécesseur, M. Jacques Sauvageot, président de la société depuis 1982, ait fait valoir ses droits à la retraite (le Monde du 10 février), M. Hauchart devrait voir sa nomination ratifiée par le ministère de la culture et de la communication, qui a la tutelle de la SNEP.

Les administrateurs de la société se réuniront la semaine prochaine afin d'examiner la situation de la Société nouvelle des imprimeries Paul Dupont (SNIPD) de Clichy. Compte tenu de ses difficultés financières, l'Etat a décidé de cesser les

dotations à cette société filiale de la SNEP, avec les imprimeries de Belley et de Clermont-Ferrand, spécialement dans l'offset.

La commission interministérielle du Livre parieten-CGT estime que cette décision condamne l'imprimerie Paul Dupont. Il préconise également de dégager à nouveau des crédits publics afin de moderniser les équipements et de former les 257 salariés de l'entreprise aux nouvelles techniques, ce qui permettrait de diversifier la charge de travail de l'imprimerie.

Pour sa part, M. Gilles Catot, maire socialiste de Clichy a entamé des discussions avec le ministère de l'Industrie, de la culture et de la communication et celui de l'économie et des finances afin de sauvegarder cette imprimerie implantée sur le territoire de sa commune.

(Né le 22 mai 1942 à Achiet-le-Petit (Pas-de-Calais), M. Serge Hauchart est ancien élève de l'ENA, de la même promotion que M. François Léotard. Après avoir été chargé de mission au ministère des finances, puis sous-préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en février 1982, il intègre le secrétariat d'Etat à la consommation. Il est l'auteur, en 1984, du rapport sur l'introduction en France de la publicité comparative. Il est administrateur-directeur général de la Compagnie générale des papiers depuis octobre 1985. M. Hauchart fut candidat (PR) aux élections législatives de 1978.)

éditions du cerf

Cardinal Jean-Marie Lustiger

6 sermons aux élus de la Nation 1981-1986

هكذا من الاصل

Culture

MUSIQUES

Sandor Vegh au Théâtre de la Ville

L'émerveillement



(Suite de la première page.)

« L'enregistrement, les concours internationaux, accentuent cette attitude, en visant à éliminer l'accident, empêchent toute inspiration imprévue. On a développé la virtuosité en partant d'une idée fautive : ce n'est pas la vitesse que Chopin admirait chez Paganini, mais la musique. Si on regarde ses études, on s'aperçoit que l'idée musicale est toujours la source de la promesse technique. C'est le vingtième siècle qui a imaginé de développer la technique pour elle-même. La musicalité donne des idées qui empêchent de se concentrer uniquement sur le travail mécanique ; on a donc cherché à l'éliminer. »

« Tout cela au nom d'un perfectionnisme hypocrite, car nous sommes des êtres humains, donc faillibles et imparfaits. Le système voudrait faire croire le contraire ; alors, il faut que les interprétations soient toujours exemplaires, c'est-à-dire standardisées et le plus soignées sans doute. On s'imagine que le sommet est atteint. Mais ce n'est pas cela du tout, car, lorsqu'on fait l'ascension d'une montagne, au fur et à mesure que le sommet approche et que l'horizon s'élargit, on se sent de plus en plus petit au sein d'une grande unité. C'est un peu la même chose en musique. Il ne suffit pas de jouer les notes, il faut aller plus loin ; là, on touche à la mystique, à la métaphysique, ce sont des choses dont on ne peut pas parler sans les réduire. »

Ici, Sandor Vegh ne s'arrête pas tout à fait de parler. Il développe prudemment, avec plus d'interrogation, empêchant de fixer ses paroles. « La musique est une énigme : le 16^e Quatuor de Beethoven, par exemple. » Il chante le début en faisant claquer ses doigts sur ses lèvres pour imiter la réponse que le premier violon fait à l'alto et ouvre grand les

yeux : « Qu'est-ce que cela veut dire ? » Même jeu pour évoquer la suite, nouvelle question. Silence.

« Depuis cinquante ans, j'ai essayé de comprendre, on ne sait pas ce qu'on passe : humour, drame ? Il y a beaucoup de choses en musique qu'on ne peut pas saisir avec l'intelligence seulement ; il faut de l'instinct. Je dirai même de la naïveté. La naïveté de l'enfant qui est en nous et qui ne doit pas mourir. Casals avait ce regard d'enfant : un jour, je l'écouais travailler ; il me dit soudain : « N'est-ce pas, c'est beau cette phrase, c'est comme une fleur. »

« Je crois que c'est la musique qui a conservé en moi cette faculté d'être toujours émerveillé. Je suis de plus en plus intuitif. Bien sûr, il faut dominer la technique, mais lorsque je donne des cours, ce n'est pas pour indiquer des coups d'archet ou des doigts. Ce ne sont pas des cours de violon, mais de musique avec un violon. J'ai appris comme cela, et, d'ailleurs, je ne peux pas expliquer en quoi ma technique est différente quand je joue Mozart et quand je joue Bartok. Les mouvements de mon bras droit dépendent de ma respiration intérieure ; et, quand on vibrait, il n'y a pas de règle ; c'est du domaine de l'expression. »

« J'ai encore dans l'oreille ce que faisaient Huberman dans le Concerto de Beethoven ou Casals dans une Suite de Bach. Et tous ces souvenirs sont en œuvre quand je joue. Je suis l'héritier par mon maître Jeno Hubay de la grande école franco-belge de Joachim et de Vieuxtemps, mais c'est moins une technique qu'une attitude très individuelle vis-à-vis de la musique, et c'est cela surtout que je tente de transmettre dans mon enseignement. »

GERARD CONDÉ.

Théâtre de la Ville, les 17, 18 et 21 février, à 18 h 30.

ROCK

The Damned à la Locomotive

Dix ans de punk

Le punk-rock a tout juste dix ans. Les Damned aussi. En 1977, il y avait un groupe dont on était persuadé qu'il ne résisterait pas au contre-coup de l'explosion, c'était bien celui-là. Ils étaient trois à l'origine du mouvement : les Sex Pistols en chef de file, les Clash pour la conscience et le militantisme, les Damned en guise de caricature. Les fous du roi en quelque sorte. Les Damned étaient les plus punks parmi les punks, chaotiques, drôles, incontrôlés. Ils étaient aussi (c'est ce qui explique cela) ceux qui jouaient le plus mal. Simplement, le mot d'ordre de l'époque était de briller les anciennes idoles et d'investir la scène, c'est ce qu'ils avaient fait. Ils ont enregistré quelques chefs-d'œuvre du genre, leurs albums étaient catastrophiques, menés par Dave Vanian, grimé en vampire.

Comme la contrefaçon d'un show-business alors moribond, mieux que personne les Damned incarnent à quatre le slogan du moment : *no future* ! Leur plus beau pied-de-nez, c'est qu'ils sont aujourd'hui les seuls rescapés d'un mouvement qui a changé la face du rock et de l'industrie phonographique. Presque à leur insu, ils ont appris à jouer. Et pour ajouter à l'ironie, en étant leur

cinquième anniversaire, ils ont tenu plus longtemps que les Beatles, que, pourtant, ils rotaient aux gémonies et dont ils s'inspirent à présent (période *Sergeant Peppers*).

Ils se sont en effet recyclés en 1982 dans le psychédélisme, annonçant son retour un an avant tout le monde avec un album superbe (*Strawberries*). Deux autres ont suivi sur le même mode, baroque et rutilant, avec des guitares acides et étirées, des touches de clavessin, des cuivres stylisés, des claviers vaporeux, des climats « core » sur fond de quinquillerie hallucinogène. Ils avaient même été jusqu'à emprunter la panoplie : capes et col empire, chemises à jabot et dentelles noires.

Revenus au cuir, ils restent fidèles à leur fascination pour le morbide baroque, accentuant l'aspect lugubre de leurs thèmes sur le modèle des orchestres cinématographiques. Sans doute parce qu'ils n'ont pas encore réussi à se débarrasser de leur réputation de musiciens approximatifs, le public est jusqu'à présent passé à côté de ces très bons albums.

ALAIN WAÏE.

Le mercredi 18 à 19 h 30 à la Locomotive. Disques chez WEA.

Première au palais Garnier

L'élixir de Pavarotti

On sort ravi, amusé, agacé et furieux du palais Garnier où l'Elixir d'amour fait son entrée, cent cinquante-cinq ans après sa création à Milan.

On sort donc ravi par le triomphe absolu de Luciano Pavarotti, dont la présence explique seule cette première de l'Elixir d'amour de Donizetti au palais Garnier (la première à Paris avait eu lieu au Théâtre Italien en 1839). Pavarotti a fait le numéro de chanteur que l'on attendait. Il a « crevé l'écran » avec sa voix de grand soleil qui écrase tout sur son passage (excepté Gabriel Bacquier), et même le caractère de son héros (1), qui paraît ici de former un peu trop tragique si le brave homme barbu ne réussit de bons sentiments et ne multiplie les minimes débonnaires, voire poétiques, en adoration perpétuelle devant sa bouteille de bordeaux. De subtilité et de nuances, guère, sinon quelques jolies déclarations dans *Une furie tragique*, qui nous a valu un numéro de choix : la tête levée, les yeux fermés, la bouche ouverte comme un poisson hors de l'eau, les bras en croix, dans l'attente du bis inévitable.

Si l'on s'amuse de voir un ténor ressembler autant à son archétype, on fait aussi comble par la performance de Gabriel Bacquier en Don Camillo, le seul à tenir tête au monstre sacré, avec la voix de tonnerre de ses soixante-deux ans et son bagou fameux de bonhomme, même si les discours comiques de Donizetti n'ont pas le même attrait que ceux de Rossini. Lui du moins campe un vrai personnage et le théâtre prend son plaisir quand il est là.

L'agacement, c'est de constater que l'Opéra de Paris se contente d'assurer la recette avec deux vedettes, comme c'était l'usage il y a

vingt-cinq ans. Sans vouloir faire de peine à Daniel Mazzucato, il semble bien que cette jeune soprano vénitienne, à la voix solide, correctement travaillée, n'ait pas l'étoffe d'un premier rôle : le timbre est sans charme ni coloris particulier, l'aigu déjà fatigué, et le jeu de cette Adina écrivain fort banal. Bernd Weikl en sergent Belcore tient honorablement son rôle, de manière très conventionnelle.

Quant à la production, comment n'être pas furieux de sa nullité ; le brave décor réaliste d'une ferme italienne d'après Jürgen Rose sort de cadre à une soi-disant mise en scène d'après celle qu'Otto Schenk avait « conçue » pour l'Opéra de Vienne... en 1973 ! Une accumulation de poésies et de gesticulations dans le vide, pas un instant de vérité théâtrale, sinon les inventions de Bacquier pour son propre usage. Zeffirelli nous avait pourtant montré avec la *Fille du régiment* qu'il est toujours possible d'allier fantaisie et rigueur, l'une et l'autre faisant ici défaut.

Comme l'orchestre de l'Opéra reste assez lourd et pâteux, malgré les gestes énergiques de Marcello Panni, et les efforts d'une futilité d'opérette, Donizetti ne trouve vraiment pas son compte au palais Garnier, malgré l'élixir de Pavarotti.

JACQUES LONCHAMPT.

L'Opéra affiche complet pour les quatre prochaines soirées avec Pavarotti. Seconde distribution, avec Christian Barbaux, Dano Raffanti, Gino Quilico et Gabriel Bacquier, les 3, 5, 7, 12 et 18 mars à 19 h 30. L'Avant-Scène Opéra consacre son numéro 93 à l'Elixir d'amour (130 pages, 65 F.).

(1) L'histoire est simple : un paysan timide, Nemorino, veut conquérir la main d'une riche fermière coquette, Adina, courtisée par le sergent Belcore, grâce à l'Elixir d'amour, du charlatan Dolabrano ; mais c'est sa sincérité qui finit par toucher le cœur de la jeune femme.

NOTES

« Tai Pan » ou l'ennui

À la fin du siècle dernier, en Chine, un gentil Tai Pan (PDG) d'une importante société, furieux de ne pouvoir continuer son commerce d'opium, s'en va fonder la ville de Hongkong. Mais le méchant capitaine Brock, un sadique qui fouette les prisonniers, est sûr de devenir Tai Pan à sa place. Ce qu'il ne fait pas pour réussir ! JR. Ewing, à côté, est un enfant de chœur. D'autre part, le fils de gentil Tai Pan tombe amoureux de la fille du méchant, quand au Tai Pan lui-même, il s'en va mourir en mer avec sa favorite chinoise.

Le film de Daryl Duke est tiré d'un best-seller de James Clavell et produit par Raffaella de Laurentis. On espère de l'aventure, on a du cinéma, de la parlotte et l'étonnante lenteur de l'ennui.

C. G.

Agnès Bonnot prix Niepce 1987

Placé sous le patronage de l'association Gens d'images qui préside Jeanine Niepce, le prix Niepce 1987, destiné à encourager la jeune photographie dont l'œuvre est déjà partiellement reconnue, a été attribué à Agnès Bonnot. Trente-sept ans, membre de l'agence Vn, Agnès Bonnot succède ainsi à Thierry Girard, Hervé Rabot et Jean-Marc Zoraki.

Écrivant à la commande, Agnès Bonnot est surtout connue outre ses reportages sur la mode pour ses admirables portraits de chevaux, réalisés au format carré, et déjà largement présentés dans la presse ou sur les écrans, ainsi que dans un joli livre paru en 1985 aux éditions Hazan sous le titre *Chevaux*.

P. R.

Regard oblique

« Rendre compte de la particularité d'une photographie et non (se) contenter de la spécificité de la photographie », tel est le propos tenu par Jean-Marie Floch, chercheur et sémioticien, qui, hors des sentiers habituels de la littérature photographique, décrit cinq photographies célèbres, réalisées entre 1907 et 1953 par cinq grands maîtres de l'image fixe.

À partir d'une même approche sémiotique, sans prendre les clichés en compte mais en inventant schématiquement leur contenu, sous le couvert de l'anecdote et de la narration, il dévoile la transparence ou la complexité de la composition d'épreuves aussi différentes que *Fox-terrier sur le pont des Arts*, de Doisneau, « modèle d'humour, saturé de sens ainsi que de fausse innocence », *L'Entrepôt* (baroque) de Stieglitz opposé à *la Barrière* (classique) de Paul Strand, ou un *Nu* de Bill Brandt, dont il est dit que la couleur des blancs rejoint ceux d'un Crasch ou d'un Matisse.

Si on se divertit des distinctions patraquées par l'auteur sur les promesses « transitives » et celles qui sont « réfléchies », aussi bien que sur la « promenade-parcours » et la « promenade-spectacle », en revanche, le « toponyme résidentiel », le « narratif », la « spatialisation ou décompensation de l'énonciation » greffent d'une emphase risible une pensée juste qui considère la photographie comme un art visuel parmi d'autres et interroge judicieusement les dimensions figuratives et plastiques de l'image photographique.

P. R.

* Jean-Marie Floch, *Les Formes de l'impression*, Brandt, Cardier-Bresson, Doisneau, Stieglitz, Strand, 64, Pierre Fatales, 139 p., 110 F. Les adeptes du strictement incompréhensible peuvent aussi déchiffrer le *Temps de photographie*, de Jean Diderot, 64, Oric, 154 p., 80 F.

(Publié)

SOIRÉE EXCEPTIONNELLE A MARSEILLE

Offerte par Le Monde pour la sortie de son dossier spécial « Marseille au futur » et le Théâtre National de Marseille/MARCEL MARÉCHAL pour ses dix ans d'activité :

« THÉÂTRE COTÉ COUR, COTÉ JARDIN »

Illustré par un film scénique récent : « LE SUCCÈS » de Constantin Koukoudov, suivi d'un débat avec : Pierre ARDIT, Françoise BERGE, Michel COURNOT, Daniel GELIN, Marcel MARÉCHAL, Michèle PASCAL.

Théâtre de la Cité Jeudi 19 février 1987 à 20 h 30. Merci de téléphoner pour annoncer votre venue. Tél. : 91-64-74-64.

ENTRÉE GRATUITE

DANSE

Paul Taylor à l'Opéra-Comique

Un pessimisme souriant

La compagnie est toujours brillante et sympathique, hyper-entraînée. Mais l'humour du gentil Paul Taylor est plus noir, plus grinçant qu'auparavant.

Carrière athlétique, œil malin, la bouche fendue dans un franc sourire, Paul Taylor est le type même de l'Américain dynamique et sans problème. Cet ancien soliste de Martha Graham est considéré aujourd'hui comme un classique. On l'a peut-être trop vite catalogué comme un optimiste doux. « Mon but a toujours été de clarifier mes rêves intimes », se plaît-il à dire. Mais il ne semble pas que les rêves du gentil Paul soient toujours roses. Le programme qu'il vient de présenter à l'Opéra-Comique est franchement noir.

Cloven Kingdom date de 1976, époque où il a renoncé à danser. Il développe le thème de l'animalité sous-jacente de l'homme civilisé et joue sur la dissonance — glissement de la musique de Corelli aux sons rythmés de Cowell et Miller — passage d'une danse élégante à des mouvements casés avec des sauts en attitude. C'est le clin d'œil à Martha Graham.

Last look (1985), présenté pour la première fois en Europe, est un constat de la non-communication, de la violence et du stress de la vie new-yorkaise. Finis les envois aériens.

Les danseurs, agglutinés comme un nœud de vipères dans un espace restreint, cerné de miroirs, s'échappent par des bonds convulsifs et retombent comme des poissons sur le sable. Une énergie folle émane du groupe et s'épuise en vain.

L'Offrande musicale, créé en 1986 sur la partition de Bach, ramène à des rivages plus sereins et surprend par son invention gestuelle et sa composition claire et subtile. Un style primitif s'y développe de manière cohérente avec épaulements, évolutions latérales, balancements sur les jambes courbées. Un contraste savoureux naît des mouvements précieux des hommes et de leur allure de Tarzans. Dans les leurs oranges de Jennifer Tipton, ils entreprennent une fête de la convivialité qui rappelle les joutes amoureuses des *Mammans*.

MARCELLE MICHEL.

Le deuxième Festival de théâtre masqué d'Avrillé, près d'Angers, a lieu du 21 au 28 mars. Le Centre culturel Georges-Brunas invite quatre compagnies, qui présentent des spectacles pour adultes et enfants, Ariquin sauveur de deux maîtres, de Goldoni, ou le Scaramouche, du Tag Teatro de Venise. Toute la semaine, des stages sont prévus autour de la confection et de la signification du masque, ainsi que des expositions.

* Renseignements : 41-34-63-47.

MOGADOR

A PARTIR DU 18 FEVRIER

CABARET

ADAPTATION FRANÇAISE ET MISE EN SCÈNE DE JEROME SAVARY

LIVRET DE JOE MASTEROFF
D'APRÈS LA PIÈCE DE THEODORE DE WYLLIE ET JOHN GARDNER
MUSIQUE DE JOHN KANDER / LYRICS DE FRED EBB
PRODUCTION ET MISE EN SCÈNE ORIGINALLES DE NEW YORK DE HAROLD PRINCE
LITE LEMPER MAGALINOT, YANN BABILEE
MICHEL DUSSARAT, GERARD GUILLAUME, SYLVIE KUHN, RALPH ZAISER
CHOREGRAPHIE DE JEAN MOUSSY
DIRECTION MUSICALE DE OSWALD D'ANDREA
LOCATION AU THEATRE 25 RUE DE MOGADOR, 75005 PARIS ET TOUTES AGENCES
TEL. : 42.85.28.80

هكذا من الوجل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 17 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 Feuilletton : Dées.
- 21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Pour attraper un rat.
- 22.20 Documentaire : Nouveaux mondes. Les Philippines : naissance d'une nation ? 1. Le retour de l'homme en blanc.
- 23.20 Journal.
- 23.40 Magazine : C'est à lire. Spécial Simpson.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.30 Cinéma : Notre histoire. Film français de Bertrand Blier (1984), avec Alain Delon, Nathalie Baye, Michel Galabru, Geneviève Fontanel, Sabine Haudebourg, Gérard Darmon. Un homme à la dérive, alcoolique, rencontre dans un train une femme qui s'offre à lui. Lorsqu'elle descend, il le suit jusqu'à chez elle. Il entre dans un monde absurde. Bertrand Blier n'est pas tellement fait pour la tendresse. Cette histoire d'amour où Delon, grand comédien, a changé son image de marque, plonge dans le fantastique et l'outrage.
- 22.20 Magazine : Cinéma-Cinéma. Tourage du dernier film de Wim Wenders : Reportage sur Errol Flynn, au travers de cent soixante photos d'amateurs inédites. Interviews de Jean Pollet, Michel Serrault, Lino Ventura.
- 23.10 Série : Johnny Staccato. Le retour.
- 23.40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 Cinéma : Pender-les haut et court. Film de Tod Post (1968), avec Clint Eastwood, Roger Stevens, Ed Begley. Accusé de tuer un voleur de bétail et saisi à la dernière minute d'un lynchage, un homme se fait chasser pour pouvoir légitimement tuer. Une peinture intéressante du vieil Ouest et la présence de Clint Eastwood sont à porter à l'actif d'un film par ailleurs trop ennuyeux à l'influence du western italien.
- 22.28 Journal.
- 22.50 Télévision régionale.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : La Galette du roi. Film français de Jean-Michel Ribes (1985), avec Jean Rochefort, Roger Hanin.

Pauline Lafont, Jacques Villaret, Eddy Mitchell, Christophe Bourseiller, Jean-Pierre Bacri. Un milliardaire, roi du sur-sol, va marier son fils avec la fille d'un souverain couvert de dettes. De sordides intérêts sont en jeu. Une comédie satirique dont l'humour agressif rappelle un peu celui des Marx Brothers. 22.00 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Escapade. Film américain de John Boorman (1981), avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Cherie Lunghi, Paul Giamatti, Nicol Williamson. 0.30 Cinéma : Les Compagnons de la marquerie. Film français de Jean-Pierre Mocky (1966), avec Claude Rich, Michel Serrault, Francis Blanche, Paola Pitagora, Catherine Dury, Micha Bayard. 1.55 Magazine érotique : Chânes. 2.35 Série : Mr. Gam.

LA « 5 »

20.30 Cinéma : Jerry chez les cinq. Film américain de Frank Tashlin (1964), avec J. Lewis, G. Farrel. Un jeune homme qui n'a pas de métier se met à travailler comme infirmier dans une clinique psychiatrique de l'Utah. Il a une manière bien particulière de remplir son service. Un compromis hasardeux entre l'univers de Jerry Lewis, auteur, et le style loufoque, poussé à la folie, de Tashlin. Le scénario s'effiloche dans les anecdotes. On retient une bonne mesure de gags délirants (oh là la course finale !). 22.05 Série : Kojak. 23.05 Série : Supercopier. 0.00 Série : La quatrième dimension. 0.55 Série : Kojak. 1.50 Série : Star Trek. 2.45 Série : K 2000.

TV 6

20.30 Cinéma : La Tulipe noire. Film français de Christian-Jaques (1964), avec Alain Delon, Virna Lisi. En 1789, dans le Roussillon, un jeune aristocrate joue au justicier masqué pour imposer son droit. Blessé, il fait venir de Paris, pour le remplacer, son frère jumeau, dont tout le monde ignore l'existence. D'après un roman d'Alexandre Dumas, une plaisante imitation des aventures de Zorro à la veille de la Révolution française. 22.20 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Journal de corps. L'homme, la santé et la mer ; Folies ; Tabac. 21.30 Musique : Les mardis de la chanson. Mélodie en flamme. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Robert La Vigne. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Messe de la Pentecôte ; Diptyque ; Apparition de l'Eglise éternelle, de Messiaen, par Louis Thury, orgue ; à 22.30, L'univers non temporel : chants liturgiques bouddhiques du Japon. 24.00 Les solaires de France-Musique. Poissons d'or : Jan Steele.

Mercredi 18 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 Feuilletton : Symphonie (3^e épisode).
- 14.40 Feuilletton : Insure (3^e épisode).
- 15.15 Vitamine. Avec Shella et Gérard Blanchard. Mon petit poney et ses amis ; Séquence d'animation ; Vitamine en Chine ; Séquence dans ; Séquence cinéma ; Séquence look ; Les Smurfs ; Séquence cascade ; Séquence gadget ; Robostry.
- 17.25 La vie des Bêtes.
- 17.50 Feuilletton : Huis, ça suffit.
- 18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
- 18.40 Jeu : La roue de la fortune.
- 18.05 Feuilletton : Santa-Barbara.
- 18.40 Cocoricochoc.
- 18.55 Tirage du TAO-Tac.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Tirage du Loto.
- 20.35 Série : L'heure Simeonon. Le temps d'Anita, téléfilm de Jacques Erard. Avec Roger Sotz, Juliet Berto, Stephen Medgess, Dominique Patrel.
- 21.35 Variétés : Gala de l'UAP à Bercy. Avec Billa, Edouard Dela, Lio, Patricia Dalle, Richard Anconina, Patrick Dupond, Touri Knafe, Josiane Balasko, Patrick Baudry, Jean-Louis Etienne, Diane Dufréne, Jean-Pierre Rives, Jean-Yves Terlin, Grace Jones, Azzedine Alaïa, Francis Cabrel, Francis Huster, Jeanne Mas, Madeline Chas, Véronique Colson, Paul Young.
- 22.55 Journal.
- 23.15 Magazine : Premier plan. Actualité cinématographique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.45 Feuilletton : La riche et le pauvre. Emission présentée par Alain Bougrain-Dubourg.
- 14.35 Terre des Bêtes. Emission présentée par Alain Bougrain-Dubourg.
- 16.00 Récré A 2. Ty Un ; Les Schtroumpfs ; Tobac et Grodo ; Quick et Flupie ; Bitifoc ; Les Evoks ; Les enfants à la mer ; Le sourire du dragon ; Starz et Steak ; Sherlock Holmes ; Flip Booc ; Cosmocata.
- 17.45 Magazine : Mambo artin. De Billy Bourne.
- 18.05 Feuilletton : Moderne est servie.
- 18.30 Magazine : C'est la vie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont.
- 19.10 D'accord, pas d'accord.
- 19.15 Actualités régionales.
- 19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
- 20.00 Journal.
- 20.30 Variétés : Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel. Invités : les professeurs Jean-Jacques et Raymond Vilas, Juliette Gréco, Jean-Pierre, Isabelle Aubrey, Gérard Majax, Mady Mesplé, Aimable, Alain Mouton, David Lively, Roland Girard, Maxime Le Forestier, Guy Drol, Pierre Salinger, Jean Bobet, Patrick Baudry, Karl Lagerfeld, le groupe américain Nivassart, Christiane Ede-Pierre et l'Orchestre de violoncelles dirigé par Roland Pédron.
- 23.15 Journal.
- 23.25 Sport : Basket. Finale de la Coupe d'Europe : Orthez-Madrid. (2^e mi-temps, en direct.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14.00 Documentaire : Splendeur sauvage.
- 14.30 Cinéma : Le quatrième homme.
- 15.00 Téléfilm : Le quatrième homme. D'après Agatha Christie.

- 15.50 Documentaire : Art et fête.
- 16.00 Documentaire : Mémoires d'émancipation.
- 17.00 Feuilletton : Damsel l'amour.
- 17.25 Océan animé : Lucky Luke.
- 17.30 Cinéma : 17.30 Cinéma : Edgar, détective cambrioleur.
- 18.20 La cuisine des Juniors.
- 18.30 Feuilletton : Flipper le dauphin.
- 18.57 Juste ciel ! peut horoscope.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales.
- 19.55 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20.04 Jeux : La classe.
- 20.35 Jeu : L'esprit de famille. Avec Adamo, le groupe Image, pour la partie variétés.
- 21.55 Magazine : Thalassa. Donald Crowhurst : de la mer à la folie.
- 22.40 Journal.
- 23.10 Cinéma du tiers-monde. Symbol. - X. Ques de fauve. Poudre fortifiante. - XI. Enthousiasme de type transalpin.
- 23.40 Prétendu à la nuit. Mosaïque de sept pour soprano, solo, alto, flûte et orgue, de Johan Alén.

CANAL PLUS

14.00 Cabon en. 14.35 Téléfilm : Des détectives très spéciaux. 16.00 Téléfilm : Mal à l'âme. 17.35 Documentaire : Les animaux du soleil. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les chiffres sont les chiffres. 18.45 Top 50. 19.15 Zéphi. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Feuilletton : Objectif 19. 20.05 Football : les couilles. 20.30 Football : Le Havre-Torpedo de Moscou. 22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Les Professionnels. Film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Lancaster, Lee Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy. 0.35 Cinéma : Fées d'ange. Film français de Jean-Louis Daniel (1986), avec Robin Renucci, Alexandra Stewart, Véronique Delbourg, Jean-Paul Muel, Jeffrey Kime, Agnès Cassandre. 1.45 Documentaire : Et si on parlait ? 2.35 Série : Les mouettes.

LA « 5 »

13.40 Série : Kojak. 14.35 Dessins animés : Les Schtroumpfs. 16.30 Série : K 2000. 17.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 18.15 Série : Supercopier. 19.10 Série : Happy days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.35 Série : Les Grands. 22.30 Série : Kojak. 23.30 Série : Supercopier. 0.25 Série : L'inspecteur Derrick. 1.30 Série : Les Grands. 2.25 Série : Star Trek.

TV 6

14.00 6 Toile. 17.00 Synthèse 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la menace. 20.10 Feuilletton : Le temps des copains. 20.30 Séries : La grande valise ; Les chevaliers du ciel ; Destination danger. 23.35 Show Bardot.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Présence de Jacques Roumain. 21.30 Musique. 14^e Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz. Von Zeit zu Zeit, de Klaus Huber (création mondiale) et Dentition Quatuor, de Giacinto Scelsi, par le Quatuor à cordes de Berne. 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Giacometti. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 février au Théâtre musical de Paris) : Les noces de Figaro, de Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique et le chœur de Radio-France, dir. Friedrich Leyer, chef de chœur ; Alain Boullouy, chef de chant ; Monique Paubon, premier violon ; Roland Dugard, clavier ; David Miller. 23.00 Les solaires de France-Musique. Jazz-Club : en direct du Magnétique Terrace, 75001 Paris.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 février à 0 heure et le dimanche 22 février à 24 heures.

La dépression de Méditerranée maintiendra sur la France un courant d'air froid et assez humide. Dès vendredi une hausse du champ de pression se produira à partir du nord-ouest du pays où l'air toujours froid deviendra plus sec.

Mercredi : la majeure partie du pays connaîtra un temps couvert avec quelques chutes de neige de temps à autre. Les habitants du Nord, de la Normandie, des pays de Loire, de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées échapperont à la neige mais ne verront guère le soleil.

En Bretagne et en Corse, nuages et éclaircies se disputent le ciel, mais il faudra toujours s'attendre à quelques averses. Il fera toujours beau près du golfe du Lion, où mistral et tramontane dégrèleront le ciel.

Côté températures, elles descendront dans la nuit entre -1 à -3 degrés du Bassin parisien au Massif Central, à Rhône-Alpes et au Nord-Est, entre -3 et -5 degrés de l'intérieur de la Bretagne à l'Aquitaine, entre 0 et -2 degrés près de la Manche, entre 0 et 2 degrés sur le littoral atlantique et méditerranéen.

Dans l'après-midi, elles atteindront un maximum de 8 à 10 degrés sur les régions méditerranéennes, 6 à 8 degrés en Aquitaine, 0 à 3 degrés partout ailleurs.

Un vent modéré de secteur nord à nord-ouest soufflera sur le pays. Il sera fort près du golfe du Lion, ainsi qu'en Corse, où il soufflera de l'ouest.

Prévision pour la fin de semaine :

Jeudi 19 : Sur la Basse-Normandie et la Bretagne, nuages et éclaircies alternent, mais les chutes de neige seront très rares. Près de la Méditerranée, le ciel sera dégagé, mais le mistral soufflera très fort. En Corse, les nuages seront nombreux et domineront beaucoup de

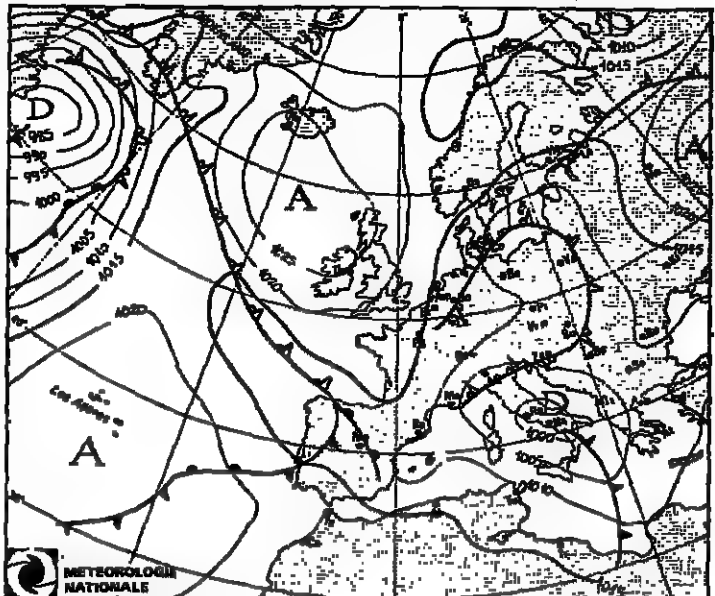
pluie. Partout ailleurs la journée sera grise et les chutes de neige fréquentes bien que généralement faibles et intermittentes. La température s'éleva le matin entre -4 et 0 degrés du nord au sud du pays. Elle ne dépassera guère 0 degré dans la journée, sauf dans les régions méditerranéennes et sur la côte atlantique, où elle atteindra 4 à 5 degrés.

Vendredi 20 : la journée ressemblera à la précédente si ce n'est une amélioration sensible sur les régions du Nord-Ouest (éclaircies prédominantes mais toujours de froid) et une aggravation

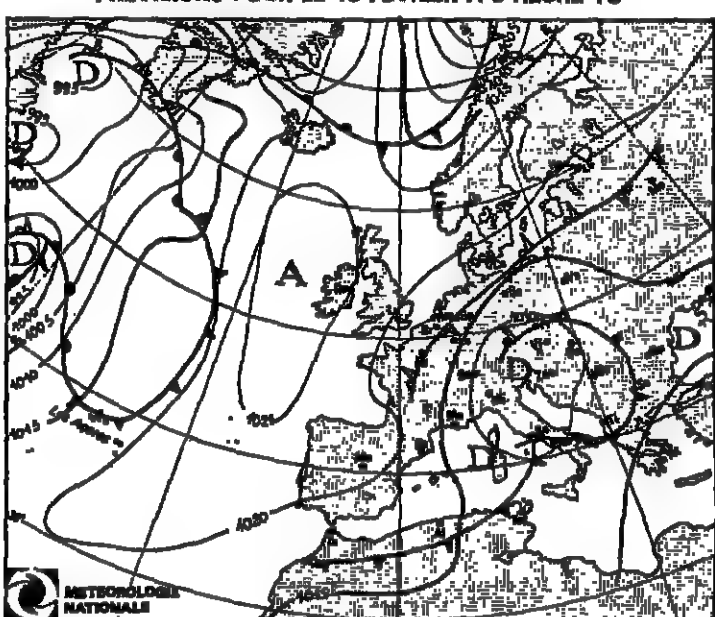
sur le sud-ouest du pays (intensification des chutes de neige).

Samedi 21 et dimanche 22 : le temps couvert et neigeux se localisera aux Pyrénées, au Massif Central et à la région Rhône-Alpes, où la température oscillera entre 1 et -3 degrés. La pluie persistera sur la Corse. Le mistral fera bruits mais soufflera toujours. Partout ailleurs les chutes de neige cesseront et les éclaircies se feront plus nombreuses, les températures minimales seront en baisse, mais les maximales seront en hausse.

SITUATION LE 17 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 FÉVRIER A 0 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4423

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Femme de brasse.
- II. Hommes du monde.
- III. Mesure peu satisfaisante pour les agriculteurs.
- IV. Dans les nuages ou dans la lune.
- V. Fournit du piquant à des natures souvent désolées. En face.
- VI. Prérégative du préposé. Spécialité normande.
- VII. Accident conduisant une artère très passante à une voie sans issue.
- VIII. Se mettent à table avec des commensaux inhabituels.
- IX. Des chants en l'honneur d'un prince. Symbole.
- X. Ques de fauve. Poudre fortifiante.
- XI. Enthousiasme de type transalpin.

VERTICALEMENT

1. Employés aux écritures.
2. « Types » de la mafia. Pilier de cabaret.
3. Soupe au lait imbuvable.
4. Descend des Carpatiens en courant. Elle est issue de la « branche » provençale.
5. La jouer dirait, mais la faire ennue. Laissez feuler.
6. En Asie. Le sein de la nourriture sèche.
7. Partie désuète du Royaume-Uni. Ses pierres n'ont pas moussu. En latin.
8. Ceinture pour hivernants. Patron lusitanien.
9. En-cas « précédant la restauration ».
10. Direction. Magouille ou tambouille.

Solution du problème n° 4422

- Horizontalement : I. Ultimatum. - II. Sauvetage. - III. Unir. Toit. - IV. Fillet. NI. - V. Réc. ORSEC. - VI. Ur. Cira. - VII. Iéna. Ia. - VIII. Inertie. - IX. Ignés. Elu. - X. Era (are). Seuls. - XI. Resserré.

- Verticalement : 1. Usulnité. - 2. Lazière. Gré. - 3. Tuile. Ninas. - 4. Ivre. Cane. - 5. Me. Tot. Esse. - 6. Attérir. Er. - 7. Tao. Senteur. - 8. Uguine. Ille. - 9. Méciculeuse.

BUY BRIDITY.

RESULTATS COMPLETS

LOTTO SPORTIF

N°	Montant	N°	Montant
1	311 387,00 F	1	311 387,00 F
2	6 033,00 F	2	6 033,00 F
3	379,00 F	3	379,00 F
4	47,00 F	4	47,00 F
5	7,00 F	5	7,00 F
6	5,00 F	6	5,00 F

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

la 16-2 à 6 h TU et le 17-2-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOULOUSE	4-2 C	LOS ANGELES	21 12 D
ALGER	10 7 C	10 7 C	ALGER	10 7 C
BARCELONE	10 7 C	10 7 C	BARCELONE	10 7 C
BELGRADE	10 7 C	10 7 C	BELGRADE	10 7 C
BOMBAY	10 7 C	10 7 C	BOMBAY	10 7 C
BUDAPESTE	10 7 C	10 7 C	BUDAPESTE	10 7 C
CARACAS	10 7 C	10 7 C	CARACAS	10 7 C
COPENHAGUE	10 7 C	10 7 C	COPENHAGUE	10 7 C
DARWIN	10 7 C	10 7 C	DARWIN	10 7 C
DELHI	10 7 C	10 7 C	DELHI	10 7 C
HAARLEM	10 7 C	10 7 C	HAARLEM	10 7 C
HONGKONG	10 7 C	10 7 C	HONGKONG	10 7 C
ISTANBUL	10 7 C	10 7 C	ISTANBUL	10 7 C
JERUSALEM	10 7 C	10 7 C	JERUSALEM	10 7 C
LE CAIRE	10 7 C	10 7 C	LE CAIRE	10 7 C
LIEN	10 7 C	10 7 C	LIEN	10 7 C
LONDRES	10 7 C	10 7 C	LONDRES	10 7 C
MADRID	10 7 C	10 7 C	MADRID	10 7 C
MOSCOW	10 7 C	10 7 C	MOSCOW	10 7 C
MUNICH	10 7 C	10 7 C	MUNICH	10 7 C
NAGASAKI	10 7 C	10 7 C	NAGASAKI	10 7 C
PARIS	10 7 C	10 7 C	PARIS	10 7 C
PRAGUE	10 7 C	10 7 C	PRAGUE	10 7 C
REIMS	10 7 C	10 7 C	REIMS	10 7 C
ROME	10 7 C	10 7 C	ROME	10 7 C
SANTO DOMINGO	10 7 C	10 7 C	SANTO DOMINGO	10 7 C
SEBASTIAO	10 7 C	10 7 C	SEBASTIAO	10 7 C
SHANGHAI	10 7 C	10 7 C	SHANGHAI	10 7 C
SINGAPOUR	10 7 C	10 7 C	SINGAPOUR	10 7 C
STOCKHOLM	10 7 C	10 7 C	STOCKHOLM	10 7 C
SYDNEY	10 7 C	10 7 C	SYDNEY	10 7 C
TOKYO	10 7 C	10 7 C	TOKYO	10 7 C
TUNIS	10 7 C	10 7 C	TUNIS	10 7 C
VIENNE	10 7 C	10 7 C	VIENNE	10 7 C
YOKOHAMA	10 7 C	10 7 C	YOKOHAMA	10 7 C

LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ CLOUDS
- ☂ PLUIE
- ☃ NEIGE
- ☄ ORAGE
- ★ Brouillard
- ☆ Vent

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL.

Prévision complètes. Météo marine. Temps observé. Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis MTEO.

سكزا من الاميل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Varroa, fléau des ruches

Un parasite tue les abeilles : la pollinisation ne se fait plus, la flore change et les oiseaux pourraient mourir.

Le varroa ou comment s'en débarrasser. Comment lutter contre ce parasite d'à peine un millimètre de long qui fait des ravages dans les ruches ? La question devait être au centre des débats de l'assemblée générale du Syndicat des producteurs de miel de France, le 17 février. Car tous ceux qui vivent des abeilles assistent avec inquiétude à la progression de *Varroa jacobsoni*, présent aujourd'hui sur plus de la moitié du territoire français (1).

Tous aussi attendent impatiemment la mise au point d'un traitement antiparasitaire réellement efficace, faute duquel l'acarien risque de toucher « la totalité du cheptel apicole français à la fin de 1988 », à en croire M. Raymond Borneo, directeur de l'Institut technique d'apiculture (ITAPI). Les éleveurs d'abeilles professionnels perdraient alors leur gagne-pain et nombre d'arboriculteurs ou d'horticulteurs, privés des « professionnelles de la pollinisation » que sont les abeilles, pourraient souffrir d'une baisse de leur production.

Conscients du danger, les apiculteurs et les chercheurs — acariologues et spécialistes des abeilles — se mobilisent et tentent d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce problème. Il est grand temps d'agir, car, faute de moyens, peu a été fait depuis que le varroa a été repéré en France, en 1962.

Le commerce des essaims aidant, l'acarien originaire du Sud-Est asiatique s'est peu à peu répandu sur la planète, s'éparpillant jusqu'ici que l'Australie. En Europe, il s'est propagé d'est en ouest, et, il y a cinq ans, on l'a détecté en Alsace. Depuis, le parasite a gagné du terrain.

Le Midi très atteint

Accroché à l'abdomen des abeilles, il a suivi les voies de transhumance et le transport des ruches, que leurs propriétaires déplacent selon les saisons et les floraisons. Le Sud-Est et le Sud-Ouest ont été vite touchés, et au 1^{er} janvier 1987 on estimait que plus de la moitié du pays était infesté.

Seules quelques régions comme le Poitou-Charentes, la majeure partie de la Bretagne et de la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, semblent ne pas souffrir de ce fléau. Mais le pointage des départements atteints est sans doute incomplet, car le dépistage n'est pas partout achevé. Il y a d'ailleurs fort à parier que certains apiculteurs n'ont pas déclaré avoir repéré de varroa, de peur qu'on se limite les nécessaires trans-

Une chose est sûre : dans le Midi, le problème est d'ores et déjà crucial. D'après une enquête faite à l'automne dernier par le Syndicat des producteurs de miel de France, 40 % des apiculteurs professionnels de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont perdu de 1 à 10 % de leur cheptel, et la moitié d'entre eux déclarent que 20 % de leurs ruches sont affaiblies par la varroatose.

Le Sud est particulièrement touché parce que les ruches y sont nombreuses, mais aussi parce que l'on y trouve du couvain pratiquement toute l'année. Or ce sont ces « tapis » d'œufs d'abeille qui souffrent le plus du parasite.

Certes, le varroa s'attaque aux insectes adultes, dont il suce le sang après avoir introduit ses chélicères, véritables pinces coupantes, entre les segments articulés de l'abdomen des abeilles. Mais il est encore plus dangereux lorsqu'il s'attaque au couvain. L'acarien choisit en effet le moment où ce dernier est opéré pour s'introduire sous le couvain et y pondre ses propres œufs, lesquels se développent aux dépens des abeilles en formation.

La lutte biologique

Ainsi se produit un véritable « effondrement » des ruches, comme le dit M. Pierre Robaux, du laboratoire d'écologie du Muséum d'histoire naturelle à Brunoy, d'autant qu'il n'est pas rare de trouver six mille parasites dans une même ruche, quand ce n'est pas douze mille !

Les apiculteurs disposent de quelques produits chimiques pour lutter contre la maladie. Le plus ancien et le plus couramment utilisé est l'Amitraz, pyridine commercialisée par la firme britannique Schering. Plus récemment sont apparues deux nouvelles substances, la Perizin, un composé organophosphoré produit par Bayer, et la Fluvalinate (pyréthroïde de synthèse) de Sandoz, pour lequel l'autorisation de mise sur le marché a été demandée.

Certes, ces produits sont très efficaces — à 95 % selon M. Robaux — mais ils sont coûteux, et leur emploi, qui nécessite le port d'un masque et de gants, n'est pas toujours très sûr. Si les apiculteurs professionnels — qui tirent tout ou partie de leur revenu de la production de miel — acceptent de se plier à ces contraintes, les amateurs semblent se lasser et cesser le traitement après quelques années.

Mais il y a plus. De même que les insectes développent des réactions de résistance aux insecti-

cides, le varroa paraît pouvoir devenir insensible aux substances chimiques. Une résistance accrue et d'autant plus rapide que la consanguinité est grande chez les acariens occupant une même ruche, puisque le mâle féconde sa sœur ou sa mère.

Il existe aussi des méthodes plus douces, consistant par exemple à brûler périodiquement les cadres de couvain. L'usage en est courant en Allemagne fédérale, où la plupart des possesseurs de ruches sont des amateurs. Mais on ne saurait y voir la panacée.

Le mieux serait de disposer de méthodes de lutte biologique, projet sur lequel travaille M. Yves Le Conte à la station sur les abeilles et les insectes sociaux, au CNRS-INRA, à Bures-sur-Yvette. L'objectif est d'extraire

Mais une chose est sûre : les tests sur le terrain, qui permettent de vérifier l'efficacité du composé belge et de préciser son mode d'emploi, n'ont pas commencé. C'est dire que, au mieux, ces phéromones ne seront pas mises sur le marché avant un an.

En cas de succès, les apiculteurs disposeront enfin de traitements naturels, qui offriront une heureuse alternative aux méthodes existantes. Car ces dernières, outre leurs inconvénients techniques, ont le fâcheux désavantage d'évoquer la chimie. Même si les produits, appliqués hors des périodes de miellée, se dégradent rapidement ; même si, comme le souligne M. Robaux, « un consommateur qui mangerait 100 kilogrammes de miel dans l'année n'absorberait pas

association interprofessionnelle, Intermiel, et de distribuer 2 millions de francs à des laboratoires participant à la lutte contre la varroatose. Ils attendent l'autorisation du ministère de l'Agriculture, qui devrait se prononcer dans les semaines à venir.

On peut espérer que la réponse sera positive, tant l'enjeu est important. Car, en décimant les abeilles, les acariens portent un rude coup à la pollinisation, qui, pour certaines cultures, se fait par l'intermédiaire de ces insectes (le Monde daté 9-9 juillet 1984). Déjà, parasitose mise à part, les apiculteurs qui louent leurs essaims aux agriculteurs n'ont cette année pas pu répondre à toutes les demandes dans le Sud, par manque de ruches.

Nul doute qu'ils le pourront encore moins si le fléau continue à

sévir. Pour les petits exploitants horticulteurs et arboriculteurs qui comptent sur les insectes sauvages pour transporter le pollen, les pertes risquent d'être plus importantes encore. Et dans les régions du nord de la France, où l'on dénombre très peu de ruches, la décimation des abeilles sauvages par la parasitose risque de modifier la flore, de conduire à la disparition de certaines graines et baies, et, à terme, de perturber la vie des oiseaux. L'extension du varroa, selon M. Robaux, pourrait alors « gravement perturber l'équilibre écologique ».

ELISABETH GORDON.

(1) Il existe en France 100 000 possesseurs de ruches, dont 1 500 professionnels qui ne vivent que de cette activité et 500 qui tirent du miel une partie de leurs revenus.



Une femelle varroa tout châtaine dehors.

LES MAUVAIS TAUX DU CHOLESTÉROL

APRÈS les Américains, les Européens font la guerre au cholestérol. Une charte publiée le 30 janvier dans l'*European Heart Journal* (1) par des experts de neuf pays appartenant à l'*European Atherosclerosis Society* propose des mesures drastiques pour prévenir les maladies cardio-vasculaires. Calculant leur position sur celle du National Institute of Health américain, ces spécialistes considèrent qu'un taux de cholestérol total supérieur à 2 g/l constitue le seuil d'alarme à partir duquel il faut intervenir.

En conséquence, outre un meilleur contrôle des principaux facteurs de risque cardio-vasculaire (tabac, tension artérielle, sédentarité), ces experts européens préconisent une amélioration de l'hygiène alimentaire. Comment ? En particulier en évitant que l'apport en lipides représente plus de 30 % de l'apport calorique total et en limitant l'apport alimentaire en acides gras saturés (ceux qui sont contenus dans les produits d'origine animale) à 10 % de l'apport calorique total.

Le problème est que, de l'avis de la plupart des nutritionnistes, un tel régime alimentaire serait pratiquement impossible.

On retrouve là le vieux débat qui, depuis longtemps, oppose épidémiologistes et cliniciens. Pour les premiers, le laxisme à propos du cholestérol n'a que trop duré. Puisque l'on sait aujourd'hui qu'un diminution du taux de cholestérol de 1 % en réduit de 2 % le risque coronarien dans la population, il faut mettre en place une prévention tous azimuts. Quant à ce que ces mesures contraignent

s'appliquent également aux personnes à taux normal. Il n'y a aucune raison, répètent les experts, pour que, sous prétexte de mesures de santé publique, on considère que la majorité de la population est constituée de gens anormaux. D'accord pour traiter les personnes à risque, celles dont le taux de cholestérol dépasse 2,4, voire 2,2 g/l, mais au nom de quoi aurait-on le droit d'imposer à tous un régime alimentaire dont à l'évidence ils n'ont pas besoin ?

D'autant qu'on peut s'interroger sur la fiabilité de ces dosages sanguins du cholestérol. Récemment, le College of American Pathologists a réalisé l'expérience suivante : un échantillon de sang contenant précisément 2,626 g/l de cholestérol a été envoyé à 5 000 grands laboratoires américains d'analyses biologiques. Aucun ne connaissait la teneur en cholestérol du prélèvement. Après une nouvelle analyse, les résultats variaient selon les laboratoires de 1,01 à 5,24 g/l ! Dans ces conditions, définir un seuil d'anormalité à 2 g/l paraît illusoire.

Très peu surpris par ces résultats, le professeur Bernard Guy-Grand (Hôtel-Dieu de Paris) rappelle qu'avant d'entreprendre une prévention à grande échelle il faudrait au moins savoir repérer les personnes à risque et s'entourer de précautions par une série de dosages répétés, toujours dans le même laboratoire, au possible spécialisé.

FRANCK NOUCH.

(1) Cette charte est résumée dans *The Lancet* du 31 janvier 1987.

La Rome des femmes-poison

Les Romains pensaient que les décès inexplicables étaient dus au poison, l'arme des femmes. A cause de ce préjugé, beaucoup d'entre elles furent mises à mort.

« TOUTE femme adulte est forcément une empoisonneuse », Caton l'Ancien (environ 234-149 avant J.-C.), connu pour être le bouillant défenseur des vertus et de l'austérité romaines, est un accusateur romain. Dans l'esprit des Romains, d'ailleurs, le poison, qui ne nécessitait pas de force physique, était l'arme féminine par principe, le poignard ou l'épée étant réservés aux hommes.

Avant notre ère, l'histoire romaine est ainsi jalonnée — en 331, en 186-180, en 154-150, en

80, notamment — de grandes affaires d'empoisonnements où sont impliquées des grandes dames. Ces affaires ont laissé suffisamment de traces dans la mémoire collective pour que Tite-Live les relate, en s'inspirant sans doute d'œuvres plus anciennes disparues depuis, dans sa monumentale *Histoire romaine* écrite avant et juste après le début de l'ère chrétienne.

Malheureusement, Tite-Live est l'unique source pour ces affaires de poisons, et il n'est très probable que le reflet des

thèses officielles. Mais on peut aller au-delà en comparant ces affaires entre elles, en les réinsérant dans le cadre de l'histoire et de la société romaines. C'est ce qu'a fait M. Jean-Marie Pailler, maître de conférences à l'université de Toulouse-Le Mirail, dans une communication qu'il a présentée très récemment à l'Académie des inscriptions et belles lettres.

Les empoisonnements dont sont accusées les femmes se produisent toujours « dans un climat de crise généralisée », que celle-ci soit due à une calamité naturelle (sécheresse souvent) ou à une « épidémie » (baptisée *pestilentia*, mais qui peut être non pas la peste, mais la malaria ou la typhoïde, ou autre chose), ou à une « incertitude institutionnelle ».

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 19.)

SANESCO APANL GRAMH organisent

LES 1, 2 ET 3 AVRIL 1987, A PARIS

UNE SESSION DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LE THÈME

L'HOPITAL ET SES CLIENTS

CONFÉRENCIERS

Y. AGNES, Journaliste au MONDE ; R. BANDEIER, Directeur Général du CHRU de St Etienne ; S. BRUNEAU, Coordonnateur du programme audit - Hôpital Américain ; F. CONTIS, Directeur Adjoint de la Maternité du Rhône ; D. DELIEGE, Professeur à l'Ecole de Santé Publique de l'Université Catholique de Louvain ; B. DUROS, Président du GRAMH ; P. ESCANDE, Paris ; B. ETEVE, Délégué à la Communication de l'Assistance Publique de Paris ; F. FABRE, Attaché de Direction, C.H. Mignot, Versailles ; P. FABRY, Lyon ; M. FESNEAU, Directeur Général Hôpital Américain ; P. JOLY, Directeur du plan à l'A.P. de Paris ; J. KIMBERLY, Doyen du Département de management de la WHARTON BUSINESS SCHOOL ; H. LUFFRAN, Journaliste à PARIS MAGAZINE ; A. LOUPPE, Professeur au CESMAP ; C. MARX, Président de l'AFRADES ; Dr. P. NOCHY, Médecin Généraliste ; M. REIN, Directeur de la Communication de la MNEF ; G. SERRAF, Vice Président de l'ADETEM ; E. TIGNET de ROODENBEKE, Attaché de Direction, Centre Hospitalier Epinal ; J. TOURET, Directeur de l'APANL.

Avec la participation de Dr TESSON-MILLET, directrice du Quotidien du médecin et de R. TEULADE, président de la Fédération nationale de la Médecine française.

QUI SONT NOS CLIENTS ?

Table Ronde Animée par J. de KERVASQUE (SANESCO) avec la participation de P. CADENE (RHF) ; D. FRACHON (EHAH) ; H. FELTESSE (UNICOSP).

COMPRENDRE ET RÉPONDRE !

Je désire recevoir le programme de cette session de formation ainsi que les modalités d'inscription sans engagement de ma part.

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Code : _____

سكننا من الاله

هكذا من الراحل

SIDA : la contagion sous les linceuls

Des lois, dans l'intérêt de la santé publique, pour l'inhumation des victimes d'épidémies.

Le 4 février, l'extravagant et riche pianiste de variétés Liberace mourait à soixante-neuf ans dans sa résidence de Palm-Springs, aux États-Unis. Selon son médecin traitant, le docteur Ronald Daniels, il avait succombé à une défaillance cardiaque et souffrait d'une encéphalopathie chronique. Un quotidien de Las Vegas avait, quelques semaines auparavant, publié des articles, repris par d'autres journaux, selon lesquels Liberace était atteint du SIDA. Affirmation vigoureusement démentie par son impresario, qui menaçait d'un procès tous ceux qui la répandaient. Devant ces rumeurs persistantes, le procureur de Los Angeles ordonna une enquête. En effet, des précautions particulières doivent être prises, selon la loi californienne, pour les obsèques des sujets atteints d'une maladie contagieuse, et les médecins ont l'obligation absolue

de signaler cette situation dans le certificat qu'ils remplissent.

Après avoir été embaumé par un établissement spécialisé, Liberace est enterré discrètement le 7 février. Entre-temps, les autorités judiciaires ont fait pratiquer une autopsie et des prélèvements tissulaires et sanguins pour vérifier le diagnostic du docteur Daniels. Elles ont aussi fait saisir d'autorité le dossier médical du pianiste, que le centre médical Eisenhower — où il avait été hospitalisé à plusieurs reprises — se refusait obstinément à fournir, arguant du caractère absolu du secret médical.

Le coronar du Riverside County, chargé de cette enquête, vient d'en rendre publics les résultats. Résultats selon lesquels Liberace est bien mort du SIDA, et plus précisément d'une pneumonie à cytomégalo-virus, infection dite « opportuniste » qui complique fréquemment la mala-

die et est fréquemment aussi la cause de la mort. Le diagnostic est confirmé tant par l'autopsie que par les examens microscopiques ou biologiques pratiqués à l'hôpital. Des poursuites seront intentées, ont annoncé les autorités californiennes, contre le médecin traitant, le docteur Daniels, qui a fait un faux certificat, contre l'hôpital Eisenhower, qui s'est rendu complice de ces fausses déclarations en cachant le dossier médical, et contre l'entreprise de pompes funèbres qui a procédé à l'embaumement du corps, pratique interdite, pour des raisons évidentes de sécurité, lorsqu'une personne est décédée d'une maladie contagieuse.

Les dérogations du secret médical

Liberace avait gagné un procès (et 150 000 francs de dommages et intérêts) en 1959, procès intenté au journal *Daily Mirror*, lequel avait laissé entendre qu'il était homosexuel. En 1985, son entourage avait continué à nier ces affirmations alors même qu'un jugement l'obligeait à verser plus de 100 000 dollars et une Rolls Royce à celui qui fut son compagnon pendant sept ans et qui avait eu, selon les termes du jugement, « une relation émotionnelle, sexuelle et d'affaires très proche » avec lui.

Selon des déclarations du coronar, le docteur Daniels et les autres praticiens qui ont eu à connaître de ce SIDA évolutif depuis de nombreux mois seront traduits devant les instances médicales californiennes pour des sanctions disciplinaires.

Mais, dira-t-on, les médecins n'avaient-ils pas le droit, et même le devoir, de défendre à tout prix le secret médical et, au besoin, de mentir pour défendre, jusque par-delà la mort, la vie privée du patient qui s'était confié à eux ? Ce devoir de silence, voire de mensonge, n'a-t-il pas été réaffirmé avec force en France même, en des temps très récents ou plus lointains, au moment de la maladie, puis de la mort, d'un président de la République, d'un écrivain célèbre et d'un artiste de variétés tout aussi célèbre ?

Le secret médical revêt, certes, un caractère absolu, comme le stipule l'article 378 du code pénal. Cet absolu a pour objet de protéger les droits — eux aussi absolus — de l'individu à la liberté et à l'intimité. Mais ces droits connaissent pour limites ceux de la collectivité, et notamment le droit à la santé et à la sécurité. Dès lors, le secret connaît, légalement, de

l'obligation d'une mise en bière immédiate après le décès, dans un cercueil simple.

Les dispositions de l'arrêté du 11 décembre 1985 sont encore plus rigoureuses en France lorsque le décès est dû à la variole, au choléra, au charbon ou à l'une des fièvres hémorragiques virales. Dans ces cas, le corps doit être immédiatement déposé dans un



Le sort de Liberace vu par le photographe Philippe Halsmann.

multiple dérogations (douze dérogations légales et sept relevant de la jurisprudence en France) et il est, notamment, obligatoire de déclarer aux autorités sanitaires les maladies contagieuses (lois de 1947 et 1948). Cette déclaration doit même être nominative, impliquant la révélation de l'identité du malade, si son refus de se faire traiter met en danger la collectivité (maladies vénériennes).

En outre, les législations américaines et françaises ont réglementé les opérations funéraires relatives aux sujets atteints de maladies contagieuses particulièrement dangereuses. Il en est ainsi du SIDA qui, à l'égard de la peste, de la rage et des hépatites virales (sauf l'hépatite A), implique l'interdiction de procéder au transfert du corps en ambulance au domicile ou dans un funérarium, l'interdiction de procéder à toute opération d'embaumement,

cercueil spécial, hermétique, équipé d'un système épurateur de gaz agréé.

De telles dispositions ne sont pas nouvelles, si l'on excepte le fait que le SIDA a été, à juste titre, ajouté à la liste des maladies contagieuses de haute dangerosité pour la santé publique.

Les pestiférés au plus vite

Lors de l'épidémie de peste qui ravagea l'Angleterre aux seizième et dix-septième siècles, les corps des pestiférés devaient être conduits « directement et sans retard » du domicile au cimetière sans passer par l'église, où toute cérémonie était interdite. Des porteurs assermentés, munis de clochettes se chargeaient du cercueil, qui ne pouvait être suivi que par six personnes, dont le prêtre. Les obsèques ne pouvaient se faire qu'après le coucher du soleil, entre onze heures du soir et six

heures du matin. Toute infraction à ces règles était punie de prison ou de pèleri (1). Certes, les populations de cette époque ignoraient tout des microbes, bacilles ou virus, responsables de caractères éminemment contagieux des maladies pestilentielles, trop souvent tenues pour « l'instrument de Dieu pour la punition des péchés ». Mais les autorités responsables et le bon sens populaire avaient compris les mécanismes de la contagion et les dangers des contacts ou des manipulations des malades ou des morts.

Malgré cela, les médecins (français notamment) opposèrent longtemps une résistance acharnée à la déclaration des maladies contagieuses, que l'État tenta de rendre obligatoire après les découvertes de Pasteur. Cette fronde battit son plein en 1892, puis en 1902...

S'il n'en est plus de même aujourd'hui, l'affaire Liberace et d'autres événements du même ordre, survenus en France, montrent qu'une partie du corps médical et une grande partie du public ne peuvent encore se résigner tout à fait à l'appréhension du bien commun, à l'émergence d'une morale communautaire, qui doit, dans certains cas, supplanter les intérêts individuels, si justifiés et si justifiables soient-ils.

La vie privée doit, certes, être défendue envers et contre tout, et les médecins se doivent d'être les ultimes garants de cette protection, soumise aux attaques répétées d'un collectivisme et d'une informatisation sans cesse plus envahissants. Mais le corps médical ne saurait oublier qu'il est aussi le garant de la santé publique et qu'il est le dernier à pouvoir enfreindre les lois édictées par l'État pour sa protection.

Le médecin de Liberace a agi sans doute selon sa conscience, et selon les ordres que lui avaient dictés les proches du pianiste. Les sanctions qui lui seront appliquées rappelleront à ses pairs la difficile dualité de leurs devoirs, et qu'il est des cas où la conscience des uns doit s'effacer au nom de la sécurité des autres.

Dr. ESCOFFIER-LAMOTTE.

(1) On lira à ce sujet l'excellent ouvrage : *La Peste à Londres au temps de Shakespeare*, par F. P. Wilson. Fayot éditeur, 210 pages, 130 francs.

LE REGISTRE DES POSITIFS

A polémique bat son plein en Allemagne de l'Ouest, où les représentants d'un parti conservateur bavarois (Union chrétienne démocrate, ou CSU) demandent que soit créé un registre sur lequel seraient inscrites les noms des personnes ayant présenté un test positif au dépistage des anticorps dirigés contre le virus du SIDA.

Les membres du gouvernement estiment qu'il serait dangereux d'accéder à une telle requête, pour des raisons éthiques tout d'abord, et parce que les sujets à risques éviteraient de subir le test pour ne pas figurer sur le registre ensuite.

Le ministre de la santé a engagé une vigoureuse campagne d'information et de préven-

tion concernant le SIDA, mais il n'est pas exclu que des mesures plus énergiques encore doivent être prises sous la pression d'une crainte grandissante de l'opinion publique, qui semble soutenir les propositions de l'Union chrétienne démocrate, tout en reconnaissant qu'elles pourraient avoir de graves conséquences sur la vie professionnelle et privée de dizaines de milliers d'individus. Le ministère de la santé allemand estime, en effet, que 50 000 à 100 000 individus sont contaminés et donc contagieux. Il n'est pas exclu en revanche que l'on se dirige outre-Rhin vers un dépistage systématique élargi aux populations à risques d'abord, à l'armée et lors de l'examen pré-nuptial ensuite.

Les trois virus de la discorde

La découverte de nouveaux virus complique la lutte contre la pandémie en rendant plus difficile le dépistage et plus aléatoire la fabrication d'un vaccin unique.

LES réunions scientifiques sur le SIDA prennent souvent des allures de conférences diplomatiques. Il y avait le contenu — toujours d'actualité quant à son règlement financier — opposant l'Institut Pasteur de Paris au National Cancer Institute et au gouvernement américain, à propos des droits industriels résultant de la première découverte d'un virus du SIDA (maintenant baptisé HIV). On vient d'assister, à l'occasion d'une rencontre internationale à Genève sur les virus apparentés à celui du SIDA, à une nouvelle discorde entre l'équipe du professeur Luc

Montagnier (Institut Pasteur de Paris) et celle du professeur Max Essex (Harvard School of Public Health, Boston).

Ce différend trouve son origine dans la découverte simultanée en 1985-1986 de deux virus proches du HIV. Le premier, initialement baptisé LAV-2 par le professeur Montagnier et son équipe, avait été isolé, grâce à une collaboration franco-portugaise, chez des malades originaires de Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Le second, baptisé HTLV-4 par le professeur Essex, avait pu être isolé chez des prostituées dakaroises grâce à la

collaboration de chercheurs sénégalais, américains et français (docteur Francis Barin, CHU Bretonneau, Tours). La publication de ces résultats avait, l'an dernier, fait l'objet d'une véritable course contre la montre entre les deux équipes (*Le Monde* des 27 et 28 mars 1986). Par la suite, en novembre dernier, une équipe suédoise annonçait avoir découvert un troisième virus proche de celui du SIDA. Il semble toutefois acquis qu'il s'agissait en fait d'une autre souche du LAV-2.

Où en est-on aujourd'hui ? Il ne fait plus aucun doute que le LAV-2 est susceptible de déclencher l'apparition du SIDA chez l'homme. En Europe, plus d'une soixantaine de cas ont été diagnostiqués, notamment en France et au Portugal. Ce virus est par ailleurs retrouvé fréquemment dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Mali, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert ou même la République centrafricaine. Chez certains sujets, on décèle des traces d'infection à la fois par le HIV et par le LAV-2.

L'autre virus apparenté, le HTLV-4, ne semble pas, selon le professeur Essex, susceptible de déclencher la maladie. Plus précisément, son potentiel pathogène serait plus faible que celui du LAV-2. Le HTLV-4 est retrouvé principalement au Sénégal et en

Côte-d'Ivoire. Un important travail réalisé par des chercheurs français, africains et américains, doit paraître dans l'hebdomadaire britannique *The Lancet* (1). Après analyse de plus de mille cinq cents prélèvements sanguins, il démontre que le HTLV-4, comme le HIV, peut être transmis par contacts hétérosexuels. L'étude chez des prostituées d'Abidjan a permis de noter une très forte proportion de femmes contaminées — et donc potentiellement contagieuses — par l'un ou l'autre virus, parfois par les deux (de 15 à 60 % selon le niveau socioculturel de ces prostituées). On observe d'autre part une étroite corrélation entre l'infection par les virus du SIDA et l'infection syphilitique.

Aux États-Unis, une étude sérologique est en cours pour préciser la fréquence de l'infection par le LAV-2, étude menée par Genetic Systems (partenaire américain de l'Institut Pasteur), la Food and Drug Administration et les Centers for Disease Control. La même étude est menée en France par le Centre national de transfusion sanguine et Diagnostic Pasteur.

En fait, la principale question est de savoir si HTLV-4 et LAV-2 sont ou non deux virus différents. L'autre question importante est celle de leurs rapports structuraux avec un virus voisin (le STLV-3), isolé chez le singe vert. Seule la « radiographie moléculaire » (séquençage) du patrimoine héréditaire de ces virus permettra de répondre à ces questions. Le STLV-3 a déjà été séquencé par l'équipe du professeur Gallo (travail présenté à la réunion de Genève), et le même résultat sera bientôt publié par l'équipe du professeur Montagnier pour le LAV-2.

L'ensemble de ces résultats, s'il ne permet pas encore de bâtir un scénario définitif quant à l'évolution des rétrovirus dans l'espèce humaine, soulève dès aujourd'hui de nouveaux problèmes de dépistage. Le LAV-2 et le HTLV-4 étant, comme le HIV et les autres rétrovirus, transmis par voie sanguine ou par voie sexuelle, le dépistage du SIDA devra rapidement inclure de nouveaux tests. L'Organisation mondiale de la santé recommande d'autre part les mêmes précautions que celles prises à l'encontre des HIV. L'organisation internationale

entend par ailleurs jouer dans ce domaine, grâce notamment au docteur Jonathan Mann, un rôle actif dans l'échange scientifique international afin que les divergences entre des équipes concurrentes ne soient pas un frein à la lutte contre le SIDA.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Prévalence de l'humain T-lymphotropique rétrovirus en Côte d'Ivoire ». Travail signé Francis Denis et Francis Barin et groupant des chercheurs de Limoges, Tours, Abidjan, Dakar et Boston.

ALERTE EN CÔTE-D'IVOIRE

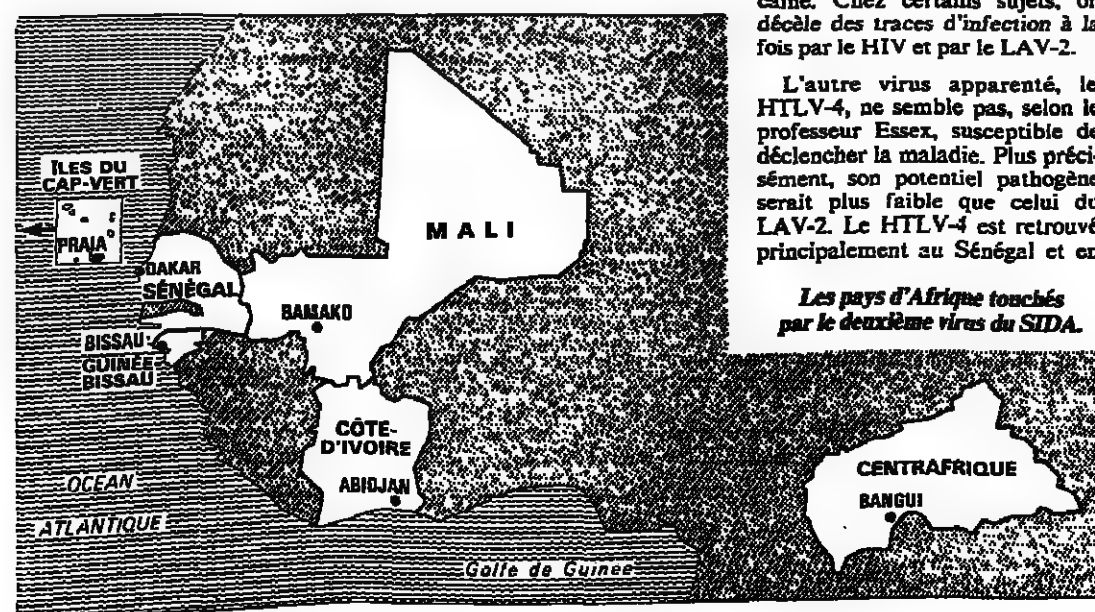
Le ministre ivoirien de la santé, M. Alphonse Djedje Mady, a déclaré, le 9 février, au cours d'une émission télévisée, que 118 cas de SIDA avaient été recensés à ce jour en Côte-d'Ivoire. Parmi ces personnes malades, M. Mady a indiqué qu'il y avait une proportion de sept hommes pour une femme. D'autre part, 60 % de prostituées examinées à ce jour sont porteuses du virus, ce qui, a souligné le ministre ivoirien, devrait inciter la population masculine à éviter tout rapport sexuel avec elles.

« Le SIDA est devenu dans notre pays un réel problème de santé publique, nous a déclaré M. Mady au cours d'une interview par téléphone. Mais, pour autant, il ne faudrait pas inventer les problèmes : beaucoup plus d'ivoiriens, notamment les enfants en bas âge, meurent de maladies facilement soignables — telles que la tuberculose ou

la rougeole — que du SIDA. » M. Mady nous a indiqué que le plus urgent était de mettre en œuvre un vaste programme d'éducation sanitaire informant la population des modes de transmission de la maladie et des moyens permettant de la prévenir. Dans cet esprit, l'utilisation de préservatifs sera conseillée.

Selon d'autres informations, plus de 500 cas de SIDA auraient été diagnostiqués en Côte-d'Ivoire où la prévalence d'un second virus du SIDA est relativement élevée (3 % des séropositifs pour le HIV et le HTLV-4 dans la population générale). L'attitude courageuse du gouvernement ivoirien tranche avec celle encore adoptée par certains pays africains qui refusent de reconnaître la réalité ou qui tentent par divers moyens de la minimiser.

J.-Y. N. et F. N.



SCIENCES

Profil

Ambroise Roux et les esprits forts

DEPUIS toujours Ambroise Roux s'intéresse à la parapsychologie. Depuis plus de quarante années en tout cas. « Le point de départ est amusant, parce que moi-même, se souvient aujourd'hui l'ancien patron tout-puissant de la gigantesque Compagnie générale d'électricité (CGE).

C'est qu'Ambroise Roux était sceptique, incroyablement même. Jusqu'à l'instant où il constata que les tables tournantes tournaient encore mieux lorsqu'elles n'étaient pas truquées : « ça m'a un peu troublé ».

Lorsqu'un esprit curieux dirige de surcroît l'une des plus importantes sociétés industrielles du pays, bien des portes s'ouvrent. Celles des laboratoires de recherche et d'expérimentation, entre autres. Mais nul n'avait songé à la CGE pour s'intéresser à la vérification scientifique des pouvoirs psychiques que l'homme possède, ou dont il pourrait être doté.

Ambroise Roux créa donc un laboratoire où, de 1978 à 1981, 215 « sujets » expérimentèrent leur aptitude à asservir, par le jectoire d'un appareil — le tychose — réputé se déplacer en traçant une courbe absolument aléatoire.

Ambroise Roux jugeait en effet que tout restait à faire en matière de psychokinèse, alors que « nul ne doute plus de l'existence de la télépathie ». Débuts très encourageants, malheureusement interrompus par... la nationalisation.

tion de la CGE. Selon lui : « 40 % des gens ont un facteur pay indicible ».

Qui paye ces recherches ? « Question burlesque et de mauvais aloi », s'offense Ambroise Roux : « Les fonds de la compagnie, bien sûr. Une goutte d'eau pour la CGE au milieu d'un nombre respectable de milliards » consacrés à la recherche. Ambroise Roux ne se laisse pas arrêter facilement. Barré par la gauche, il s'est tourné vers l'écrit. Deux Américains viennent à sa demande de rédiger une synthèse consacrée au paranormal et à la longue suite de ses tentatives d'élucidation. Vingt mille exemplaires de la *Science et les pouvoirs psychiques de l'homme* (1) ont déjà trouvé preneur, publicités efficaces aidant.

Affreux rationalistes

Qu'on se le dise. L'ancien dirigeant de la CGE n'abandonne pas le combat. Alice-Sauvage Sémé trouve jadis excellente son idée de voir surgir dans l'Université française une chaire consacrée à la parapsychologie. Elle voulait même qu'un des premiers thésauriers, Pas le temps, hélas ! La chaire manque tristement : avis à René Monory et Jacques Valade.

Hors les gens de gauche, Ambroise Roux n'a qu'une sorte d'ennemi : les affreux rationalistes, pitoyables sous-produits à ses yeux du petit père Combes, inaccessibles au doute, à qui la seule idée d'une honnête tenta-

tive de vérification scientifique de l'étrange et de l'insaisissable donne de l'urticaire.

Justement, les adversaires d'Ambroise Roux (qui ne ressemblent pas tous au portrait qu'il en dresse) s'organisent. Scientifiques, prestidigitateurs fiers de l'être et de n'être rien d'autre, gens de spectacle aussi, escortés par Jean-Pierre Chabrol, Cavanus ou Wolinski, veulent en débouter avec les fausses sciences, les tromperies de tout poil et leurs profits.

Leur rêve : mettre en scène et dégonfler dans les mois qui viennent, au Cirque d'Hiver, dans un « salon de la crédulité » toutes ces « anciennes vessies » qui ont nom : voyance, psychokinèse, morphopsychologie, numérologie.

On tira bien, promettant ces chevaliers de la raison, entraînés par un comédien plein de faconde et de projets, Alain Cuniot. Dans sa troupe, on distingue, il est vrai, un patronage plus rationnel que nature, qui ferait aussitôt Ambroise Roux : le vénérable ex-sénateur Callaert.

On tira bien... à condition que l'ennemi veuille se montrer et se prêter à la démonstration de son inutilité. Ambroise Roux irait bien. Mais il voudrait — si ce n'était un vœu pieux... — que l'ennemi rationaliste soit de bonne foi. Alors, on tirait bien...

MICHEL KAJMAN.

« La Science et les pouvoirs psychiques de l'homme », éd. Sand, 295 p., 89 F.

La Rome des femmes-poison

(Suite de la page 17.)

Selon la mentalité de l'époque, il faut trouver des responsables, c'est-à-dire des « criminels » dont les fautes ont irrité les dieux, au point que ceux-ci socialement malheureux le peuple romain tout entier. Si bien que, une fois les responsables châtiés, un haut-magistrat procédera à des cérémonies rituelles de conjuration, seules capables d'apaiser les colères divines.

L'affaire commence souvent par la dénonciation d'un banal scandale « privé ». Dès lors, elle est amorcée : enquêtes, découverte de « coupables », qui suscite d'autres enquêtes... Très vite, tout le territoire sous la domination romaine est concerné, les condamnations se multiplient, les coupables étant des dizaines de femmes toutes surprises à préparer « des décoctions ou d'autres breuvages dissimulés ».

Les empoisonnements de 186-180 correspondent tout à fait à ce schéma. Ils s'inscrivent dans l'affaire des Bacchantes, découvert par M. Paillet comme bien puisé qu'en fait le sujet de sa thèse en 1901. La deuxième guerre punique s'est achevée en 201. Commencée en 218, elle a fait de nombreux morts dans les armées romaines, ce qui a permis aux ruelles dans laquelle les tenaient, de par la coutume et la loi, leurs pères, leurs maris, leurs fils, leurs oncles, etc. En outre, à l'époque, les cultes bacchiques grecs étaient en train de se répandre chez les Romains. Ces cultes comportaient des cérémonies plus ou moins secrètes auxquelles on était admis par initiation. Et, scandale pour les vieux Romains, les femmes se permettaient d'amener leurs fils à ces initiations.

En 186, l'affaire des Bacchantes commence par un conflit

d'héritage. Une veuve de bonne famille s'est remariée. A sa majorité (dix-sept ans), le fils du premier mariage demande des comptes que lui refuse son beau-père-tuteur. Intervient alors une offre d'initiation du jeune homme (que sa mère et son beau-père espèrent ainsi amadouer par une courtisane). Mais la perspective du délai d'abstinence déçoit la courtisane, qui fait un tableau affrayable des cérémonies. Celle-ci effraie le jeune homme, qui en parle à sa tante paternelle ; une amie de celle-ci est tenue au courant, et enfin le scandale arrive aux oreilles du consul Albinus Postumius. L'enquête amplifie les descriptions horribles des initiations, puis découvre des empoisonnements en série imputés, bien sûr, à des femmes. La répression s'étend alors à toute l'Italie. D'après Tite-Live, il y aurait eu sept mille condamnations rien qu'à Rome, les femmes étant exécutées par les autorités familiales, selon la coutume archaïque remise en vigueur pour l'occasion (et même encore en 154-150 !).

Avant même que l'affaire des Bacchantes soit terminée en Italie du Sud, l'épidémie de 182-180 trouve son bouc émissaire à Rome. Là encore, il s'agit d'une histoire de mère remariée et de fils du premier lit. Mais cette fois le beau-père et le beau-fils sont en concurrence pour l'élection au poste de consul. Le beau-père est élu, mais meurt peu après, permettant ainsi une deuxième élection où triomphe le beau-fils. La mère, accusée d'avoir empoisonné son second mari, est condamnée et exécutée. Ce qui permet de retrouver et la santé publique et la moralité privée.

Ces deux affaires surviennent à six ans d'intervalle témoignent, selon M. Paillet, d'une progression rapide de la notion de respon-

sabilité personnelle. Celle de 186 est un scandale collectif, celle de 180 n'a qu'une coupable, responsable à elle seule des malheurs publics.

L'implication exclusive des femmes dans les affaires d'empoisonnement peut aussi s'expliquer par deux faits. D'une part, à l'époque, on ne sait pas détecter les poisons, et toute mort inattendue ou subite est aisément attribuée à un empoisonnement. D'autre part, chez les Romains comme chez de nombreux autres peuples, la femme inquiète ; son corps qui saigne tous les mois est impur par définition ; l'enfantement comporte une part de mystère ; la femme est la première intéressée à connaître les poisons abortifs, les loctions, etc. De là à les accuser — à tort ou à raison — d'empoisonnement, il n'y avait qu'un tout petit pas...

YVONNE REBEYROL.

Plume l'ancien, naturaliste et animalier, permet de connaître quelques-uns des poisons végétaux utilisés dans l'Antiquité. Le plus célèbre est sans doute la ciguë, que Socrate fut condamné à boire, et qui peut se confondre avec la carotte sauvage. Plume cite aussi la jujube (dont les extraits entrent encore dans la composition de sédatifs nerveux), l'ellébore, l'aconit (qui déclenche effectivement de très violents troubles cardiaques), le noix vomique (riche en strychnine)...

Toutes ces plantes — sauf peut-être l'ellébore (tout juste bonne à remettre à l'endroit la cervelle de la tortue de la fable) — sont effectivement toxiques. Mais Plume et les autres auteurs anciens pensaient que le vin était le meilleur antidote. Et là, tous se trompaient.

SECTEURS DE POINTE

La RMN contre la chaptalisation

L'utilisation de la résonance magnétique pour le contrôle des vins « dopés ».

HALTE aux fraudeurs ! Le 16 janvier dernier, les trente-quatre pays de l'Office international de la vigne et des vins et la CEE ont adopté un procédé de détection de la chaptalisation et du mouillage des vins dont ils devraient prochainement équiper leurs laboratoires de contrôle.

C'est en 1981 que la direction générale des impôts et le service français de répression des fraudes, désireux de disposer d'une méthode fiable de contrôle des vins « dopés », lançaient un concours en direction des laboratoires de recherche. Le gagnant fut M. Gérard-Jean Martin, directeur d'une équipe associée au CNRS à l'université de Nantes, qui proposait d'utiliser la résonance magnétique nucléaire (RMN) pour détecter le deutérium dans les alcools.

Connus pour ses applications médicales, mais aussi couramment utilisés pour l'analyse des substances chimiques, la RMN permet de mesurer le rapport entre deux des formes (ou isotopes) de l'hydrogène — l'hydro-

gène léger, le plus abondant dans la nature, et l'hydrogène lourd ou deutérium.

Or le rapport quantitatif entre ces deux isotopes caractérise les molécules d'une plante donnée, et il se modifie toujours de la même manière au cours des transformations industrielles que subit le végétal. C'est à dire que ce rapport varie selon que l'alcool provient de la fermentation du sucre de canne, de betterave ou de raisin.

Avec cette technique, baptisée SNIF-NMR (Site specific natural isotope fractionation study by nuclear magnetic resonance), il est donc possible de reconstituer l'histoire d'un vin à partir de son « empreinte isotopique ».

Détecter et quantifier le deutérium dans les produits naturels demandent toutefois des équipements adaptés et relativement coûteux, et dont le maniement nécessite un certain apprentissage. Aussi l'équipe de M. Martin envisage-t-elle de créer, dans le cadre de l'université de Nantes, une association pour répondre aux

demandes d'analyses de tous ceux (négociants, importateurs, services des fraudes) qui souhaiteraient s'assurer de l'authenticité des vins.

Cette structure pourrait aussi former à cette technique les ingénieurs travaillant dans les laboratoires de différents pays producteurs ou consommateurs de vin.

Les producteurs de vin ne sont, a priori, pas les seuls concernés par ce type de contrôle. Car la technique SNIF-NMR peut tout aussi bien contribuer à l'examen de l'origine de diverses boissons alcoolisées. Elle peut permettre de vérifier l'authenticité d'un whisky pur malt, d'un bourbon ou d'un rye, ou d'analyser la teneur en alcool de maïs d'un whisky blended. Elle peut encore, dans le pastis, caractériser l'origine, synthétique ou naturelle, des anéthides qui confèrent à la boisson son goût anisé, mais aussi préciser si ces substances proviennent de la badiane, du fenouil ou du pin.

D'autres applications de la méthode sont en cours d'étude, et l'on peut prévoir que peu de branches de l'industrie alimentaire pourront, à terme, échapper au spectre de la résonance magnétique nucléaire.

E. G.

Images synthétiques

Le dessin animé de l'informatique au Forum Imagina de Monte-Carlo.

PRENEZ un rectangle. Marquez quelques points, quelques traits. Déformez-le pour obtenir une surface anguleuse dont points et traits sont les sommets et les arêtes. Appliquez au résultat un algorithme de lissage — une simple approximation polynomiale. Vous obtenez une surface douce gardant l'allure de ce que vous avez dessiné.

Décider arbitrairement qu'il s'agit d'un morceau de tissu. Un tissu à une certaine rigidité, une certaine élasticité, un poids. Il est facile de mettre ces caractéristiques dans un processus de calcul qui détermine les forces exercées sur chaque point de tissu, donc son mouvement. Et votre image s'anime, le tissu s'enroule sur l'écran de votre ordinateur, se plie et se déplie en chatoyantes splendeurs.

C'est là un des progrès réalisés dans la composition des images de synthèse. Un chercheur des Bell Laboratories a présenté au Forum Imagina de Monte-Carlo une méthode de représentation des tissus, économe en temps de calcul, efficace en résultats. D'autres présentations analogues ont été faites. Un Britannique a étudié la modélisation des expressions faciales. Avec trois ovales pour les yeux et la bouche, une douzaine de segments de droite, il reproduit à volonté des mimiques très convaincantes. Il dessine les traits sur le visage d'un de ses copains et lui fait raconter n'importe quoi. Il filme, mesure les variations des longueurs et des angles, prend une photo de M^{re} Thatcher et lui fait subir les mêmes évolutions. Il remplit la voix sur la bande son, et obtient le premier ministre de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui vient vous raconter de manière très convaincante ce que le copain disait cinq minutes avant.

Deux petits progrès parmi bien d'autres, comme les études sur la modélisation des vagues, la trace laissée par un pinceau, etc. L'image de synthèse, c'est d'abord du calcul, énormément de calcul. La puissance insuffisante des ordinateurs a été et reste un frein sérieux à son développement. Mais, d'année en année, on peut aller plus loin, faire des expériences, et trouver par intuition et tâtonnement des modélisations qui économisent beaucoup de temps de calcul, tout en donnant des résultats proches de la perfection.

Les applications. On construirait aisément un beau roman d'espionnage autour de ce qu'on fait dire à M^{re} Thatcher, mais chacun verra aisément des utilisations plus judicieuses de la possibilité d'animer intelligemment un visage. On peut même ressentir un peu d'inquiétude. Quant aux tissus, imaginez le grand couturier à qui l'on proposerait de dessiner sur une tablette graphique la silhouette qu'il a en vue, de pointer sur une palette quelques

nuances de coloris, d'indiquer quels types de tissus il choisit, et qui verrait tout aussitôt sur l'écran un mannequin informatisé faire vivre votre création. Les images de synthèse sont chères, certes, mais nul doute qu'il ne soit prêt à les payer d'un bon prix.

Pour Philippe Queau, chercheur à l'Institut national de

l'audiovisuel et organisateur du Forum, l'image de synthèse va entraîner une révolution dont l'ampleur n'est pas encore évaluable, elle va « ouvrir un très riche domaine, dont on ne connaît pas les limites ». A l'écouter, l'humilité n'aurait guère connu de défi comparable. Optimisme défilant ou vision prophétique ? Le seul fait que la question puisse être posée est déjà un élément intéressant. Et puis, même si Philippe Queau n'était qu'un rêveur, les industriels présents à Monte-Carlo n'en sont pas.

MAURICE ARVONNY.

Demain

L'IMPOT DIGITAL

Les systèmes experts étant à la mode, et le minitel de plus en plus largement répandu, la conjonction des deux ne pouvait manquer de se produire. Ce fut le cas il y a quelques mois avec le Serveur Médical, qui proposait à l'amateur de faire expertiser par ordinateur sa cueillette de champignons (le Monde du 30 octobre 1986). Maintenant la société NDV, proche du constructeur informatique Nixdorf, propose le système expert Carl Fico (code CARL) qui aide les contribuables à remplir leur déclaration d'impôts et leur indique les abattements et avantages fiscaux auxquels ils ont droit.

Carl est le nom d'un moteur d'inférence pour système expert, utilisant le concept de réseau sémantique ce qui le rend un peu différent de ceux habituellement rencontrés. NDV l'a d'abord utilisé pour créer des systèmes professionnels de gestion de trésorerie et de fiscalité des entreprises. En 1986, la société en a dérivé une application grand public et a proposé sur minitel un système expert d'aide à la création d'entreprise : les candidats pouvaient déterminer avec son aide à quelles primes et prêts ils pouvaient prétendre. Deux autres systèmes, Carl Manager (comportement du manager vis-à-vis de ses collaborateurs) et Carl Voyage

(quelles vacances correspondraient à vos goûts) devraient être consultables, toujours par minitel, en avril et mai prochains.

PERTE SÈCHE POUR LA LUZERNE

Déshydrater de la luzerne en utilisant la vapeur de la centrale nucléaire de Chinon-Avoine, c'est le projet séduisant qu'avait proposé la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire aux agriculteurs des régions de Richelieu, Loudun et Saumur. Si 238 d'entre eux ont bien versé 3 000 francs de part sociale par hectare pour montrer leur attachement à cette idée, il a manqué un millier d'hectares pour atteindre le seuil de rentabilité. La société coopérative qui avait été créée au début de 1985 a donc été dissoute. La manque de dynamisme des agriculteurs a été mis en cause : beaucoup ont préféré attendre que l'opération « marche » avant de se lancer. L'utilisation de la vapeur nucléaire de Chinon pour déshydrater la luzerne aurait été une première en France. Elle représentait une solution réellement économique, des débouchés commerciaux intéressants et une technique d'asselement supplémentaire. Mais les agriculteurs n'y ont pas assez cru. (Corresp.).

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

CONCOURS INSERM

• Ouverture de 33 postes de directeur de recherche pour les candidats extérieurs à l'INSERM et les chargés de recherche de l'organisme ;

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 30 MARS 1987

• Pour retirer les dossiers de candidature à partir du 9 février 1987 et connaître la répartition par disciplines des postes ouverts, s'adresser au bureau des concours chercheurs, INSERM, 101, rue de Tolbiac, 75654 PARIS CEDEX 13, tél. : 45-84-14-41, postes 4361, 62, 63, 64, 65.

L'Ecole commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris

Propose dans le cadre du Conseil général de Paris une formation à temps plein (860 h) à partir du 2 mars

CORRESPONDANT DE GESTION INFORMATISÉE

(stage gratuit et rémunéré)

- au profit de demandeurs d'emploi
- résident à Paris
- âge souhaité : 22 ans à 30 ans
- niveau de formation Bac + 2

Renseignements et inscriptions sur place : 3, rue Armand-Moisant, 75015 Paris

سكزا الالجل

**SECTEURS
DE POINTE**



Ceux qui gagnent choisissent Mobil

En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL.
Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance.
Aujourd'hui, MOBIL poursuit activement son développement.
Dans ce cadre, la raffinerie et le centre de recherche N.D. GRAVENCHON (Seine-Maritime), occupent, dans le groupe international, une place prépondérante et nécessitent un renforcement de leurs activités.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Diplômés(e) d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie (Nancy, Paris, Lyon, Lille...) avec, si possible, une formation ENSPM ou une thèse de Docteur Ingénieur. Anglais courant. Débutants ou première expérience.

Recherche et développement lubrifiants

Réf. 19592 RL

Dans le cadre de projets internationaux de recherche, vous assurerez le développement de lubrifiants nouveaux. Vous analyserez l'application de ces nouveaux produits sur leurs marchés respectifs : constructeurs automobiles, industries, marine, aviation, etc... Un esprit logique, rigoureux et créatif ainsi qu'une bonne adaptation au travail en équipe seront des éléments déterminants de votre réussite.

Recherche et développement procédés

Réf. 19592 RP

Vous serez responsable de la conduite de programmes de recherche sur la définition et l'amélioration du raffinage des huiles de base dans un contexte international.

Votre goût des contacts, votre ouverture d'esprit tant vers la production que vers le marketing, vous permettront de définir des recommandations fondamentales pour les fabrications de la raffinerie.

INGENIEURS DE RAFFINERIE

Grandes écoles : SUPELEC, CENTRALE, ENSAM, IEG, IDN... (+ ENSPM) - Anglais courant.

Electricité industrielle

Réf. 19592 EI

Spécialisé en électricité, électronique, automatisme, contrôle et régulation, systèmes de conduite de procédés, informatique industrielle... vous avez acquis une première expérience de quelques années dans la construction, l'ingénierie ou la maintenance d'un site industriel. Conseiller technique auprès des ingénieurs, vous participerez aux études concernant les systèmes et le développement d'ordinateurs de procédés. Vous réaliserez les études nécessitées par la mise en place d'analyseurs d'automatismes. Cette mission requiert un sens aigu de l'organisation et un bon esprit d'analyse.

Maintenance

Réf. 19592 IM

Après une période de formation, vous prendrez en charge les activités de maintenance se rapportant à un secteur de la raffinerie. Vous serez chargé, également, des études techniques et financières concernant des installations de raffinage. Pour mener à bien ces projets, vous aurez, si possible, une première expérience de deux à trois ans dans un service construction, exploitation ou entretien d'une usine chimique ou pétrochimique.

TOUS CES POSTES OUVERT D'IMPORTANTES RESPECTIVES DEPOUR LES CANDIDATS

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en mentionnant la référence du poste choisi, à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.

CORRESP

Product Support Directorate

Ingénieur et Techniciens / Systèmes et Structures Toulouse

Avec près de 700 avions vendus (seras), la famille des avions AIRBUS est l'une des plus réputées jamais produites en Europe. Quelques 60 compagnies aériennes qui l'ont choisie vous confirmeront qu'elle est très rentable et l'une de celles qui a la meilleure image au monde.

La demande pour les AIRBUS est très forte et continue de l'être, le plan de charge étant entièrement rempli. L'intérêt croissant pour nos modèles A330 et A340 entraîne, en outre, une forte expansion de nos opérations d'après-vente à Toulouse.

Les INGENIEURS que nous recherchons seront avant tout chargés de veiller à la bonne marche des systèmes dans les secteurs structures avion, système embarqué de maintenance centralisée, systèmes hydrauliques. Ils devront ensuite mettre en œuvre les procédures correctives auprès des compagnies et de nos propres équipes de dessinateurs.

Les TECHNICIENS que nous souhaitons rencontrer exerceront leurs compétences dans les secteurs moteurs, commandes de vol, pilotage automatique, navigation, communications, électronique, électricité embarquée et conditionnement d'air.

Pour ces postes de haut niveau, nous vous demandons au minimum deux années d'expérience professionnelle. Votre langue de travail sera l'anglais tant écrit que parlé. Le salaire (sur 13 mois) et les avantages proposés sont de nature à motiver les professionnels les plus expérimentés d'Europe.

Pour partager notre succès, veuillez écrire en joignant votre C.V. en anglais et une photo d'identité à : Richard NICOL, Human Resources Manager, Airbus Industrie, B.P. 33, 31707 BLAGNAC CEDEX, FRANCE.

 **Airbus Industrie**

CESIA, la passion d'entreprendre ...

Le CESIA (Conseil en Systèmes d'Information des Administrations) est une équipe spécialisée du conseil en informatique.

Nous préparons les administrations de demain.

Nous aimons entreprendre, relever les défis.

Nous voulons gagner et vous donner les moyens de réussir en vous accueillant au sein de notre équipe.

Ingénieurs Grandes Ecoles option informatique

Vous êtes débutant ou vous avez déjà une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine du conseil informatique ou de l'organisation.

Vous souhaitez partager notre passion et relever notre défi.

Alors adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) au CESIA, Direction des Ressources Humaines, 80 Rue Lecourbe, 75015 Paris.

... la certitude de gagner ensemble !



société du groupe UNILEVER recherche

CENTRALIENS - ARTS ET METIERS DEBUTANTS INGENIEURS DE PROJETS

Au sein de la plus grande unité de détergents du Groupe en Europe (1.100 personnes), située près de LILLE, vous participerez à des missions d'ingénierie industrielle liées à la mise en place de nouvelles installations de fabrication et de conditionnement. Vous interviendrez dans les domaines technologiques variés : génie chimique, mécanique, électricité, automatisme.

Vous bénéficierez des investissements d'un grand Groupe, du professionnalisme d'un leader.

Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes et de projets. Vous êtes déterminés, ouverts et souhaitez progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4/87 M à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement des Cadres - 8 avenue Delcassé - 75384 PARIS Cedex 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

PROGRAM Systèmes Interactifs Aide à la Décision;
Procédure SELECTION;
CONST DIAGMA SYSTEMES = "Jeune Equipe
Ph. D. Centraliens, Mineurs, 3ème Cycle;
Progrès de pointe; Marché International";
Adresse = "DIAGMA, 75 rue de Courcelles 75008-PARIS";
TYPE ETUDES SUPERIEURES = (G-Ecole, Université);
VAR CANDIDAT: Record Passion Micro; Boolean;
Informaticien: Etude Supérieure;
Recherche Opérationnelle: Boolean; End;
BEGIN With Candidat DO
If Passion micro And R_O
Then Write(Adresse, CV) END;
BEGIN Selection; END.



SECTEURS DE POINTE

Importante société industrielle, leader sur son marché

NORD-PAS-DE-CALAIS

230.000 F.

Jeune Ingénieur Chimiste

Bilingue Anglais-Allemand

Sous l'autorité du Responsable du Département ASSISTANCE A LA CLIENTÈLE, il sera l'interlocuteur des clients pour répondre à toutes les questions techniques en France mais également en Europe. Une expérience de quelques années dans l'industrie de la peinture ou des matières plastiques serait un plus.

Parfaite connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais, la langue la moins maîtrisée devant être parfaite rapidement.

Agé de 30 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences techniques et de ses qualités commerciales et être disponible pour voyager après une période de formation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 27004 M à Dailly, Champs.

MRI conseil

13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly.

Nous sommes la Compagnie Financière française leader dans le domaine des transactions de valeurs mobilières. Dans le cadre de son expansion, le département de l'Informatique de Marché recherche pour son responsable un collaborateur immédiat capable de

Diriger l'unité informatique

- marchés boursiers -

Votre objectif est de participer à l'évolution des marchés en collaboration directe avec la Bourse, les Agents de Change, les Places étrangères.

Vous dirigerez trois équipes - une quarantaine de personnes - regroupées autour de systèmes traitant

- des différents marchés, continu, à la crie, des options négociables...

- de la diffusion d'informations par réseau à hautes technologies

- des bases centrales de données boursières.

Nous faisons appel à votre talent de manager pour assumer ce poste impliquant dans la mutation de son secteur d'activité.

Votre expérience, d'une dizaine d'années, est celle d'un informaticien ayant déjà géré et intégré les étapes du management d'unités informatiques en SSII ou en établissements financiers.

Michel DHEUR, notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8702.72 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs

CH. D. A.

JEUNES INGENIEURS AM, INSA, ENI...

NOTRE DEVELOPPEMENT VOUS OFFRE DE REELLES PERSPECTIVES

Grosfillex, l'entreprise phare de la «vallée du plastique» à 1 heure de Lyon et de Genève, dans une région où souffle l'esprit d'entreprendre, emploie 1 300 personnes

et exporte plus de 60 % de son CA au travers de ses 12 filiales en Europe, Amérique du Nord et Pacifique.

Dans un secteur jeune, vivant, évolué, la

transformation des matières plastiques, nous

faisons une large gamme de biens de

consommation durable, destinés à l'équipement

et la décoration de la maison. Notre

volonté de maintenir notre avance technologique

(machines modernes, robots, G.P.A.O.), de faire progresser notre

productivité, nous conduit à renforcer nos équipes

par des hommes (HF) créatifs, pragmatiques,

capables de s'engager et d'être à l'écoute

d'un environnement aux évolutions rapides,

d'enrichir leur savoir-faire et de le

communiquer.

Pour accompagner nos investissements industriels, pour assurer la chaîne produits/process entre les Directions opérationnelles et de production, nous recherchons 4 jeunes ingénieurs pour leur confier, dans différents secteurs industriels, des responsabilités articulées autour des produits, des méthodes, des automatismes, de la logistique...

Ces postes s'adressent à des ingénieurs présentant une première expérience industrielle de 2 ans environ, à dominante méthodes ou fabrication.

C'est dans cette première mission, véritable plateforme d'observation des fonctions techniques, commerciales, et des systèmes de gestion que se préparent nos futurs patrons de la fabrication.

Merci d'adresser votre candidature avec photo à E. Cheutin, Direction des Ressources Humaines, 01107 Oyonnax Cedex.



DES RAPPORTS SIMPLES ET DIRECTS

Grosfillex

Futur Directeur de notre usine ...

Centrale - AM ...

Languedoc Roussillon

Fille de grand renom d'un Groupe International, nous produisons et commercialisons des biens d'équipement industriel et Grand Public de très large diffusion. D'ici 9 à 3 ans, nous désirons confier à un ingénieur de haut niveau la Direction de notre Etablissement Industriel (moins de 500 pers.) situé dans une région très agréable du Languedoc Roussillon. Le candidat idéal, âgé d'environ 30 ans, issu d'une grande Ecole d'ingénieurs, justifie d'une expérience d'au moins 5 ans comme Adjoint ou Chef d'un Service Technique ou de Fabrication.

Dans un premier temps, il participera à la réflexion et à la mise en œuvre de la gestion de la Production (GPM) et prendra progressivement la responsabilité de l'ensemble de la production. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence PMO 714 en précisant si vous le désirez les Sociétés à qui il ne doit pas être transmis, à Philippe DUMONT 12 avenue JB Clément 92100 Boulogne, qui transmettra.

Applications monétiques Chef de Projet - Paris.

Le Crédit Commercial de France, importante banque à vocation internationale, regroupant un effectif de 7500 personnes, recherche un Chef de Projet confirmé. Rattaché au Responsable du secteur Monétique, il sera chargé de mener à leur terme l'étude et le développement, la mise en place et la maintenance des applications réseau, cartes à mémoire.

Ce poste conviendrait à un informaticien de Haut Niveau (de formation Ingénieur, Maîtrise Informatique ou équivalent), il devra justifier d'une expérience professionnelle d'environ 8 ans dans la télématique

réseau, et aura déjà participé à des développements de cartes à mémoire. Le réseau télématique connaissant un fort développement dans le domaine de la Monétique, le candidat se verra proposer à moyen terme d'intéressantes perspectives d'évolution, également liées à la volonté d'expansion de la Banque. Pour ce poste à pourvoir à Paris, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence PMO 714 à la Direction des Carrières Crédit Commercial de France 103 Champs Élysées 75008 PARIS.



LA BANQUE DES RÉUSSITES

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE



Spécialistes IBM 38 pour une informatique à notre dimension.

Leader mondial sur le marché du matériel médico-chirurgical, le Groupe prestigieux auquel nous appartenons regroupe 60000 collaborateurs à travers le Monde. Résolument tournés vers l'avenir et les technologies de pointe, notre rapide expansion concrétisée par de récentes acquisitions nous amène à donner une nouvelle envergure à notre Informatique autour de nos IBM 38 : nous renforçons notre équipe actuelle.

Chefs de Projet

De formation grande école d'ingénieurs, une expérience de trois ans minimum en SSII ou en entreprise fait de vous un professionnel du S 38 (CAP III, SGBD...). Vous maîtrisez la conduite de projets de grande envergure et êtes un excellent technicien dans la gestion, le développement et la mise en place d'applications commerciales ou de production.

Dans un environnement multi IBM S 38 interconnectés, intégré à une équipe «de pointe», vous participerez au côté du Directeur Informatique à l'organisation de notre future informatique. Initiative, créativité, sens de l'organisation vous permettront d'assurer avec efficacité le développement de nos applications de gestion. (réf. CF/M)

Notre Groupe évoluant dans un contexte international, la maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable. Adressez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (sous réf. choisie), à la Direction du Personnel des Laboratoires Travenol, BP 56, 78311 Maurepas Cedex.

Ingénieur Système

Vous connaissez bien l'exploitation et ses contraintes. Excellent technicien du 38, vous serez à même de prendre la mesure de nos systèmes. Auprès du Responsable d'Exploitation, vous assurerez la fonction Système, la responsabilité de la sécurité totale des données et accès, la gestion de nos trois IBM 38 interconnectés et la supervision de notre réseau spécialisé (national et international) de transmissions de données. En prise directe avec les utilisateurs, vous saurez faire évoluer notre configuration. (réf. IS/M)

INGENIEUR D'ETUDE : participez au pilotage d'un grand projet logistique.

Voilà la mission que nous souhaitons confier à un Ingénieur Grande Ecole rompu, au travers d'une expérience de quelques années, à la conduite de PROJETS EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Du suivi de la partie études informatiques en passant par l'élaboration des cahiers des charges organiques et de la mise en place technique jusqu'à la coordination du travail des intervenants, vous êtes prêt à vous investir dans ce challenge au sein de la première filiale d'un groupe international dont l'efficacité et la notoriété des produits (AXON 2, GAMA, DONGE, CLEOPATRA, CALINES, TENDRESSE, TONGENCYL, ULTRA-BRITE, SOULINE, PAIC, GALAXY...) ne sont plus à prouver.

Jean-Pierre DUFOUR attend votre candidature, COLGATE PALMOLIVE, 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cedex, sous réf. LM 17



سكزا من الامم

سكزا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'ÎLE-DE-FRANCE

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

UNIVERSITÉS : Licence ou Maîtrise Scientifique

I.U.T. : D.U.T. de génie électrique, mesures physiques, génie civil

Les Télécommunications vous offrent en Île de France des emplois de cadre dans divers secteurs d'activité de l'entreprise : commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

Un concours vous est ouvert les 5 et 9 Avril 1987.
(Conditions de participation : nationalité française - 30 ans maximum au 01-01-87).

Inscriptions closes le 6 Mars 1987.
Pour obtenir toute information et un dossier de candidature :

NUMERO VERT 05 21 11 11

APPEL GRATUIT

l'informatique au crédit foncier de france

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

« Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en œuvre de notre schéma directeur informatique. »

« Vous exercerez vos fonctions au Service Informatique et Systèmes d'Information (+ de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion (IBM 3090, MVS/AA, IMS/DB/DC, DB2, langages de 4^{ème} génération (AS, FOCUS). »

« Selon votre profil, vous trouverez un poste à vos mesures, aussi bien dans des domaines très techniques (système télécommunication), que dans des activités plus orientées vers l'informatique de gestion (conception, analyse, exploitation). »

« Démarche motivante et nombreux avantages. »

« Comment nous rejoindre ? »

En passant le concours organisé les 19 et 20 mars 1987 (clôture des inscriptions le 27 février 1987).

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE, Service du Personnel - Bureau des Concours, 19, rue des Capucines, B.P. 65, 75002 Paris Cedex 01. Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france

POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

WABCO WESTINGHOUSE Equipements Automobiles S.A.

LEADER DANS LE DOMAINE DU FREINAGE POIDS LOURDS
25 km Est de Paris.

INGENIEUR ELECTRONICIEN D'ETUDES

Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs en électronique (ENEA, ESIEE...); avec 2 à 5 ans d'expérience dans l'électronique automobile, la personne que nous souhaitons intégrer dans notre département RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT devra :

- Adapter pour nos clients les projets développés par notre Société sœur implantée en RFA.
- Etudier et développer des systèmes et produits nouveaux en coordination avec notre propre Bureau d'Etudes et celui de RFA.
- S'informer en permanence de l'évolution des techniques électroniques du secteur automobile.
- Définir les besoins humains et matériels pour assurer ces développements.

Cette création de poste exige :

- Une pratique de l'anglais courant (+ allemand si possible).
- Une disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'étranger.
- Le goût des contacts humains.

Merci d'envoyer CV, photo et présentations à Jean-Pierre LE CORRONCO, Direction des Ressources Humaines - WABCO EQUIPEMENTS AUTOMOBILES S.A., BP. 12 - 77411 CLAYE SOUILLY Cedex.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour un établissement en pleine expansion leader dans son créneau, exportant 70 % de son chiffre d'affaires dans le domaine des **SERVOMÉCANISMES ET AUTOMATISMES**

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION

- Assurer le budget des ventes en animant la représentation allemande et en conduisant les relations avec les services techniques internes.

PROFIL

- De formation grandes écoles (électrotechnique), vous avez le goût de la négociation et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements en Allemagne, dont vous pratiquez bien la langue.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION

- Pour assurer la croissance de l'activité, vous serez chargé de l'animation d'un secteur en France et vous participerez au sein de l'équipe en place à la réalisation du budget des ventes.

PROFIL

- De formation grandes écoles (électrotechnique), vous avez le goût de la négociation et vous êtes disponible pour vous déplacer fréquemment. Anglais apprécié.

Résidence : BOURGOGNE
Ecrire sous réf. 8 331 LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Un événement hors du commun en biologie clinique : Smith Kline Beckman introduit un nouveau concept entièrement original dans le domaine des analyseurs multiparamétriques.

Une opportunité en devenant CHEF DE PRODUIT-MARKETING.

Dynamisez cette gamme unique (CA 65 MF).

Vous profitez ? 6 à 10 ans d'expérience clinique, de bonnes connaissances en biologie, chimie, opérationnel, ouvert, commercial, communi-catif... bref vous êtes un vrai pro.

Vous pouvez nous contacter en toute discrétion.

Beckman Instruments France, Direction des Ressources Humaines (réf. 6225) 32/34, chemin des Buissons, 92220 Bagneux. Tél. 01.47.02.00, poste 952.

BECKMAN DIAGNOSTIC

Monsanto Chemical Company Europe-Africa recherche un (m/f)

MARKETING TECHNICAL SERVICE SPECIALIST ENDUITS INDUSTRIELS

Cette fonction convient à un spécialiste des services techniques dans le domaine des enduits industriels. Elle s'insère dans un segment d'affaires en expansion chez un fournisseur de l'industrie des enduits. Le candidat retenu apportera tout le talent nécessaire à la commercialisation de produits nouveaux et existants.

Les candidats auront un minimum de 5 à 10 ans d'expérience dans l'application des enduits industriels en qualité de chimiste ou d'ingénieur des services techniques. L'expérience doit inclure la formulation et les essais de peintures pour différents marchés d'enduits industriels.

Le candidat idéal doit pouvoir faire état de ses réalisations personnelles dans la commercialisation d'enduits industriels en Europe. L'aptitude à travailler en collaboration avec des fonctions de Recherche et de Marketing est essentielle, de même que la pratique de plusieurs langues européennes. Le lieu de travail est Bruxelles.

Les candidats peuvent envoyer leur curriculum vitae à Monsanto Europe, avenue de Tervueren 270-272 à 1150 Bruxelles, à l'attention de J. Nicolay, département personnel.

Monsanto

Rowntree Mackintosh

1400 personnes
CA 14 milliard de F

LION
NUTS
SMARTIES
AFTER EIGHT
QUALITY STREET
LANVIN

Jeunes diplômés I.N.A., ENSIAA... Vous disposez d'une première expérience en IAA ? Votre anglais est courant ? Alors associez vos ambitions à celles du groupe leader sur le marché du chocolat en France.

Notre expansion nous amène à rechercher 2 ingénieurs basés à NOISIEL (MARNE LA VALLÉE) :

INGENIEUR QUALITE (Ref. IQ/LM)
Vous serez l'animateur qualité de notre usine de Noisiel et participerez au management de la production. A la tête du laboratoire, composé de 7 techniciens, vous assurerez les contrôles ainsi que l'analyse de leurs résultats. Vos interventions seront réalisées avec un esprit constant de pédagogie, de rigueur et d'efficacité.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PRODUITS (Ref. IDP/LM)
Rattaché au responsable développement produits, votre mission sera d'optimiser nos produits et nos procédés de fabrication en terme de qualité et de rentabilité, et d'assurer le lancement de nouveaux produits. Vous collaborerez en étroite liaison avec d'autres départements (production, marketing, ingénierie...) et nos sites industriels (Noisiel, Dijon).

Au cœur de l'évolution de nos produits, vous allierez esprit méthodique, goût de l'innovation technique et sens de la communication.

Si l'un de ces 2 postes pleins d'avenir vous correspond, merci d'adresser (lettre, CV, photo, prêt) sous réf. à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Direction du Personnel, Noisiel, 77422 Merne La Vallée Cedex.

SECTEURS
DE POINTEINGENIEUR DE VENTES
EXPORT MF
Europe

SAIT est un des leaders mondiaux de l'énergie autonome réalisant un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de Francs. Son Département Générateurs de Technologies Avancées produit et commercialise des piles au Lithium de haute performance destinées aux marchés professionnels tels qu'aéronautique, militaire, scientifique ou des télécommunications. Pour conforter un chiffre d'affaires à dominante export sur un marché en fort développement, l'entreprise recherche un jeune Ingénieur Commercial de formation technique.

Rattaché au Chef des Ventes "Lithium", il a pour mission d'assister, à la fois au plan des ventes et au plan technique, agents et filiales sur la zone Europe.

Pour ce poste opérationnel, nous recherchons un jeune diplômé commercial justifiant d'une première expérience de vente de composants industriels, doté d'une bonne capacité à susciter l'enthousiasme des équipes. De formation supérieure de préférence technique, il sait argumenter auprès des ingénieurs professionnels et convaincre des ingénieurs. Il possède l'autonomie nécessaire à l'export et pratique bien l'anglais. Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence M 3685 X à :

EGOR S.A.

8, rue de Beld - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

Compagnie Générale d'Informatique

leader européen du logiciel et l'une des toutes premières sociétés de Services et d'Ingénierie en informatique par son développement (30% par an) et par ses résultats, recherche un

Rédacteur Technique
Bilingue Français-Américain
pour son logiciel PACBASE

Assurera, à l'aide d'outils informatiques spécialisés, la rédaction et la traduction de la documentation.

Ben suivra la production auprès des prestataires tiers.

Il participera à la gestion des outils de documentation.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence SD/102.87, à :

CGI, 27, rue de Tolbiac,
75013 PARIS.

Compagnie Générale d'Informatique

L'Energie Créative

INFORMATIQUE
TEMPS REEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
REGION PARISIENNE
recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET
GRANDE ECOLE (EC, ESE, ENSAE, ENST...)

Ayant de préférence quelques années d'expérience en informatique temps réel (GOULD si possible).

En collaboration avec les équipes d'essai, il participera à la définition de nouvelles applications logicielles et à l'évolution des logiciels existants (modifications d'environnement, simulation, exploitation graphique...).

Il aura pour mission d'adapter les méthodes de développement et la documentation ; il aura un rôle de conseil dans l'élaboration de la stratégie de développement des systèmes informatiques de l'usine.

Ce poste implique un goût certain pour le travail en équipe. Le candidat a fort potentiel d'avenir et de réelles perspectives d'évolution. Il devra être âgé d'environ 30 ans.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 21257 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE

Automatisation flexible de maintenance - Robotique.

Un Ingénieur d'Affaires
Biais

CLIMAX Automation : les défis du grand groupe auquel elle appartient : ALSTHOM. Engagée sur la voie de l'innovation, stimulée par la conquête de nouveaux marchés, nous recherchons un commercial de haut niveau.

30/40 ans environ, Ingénieur Généraliste (mécanique, automatique), vous connaissez le domaine de l'automatisation de la production. Vous savez que le marché est très porteur, mais aussi très concurrentiel.

Il vous faut rechercher les projets pour lesquels vous devez construire votre dossier et trouver les bons interlocuteurs. Notre BE vous sera d'un concours efficace pour la présentation de projets générant des investissements souvent importants.

Expérimenté dans la vente d'équipements industriels de type systèmes sur mesure, vous avez également opéré dans un service méthodes dans une fonction d'automatisation. Bref, vous réunissez les compétences sur lesquelles nous voulons investir. Mobile - vous déplaçant sur toute la France - le contact chaleureux, vous n'en demeurez pas moins pragmatique, doté d'un fort esprit d'analyse et de synthèse. La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 87/41/618 à notre Conseil Pascale Galambosi, Dominique Lelieps Conseil 1 rue Grégoire, BP 1522, 37015 TOURS CX

Climax Automation

groupe ALSTHOM

RANK XEROX

L'intelligence service
le réseau des
compétences

Jeune ingénieur Informatique interne

- Vous avez une formation supérieure ingénieur grande école ou universitaire complétée par une connaissance de l'environnement IBM gros systèmes.
- Vous serez chargé du support technique BULL DPS 6 dans un environnement comprenant notamment un IBM 308 X sous IMS et des MINI 6 DPS 6. Une première expérience sur MINI 6 serait un atout.
- Vous participerez au développement d'applications utilisant nos produits Laser et Scanner.
- Votre dynamisme, votre potentiel et la réussite de votre mission vous permettront d'évoluer vers d'autres responsabilités dans d'autres services au sein de l'entreprise (Informatique, Centre de compétence bureautique, marketing, technico-commercial, gestion, finances...).
- Pour ce poste, qui implique des relations au niveau international, l'anglais parlé est nécessaire.

Lieu de travail : Aulnay-sous-Bois.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, sous code LLM/51 à Nicole Bresson-Biswang, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.



La croissance du CENTRE TECHNIQUE EUROPE, situé à Valbonne Sophia Antipolis, se poursuit. Parallèlement aux activités des départements d'Ingénierie Internationale, de Développement Logiciel, de Support Européen, de Production et d'Intelligence Artificielle, DIGITAL crée son CENTRE DE COMPETENCE RESEAU. Cette nouvelle activité qui comptera une centaine de spécialistes d'ici 1988, nous amène à rechercher dès maintenant pour son démarrage :

2 Experts Réseau

un Concepteur et un Spécialiste Telecom

3 Consultants

Intelligence Artificielle - Vidéotexte - Réseau

Ces spécialistes, qui auront apporté les preuves d'une expérience indiscutable dans leur domaine d'expertise, contribueront directement à la mise en place de ces activités nouvelles en coordination avec leurs correspondants européens.

Profil recherché : Une expérience pratique d'au moins 6 ans, développée dans un environnement de préférence international, le goût d'entreprendre, un esprit imaginatif ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont les éléments essentiels de réussite.

Merci d'adresser vos candidatures en précisant le ou les postes vous intéressant à DIGITAL EQUIPMENT, CENTRE TECHNIQUE EUROPE, Département du Personnel, B.P. 29, 06561 VALBONNE CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

ALCATEL CIT
DEPARTEMENT TRANSMISSION SUR CABLES

RESEAUX DE TRANSMISSION OPTIQUE

Le Département TRANSMISSION SUR CABLES D'ALCATEL CIT (4 400 personnes dont 850 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour les liaisons terrestres et sous marines, des équipements de transmission de données et des réseaux optiques de vidéocommunication.

Le service des Recrutements recherche :

UN INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs Electroniciens, vous êtes débutant, ou vous avez acquis une première expérience. Vous possédez une formation en électronique rapide, numérique, analogique et optoélectronique que vous souhaitez développer. Une première approche, même succincte, des composants semi-conducteurs sera appréciée.

Vous aimez le travail en équipe et maîtrisez l'anglais.

En tant que tel, vous serez chargé de participer à l'étude et au développement de terminaux optoélectroniques s'intégrant dans des réseaux de transmission optique.

Responsable d'une étude que vous suivrez jusqu'à la phase d'industrialisation, vous aurez à votre disposition des méthodes et outils de CAO (schématisation et simulation) particulièrement performants.

Vous serez amené à piloter une équipe de 2 à 3 techniciens.

Pour ce poste basé à Villeneuve (banlieue Sud de Paris) merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) à P. DORE, ALCATEL CIT Département Trans-

mission, BP 6 Nassy - 91260 LA VILLE DU BOIS.



NOUVELLES TECHNOLOGIES

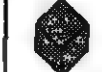
DANS UN GROUPE EXPERT, VOS TALENTS S'EXERCENT PLUS HAUT.

Vous avez déjà fait vos preuves et aspirez à intégrer une entreprise qui vous donnera plus d'autonomie et de responsabilités. Au groupe Segin, nous sommes 800, nous connaissons 50 % de croissance annuelle avec trois activités : la Monétique, la Télématique et l'Ingénierie Informatique et si nous sommes devenus une des routes primaires SSII françaises c'est aussi parce que chez nous on apprécie l'envergure.

DATAFORCE, notre unité Ingénierie Informatique recherche des consultants pour son département Nouvelles Technologies situé à Paris La Défense et pour sa Direction Technique Lilleoise. Un diplôme d'ingénieur grandes écoles ou un diplôme universitaire, une compétence affirmée dans les domaines suivants : les télécommunications, les systèmes experts, l'archivage d'images, la sécurité, le génie logiciel, ainsi que le désir de participer à des missions d'étude et de maîtrise d'œuvre, représentent vos atouts pour nous rejoindre.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM 704 à Anne de KEMMETER - 3, rue Bellin - Paris La Défense 11 - 92806 PUTEAUX. Pour informations sur Minitel, composez le 3614 code SEGIN* SEGI.

DATAFORCE



CHIFFRE SEGIN

هذه من الاصل

سكزا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

DEVELOPPEZ LES TECHNOLOGIES DE DEMAIN

THOMSON BRANDT ARMEMENTS, au sein de la branche Systèmes et Armes, a pour vocation la conception et la réalisation d'armements terrestres et aéroportés. Dans notre unité de 1100 personnes, proche d'ORLÉANS, nos 300 Spécialistes de la Direction Technique développent, dans un contexte international, les produits les plus avancés de demain, en s'appuyant sur des technologies diversifiées et sophistiquées. Nous recherchons pour cette Direction, plusieurs

JEUNES INGENIEURS MECANICIENS OU ELECTRONICIENS (GRANDES ECOLES)

Maîtres d'œuvre des projets qui vous seront confiés en synergie avec différents partenaires internes et externes, vous mettez en œuvre votre esprit novateur, vos qualités relationnelles et votre autonomie. Ces postes nécessiteront des déplacements fréquents. Selon votre expérience et vos aspirations, nous vous proposons les postes suivants :

INGENIEURS MECANICIENS ET ELECTRONICIENS DEPARTEMENT COMPOSANTS DE MISSILES

Débutants ou avec une première expérience, de préférence en recherche et développement, vous serez intégrés à une équipe pluridisciplinaire exploitant un marché très important et utilisant les technologies les plus avancées en matière de micro-mécanique, micro-électronique, micro-pyrérotechnie, dans un esprit de prospective. REF.87568/LM

INGENIEUR MECANICIEN DEPARTEMENT ARMEMENTS AERONAUTIQUES

Avec une expérience de 5 ans minimum dans la conception de nouveaux produits, vous possédez de solides connaissances en électronique/aéro-dynamique, calculs de la simulation et de structures. Votre connaissance de l'environnement "essais" ou votre formation en avionique sont des atouts supplémentaires. REF.87567/LM

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant ou avec une première expérience en recherche et développement, passionné de technique, vous possédez de solides connaissances en électronique analogique et en électronique numérique appliquées au traitement du signal et aux micro-processeurs. Vous êtes vigilant aux innovations apparaissant dans ces domaines et savez faire partager votre enthousiasme. REF.87568/LM

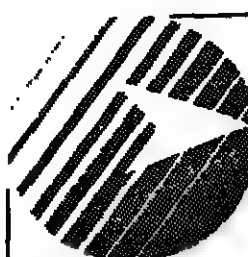
La qualité de vos résultats déterminera votre évolution au sein de notre Société.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée) en précisant bien la référence du poste choisi à SELECOM 226, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

THOMSON BRANDT ARMEMENTS



THOMSON



MATRA TRANSPORT, conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (Val, Aramis). Son développement rapide l'amène à rechercher (H/F)

Ingénieur Electricien MT - BT - TBT

Au sein du groupe projet, il est responsable de l'étude et du suivi d'installations électriques pour la réalisation de nouvelles lignes de Métro pour nos projets France et Export.

Il travaille en liaison étroite avec le BE, et il coordonne et contrôle les réalisations et l'avancement du chantier auprès des sous-traitants et participe aux essais fonctionnels et de mise sous tension des équipements dans les domaines MT, BT et relaying.

Ce poste basé à Lille, concerne un Ingénieur électrotechnicien, ayant si possible 2 ans d'expérience en électricité (moyenne tension basse tension - très basse tension) et des connaissances en électronique ainsi qu'en informatique.

De bonnes notions d'Anglais seraient appréciées.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, merci de nous adresser votre dossier de candidature à MATRA TRANSPORT Direction du Personnel - 2 rue Auguste Comte - 92170 VANVES

MATRA TRANSPORT

ALCATEL ESPACE Spécialiste des Télécommunications Spatiales

recherche pour COURBEVOIE

DES INGENIEURS SYSTEME

Formation : ENST ou équivalent. Ayant une bonne expérience dans l'un des domaines suivants :
• Conduite de projets de télécommunications,
• Transmissions radioélectriques hyperfréquences,
• Télémesures, Télécommandes,
• Traitement du signal,
• Transmissions de données analogiques et numériques.
Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo) en rappelant la référence 04, à M^{me} LECLERE «le Doublon», 11, avenue Dubonnet, 92407 COURBEVOIE CEDEX.



INDUSTRIE AERONAUTIQUE

INGENIEURS SYSTEMES INGENIEURS PROCESS INGENIEURS LOGICIELS

Merci d'adresser lettre, CV et photo à :
S/réf. 416/868
Confesse Publicité
20 avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

Postuler sans aucune obligation à :
28 5 ans.
Diplôme d'une Grande Ecole (ISEP, TELECOM, ECP, ENSEEBT...) équivalent français dans un environnement de technologies de pointe.
Lieu de travail : Région Parisienne Nord-Est

ÉCOLE D'INGENIEURS
TELECOM
PONTAINEBLEAU
cherche
PROFESSEUR
en TD et TP d'électronique.
Poste à temps plein
à pourvoir d'urgence.
Diplôme requis : INGENIEUR
ou équivalent.
Tél. à ERMES TEL. : 60-72-70-51.

Bât d'Ingénierie Informatique
INGENIEUR
SYSTEME
BULL DPS/8

- Application gestion de billetterie, autorisation d'accès par cartes CPB et magnétiques.
- Application serveur Minitel
GCOS 6 MOD 400
VERSION 3
2 ans d'expérience dans le poste, 30 ans.
Tél. à M. MATHAUD
43-72-42-46.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION
dans le cadre de la recherche en

ELECTRONIQUE
1 INGENIEUR D'ETUDE

pour développement cartes analogiques et digitales à microprocesseurs. Expérience souhaitée : 2 ans minimum. SANS LÉGIS. 807
Merci d'adresser CV, PHOTO et PRÉTENTIONS aux Ets MULLEN et C^o, 2, avenue de la Trinité BP 25-77500 CHAILLY.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Centre d'essai en Vol
Bretigny-sur-Orge

UN INGENIEUR
INFORMATICIEN

Diplômé grande école pour analyse et programmation gestion. Connaissances COROL et CICS. Contrat de 3 ans, renouvel. 1 fois. Adm. CFI au chef du personnel CENTRE D'ESSAIS EN VOL BASE D'ESSAIS DE BRETAGNE 91220 BRETAGNE-SUR-ORGE.

Importante Sté micro informatique recrute pour Paris et Bordeaux
INGENIEURS (INSA, ESME...) Merci d'envoyer C.V., photo et prét. à M. L. LAMARLE 96, bd Richard Lenoir 75011 PARIS.

Responsable du process industriel



(650 M de CA), recherche dans le cadre de sa politique industrielle d'amélioration constante et rigoureuse de la qualité et de la productivité un RESPONSABLE DU PROCESS INDUSTRIEL.

Basé à l'usine de COMPIEGNE et animateur d'une équipe de 5 techniciens (planning, méthodes, qualité), l'ensemble de la responsabilité technique et industrielle lui sera confiée, en relation avec les différents responsables de fabrication :
- d'une part sa fonction sera centrée sur l'outil de production en terme d'investissement industriel, organisation et implantation matérielle.
- d'autre part, sa compétence concernera le produit en terme de qualité et donc de process dynamique (des matières premières au conditionnement).

De formation Ingénieur (ENSAIA, ENSAIA ou A.E.M.), le candidat âgé d'environ 32 ans possèdera nécessairement une expérience similaire dans le domaine agro-alimentaire et se distinguera par ses qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec CV, photo et prétentions à RIVOIRE ET CARRET, 33 boulevard de la Liberté, 13001 MARSEILLE.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8^e recherche

analystes de crédits confirmés H/F classe V - VI

Fonction principale :
- analyse autonome des risques,
- montage et suivi des dossiers,
- encadrement de "junior"-analystes.

Profil :
- 4 à 5 ans d'expérience dans la profession et/ou diplômé de l'enseignement supérieur (grandes écoles commerciales avec bonne maîtrise de la langue Allemande,
- bonne connaissance des produits bancaires.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 656 à M. A. DANNENBERGER qui vous garantit la discrétion CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 Paris



SOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
Leader dans sa spécialité, recherche pour sa branche TELEINFORMATIQUE

INGENIEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience. Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de Transmission de Données en vue de leur industrialisation.

Formation :
- Supélec, Sup. Télécom, ECP, ENSTA.
ou - ISEP, ISEN, ESIEE, ESME, etc. avec stage, option ou 1ère expérience dans les domaines concernés.

Domaines concernés :
Transmissions, Téléinformatique
Traitement du signal
Protocoles, Réseaux, RNIS
Utilisation de Microprocesseurs, Processeurs de signaux
Circuits profils, électronique analogique et numérique.

Ces postes à pourvoir dans un laboratoire en expansion doivent permettre à de jeunes ingénieurs attirés par la conception (matériel et logiciel) et la réalisation d'équipements logiques et analogiques, une évolution de carrière les conduisant rapidement à devenir responsables d'une équipe.

Lieu : PARIS 13ème.
Adresser C.V. à SAT - Secrétariat BTI - sous réf. IT - 41, rue Cantagrel, 75631 PARIS Cedex 13.

SECTEURS
DE POINTE

ALCATEL ESPACE

Leader européen en électronique spatiale, recherche pour
COURBEVOIE.INGENIEUR QUALITE
DE
MAITRISE D'OEUVREAyant plusieurs années d'expérience comme RESPONSABLE
QUALITE dans la conduite de projets militaires.
Rattaché à la Direction de la Qualité de la Société, il sera intégré
dans une équipe de Maîtrise d'Oeuvre et de stations au sol d'un
projet national de télécommunications.Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV
détailé, prétentions et photo), en rappelant la référence 02, à
Mme LECLERE, «Le Double»
11, avenue Dubonnet, 92407
COURBEVOIE CEDEX.Entreprises
saunier duvalrecherche pour son implantation
régionale dans le NORDINGENIEURS
ELECTROTECHNICIENSPour assurer la mise au point et l'installation d'équipements
dans le domaine électrique et instrumentation.Ces postes sont à pourvoir dans le cadre d'un projet commercial
jusqu'à l'industrialisation et à l'exploitation, en suivant les spécifications
et les contraintes techniques et temporelles.Première expérience requise.
Adresser CV, prétentions à P. PARSON - B. BARBAUT
Entreprises SAUNIER DUVAL SAS
250, Route de l'Empereur, 92500 RUEIL MALMAISON.

SAGEM

1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE2nd CONSTRUCTEUR MONDIAL
DE TIRANALUX TELUX A ECRAN

dans le cadre de l'extension de ses activités :

- logiciel de base

- logiciel temps réel

recherche pour nos

Centres d'Etudes et de Développement

de Poitiers et de Châtouilly

(proche Indre-et-Loire Nord-Ouest)

Ingénieurs

Informaticiens

Grandes écoles

(ISE, ENSIMAG, ENSICERT...)

Débutants ou confirmés pour participer à la

réalisation d'environnements de développement

de systèmes embarqués et de systèmes télématiques.

Le candidat est C, UNIC, LTR3, Pascal,

ou l'Assemblée 88000.

Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.

Régimez une équipe dynamique et en pleine

expansion en adressant CV manuscrit et photo à

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales

6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS CEDEX 16.

Ingénieur diplômé

pour ses applications de

haute technologie

Le candidat retenu aura de solides connaissances en

Physique Générale, Aérodynamique, Résistance des

Matériaux, Mécanique des Fluides, Acoustique.

Une première expérience industrielle et une pratique

de l'informatique seront appréciées.

Anglais indispensables.

Lieu de travail : Neuilly-sur-Seine.

Envoyer CV avec lettre manuscrite et prétentions

à Mme ABOLKER

MASONEILLAN

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

107, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY CODEX

Les missions se
suivent et ne se
ressemblent pas.Chef de projet potentialité
Manager Sénior à court termeDe formation Grandes Ecoles Scientifiques ou de
Gestion, vous avez une expérience réussie dans
l'informatique de gestion et de l'organisation.
Dynamique et communicatif, excellentes capacités
de rigueur et d'intégration, leadership affirmé.
Au sein de notre Direction des Systèmes d'Informa-
tion, vous aurez pour mission d'organiser les
relations du Centre Informatique avec les direc-
tions utilisatrices.Vous négociez les prestations et les formalisez
par des contrats de service en coordonnant leur
application pratique.
Lieu de travail : Aubny-sous-Bois.
Merci d'adresser votre candidature avec CV, sous
code 11M/50, à Nicole Bresson-Biswang, Rank
Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607
Aubny-sous-Bois Cedex.

LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF



- Technologie innovatrice : la mécatronique
- PMI et multinationale (filiales aux USA et au Japon)
- Actionnaires : S.E.P. - S.E.P. - SEIKO

Vernon (Eure) 1 heure de Paris.

Nous sommes une jeune PMI en pleine expansion.
Pour maintenir notre leadership dans notre domaine d'activité, nous recrutons :

Responsable de production.

Pour prendre en charge l'organisation de la production, diriger les
Bureaux des Méthodes Electroniques et Electromécaniques, le ser-
vice Approvisionnement, l'ensemble des fabrications électronique et
électromécanique, piloter la sous-traitance et les accords de coopéra-
tion industrielle.
Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur type ENSAM ou équi-
valent, ayant une bonne expérience de fabrication en électromécani-
que. Une connaissance de l'électronique serait un atout.Ingénieurs
technico-commerciaux.Pour la recherche et la sélection des clients et la prospection systéma-
tique des cibles identifiées, l'élaboration des offres tant sur le plan
commercial que technique, la négociation des commandes et le suivi
de leur exécution.
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs bilingues anglais -
dont l'un d'eux parle également allemand - de formation généraliste
ou électromécanique, diplômés d'une grande école.
Une première expérience dans les produits industriels électromécani-
ques serait un atout.Ingénieur recherche
et développement électronique.Pour effectuer des travaux de recherche et développement sur les per-
forances électromécaniques des paliers magnétiques (détecteurs, bobin-
ages, mémoires, protections, paliers de secours, moteurs...).Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure
type ENSMA Poitiers, UTC génie mécanique ou équivalent, débutant
ou ayant quelques années d'expérience.

Animateur qualité.

Pour mettre en place une organisation et des procédures permettant
le suivi des fabrications, leur contrôle et la surveillance de leur qualité
(objectif RAO 1).
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs, parlant anglais, de
formation supérieure type IDN, ENSAM, ENSEM, ayant une compé-
tence en électromécanique et électronique. Une première expérience
"qualité" dans une entreprise travaillant pour l'industrie de l'armement
est souhaitée.Ingénieur bureau méthodes
électroniques.Pour la mise en place d'un système de CAO/DAO électronique et enca-
drer une petite équipe de dessinateurs et techniciens électroniques,
participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec
l'équipe recherche et développement.
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure
de type ISEP - ISEM, ayant quelques années d'expérience en ce
domaine et parlant anglais.Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature
complet (lettre, CV, photo et prétentions)
en précisant le poste choisi à Micheline CHRISTOT
SOCIETE DE MECANIQUE MAGNETIQUE
ZI de Vernon/Saint-Marcel
B.P. 2282 - 2, rue des Champs - 27950 SAINT-MARCELINGENIEUR
EN ELECTRICITE
ET REGULATIONLe candidat retenu
devra avoir une première
expérience dans
la programmation
et/ou de l'informatique
industrielle en complément
d'une formation d'ingénieur
de type ENSAM, ISEP, ISEM.La formation nécessite
une bonne maîtrise
de l'anglais.
Le poste sera situé
au siège de la société.Merci d'adresser C.V.,
photo et prétentions sous
réf. 25.474
à notre agence CONTESSE
PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,
75001 PARIS.SOCIETE DE SERVICES
JEUNE INGENIEUR
GENIE CIVILpour gestion et ordonnancement
de très grande chantier
en France, poste basé à PARIS.
Merci d'envoyer votre candidature
s/réf. 5.408 à ICA, 3, rue
d'Alsace, 75010 Paris, où
transmettre.NOUS, FILIALE D'UN GROUPE
multinational, basé en France,
et spécialisée
dans l'électronique de puissance

VOUS, DIRECTEUR D'USINE

A très court terme (référence 00)

Ingénieur de production,

diplômé ENSAM, ESE, ICAM, IDN, etc.

Ayant environ 5 ans d'expérience en fabrication d'équipements
électroniques et voulant appliquer vos compétences
en automatisation, robotisation dans un centre de produc-
tion à 100 km de Paris.

VOUS, RESPONSABLE MARKETING

Diplômé(e) d'une école de commerce ou d'une école
d'ingénieurs, bilingue anglais, ayant montré son expérience
dans des études de marchés (domaines industriels) (réfé-
rence M1).

VOUS, INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômé(e) grande école ou école de commerce, anglais
soutenable, ayant une première expérience (au moins) de la
vente de produits à usages industriels permettant de partici-
per à notre expansion (plus de 15 % par an) (réf. V1).Merci d'envoyer une lettre de candidature avec a.v.
et prétentions, en indiquant la référence à :

Madame LLOZERS

B.P. 22, 29, avenue Carnot, 91301 MASSY.

L'informatique
au crédit foncier de France

PROGRAMMEURS

De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première
expérience.Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limi-
tée.Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en
matériel comme en logiciel (ISO/SPF...).Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4^{ème} génération (AS, FOCUS) et
un générateur de programmes PACBASE.

Le poste évolue, rémunération motivante et nombreux avantages.

Comment nous rejoindre ?

En passant le concours organisé le 25 mars 1987 (clôture des inscriptions le 27
février 1987).

Demandez notre documentation complète au

CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours

19, rue des Capucines, B.P. 65, 75006 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de France

POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

هذا من الاصل

**SECTEURS
DE POINTE**

C Un des premiers groupes bancaires européens recherche pour sa société d'assurance-vie

chef de projets informatiques

Les exigences du poste sont les suivantes :

- Assurer la responsabilité du développement des projets informatiques dans l'assurance-vie en gestion décentralisée.
- Analyser les besoins des utilisateurs, concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre des méthodes.

5 ans au moins d'expérience en informatique de gestion de préférence dans le domaine de l'assurance-vie sont exigés après une formation Grande Ecole ou Université.

Une expérience de diffusion de logiciels sur plusieurs sites ainsi que celle de Chef de Projet seront appréciées.

La connaissance du vidéotexte est souhaitée. L'anglais est demandé.

Environnement technique : grand système IBM (MVS/CICS).

Adressez votre lettre de candidature avec CV détaillé, photo et rémunération à PUBLIVAL/2058 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

Domaine bancaire international

Organisateur informaticien

Disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger de plus ou moins longues durées, nous vous proposons de contribuer à notre développement international.

En rejoignant une petite équipe de professionnels, vous serez amené(e) à prendre en charge de A à Z le lancement de l'informatisation d'une implantation à l'étranger et vous assurerez la responsabilité du suivi de places déjà informatisées.

De formation supérieure, vous maîtrisez l'anglais et possédez une expérience réussie de 5 années en informatique et en organisation dans le domaine des opérations bancaires.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions de nous adresser votre lettre de candidature ainsi que votre CV détaillé et vos prétentions, sous réf. FR02.08 à CNCA Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS BRUNE.

RR ROSSIGNOL FRANCE

complice de l'habitat

Dans le cadre de son développement et de ses nouvelles orientations ROSSIGNOL SA renforce sa structure d'études et recherche.

UN CONCEPTEUR

Ingénieur diplômé 5 ans d'expérience minimum - rompu à l'esthétique industrielle. Qualités d'animateur.

Il sera chargé, en relation avec la Direction Générale et Commerciale de la création des produits et du choix des options, à moyen terme, de notre gamme.

UN INGÉNIEUR A.M.

5 ans d'expérience métaux en feuille et plasturgie. Formation électromécanicien.

Il sera chargé de la mise au point et du développement de produits spécifiques, en s'appuyant sur la structure industrielle de l'entreprise.

UN TECHNICIEN D'ÉTUDES

Intégré à notre B.E. - BTS ou DUT exigé. Expérience produits Grand Public indispensable - connaissance métaux en feuille et plasturgie.

Adressez CV + prétentions (en précisant bien le poste) à : Direction Générale - ROSSIGNOL SA BP. 3 - 53160 MONTSURS

STRATÉGIES DU FUTUR

A LYON, AVEC NOUS

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux en ingénierie d'installation nucléaire (7 500 personnes - 9,5 millions de CA).

Le savoir-faire acquis dans de nombreuses technologies de pointe, doublé d'un esprit constant d'innovation pour concevoir de nouveaux produits, sera un atout pour votre avenir.

Notre division combustibles, chargée de la conception et de la vente des assemblages de combustibles, recherche :

Ingénieur suivi de fabrication fournisseurs

En liaison avec les usines et les divisions opérationnelles, vous serez chargé d'identifier, d'organiser et de faire aboutir toutes les actions nécessaires à l'exécution des contrats passés entre la division et le fabricant.

Ingénieur mécanicien, une expérience en matière de gestion de production et d'affaires, vous a permis de mettre en valeur votre autonomie et votre efficacité.

Alliés à de bonnes connaissances informatiques, votre sens du contact et votre autorité naturelle sont les gisants de votre réussite.

Chargés de proposition

Chargés de la prospection des clients potentiels dans un nombre de pays déterminé, vous répondrez aux appels d'offres et rédigerez les contrats avec les clients.

Ingénieurs de formation scientifique et économique, vous avez acquis au cours de vos 10 ans d'expérience une bonne connaissance du nucléaire, et en particulier du combustible.

Vous savez faire preuve de rigueur et d'initiative et vous parlez couramment l'anglais et l'allemand.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats capables de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence chobale, à FRAMATOME LYON, Affaires Sociales - Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

Le Monde CADRES

Journaliste chef d'agence

185.000 FF + avantages professionnels

recherché par **QUOTIDIEN REGIONAL** - Ville universitaire de plus de 200.000 habitants, pour prendre la responsabilité de la principale agence locale, celle du Siège de notre journal.

Encadrant hiérarchiquement une équipe de huit journalistes professionnels, sa mission comporte également une forte implication au plan de la vie locale. Agé d'au moins 35 ans le candidat recherché possède une expérience confirmée de l'encadrement d'équipe de journalistes et une bonne pratique de la P.Q.R.

Merci d'adresser votre réponse manuscrite avec CV + photo récente, sous réf. 5420-M à I.C.A. 3 rue d'Hauleville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

GRANDS PROJETS SPATIAUX

3 POSTES D'INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(on première expérience)

Diplômés d'une grande école

- recherche de trajectoires, études des phases de décollage, simulation pilotage.
- Simulation sur environnement IBM et Fortran.

Les candidatures sont à adresser à : DATAFRAME : 42, rue Saint-Lambert, 75015 Paris.

PME Micro-Électronique et Micro-informatique

180 personnes, 150000 francs de chiffre d'affaires

RECHERCHE pour son bureau région parisienne

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES CIRCUITS SEMI-CUSTOM

Débuteur ou confirmé (SUPELEC, ENST, ou équivalent)

Il sera chargé du support technique client et du développement des circuits semi-custom.

Une année d'expérience au moins dans la conception des C.I. et une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts.

Adm. lettre manusc. - C.V. - photo et prêt. à CETIA, 150, rue Marceau-Berthelot, 21 Toulouse-Est 33088 TOULON CEDEX.

FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT PARIS-3

RECHERCHE pour département informatique

Collaborateur informatique

PROFIL :

- Titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T.
- Bonnes connaissances en anglais.
- Expérience de deux ans.

RESPONSABILITÉS :

- Exploitation du système Wang VS 65.
- Assistance aux utilisateurs.
- Programmation en Basic avec le langage (à l'étranger).

Adm. votre dossier de candidature (C.V. + photo + prêt.) avec lettre man. s/r 8343, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS.

Hebdomadaire professionnel

en rapide développement et leader dans son secteur

cherche

2 JOURNALISTES

- Le premier (et première) aura à suivre, au sein d'une rubrique, l'évolution de la distribution pour des biens de grande consommation. Nous demandons : formation supérieure, au moins 2 ans d'expérience en hebdo ou quotidien, goût pour la micro-économie.
- Le (la) deuxième aura, sous la responsabilité du rédacteur en chef, une tâche de coordination de la rédaction (une dizaine de journalistes), et de rédaction et mise en forme de la copie.

Nous demandons : formation supérieure, au moins 5 ans d'expérience en hebdo ou quotidien, maîtrise parfaite de l'écriture, ouverture vers l'économie, la vie des entreprises, les modes de vie.

Pour les deux postes il faut : dynamisme, rigueur, goût du travail en équipe.

Env. avec C.V., photo, prêt. à Christine SPIEGEL, 61, rue de Malte, 75011 PARIS.

Société d'informatique

connaissant un brillant développement

recherche

3 COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Vous êtes sur le terrain depuis 2 ou 3 ans. Vous êtes passionnés de la vente et maîtrisez bien la technique. Vous êtes à la recherche d'une évolution de vos structures actuelles. Nous vous proposons d'évoluer avec nous dans le domaine du service informatique et de la vente de matériel aux moyens et grands sites IBM.

2 COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Travaillant en entreprise depuis quelque temps, vous avez compris que seul le domaine commercial vous permettra l'expression professionnelle que vous recherchez. Nous sommes prêts à vous communiquer notre savoir-faire.

OFFRE : des secteurs d'activités hyper-spécialisés dans l'informatique moyens et grands systèmes IBM, des ouvertures vers la micro-informatique, un contexte en pleine expansion.

Merci d'envoyer lettre, C.V. et photo à : KL 89, 10, rue Mesnil, 75116 PARIS qui transmettra.

REGION SUD-EST

Réseau de communication

Entreprise de pointe, spécialisée dans les réseaux de communication recherche

INGÉNIEUR

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans les domaines des télécommunications.

Une connaissance des PROTOCOLES X 25 et TRANSPORT SESSION/OSI est nécessaire, celle du langage C souhaitée.

Vous aurez pour mission de développer des produits logiciels.

Adressez dossier de candidature (CV et photo et prétentions), sous référence 10665, à Média-System, 29 La Canebrière, 13001 Marseille, qui transmettra. Discretion assurée.

AOIP

recherche pour son laboratoire d'étude - Paris 13^{ème} dans le cadre de sa filiale

AUTOMATISMES INDUSTRIELS

TECHNICIEN ELECTRONICIEN

De formation DUT ou BTS d'électronique, vous avez une expérience en programmation MICROCONTROLEURS (famille INTEL) ainsi qu'en électronique de puissance.

Nous vous remercions d'adresser CV et prétentions à Monsieur TURJAN - AOIP BP 501 - 75204 PARIS CEDEX 13

GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉ

Recherche pour développement de l'espace publicitaire sur revues d'informatique et (e) jeune Chef de publicité adjoint.

Envoyer C.V. et prétentions au Monde Publicité sous réf. 6.940, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Le Monde CADRES

**BANQUE PRIVEE, FILIALE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL**
recherche pour son agence de PARIS

EXPLOITANT POLYVALENT

Capable de reprendre en gestion une clientèle importante de particuliers résidents et non résidents et de PME.

- Formation supérieure.
- Anglais courant.
- Trois ans d'expérience minimum.

Envoyer C.V. et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A
sous référence 10995-10, rue de Louvois
75002 Paris qui transmettra.

**NOUS LANCONS UN PRODUIT
REVOLUTIONNAIRE AVEC LES MOYENS D'UN GROUPE
INTERNATIONAL - 20 000 personnes -**

AIROPAK

Nous produisons et commercialisons des équipements plastiques totalement originaux qui résistent à tous les solvants. Pour le démarrage d'une unité de production en France, nous recherchons un :

**Responsable usine
Région Rhône-Alpes**

VOTRE MISSION :
participer au lancement de cette nouvelle unité pour assurer l'entière responsabilité.

NOUS VOUS PROPOSONS :
• une formation à nos procédés,
• de travailler dans un contexte international,
• une progression de vos responsabilités dans le poste (démarage de l'usine avec 12 personnes, augmentation rapide),
• de réaliser des possibilités d'évolution dans le groupe,
• une rémunération très motivante.

VOUS AUREZ :
• environ 30 ans,
• une expérience significative de la production,
• une bonne connaissance des matières plastiques,
• une formation d'ingénieur,
• une maîtrise courante.

Adresser C.V. et prétentions à M. MERCIER URVAL
14bis, rue Darc, 75008 Paris, en précisant sur l'enveloppe
le réf. 52 752.

Mercuri Urval

COMMUNICATION INTERNE

Consultant

Pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain, les entreprises ont plus que jamais besoin du professionnalisme et de la mobilisation des hommes et des femmes qui les constituent. Filiales d'un des tout premiers groupes de conseil en communication, nous sommes leader dans nos domaines d'intervention. Nous recherchons un consultant expérimenté, spécialiste des relations humaines et des modes de communication au sein des entreprises. Il aura à développer, en liaison étroite avec le Directeur du Département communication interne et mobilisation des hommes, une approche pragmatique et innovante auprès de nos clients. La connaissance des techniques et des médias est indispensable, des compétences en sociologie du travail ou en organisation seront un plus.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5547, à C. Henry 52 rue de Saintonge 75003 Paris, qui transmettra.

EUROSIT Directeur Industriel

Leader sur son marché, notre société (335 pers.) conçoit et réalise des équipements de bureaux. Notre développement s'appuie sur la qualité de nos méthodes de production et sur la performance de nos moyens de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Directeur Technique pour lui confier la responsabilité de nos deux établissements.

A 30 ans environ, de formation AM ou équivalente, vous avez déjà dirigé une unité opérationnelle dans les secteurs Mécanique ou Plastique. Gestionnaire et technicien, vous présenterez toutes les qualités d'un manager et maîtriserez l'anglais.

Le poste est basé à Nevers.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE.

Ecrire sous référence 133 M en mentionnant votre rémunération actuelle, à E. MARTIN, 9 bis route de Champagne 69134 ECULLY CEDEX.

ALGOE
DESIGNER ALLOCATION

COMMERCIAUX DE VALEUR

stipendier à
M. BRUNIER à
48-86-11-27

GENRAD

LEADER DU TEST
nous recherchons pour poste
d'INGÉNIEUR
d'APPLICATION

INGÉNIEUR
ou TECHNICIEN
connaissant le test IN-CIRCUIT
et ayant une expérience
pratique sur un testeur.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

GENRAD

SERVICE SUPPORT
95, rue Orfila
75020 PARIS

URGENT recherche
INGÉNIEUR CHIMISTE
ORGANICIEN DÉBUTANT

J. F. 35 ans, dynamique, sérieux, ch. emploi bureau, réactif, expérimenté, social, client ou ch. client. Même milieu hospitalier (spécial. hôpitaux) 55, à partir de 15 heures au 43-30-33-81

ou dr. M. Jacqueline Lebas, 57, avenue de la République, 93340 La Plaine.

GENRAD

LEADER DU TEST
nous recherchons pour poste
d'INGÉNIEUR
d'APPLICATION

INGÉNIEUR
ou TECHNICIEN
connaissant le test IN-CIRCUIT
et ayant une expérience
pratique sur un testeur.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

GENRAD

SERVICE SUPPORT
95, rue Orfila
75020 PARIS

ASSOCIATION
DE TOUTES
recherche

CHEF DE SERVICE (H. ou F.)

Formation agricole (ETS ou Ingénieur).

Professionnel confirmé pour responsabilité animation et gestion équipe. 30 ans minimum. Contrats, bilan socialisé. Rémunération annuelle 140.000 F.

Ad. lettre manuscrite et photo au MONDE PUBLICITE 10, rue de Montreuil, Paris-7.

LA VILLE DE BRIANÇON
HAUTES-ALPES

RECRUTE

DIRECTEUR

DE L'ÉCOLE MUNICIPALE
AGRÉE DE MUSIQUE
ART DRAMATIQUE

Le poste est à pourvoir
DE SUITE OU POURRAIT
ÊTRE OPÉRATIONNEL POUR
LA RENTRÉE 1987-1988.

Les candidatures sont à adresser pour le 15 mars 1987 à Monsieur le Maire. Serv. des affaires culturelles.

Profil de poste et renseignements sur demande.

CRÉEZ VOTRE
PROPRE ENTREPRISE

Sans aucun apport sinon travail et responsabilité à vendre votre seul talent. L'information, les services ou le matériel sont pour vous des pôles d'intérêt. Rejoignez-nous en tél. ce jour au 42-78-82-75.

GROUPE DE PRESSE
FORTE CROISSANCE

cherche

JEUNE JOURNALISTE

2/3 ans d'exp. pour couvrir l'actualité des banques de données, réseaux, CD rom.

Env. C.V. et prétentions à Simone Le Gall, 10, rue Danielle-Casanova, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ AUDIOVISUELLE

recherche

COMMERCIAL (E)

Région Paris.

Téléphone au 90-85-85-33 ou 90-82-84-40.

Vous venez de terminer vos études et vous souhaitez entrer dans la vie active. DEVEZ-VOUS un stage de formation l'un des CONSEILLERS COMMERCIAUX H. F. d'un important organisme. Tél. pr R. d. 45-00-24-03.

Sté d'ingénierie informatique ANALYSTES PROGRAMMEURS INGÉNIEURS SYSTÈMES sur matériel

DATAPONT

INGÉNIEURS RÉSEAUX

TERMINAUX BULL

Tél. M. KASABE 77-42-45 69-70, avenue du St-Gaulle, 94000 CRETEIL.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

cherche

COMPTABLE TRÈS QUALIFIÉ

STB ou équivalent.

Ad. C.V. et photo sous n° 8348 M. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, Paris-7.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. recherche travail commercial édition Paris, province. M. Warriner 45-05-78-65.

J. F. 35 ans, dynamique, sérieux, ch. emploi bureau, réactif, expérimenté, social, client ou ch. client. Même milieu hospitalier (spécial. hôpitaux) 55, à partir de 15 heures au 43-30-33-81

ou dr. M. Jacqueline Lebas, 57, avenue de la République, 93340 La Plaine.

SPECIALISTE LANGAGES TECHNIQUES langage technique industrielle étudié sous proposition. G. FOLLOU, 18, rue N-D-de-Nazareth, 75003 ou 43-30-14-84 de 13 h à 18 h.

HISTORIEN des techniques INDUSTRIELLES Sans responsabilité. Solide esprit, rich. et product. cherche st. niveau D.E. et D. enseign. ou rel. pub. G. FOLLOU, 18, rue N-D-de-Nazareth, 75003 ou 43-30-14-84 de 13 heures à 18 heures.

CHEF ZONE EXPORT AFRIQUE/M. ORIENT

Anglais DIRECTEUR GÉNÉRAL STB. 44 ans, Maghreb, long exp. de chef de zone, gestion, ch. poste seul ou en équipe.

MISSION : conclure négociations importantes, soumission et app. d'offre, négociation et ch. client. Animation forces exp. selon (arabe, fr., angl., esp., ital., portug., russe, etc.).

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travail. PAUL COMPTANT, 40, rue de Valenciennes, 75011, 43-73-20-67, même le soir.

RECHERCHE URGENT

Appartements toutes surfaces

Immo Marade, 42-52-01-82.

secrétaires

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES PARIS 15

recrute

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

- Formation supérieure.

- 3 à 4 ans d'expérience.

- Possédant des qualités de méthode, disponibilité, polyvalence (contacts internes et clients, gestion, organisation).

Rémunération attractive, possibilités d'évolution et de formation (IBM, C, traitement de texte).

Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 5-275, à AD'COM, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris, qui transmettra.

Service relations publiques

cherche

SECRÉTAIRE

excellente dactylo.

Tél. ou dr. 43-30-14-84 de 13 h à 18 h.

7, rue de Montreuil, Paris-7.

Tél. 45-85-91-71.

propositions diverses

INVESTISSEURS

Pour une enveloppe globale de 2 000 000 francs, nous vous proposons un investissement d'une rentabilité de 10 %, dans un ensemble commercial et industriel de 1 400 m² sur un terrain de plus de 7 000 m² actuellement loué par une Direction administrative départementale.

Discret et renseignements sur demande écrite seulement.

AGENCE DU PARC

Cabine immobilière

ANDRÉ CARRETE

37170 Chantilly-le-Tour.

Tél. 47-25-12-19.

capitax

propositions commerciales

PLACEMENTS

INTÉRÊTS 15 ANS Garantie

d'immobilier. 42-52-12-10.

appartements ventes

4^e arrdt

SÉVIGNÉ, 50 m², 2 p., cheminée

CARACTÈRE RENOVÉ

A saisir. 47-03-32-44, matin.

5^e arrdt

Gobelins 2 et 3 P.

CFT à rénover. 480.000 et 580.000 F. 45-26-89-04.

6^e arrdt

DUROC 30 m²

Charmant 2 p., clim., bain, 4^e ét. sur sc. 500.000 F. GARNI. 45-67-22-88.

9^e arrdt

RUE DE MAUBEUGE

2 pièces, cuis., bain, 320.000 F. 45-26-89-04.

14^e arrdt

PORT ROYAL 2 p., 11^e ét.

calme. 620.000. 42-25-97-15.

17^e arrdt

VILLIERS 3 p., cft.

685.000 F. 42-82-01-82.

78-Yvelines

BOIS-D'ARCY

Imm. p. de 1, 3 p., 103 m², rénové, clim., 2 ch. cuis., bain, w.c., cave. 180.000 F. 43-30-14-84 de 13 h à 18 h.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY

CHARLES-LAFITTE dans ancien hôtel, 7 p., 500 m², serv., balcon, plein sud, à rénover. 45-34-12-16.

Minetel

30 000 offres

Paris-province

56-18 Tapes

LEMONDE pour PHAM

appartements achats

AGENCE LITRE

Recht. pour clientèle et locaux part. dans quart. résidentiel. Paiement comptant.

Tél. 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travail. PAUL COMPTANT, 40, rue de Valenciennes, 75011, 43-73-20-67, même le soir.

RECHERCHE URGENT

Appartements toutes surfaces

Immo Marade, 42-52-01-82.

secrétaires

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES PARIS 15

recrute

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

- Formation supérieure.

- 3 à 4 ans d'expérience.

- Possédant des qualités de méthode, disponibilité, polyvalence (contacts internes et clients, gestion, organisation).

Rémunération attractive, possibilités d'évolution et de formation (IBM, C, traitement de texte).

Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 5-275, à AD'COM, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris, qui transmettra.

Service relations publiques

cherche

SECRÉTAIRE

excellente dactylo.

Tél. ou dr. 43-30-14-84 de 13 h à 18 h.

7, rue de Montreuil, Paris-7.

Tél. 45-85-91-71.

propositions diverses

INVESTISSEURS

Pour une enveloppe globale de 2 000 000 francs, nous vous proposons un investissement d'une rentabilité de 10 %, dans un ensemble commercial et industriel de 1 400 m² sur un terrain de plus de 7 000 m² actuellement loué par une Direction administrative départementale.

Discret et renseignements sur demande écrite seulement.

AGENCE DU PARC

Cabine immobilière

ANDRÉ CARRETE

37170 Chantilly-le-Tour.

Tél. 47-25-12-19.

capitax

propositions commerciales

PLACEMENTS

INTÉRÊTS 15 ANS Garantie

d'immobilier. 42-52-12-10.

locations non meublées offres

Paris

BOULOGNE BOIS

5 p., ch. indiv., s.d.b., w.c., imm. neuf de stand. 2 parkings + 2 caves, clim., encl. + jard. Pts 110.000 F. charges. Tél. 43-35-45-05.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et personnel

STY. EUROPEENNE

INFORMATIQUE rech. études. 2, 3, 4, 5 p., cuis., bain, 45-04-04-25, 9 h à 19 h.

Urgent. Collaboration cherche

studio ou 2 pièces dans Paris. Garanties sérieuses.

T. 11 75-42-30-80 (soirée) ou 11 47-05-84-32 (soir).

UNION FONCIÈRE EUROPEENNE

Location, vente, gestion.

5, rue Barrière, 75008 PARIS.

Rech. APPARTEMENTS vides ou meublés pour sa clientèle.

Tél. 42-89-12-82.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE

rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère

APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. 8 p., serv. 12 h.

Tél. 42-55-25-15.

SERVICE AMBASSADE

Pour cadres motés Paris

rech. du STUDIO au 3 p. LOYERS GARANTIS par État ou Ambass. 45-26-18-85.

appartements occupés

CAMBONNE

Appts occupés loi 48, dans bel imm. pierre de t., de 280.000 F.

Tél. 42-80-64-74, p. 238.

Selon le Livre blanc des constructeurs européens

Une voiture sur cinq vendues en Europe sera japonaise en 1988

La hausse du yen par rapport au dollar, qui a rogné les profits que les Japonais réalisaient jusque-là aux Etats-Unis, a, certes, conduit ceux-ci, en 1986, à passer la vitesse supérieure en Europe. Mais le grignotage des marchés européens était déjà bien entamé, comme le souligne le Livre blanc intitulé *Le défi japonais* remis par le CCMC (Comité des constructeurs d'automobiles du Marché commun) à la Commission européenne fin 1986. De 1982 à 1985, la part de marché des Japonais était passée de 7,9 % à 9,5 % pour les voitures dans les dix pays de la CEE et de 13,6 % à 14,2 % pour les véhicules utilitaires légers. Si de « solides initiatives » ne sont pas prises, le CCMC ne voit pas ce qui pourrait arrêter les Japonais dans une marche en avant qui les amènerait à détenir 18 % des ventes européennes de voitures en 1988.

Un tel score, explique le CCMC, résulte du développement de la capacité mondiale de production des Japonais. De 9,8 millions de voitures aujourd'hui, elle passera à 11,2 millions en 1988. Avec comme cible les marchés étrangers, par le biais des exportations ou par l'implantation d'unités « outre-mer ». En 1985, 55 % de la production automobile japonaise a été exportée contre 20 % en 1970.

Quant aux usines situées hors du Japon, elles offrent déjà une capacité d'assemblage de 1,15 million de voitures. La capacité supplémentaire mise en service d'ici à 1988 le sera uniquement hors de l'archipel, principalement en Amérique du Nord (les constructeurs japonais y produisent 1,1 million de voitures en 1988, contre 150 000 en 1984) et dans la zone Asie-Pacifique (975 000 voitures en 1988, contre 605 000 en 1984).

Un cinquième du marché automobile européen sous la coupe des Japonais en 1988 (contre un dixième aujourd'hui) : c'est le « scénario catastrophe » que les constructeurs européens envisagent si la pression des firmes nippones devait se poursuivre. Ils ont alerté la Commission européenne et comptent sur elle pour limiter les dégâts. Une délégation de la CEE, en visite à Tokyo du 16 au 20 février, devrait appeler les Japonais à plus de modération tout en dénonçant les pratiques protectionnistes dont sont victimes les groupes européens qui cherchent à vendre leurs voitures au Japon.

L'Europe ne verra pas les firmes nippones s'installer massivement d'ici à 1988. Cela n'empêchera cependant pas les projets « à participation japonaise » de fortement se développer jusqu'à représenter, au début des années 1990, 6,2 % du volume de production européenne pour les voitures et 17,8 % pour les véhicules utilitaires légers.

100 000 emplois menacés

Mais, surtout, le Vieux Continent constituera un territoire idéal pour une production japonaise en mal de débouchés. Selon les calculs du CCMC, le marché intérieur japonais progressant peu, il n'absorbera, en 1988, que 3,7 millions de voitures. Resteront donc quelque 5 millions d'unités à placer. Les exportations vers le tiers-monde se stabiliseront à leur niveau actuel (900 000 unités), les pays concernés cherchant plutôt à développer les fabrications locales, fussent-elles sous la bannière japonaise. Egalement constantes seront les livraisons vers le continent nord-américain — crainte du protectionnisme oblige — avec 2,3 millions de voitures (niveau actuel d'autoimportation) pour les Etats-Unis et 200 000 pour le Canada (soit 20 % du marché).

An total, le Japon, le tiers-monde et l'Amérique du Nord absorberont

9,2 millions des 11,2 millions de voitures sorties des chaînes nippones en 1988. Ce qui laisse, conclut le CCMC, un volume de 2 millions d'unités disponibles pour l'Europe. Soit un doublement de la pression japonaise entre 1985 et 1988.

On imagine les dégâts que pourrait provoquer pareil raz de marée dans un marché européen relativement stable, avec une industrie « en plein réajustement structurel ». Le CCMC ne se prive pas de les détailler. Chaque tranche de 100 000 voitures japonaises importées en Europe entraînera, selon lui, la perte de 12 000 emplois dans l'industrie automobile (dont la moitié dans les composants), et chaque tranche de 100 000 véhicules assemblés en Europe, à partir de composants d'origine japonaise, conduira à la disparition de 3 000 emplois dans la seule industrie des composants.

Le scénario 1988 prévoyant un supplément de 700 000 véhicules importés et de 200 000 véhicules assemblés, ce sont ainsi quelque 100 000 emplois qui seraient menacés dans l'industrie automobile européenne. Sans compter, ajoute le CCMC, pour compléter ce tableau, les mesures que seraient obligés de prendre les constructeurs européens pour rétablir leur compétitivité, en abaissant bon marché des composants hors d'Europe. Ce qui ferait

perdre encore 35 000 emplois au Vieux Continent pour chaque tranche de 10 % d'approvisionnement d'origine extra-européenne.

Pour échapper à cette apocalypse, le CCMC confie à la Commission européenne le soin d'obtenir des Japonais une modération de leurs exportations. De la même façon qu'elle l'avait fait en 1981, lors de la précédente alerte lancée par les constructeurs européens, et qui avait permis une accalmie. Ces derniers souhaitent que les Japonais s'engagent, à l'image de leur autoimportation aux Etats-Unis, à plafonner leurs exportations vers l'Europe à un niveau inférieur à celui de 1986. L'objectif souhaité se situerait autour de la moyenne des années 1985 et 1986, incluant véhicules particuliers et petits utilitaires. Soit une part de marché d'environ 10 % pour la CEE à Douze.

En contrepartie, les Européens demandent une ouverture du marché japonais, abrité jusqu'ici par son protectionnisme officiel en déguisé. Une ouverture « de l'ordre de grandeur de la moitié de la pénétration japonaise en Europe ». Sur un marché de quelque six millions de véhicules (particuliers plus petits utilitaires), les Européens pourraient ainsi avoir droit à 300 000 importations. Ce serait une grande conquête par rapport à leurs 60 000 ventes de 1985 et 1986, incluant véhicules particuliers et petits utilitaires. Une progression remarquable sur les années précédentes. Mais une conquête qui suppose, au-delà d'une évolution des coûts, une telle révolution dans le comportement et les habitudes des Japonais que l'objectif apparaît bien irréalisable à court terme.

CLAIRE BLANDIN.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Tunnel sous la Manche : nouvelle démission en Grande-Bretagne

Sir Nigel Brookes, président du grand groupe britannique Trefalgar House, a démissionné de ses responsabilités au sein d'Eurotunnel, a annoncé, le lundi 16 février, le consortium franco-anglais chargé de la construction du tunnel sous la Manche. Sir Nigel était entré en octobre à la direction d'Eurotunnel au moment où cet organisme éprouvait des difficultés à placer une première émission de capital auprès des investisseurs britanniques. Il était plus spécialement chargé des relations du groupe avec les milieux d'affaires. Sa démission n'a fait l'objet d'aucun commentaire. Elle constitue une nouvelle illustration de la crise de confiance à la tête du groupe. La semaine dernière, déjà, lord Pennock, coprésident britannique d'Eurotunnel, avait annoncé qu'il entendait quitter ses fonctions « dès qu'un successeur qualifié » lui aurait été trouvé le 13 février.

Hausse de 18 % des bénéfices de la Compagnie bancaire (groupe Paribas)

La Compagnie bancaire (plus de soixante-sept sociétés, comme le Cetelem, l'UCB, Cardif, Cortal...) a enregistré un résultat net consolidé, pour 1986, de 1 249 millions de francs, en progression de 18 % par rapport à l'année précédente. Le directeur du groupe a proposé la distribution d'un dividende de 10 F par action et l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq actuelles.

Les sociétés de crédit du groupe ont bénéficié, en 1986, de marchés dynamiques, que ce soit pour la consommation des ménages (Cetelem) ou l'immobilier (UCB), mais aussi de marchés beaucoup plus concurrentiels. Atteignant 47,8 milliards de francs (+ 21 % par rapport à 1985), les crédits nouveaux distribués ont retrouvé l'an dernier leur plus haut niveau, celui de 1979.

De Benedetti et American Express créent une société commune

Confide, la holding de tête du groupe De Benedetti, et Shearson Lehman, la banque d'investissement du groupe American Express, ont annoncé la création d'une société

commune spécialisée dans les services financiers aux particuliers.

La nouvelle entité, sous l'appellation « F & F » (Finanza e Futuro), sera dotée d'un capital de 100 milliards de francs (environ 500 millions de dollars) et détenue à 75 % par la Confide et à 25 % par Shearson. Elle chapeautera plusieurs compagnies spécialisées opérant dans des secteurs comme l'assurance, la gestion de portefeuilles et d'autres services financiers.

Shearson (qui détient 5 % de la Confide) est une des plus importantes banques américaines d'investissement, au capital de 2,5 milliards de dollars. Elle emploie 22 000 salariés dans 340 bureaux.

Valéo : 937 suppressions d'emplois à la société mère

La direction de la société mère du groupe Valéo (composants automobiles) devait annoncer, lors du comité d'entreprise réuni le mardi 17 février, la suppression de 937 emplois sur un effectif de 7 200 personnes (siège social, embrayages, matériaux de friction, équipements thermiques). Ces suppressions devraient faire amener des préretraites et des reclassements dans les autres branches du groupe, mais n'entraîneront pas des licenciements « secs ».

SOCIAL

Une hausse générale de 1,7 %

M. de Charette confirme les augmentations de salaire pour les fonctionnaires

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a annoncé, le lundi 16 février, qu'il se réjouissait de la hausse des propositions d'augmentation des rémunérations des fonctionnaires en 1987, bien qu'aucun accord n'ait pu être conclu. Sur l'IFP, M. de Charette a confirmé l'application d'une hausse générale de 1,7 % selon le calendrier suivant : 0,6 % au 1^{er} mars, 0,5 % au 1^{er} août et 0,6 % au 1^{er} novembre.

Cette décision pourrait déstabiliser le climat dans la fonction publique, à une semaine de l'ouverture des négociations entre M. Jacques Chirac et les confédérations syndicales. M. de Charette, qui sera aux côtés du premier ministre, tout comme M. Philippe Séguin, lors de ces discussions, a d'ailleurs souligné que l'absence d'accord ne signifiait pas « rupture ». Il a, d'autre part, annoncé qu'il recevrait les six fédérations syndicales qui lui ont écrit la semaine dernière une lettre commune pour lui demander des rencontres. « Nous avons proposé un « paquet » important touchant les bas salaires — concernant quelque trois cent mille salariés — un programme important de mensualisation des retraités et des mesures pour les cadres moyens. Ces questions restent à l'ordre du jour : nous allons en parler avec les organisations syndicales », a précisé le ministre.

Les organisations, qui avaient indiqué que de la réponse du ministre dépendrait leur « attitude sur le plan de l'action », avaient été préalablement informées de la déclaration de M. de Charette. Elles réagissent de manière différente et le groupe des six n'apparaît plus aussi soudé.

FO estime qu'annoncer moins aurait relevé de la « provocation » alors que « les experts annoncent une hausse des prix de 3 % en 1987 ». La FEN persiste à dire que les mesures sont « loin d'être suffisantes ». La FGA (autonomes) juge les décisions « parcelaires » et « tactiques ». La CFDT observe que le gouvernement aurait pu « difficilement faire moins » au risque de voir les choses « mal se passer ». La CFTC et la CGC se montrent plus favorables. « L'essentiel nous satisfait », déclare la CGC. La CFTC enregistre la preuve d'une « ouverture certaine ». Quant à la CGT, qui poursuit seule sa démarche, elle dénonce « le ballet bilatéral des six » chez les ministres qui est une opération médiatique pour détourner les fonctionnaires de la lutte.

Fin des négociations sur l'emploi dans la chimie. — Engagées depuis la fin de l'année, les négociations entre l'Union des industries chimiques et les organisations syndicales se sont achevées le 13 février. Un protocole d'accord a été mis au point que Force ouvrière a signé. Les autres organisations feront connaître leur réponse au plus tard le 27 février.

Le document s'inspire de l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986 sur l'emploi et les nouvelles procédures de licenciement économique. Il diminue les délais conventionnels ramenant de six mois à quatre-vingt jours pour les licenciements collectifs les plus importants. En contrepartie, les mesures d'accompagnement social sont améliorées. Les salariés bénéficieront de meilleures conditions d'indemnisation. Les contrats de conversion seront ouverts à tous, sans condition d'ancienneté, et le coût ne sera qu'en partie imputé sur la contribution de 0,8 % pour la formation professionnelle continue.

Les publicitaires ont toujours le chic pour faire des choses compliquées. Certes, notre nouveau portable est doté d'un écran totalement nouveau mais était-ce bien une raison pour faire une accroche illisible ? Devinez quel problème on a résolu avec l'écran du Z-181 ? La lisibilité, bien sûr.

Précision, netteté, luminosité exceptionnelles. D'accord. Mais le Z-181, ce n'est pas qu'un écran. D'abord, c'est un portable, un vrai, 5,5 kg seu-

lement. (Et en plus il est beau !) Ensuite, c'est un ordinateur puissant, avec 640 K de mémoire et deux disquettes de 3 1/2. Il exécute tous les programmes compatibles. Il y a même un modem pour garder le contact avec l'extérieur. Autonome. Formidable pour travailler dans le train, en avion, en voiture, comme au bureau.

Finalement, un tel écran, ça n'a rien d'étonnant quand on a 70 ans d'expérience dans ce domaine.

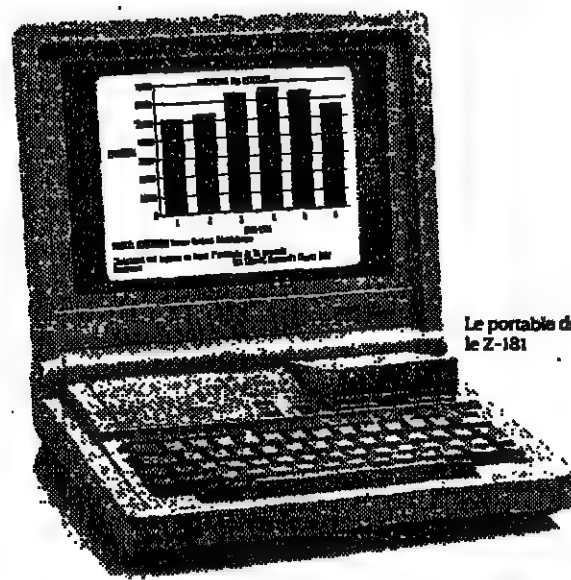
Si les publicitaires accordaient autant d'attention à nos micro-ordinateurs que ceux qui s'en servent, ils seraient moins abscons.

Zenith, 167-169, av. Pablo Picasso, 92000 Nanterre, tél. (1) 47.78.16.03.

ZENITH data systems
SINCE 1918 70 ANS D'AVANCE

*En option.

Devinez quel problème on a résolu avec l'écran du Z-181.



Le portable de Zenith le Z-181

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ **LEMONDE**

هكذا من الاصل

Economie

CONJONCTURE

Il faudrait une loi pour facturer les chèques estime M. Etienne Dailly

Après le communiqué de M. Edouard Balladur invitant les banques à « reporter » leur décision de faire payer les chèques, M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat (UDF-Rad.), estime, dans un texte qu'il nous a fait parvenir, que la facturation des chèques exige une loi, qui n'est pas près d'être votée par le Parlement.

« Il ne saurait être question, écrit M. Dailly, de se borner à demander aux établissements de crédit un simple « report » de la date d'application de leur décision. Car, outre les objections morales ou d'opportunité politique, c'est bien cette décision qui pose de sérieux problèmes juridiques que ce soit au plan du droit privé, que ce soit au plan du droit public.

« Au plan du droit privé, parce que l'ouverture d'un compte bancaire constitue un contrat et qu'aucune des deux parties n'est en droit d'en modifier les conditions unilatéralement.

« Au plan du droit public, parce que nous serions alors en pleine incohérence, sinon en pleine contradiction, juridique. C'est en effet une loi qui oblige à payer et à recevoir par chèque bancaire les sommes supérieures à 10000 francs. C'est encore une loi qui oblige les commerçants à régler par chèques bancaires toutes leurs dépenses supérieures à 1000 francs. C'est aussi une loi qui les oblige, aussitôt leur inscription au registre du commerce, à ouvrir un compte bancaire. C'est enfin une loi qui avait alors donné au Conseil

national du crédit la désignation qui lui a permis au nom du législateur d'interdire la rémunération des comptes à vue. Toutes ces obligations résultant de la loi, la facturation du traitement des chèques ne peut dès lors être instaurée que par une loi.

« Qu'il y ait des dispositions à prendre pour éviter la prolifération des petits chèques dont les frais de traitement sont sans commune mesure avec leur montant ; c'est possible. Qu'il faille, de ce fait, interdire le règlement par chèques en dessous d'un certain montant, 100 francs, par exemple : Pourquoi pas ? Mais ce sera à la loi de le dire et c'est au gouvernement à en soumettre le projet au Parlement.

« Il nous paraît opportun à cet égard de lui rappeler que lors de la discussion d'une autre loi, celle du 3 janvier 1976 sur le chèque, non seulement nous nous sommes opposés aux demandes alors formulées par les banques de facturer les chèques de clients mais nous avons même tenu à prescrire, dans cette loi, la gratuité de ces formules de chèques.

« C'est dire que ce que tentent de nous imposer les établissements de crédit est, de surcroît, parfaitement contraire à l'esprit de la loi de 1976. Il serait assez surprenant que, s'il était saisi par le gouvernement, le Parlement revienne sur son point de vue. Je vois mal en tout cas le Sénat y renoncer. »

(Publié)

REPUBLIQUE DU ZAIRE

Département du Commerce Extérieur

Société Nationale de Trading

«SONATRAD»

Appel d'offres international

no 01/DDE/DCA/1010 SN/026/86,

pour la fourniture de matières, équipements et pièces de rechange pour la Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois (SNCFZ).

La SNCFZ a obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (I.A.D.) pour financer son Deuxième Projet Ferroviaire (1475-2R) qui comprend la réhabilitation de wagons et locomotives, équipements de voie, équipements médicaux, équipements didactiques et de télécommunication. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce crédit seront utilisées pour effectuer les paiements autorisés dans le cadre du marché du présent appel d'offres.

La Société Nationale de Trading «SONATRAD», acheteur pour la SNCFZ, invite, par le présent appel d'offres, les candidats admis à concourir à présenter leurs offres pour la fourniture d'équipements et de matériel ferroviaire répartis en huit (8) lots.

- Lot 1: Aciers (± 1.870 tonnes);
- Lot 2: Pièces moulées (± 750 tonnes);
- Lot 3: Pièces de rechange pour locomotives (réhabilitation et entretien de 70 locomotives diesel-électriques);
- Lot 4: 13 unités de matériel de radiographie et de chirurgie;
- Lot 5: 2 Tracto-grues;
- Lot 6: Matériel didactique (65 articles d'environ 22 tonnes);
- Lot 7: Matériel de voie et outils d'entretien voie (4.000 tonnes de rail, 80.000 traverses métalliques, et accessoires pour renouvellement de 50 kilomètres de voie);
- Lot 8: Matériel, équipements et services de télécommunication (200 postes radio, etc.).

Les lots sont indivisibles et doivent faire l'objet d'une proposition distincte. Tout candidat peut soumissionner pour un ou plusieurs lots. La SONATRAD sélectionnera l'offre la plus avantageuse pour chacun des lots.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à tout fournisseur ressortissant des pays membres de la Banque Mondiale, de la Suisse et de Taiwan, Chine.

Les candidats admis à concourir peuvent obtenir tous renseignements complémentaires et examiner le dossier complet d'appel d'offres à partir du 15 février 1987, qui peut être obtenu contre remise d'un chèque barré non remboursable d'un montant de 12.000 zaires ou 5.500 francs belges, aux adresses suivantes:

- Société Nationale de Trading «SONATRAD», Building C.C.I.Z., 22ème niveau, B.P. 15.711, Kinshasa I, République du Zaïre. Téléphone: 30.592-32.304. Télex: 21634.
- Société Nationale de Trading «SONATRAD», Agence de Bruxelles, rue de la Loi 15, boîte 051, B-1040 Bruxelles, Belgique. Téléphone: 230.37.97. Télex: 26.444.
- Société Nationale de Trading «SONATRAD», Agence de Lubumbashi, 225 avenue Msiri, B.P. 1573, Lubumbashi, République du Zaïre. Téléphone: 225371/225249.

Les offres en 5 exemplaires seront soumises sous double enveloppe cachetée à la Société Nationale de Trading «SONATRAD», Building C.C.I.Z., 22ème niveau, B.P. 15.711, Kinshasa I, République du Zaïre, et devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission de 2% du montant de la soumission au plus tard avant le 15 avril 1987 à 10 heures, la date d'ouverture publique des offres.

Lieu d'ouverture des offres: Building C.C.I.Z., Kinshasa - Gombe (près de l'Hôtel Intercontinental), 22ème niveau, Grande Salle des Conférences.

La libération des prix des services donne lieu à de nombreux dérapages

Les prix de détail ont fortement augmenté en janvier. L'importance de la hausse ne sera connue qu'à la fin de ce mois, lorsque sera publié l'indice de l'INSEE. Mais on sait déjà que s'est produite une véritable flambée des prix le mois dernier. L'énergie (essence, fioul...) a augmenté de presque 3,5 %, et le froid a considérablement renchééri les cours de la plupart des légumes frais. La cause principale cependant est la libération des tarifs des services.

Au début de décembre, les restaurants et les cafés avaient retrouvé la liberté de fixer leurs prix. Le 17 du même mois, les coiffeurs. Au début de janvier, ce fut le tour des boulangers-pâtisseries, des garagistes et des organisateurs de réunions sportives. Ainsi fut achevée la libération des prix en France, commencée par M. Bérégovoy et poursuivie par M. Balladur (1).

Ce retour à un régime de liberté totale est une première dans notre pays, si l'on excepte la brève période 1980-1981 qui se termina en octobre de cette année-là, lorsqu'un certain nombre de prix de produits alimentaires furent à nouveau bloqués par le gouvernement Mauroy.

Première historique: la célèbre ordonnance du 30 juin 1945 qui permit aux gouvernements de la IV^e et de la V^e République de taxer de façon presque permanente est abrogée et remplacée par l'ordonnance 86-1243 - un numéro à retenir - du 1^{er} décembre 1986. Celle-ci annonce dans son article premier - entré en vigueur le 1^{er} janvier 1987 - que désormais « les prix des biens, produits et services (...) sont librement déterminés par le jeu de la concurrence ».

Dans la crainte d'un blocage

De telles assurances couchées noir sur blanc au Journal officiel auraient dû tranquilliser toutes les professions et faire perdre le vieux réflexe qui consistait à augmenter les prix par mesure de précaution, avant que l'Etat n'intervienne à nouveau.

Ce n'est pourtant pas ce qui est en train de se passer. D'après nos informations, des petites et moyennes entreprises relativement nombreuses ont choisi de pousser leurs prix non seulement pour combler certains retards, mais aussi dans la crainte de les voir à nouveau bloqués.

Attitude moins qu'il n'y paraît. L'article premier de la nouvelle ordonnance, qui s'intitule: De la liberté des prix, précise, en effet, dans son second paragraphe: « Toutefois, dans les secteurs où les zones de la concurrence par les prix est limitée en raison soit de situations de monopole ou de difficultés durables d'approvisionnement, soit de dispositions législatives ou réglementaires, un décret en Conseil d'Etat peut réglementer les prix après consultation du conseil de la concurrence ». Et le troisième paragraphe de cet article premier ajoute que le gouvernement peut arrêter par décret en Conseil d'Etat, « contre des hausses excessives de prix, des mesures temporaires, motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation anormale du marché dans un secteur déterminé. La durée du blocage ne pourra pas excéder six mois, au plus ».

Ainsi, l'article premier, qui établit comme règle la liberté des prix, ne consacre que trois lignes et demie à

Les prix agricoles européens

M. Kiechle:

« La RFA refusera le plan de la Commission »

Les propositions de la Commission de la CEE en matière de prix agricoles (le Monde du 17 février) suscitent, comme on pouvait s'y attendre, de vives réactions en Allemagne fédérale, particulièrement touchée par la suppression envisagée des MCM (montants compensatoires monétaires) positifs, qui se traduiraient pas une réduction supplémentaire des prix payés en marks.

Le ministre ouest-allemand de l'Agriculture, M. Ignaz Kiechle, a annoncé lundi 16 février dans un communiqué qu'il opposerait la « résistance la plus dure » aux propositions de la Commission pour la campagne 1987-1988.

« La décision de la Commission est hautement regrettable », a déclaré le ministre. Cela vaut en premier lieu pour les propositions sur les céréales et les MCM. La RFA refusera ce plan. Les nouvelles propositions de la Commission ne vont résoudre aucun des problèmes pressants de la politique agricole commune.

ce grand principe, mais développe sur quinze lignes toutes les menaces qui pèsent sur cette liberté. Insignes maladroites.

A tort ou à raison - et probablement à tort - certains groupements ou syndicats professionnels ont demandé un avis, de se prémunir contre un éventuel blocage. Le raisonnement est presque toujours celui-ci: beaucoup de tarifs avaient pris du retard. Il y aura donc des hausses. Celles-ci paraîtront trop fortes au gouvernement, qui ne voudra pas les accepter et taxera à nouveau. Prenez donc les devants de telle sorte que, si un blocage est décidé, les augmentations qui vous seront permises par la suite soient calculées à partir de tarifs remis à niveau.

Nous écrivons « ont probablement consenti à tort », car l'éventualité d'un nouveau blocage paraît

pièces détachées ou les commissions prélevées sur les ventes de voitures neuves. Le risque est de voir se perpétuer ces arrangements alors même que la cause qui les avait fait naître - une tarification insuffisante de la main-d'œuvre - aura disparu.

La sagesse du commerce

Deux facteurs importants vont limiter les dégâts. Le premier est la sagesse - obligée ou volontaire - du commerce dont les marges semblent ne pas augmenter dans l'alimentation comme dans le non-alimentaire, à l'exception notable de la boucherie (mais le mouvement est ici bien antérieur à la libération des prix). Sagesse d'autant plus remarquable que les marges du commerce n'ont cessé de se réduire depuis 1977. Les garde-fous les plus efficaces sont ici, bien sûr, la concurrence des super-

fic pas du tout que l'inflation est repartie. Et il est vrai que la hausse des prix n'est pas toujours synonyme d'inflation. Les coûts de production dans l'industrie manufacturière sont restés stables depuis un an grâce à une remarquable sagesse salariale et à des gains de productivité sensibles. C'est une grande nouveauté.

Cette stabilité, qui n'existe pas en RFA, devrait normalement permettre - l'industrie ayant nettement amélioré ses marges - une forte décollation des prix de détail des produits manufacturés. A partir du printemps prochain - les services ayant achevé leur poussée de fièvre, - on peut raisonnablement s'attendre à retrouver de bons indices de prix.

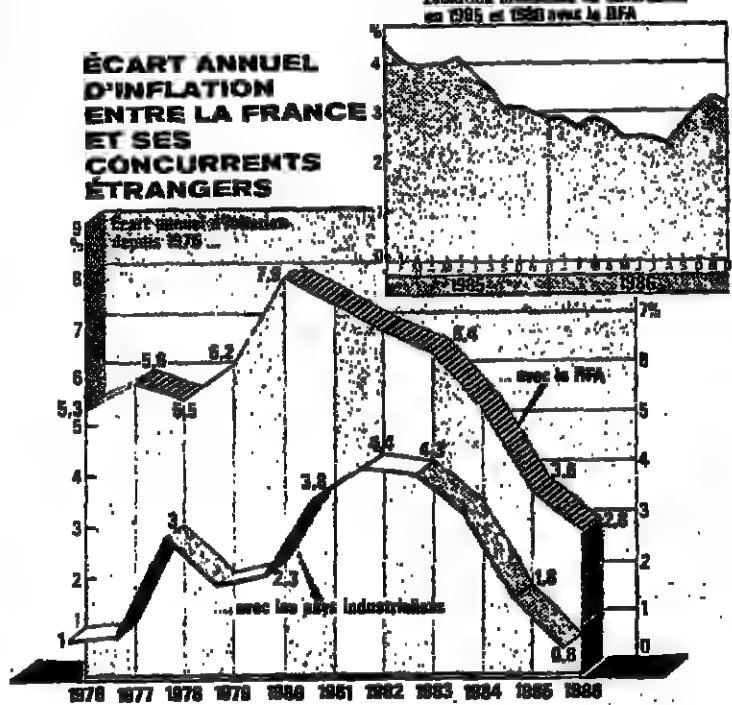
Tout cela est vrai. Reste qu'il sera difficile - mais faire courir à la politique gouvernementale des risques majeurs - de voir se répéter jusqu'en avril de très mauvais indices. Or il n'est pas pessimiste d'estimer que la hausse des prix pourrait atteindre au cours des quatre premiers mois de 1987 l'augmentation prévue pour toute l'année, soit 1,7 %.

Il est donc particulièrement grave de n'avoir pas prévu meilleure stratégie de libération des prix et des tarifs. Ou bien les services s'étaient libérés du tout ou entièrement, comme les socialistes s'apprêtaient à le faire. Ou bien l'opération devait être rapidement et non seulement menée au moment où s'effondraient les cours du pétrole, c'est-à-dire durant l'été 1986.

En ce qui concerne la France et ses vieilles habitudes d'inflation, il est probablement préférable d'accepter une hausse des prix de 3 % en 1986, si 1987 était revenu à 2,5 %, voire moins.

Reste maintenant au gouvernement - pour limiter les dégâts - à multiplier les interventions auprès des entreprises publiques (EDF, GDF), des compagnies d'assurances, de banques, des PTT. Cela a été fait et va continuer de se faire. Mais cela renforce le sentiment que l'Etat n'a perdu ni le goût ni les moyens d'intervenir.

ALAIN VERNHOLE.



Les chiffres du graphique « Evolution mensuelle du différentiel » qui concernent la RFA montrent que l'écart d'inflation avec notre voisin a recommencé à se creuser depuis le mois de septembre 1986.

Le graphique se lit ainsi: le point de décembre 1986 (3,2) est la différence entre la hausse annuelle en France (+ 2,1 % entre décembre 1985 et décembre 1986) et la hausse annuelle en RFA (- 1,1 % entre décembre 1985 et décembre 1986). Le graphique « Ecart annuel d'inflation depuis 1976 » est calculé de la même façon, à ceci près que chaque point représente l'écart moyen sur une année entre la France d'une part, la RFA et les six principaux partenaires commerciaux de la France, d'autre part.

extrêmement mince quand on sait combien il a été difficile de faire passer devant le Conseil d'Etat le dispositif de sécurité de l'article premier.

Le résultat le plus clair de ces précautions, peut-être excessives, prises par M. Balladur aura été d'alerter les syndicats professionnels et de réduire très sensiblement la crédibilité d'un texte dont le message essentiel voulait être: « On ne portera jamais plus de taxation ». Maladresse lourde de conséquences, qu'on retrouve dans la libération des loyers, qui - un peu pour les mêmes raisons - donne lieu à des dérapages dangereux pour la politique gouvernementale.

Sans doute est-il un peu trop facile de démontrer a posteriori tous les défauts qu'a nécessairement une opération d'engorgement. Mais il est vrai que celle-ci est en train de déraiser sur quelques professions (garagistes, détaillants de boissons, peut-être restaurateurs) et que, d'une façon générale, les hausses qui se produisent dans le secteur des services semblent plus fortes qu'il n'avait été prévu il y a six mois.

Dans certains cas des ratapages importants étaient justifiés. Le contrôle des prix a, par exemple, perturbé la gestion de nombreux garages, empêchant de répercuter dans les tarifs les coûts réels de la main-d'œuvre, alourdis par la semaine de trente-neuf heures. La plupart des établissements se sont rattrapés en majorant le prix des

marchés. On ne prospère plus dans ce secteur que grâce aux gains de productivité ou à la qualité du service rendu (ouverture jusqu'à une heure tardive).

Second facteur susceptible de réduire les risques: le choc des intérêts entre fabricants et distributeurs, entre clients et fournisseurs. Parmi les clients exigeants et stricts figure évidemment l'Etat. Toute entreprise travaillant pour le secteur public doit facturer au plus juste. Cela n'est pas nouveau mais la rigueur adoptée à partir de 1983 n'est plus seulement un slogan.

De même le commerce - la grande distribution surtout - s'accommode-t-il sa pression sur l'industrie pour qu'elle limite ses hausses. Cette pression qui se renforce depuis des années va être d'autant plus efficace que les milieux patronaux, conscients de l'énorme partie en train de se jouer, font leur propre police.

Enorme, la partie l'est car c'est toute la politique salariale du gouvernement qui peut se trouver remise en cause. Comment faire accepter aux salariés du secteur public comme à ceux du secteur privé des augmentations de rémunérations limitées à quelque 2 % quand les prix risquent, eux, d'augmenter de 3 % ou plus, c'est-à-dire deux fois plus vite qu'il n'a été prévu dans les comptes officiels?

Le gouvernement n'a pourtant pas tort de soutenir que la flambée des prix qui est en train de se produire n'est que passagère, qu'elle ne signi-

L'indice de janvier en retard

Comme il le fait chaque année en janvier, l'INSEE modifie les pondérations de certains postes de dépenses de son indice, cela pour tenir compte des modifications intervenues dans le comportement des consommateurs (moins d'alimentation, plus de loyers et d'automobiles par exemple). Pour cette raison et comme chaque année, sauf en 1982 et en 1986, l'INSEE n'a pas publié d'estimations pour janvier. L'indice définitif sera connu tout à fait à la fin de ce mois.

Ajoutons qu'en plus des modifications de pondérations habituelles en janvier, l'INSEE introduit cette année un nouveau poste de dépenses dans son indice: les services bancaires.

C'est notamment cette innovation qui a décidé le gouvernement à intervenir auprès des banques pour qu'elles diffèrent la publication des chèques, tarification qui aurait eu un effet non négligeable sur l'indice (0,1 point).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris le jeudi 5 mars 1987, à 14 heures
STUDIO - 86, RUE LA BOÉTIE - PARIS (8^e)
M. à P. : 100 000 F. S'adr. M^{re} GUY BOURDET, avoc., 45, bd Malesherbes, PARIS 8^e.
Tél. 45-22-04-36; Tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris.
Sur les lieux pour visiter, le 3 mars 1987, de 12 à 13 heures.

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 2 mars 1987, à 14 h. - En 3 lots: **APARTEMENT de 3 PIÈCES** cuis. et WC, en 3^e étage d'un imme. sis à **MENTON (Alp.-Mar.)**
12, rue Bastion
Libre d'occuper - M. à P. : 40 000 F
S'adr. à M^{re} M. BRAZZOL, avoc., 178, bd Haussmann - Paris 8^e - 45-62-59-03

Economie

COMMERCE EXTÉRIEUR

Importer pour exporter

Les mauvais résultats du commerce extérieur de la France en janvier ne laissent pas d'inquiéter. Ils sont dus essentiellement à un recul des exportations. La légère progression des importations est-elle un mal en soi ? L'analyse de leur structure fait apparaître que non, car la France importe aussi pour pouvoir exporter.

Constantement pris à témoin des heures et malheurs de leur balance commerciale, les Français n'ont pas eu de mal à se persuader qu'il était bon d'exporter, et, à contrario, mauvais d'importer. Le slogan « achetez français » a fini de les conforter dans cette erreur — car c'en est une — et le rassurant : « made in France », qui doit permettre de distinguer le produit national des produits fabriqués en France. Cela relève de la Division internationale des processus productifs (DIPP), dont le mécanisme est longuement analysé par trois spécialistes dans la revue du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) (1).

Sans trop schématiser leur thèse, on peut dire que la production de biens et de services finale suppose l'acquisition de consommations intermédiaires. Ainsi convient-il de faire la distinction entre importations de biens finaux ou substituables, destinées à la mise en vente immédiate sur le marché et importations de biens de consommation intermédiaire qui ne sont destinés qu'à entrer dans la composition d'un bien final (par exemple, des composants électroniques pour une machine à laver). « On aurait tort de l'imaginer, indiquent les auteurs, que l'importation en France serait essentiellement une importation de biens substituables, liés au bien-être immédiat des consommateurs. » Les biens substituables ne représentent en fait que le tiers de nos importations de biens et services. La reste, existentiellement 66,4 % en 1982, est constituée de biens de consommation intermédiaire.

Et, toujours selon cette étude, qui porte sur les années 1970-1982, la France exporte pratiquement le double de ce qu'elle importe en biens et services finaux. Or en ce qui concerne l'importation de biens de consommation intermédiaire, pour exporter du final, « la fonction majeure du commerce extérieur français, souligne les auteurs, est donc une fonction de transformation productive, qui permet de réaliser des processus de production plus efficaces, à de moindres coûts relatifs qu'en isolément. »

Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les produits à haute technologie : chimie, transformation des matières plastiques, matériel électronique professionnel, construction aéronautique, instruments et matériels de précision.

A travers une étude minutieuse des échanges commerciaux, selon les branches, ou selon les filières de production, les auteurs en viennent à distinguer commerce nominal et commerce effectif. Il s'agit à même de repérer, sur la période 1970-1982, les produits qui ont gagné en « contenu national » et qui ont donc grandi dans la hiérarchie des exportations effectives, procurant des gains en devises. La variable est ici le contenu total en importations du produit exporté.

Ne raisonner que sur des échanges nominaux — c'est-à-dire sans tenir compte des importations qui nécessitent la fabrication des produits vendus — conduirait à « des erreurs de diagnostic sur la situation de l'économie française au regard de sa situation dans l'échange international ». En premier, une fois encore, l'exemple de l'industrie aéronautique, il est facile de démontrer que celle-ci n'a dû son développement qu'à une véritable politique de l'importation, « principalement par association avec des partenaires européens ».

L'industrie automobile, par ailleurs, échappe de moins en moins au processus d'échanges croisés de composants entre constructeurs de nationalités différentes, « marquant l'échec d'une politique d'importation qui procure des gains d'opportunité tout en favorisant une adaptation positive de l'appareil industriel ».

Toute activité économique fait appel, désormais, selon les auteurs en conclusion, à des importations intermédiaires. Il n'est donc pas de bonne approche des graves problèmes que pose notre commerce extérieur sans la prise en considération de la nécessité d'importer certains biens.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Bernard Lamudrie-Duchêne, Jean-Claude Bernheim et Fernand Bonafant, « L'importation et la production en France », dans *Economie et Prospective*, n° 29 (3, rue Georges-Flandr, 75015 Paris).

● Balance des paiements courants : 25,8 milliards de francs. — La balance des paiements courants de la France a dépassé un excédent de 25,8 milliards de francs en 1986, selon des données encore provisoires, contre 1,5 milliard de francs en 1985. Ce chiffre révisé en hausse par M. Balladur le 5 février (25,4 milliards de francs). En décembre, l'excédent de la balance des paiements courants a atteint 4,77 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières et 5,2 milliards en données brutes.

AFFAIRES

La privatisation de Paribas

Succès important chez les salariés

28 423 salariés et anciens salariés de Paribas ont demandé 9 309 545 actions soit 2,6 fois le quota d'actions qui leur était réservé, 16 441 salariés ont demandé entre 1 et 100 actions et 11 982 plus de cent titres. Les salariés français de la banque ont cherché à avoir 5 001 721 actions et ceux des succursales étrangères 4 307 824 titres. Enfin, 75 % des actions ont été demandées sans blocage des titres (avec une réduction de 5 %). 25 % acceptant de conserver leurs actions deux ans (et bénéficiant d'un rabais de 20 %).

M. Balladur, qui a publié ces chiffres le 16 février, a décidé de répartir les actions de la façon suivante : tous les salariés et anciens salariés ayant demandé entre 1 et 100 actions verront leur requête service intégralement. La part des demandes supérieures à 100 titres

sera servie à concurrence de 39 % pour les demandes bénéficiant d'un rabais de 20 % et à concurrence de 17 % en ce qui concerne les demandes bénéficiant d'un rabais de 5 %.

ÉTRANGER

L'Argentine propose des « bons de sortie » à ses petits créanciers

Consentant des réticences croissantes des petites banques engagées en Argentine — comme dans d'autres pays surendettés — à octroyer de nouveaux crédits, les dirigeants de Buenos-Aires ont proposé un système de « bons de sortie » pour ceux qui souhaitent mettre un terme à leur engagement et échapper ainsi à toute demande d'argent frais.

Actuellement, les responsables argentins cherchent à obtenir le fin vert de quelque trois cent cinquante banques privées pour le rééchelonnement de 30 milliards de dollars (sur un endettement global de 52 milliards) et l'octroi de 2,1 milliards de nouveaux prêts. Le tiers des banques créancières étant engagé pour 1 % seulement dans le total des créances accumulées sur l'Argentine (un autre tiers représentant 6 % et le dernier 93 %). Buenos-Aires propose à ces banques qui risquent de bloquer l'ensemble du processus des « bons de sortie » pouvant être négociés sur le second marché et permettant de se décharger de certaines créances avec, bien évidemment, une décote.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Nouvelle croissance des commandes

Durant le premier trimestre de l'exercice en cours (du 1er octobre au 31 décembre 1986), Siemens a enregistré nettement plus de commandes que pendant la même période,

l'exercice précédent. Le Groupe a poursuivi ses efforts d'investissement. Chiffre d'affaires et bénéfice ont été maintenus.

Commandes enregistrées

Avec 44,7 milliards de francs, les commandes enregistrées ont été de 6 % supérieures au montant comparable de l'exercice précédent. La progression des prises de commandes sur le marché allemand a été particulièrement forte (+9 %), grâce notamment à un important contrat passé à KWI pour la construction de la centrale classique de chauffage urbain de Munich-Nord. L'augmentation de 3 % des ordres enregistrés à l'étranger est en partie le fait de l'incorporation de sociétés nouvellement acquises. L'accroissement ainsi obtenu est à peu près équivalent à la diminution arithmétique des com-

mandes enregistrées, découlant du cours du dollar. Des contrats d'envergure portant sur l'auto-commutateur téléphonique numérique EWSD ont été le principal facteur de progression des affaires à l'étranger.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Commandes enregistrées	42,2	44,7	+ 6%
Marché allemand	19,0	20,7	+ 9%
Marché étranger	23,2	24,0	+ 3%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires mondial de Siemens a atteint le même niveau que l'an dernier pour la période considérée, soit 35,8 milliards de francs. Les ventes en R.F.A. marquant temporairement un léger recul (-3 %) tandis que les facturations à l'étranger ont quelque peu progressé (+2 %). Comme pour les commandes enregistrées, les chiffres d'affaires des nouvelles participations ont compensé les effets du cours du dollar.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Chiffre d'affaires	35,8	35,8	0%
Marché allemand	17,8	17,2	- 3%
Marché étranger	18,0	18,6	+ 2%

Commandes en carnet

Les commandes enregistrées ayant largement dépassé le chiffre d'affaires, le carnet de commandes a continué de croître au cours du premier trimestre ; avec 192,5 milliards de francs fin décembre 1986, il était en hausse de 5 % par rapport au début de l'exercice. Les stocks (qui contiennent pour la première fois les avances et

acomptes versés, conformément aux nouvelles règles allemandes d'établissement des bilans) sont passés de 78,2 à 85,8 milliards de francs.

En milliards de francs	1.10.85 au 31.12.85	31.12.86	Variation
Commandes en carnet	192,2	192,5	+ 0%
Stocks	78,2	85,8	+ 9%

Personnel

Au 1er octobre 1986, les effectifs, gonflés de 16 000 personnes par suite de l'incorporation de nouvelles sociétés, comptaient 381 000 salariés. Ce chiffre n'inclut pas les 18 000 stagiaires et personnes en formation qui font l'objet d'un compte rendu séparé en raison de fortes fluctuations saisonnières. Au cours du premier trimestre de l'exercice actuel, les effectifs se sont légèrement accrus pour atteindre 382 000. En hausse de 11 %, les frais de personnel ont totalisé 18,5 milliards de francs.

	1.10.85 au 31.12.85	31.12.86	Variation
Personnel en milliers	381	382	+ 0%
Allemagne	231	231	0%
Etranger	150	151	0%

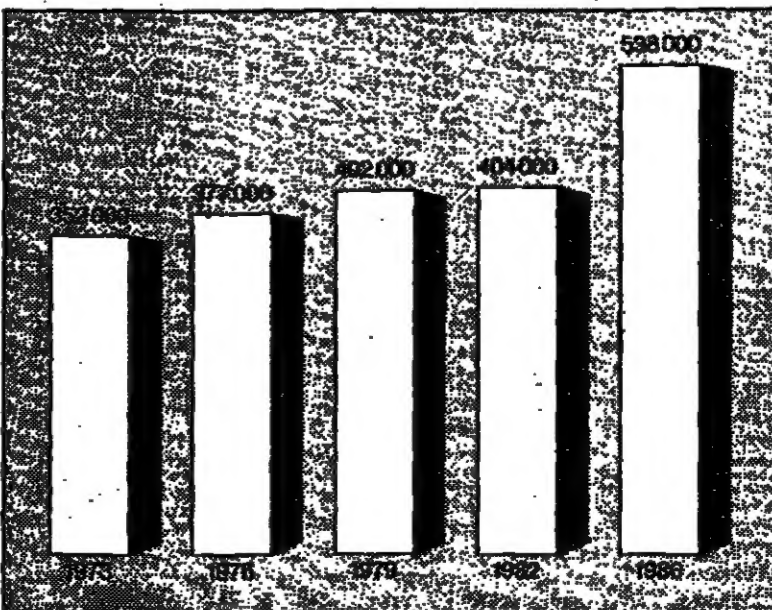
	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Effectifs moyens en milliers	334	362	+ 8%
Frais de personnel en milliards de francs	16,7	18,5	+ 11%

Investissements Bénéfice net

Comme l'an dernier, Siemens a consacré une somme élevée aux investissements, soit 3,6 milliards de francs (comportant pour la première fois les matériels donnés en location). Avec un bénéfice net qui ressort à 1,0 milliard de francs comme l'exercice précédent, Siemens a de nouveau obtenu, durant le premier trimestre, un rapport bénéfice net/C.A. de 2,8 %.

En milliards de francs	du 1.10.85 au 31.12.85	du 1.10.86 au 31.12.86	Variation
Investissements	3,6	3,6	0%
Bénéfice net	1,0	1,0	0%
en % du C.A.	2,8	2,8	0%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31.12.1986: 100 FF = 30,165 DM.



Intérêt accru en faveur de l'action Siemens

Depuis 1973, le nombre des actionnaires de Siemens AG a augmenté de plus de la moitié pour atteindre 538 000. De toutes les sociétés anonymes allemandes, Siemens est ainsi celle qui compte le plus d'actionnaires ; près des trois quarts d'entre eux vivent en R.F.A. Mais l'action Siemens attire de plus en plus l'attention à l'échelle internationale : au cours des quatre dernières années, le nombre des actionnaires étrangers a plus que doublé. Une étude de l'actionnariat en date du 1er octobre 1986 a en outre donné les résultats suivants : le capital social, actuellement supérieur à 2,4 milliards de DM (valeur boursière de plus de 33 milliards de DM), est détenu à plus de 50 pour cent par des particuliers. Compte tenu du fait que les sociétés d'investissement (11 pour cent du capital) tiennent principalement les fonds d'investissement privés, près des deux tiers du capital de Siemens se trouvent entre les mains d'un large éventail d'investisseurs privés.

Siemens AG

En France : Siemens Société Anonyme

سكنى من الامم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PALUEL-MARMONT

S.P.I.

SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS INTERNATIONAUX

ÉMISSION D'OBLIGATIONS

AVEC 2 BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

100.000.000 F 6% 8 ans Amortissables au pair in fine

Prix d'émission : 1.000 F

Chaque obligation donne droit à 2 bons de souscription :

BON A : Souscription à 1 action S.P.I. à 580 F jusqu'au 31.12.89

BON B : Souscription à 1 action S.P.I. à 650 F jusqu'au 31.12.91

Émission ouverte : du 17 février au 17 mars 1987

Souscriptions reçues par :

PALUEL-MARMONT BANQUE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

BANQUE WORMS

(B.A.L.O. du 16.02.87) Une note d'information Visa COB N° 87-32 du 3.02.87 est mise gracieusement à la disposition du public auprès des Banques précitées.

S.P.I.

SOCIÉTÉ HOLDING CENTRALE DU GROUPE PALUEL-MARMONT

Une activité financière avec :

PALUEL-MARMONT FINANCE - PALUEL-MARMONT BANQUE - GRAY SEIFERT & Co. Inc. (New York) - LUXFUND S.A. (Luxembourg)

Une activité industrielle et commerciale avec :

COMPAGNIE LEBON et ses filiales (dont CDME) - SACI et ses 2 hôtels à Paris

Des activités complémentaires à travers des participations telles que :

G.M.P. FOODS SINGAPORE (Singapour) - BOULET, DRU, DUPUY, PETIT (B.D.D.P.) - VIE DE FRANCE CORP. (U.S.A.)

S.P.I.

c'est 25 ans d'expérience et d'exigence

26, rue Murillo 75008 PARIS - Tél. : 42.67.01.00

SEYCHELLES



BANQUE NATIONALE DE PARIS

FINANCEMENT D'UN PROJET HOTELIER

Le tourisme est un secteur clé de l'économie des Seychelles et les projets de rénovation hôtelière sont actuellement prioritaires.

Dans cette optique, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a signé une convention d'ouverture de crédit de F 26.418.000, assortie d'un crédit financier de F 4.662.000

avec la Compagnie Seychelloise de Promotion Hôtelière (GOSPROH) pour la rénovation du Mahé Beach Hôtel. Cet hôtel, dont la gestion sera assurée par SHERATON, devrait entrer en service en juillet prochain.

Rappelons qu'en 1986, la France est devenue le deuxième fournisseur de l'archipel.

BNP, la banque est notre métier

AU PRINTEMPS S.A.

Le Printemps communique.
Le Printemps confirme qu'il a acquis en Bourse plus de 10 % du capital de La Redoute. Cette opération a été réalisée en plusieurs étapes, sous la présidence de Patrick Pollet, a coopté Jean-Jacques Delort, président du directoire du Printemps.

La vente par catalogue est l'une des formes de commerce dont la progression est la plus rapide. On s'accorde à prévoir qu'elle connaîtra dans l'avenir de nouveaux développements, en liaison notamment avec les progrès de la télématique.

La Redoute est le leader incontesté de ce marché. Elle possède un savoir-faire commercial et technologique de très haut niveau, qui lui confère un avantage concurrentiel vis-à-vis des autres entreprises du secteur, non seulement françaises, mais également étrangères.

La Redoute dispose ainsi d'un important potentiel de développement. Devenu son partenaire, Le Printemps a pour objectif d'œuvrer à sa concentration en parfaite harmonie avec ses dirigeants.

Les contacts établis de longue date entre les deux directions générales ont permis de vérifier qu'elles partageaient la même philosophie de la gestion, la même vision de l'avenir de la distribution et des développements nationaux et internationaux nécessaires. Les conditions d'une collaboration fructueuse sont ainsi réunies.

Ces convergences ont également permis de s'assurer qu'il existait de réelles complémentarités entre les deux groupes. Ces complémentarités s'observent notamment :

- Dans les formules commerciales et le savoir-faire qui leur est lié : vente par catalogue, d'une part, vente par magasin, d'autre part.

- Dans les besoins de consommation convergents, en particulier du fait que le groupe Printemps est devenu un très important distributeur en alimentation.

- Dans les segments de marché, depuis les articles de consommation courante jusqu'aux articles de haut de gamme.

- Dans les atouts dont les deux groupes disposent sur les marchés étrangers, où l'enseigne Printemps bénéficie d'un prestige incontestable.

Cette entrée du Printemps au capital de La Redoute est dans la ligne de la stratégie qu'il poursuit depuis plusieurs années. S'appuyant sur les résultats de ses métiers traditionnels, le grand magasin, sous l'enseigne Printemps, et le magasin populaire, sous l'enseigne Printemps, il a diversifié ses activités et ses intérêts. Il a ainsi acquis successivement Armand Thiry, chaîne de magasins spécialisés dans le vêtement masculin, Disco, graministe alimentaire française, et Discol, numéro un de l'approvisionnement pour la restauration. Il a entrepris de développer une chaîne de magasins d'alimentation en discount, Escalé. Il a poursuivi, par le moyen de la franchise, son implantation à l'étranger. Il a augmenté dans d'importantes proportions sa participation dans Euromarché.

Malgré les conséquences des événements de l'année 1986 sur l'exploitation du magasin du boulevard Haussmann, qui ont entraîné une baisse importante de son résultat, cette stratégie devrait permettre au groupe Printemps de dégager pour le dernier exercice un profit consolidé en nette augmentation sur la période.

Schlumberger

Pour 1986, Schlumberger annonce une perte nette de 2,02 milliards de dollars contre un bénéfice net de 351 millions de dollars en 1985. La perte nette par action est de 7,02 dollars ; l'an dernier le bénéfice net par action était de 1,17 dollar. Excluant Fairchild Semi-conducteurs, dont la cession à Fujitsu est actuellement négociée, le chiffre d'affaires est de 4,94 milliards de dollars contre 6,02 milliards l'an dernier.

Les pertes nettes pour 1986 comprennent les éléments suivants, dont il a été fait état dans des communiqués antérieurs :

- des charges exceptionnelles d'environ 1,74 milliard de dollars, soit 6,05 dollars par action. Ces charges concernent essentiellement le secteur des Services pétroliers pour 1,46 milliard de dollars ; le secteur Mesure, Régulation et Composants pour 130 millions de dollars ; 150 millions de dollars représentant les intérêts liés au litige en cours opposant la Société aux services fiscaux des États-Unis ;

- une perte de 363 millions de dollars relative à Fairchild Semi-conducteurs : une perte d'exploitation de 146 millions de dollars pour 1986, en partie compensée par 33 millions de dollars reçus en règlement d'un litige avec Data General ; une perte de 200 millions de dollars qui résulterait de la transaction avec Fujitsu et 70 millions de dollars à titre de provision sur les pertes d'exploitation estimées pour la période allant du 1^{er} janvier 1987 à la date envisagée pour la conclusion de l'accord.

En excluant Fairchild Semi-conducteurs pour 1986 et 1985, la perte nette liée aux activités de Schlumberger pour 1986 s'élève à 1,65 milliard de dollars, soit 5,76 dollars par action, comparé à un bénéfice net de 978 millions de dollars en 1985, soit 3,27 dollars par action. Cette perte inclut 1,74 milliard de dollars de charges exceptionnelles (6,05 dollars par action).

An quatrième trimestre, Schlumberger a enregistré une perte de 2,18 milliard de dollars, soit 7,71 dollars par action, comparé à une perte de 373 millions de dollars, soit 1,25 dollar par action, pour la même période de 1985. En excluant Fairchild Semi-conducteurs pour 1986 et 1985, la perte pour le quatrième trimestre s'élève à 1,87 milliard de dollars, soit 6,60 dollars par action, qui comprend la charge exceptionnelle de 1,74 milliard de dollars ; cela comparé à un bénéfice de 170 millions de dollars, soit 0,57 dollar par action, pour la même période de l'année dernière. Le chiffre d'affaires hors Fairchild est de 1,09 milliard de dollars, comparé à 1,55 milliard de dollars.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré que les résultats de 1986 avaient subi de plein fouet l'effondrement de l'activité pétrolière. Celui-ci s'est traduit par la chute brutale du nombre d'appareils de forage, la disparition quasiment totale de l'exploration - l'activité la plus rentable de Schlumberger - et enfin, la chute accélérée des prix des services pétroliers dus à la surcapacité des moyens disponibles sur le marché.

Euan Baird a ajouté que des mesures avaient été prises pendant l'année pour ramener l'organisation des Services pétroliers dans ses effectifs, équipements, budgets d'études et de fabrication à un niveau compatible avec celui de l'activité actuelle sur les champs de pétrole. Il a déclaré : « Ces mesures nous aident à atteindre notre principal objectif qui est de retrouver une situation bénéficiaire en 1987 et nous préparent à participer pleinement à la prochaine reprise. »

Après avoir relevé que les résultats de Mesure et Régulation continuèrent d'être très bons, Euan Baird a noté que ceux du groupe Synthèse assistée par ordinateur étaient satisfaisants en Europe et en Asie mais avaient baissé en Amérique du Nord.

FRANCE

Le conseil d'administration, réuni le 28 janvier 1987 sous la présidence de M. Gérard Billand, a constaté que le capital social d'Immobanque a été porté de 161 848 200 F à 162 825 700 F à la suite de la souscription de 9 775 actions au moyen de bons de souscription attachés aux obligations émises fin 1985.

À la fin de l'année écoulée, la société a poursuivi son expansion : le montant des contrats signés s'est établi à 470 millions de francs, contre 423 millions de francs en 1985, représentant une progression de 11,2 %.

L'activité de l'exercice 1986 se répartit comme suit :

- 386 millions de francs en crédit-bail répartis en trente-six opérations ;

- 84 millions de francs en location simple, représentant essentiellement des acquisitions de bureaux dans les 8^e et 17^e arrondissements de Paris.

Ainsi, et compte tenu des levées d'option d'achat intervenues au cours de l'exercice, le montant brut hors taxes des engagements d'Immobanque se trouve porté à 2,87 milliards de francs au 31 décembre 1986, contre 2,49 milliards de francs à fin 1985.

Ce développement favorable de l'activité et l'accroissement des recettes locatives permettront d'augmenter tant la masse distribuée que le dividende unitaire, qui s'élevait à 45 F par action pour 1985.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS AGP SA

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 11 février 1987, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 : le bénéfice net atteint 267 900 000 F au lieu de 109 700 000 F pour l'exercice précédent.

Le bénéfice courant, qui a enregistré cette année pour 67 800 000 F de dividende présentant un caractère exceptionnel, atteint 174 171 000 F (au lieu de 90 128 000 F en 1985).

Les opérations en capital ont dégagé un résultat net d'impôt de 93 728 000 F, contre 19 576 000 F pour 1985.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 6 mai 1987 la distribution d'un dividende global de 98 124 064 F au lieu de 89 200 000 F en 1985 ; le nombre d'actions à rémunérer ayant été augmenté de 10 % à la suite de l'attribution gratuite de juillet 1986, le dividende unitaire reste fixé, comme l'an passé, à 16 F par action plus 8 F d'avoir fiscal.

Les actionnaires auront la faculté de demander le paiement du dividende leur revenant en actions de la société, conformément à la législation en vigueur.

Le conseil a donné son accord pour que les sociétés d'assurances françaises, filiales du groupe, proposent à leurs salariés un nouveau plan d'épargne, abondé par l'employeur et reposant sur des actions de l'AGP SA.

Cette décision s'inscrit dans la poursuite d'une politique de participation des personnels de ces sociétés, qui, inaugurée il y a près de vingt ans, comprend des plans d'épargne, d'intéressement et d'actionariat en actions Compagnie du Midi, Partemelle risques divers, ainsi qu'un régime de stock-option en AGP SA pour le personnel de direction.

Marchés financiers

PARIS, 16 février ↑

Résistance + 0,23 %

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une petite note de fermeté, l'indice de cotation instantané gagnant 0,23 % à l'approche de la clôture. Une avance certes modeste, qui s'ajoute de pair avec l'excès de la semaine. Les volumes d'affaires perçus sont moins étoffés. Les étrangers s'abstiennent, dans un sens comme dans l'autre.

Autour de la corbeille, les professionnels affichaient un certain optimisme, en voyant remonter des valeurs qui avaient fait les frais, ces jours derniers, de prises de bénéfices. On notait ainsi la fermeté de Peugeot, Thomson, Michelin, Pechebrou et Schneider. Dassault était le valeur le mieux orientée, après l'annonce de la constitution d'un groupe d'intérêt économique pour la construction de l'avion de Combat Rafale. Europe 1, Cofax, Bouygues et Esao comptaient parmi les plus fortes hausses.

Si l'optimisme l'emportait, les investisseurs ne cachaient pas leur embarras pour donner un pronostic boursier. D'aucuns jugeaient le marché dangereux, et préféraient limiter leurs opérations aux actions de « comptant ». Alors que le scénario monétaire prévoyait moins de fermeté pour les opérateurs, beaucoup espéraient voir les grosses sommes d'argent restées inutilisées après la privatisation de Paribas s'investir sur le marché.

Du côté du marché obligataire, la tendance était mitigée. Le MATIF cédait 0,24 % sur l'échéance de septembre, où le cours s'établissait à 105.

Lingot : 78 000 (- 800).

Napoleon : 518 (- 1).

ETRANGER

Londres au plus haut

Madrid en progrès

La City était en ébullition le 16 février, alors que l'indice Financial Times atteignait un nouveau « plus haut » historique, à 1 925, effaçant son précédent record établi le 9 février, à 1 925,2. Dopé par la bonne tenue du marché américain à la veille du week-end, le London Stock Exchange a essuyé un regain d'informations publiées par la presse britannique, selon lesquelles le prochain budget prévoirait une réforme et une réduction des impôts, ainsi qu'une relance de la consommation.

A Madrid, comme sur les autres Bourses espagnoles (Barcelone, Bilbao, Valence), l'annonce de la désignation, le 13 février, d'un nouveau président à la compagnie d'électricité catalane Fecsa a déclenché un mouvement général de hausse.

Depuis plusieurs séances, les marchés espagnols étaient secoués par les graves problèmes financiers de cette firme, cinquième entreprise électrique espagnole. Il avait même fallu suspendre la cotation du titre sur les quatre Bourses, le 6 février, en raison de l'endettement de Fecsa (3,8 milliards de dollars). Le remplacement du président démissionnaire, M. Marcat, par M. Magana, jusqu'ici principal conseiller pour le dossier énergie du Banco Central (première banque privée espagnole), a rassuré les investisseurs.

CHANGES

Dollar : 6,03 F ↓

Le dollar a de nouveau reculé, le 17 février, sur les marchés des changes, s'établissant à 6,03 F à Paris, contre 6,048 F lundi. Il valait 1,810 DM à Francfort (contre 1,818) et 153,40 yens à Tokyo (contre 153,77). Ce repli a suivi les déclarations du secrétaire américain au Trésor, M. Baker, pour qui la récente baisse du dollar n'a été que « modérée ». De source japonaise, une réunion du groupe des Cinq pourrait se tenir en fin de semaine.

FRANCFORT 16 fév. 17 fév.
Dollar (en DM) ... 1,818 1,815
Tokyo 16 fév. 17 fév.
Dollar (en yen) ... 153,77 153,40

MARCHÉ MONÉTAIRE (cote à Paris)
Paris (17 fév.) ... 97/16-99/16
New-York (16 fév.) ... 61/16

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

13 fév. 16 fév.

Valeur française ... 1843 1849

Valeur étrangère ... 286,5 286,3

Cote des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général ... 429,3 429,1

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

13 fév. 16 fév.

Industriel ... 2 883,35 2 883,35

LONDRES

(Index Financial Times)

13 fév. 16 fév.

Industriel ... 1 521 1 524,1

Midi ... 280,7 280,3

Fonds d'Etat ... 86,18 86,48

TOKYO

16 fév. 17 fév.

Nikkei ... 19 532,3 19 502,7

Indice général ... 1 686,2 1 686,7

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 février

Nombre de contrats : 16 633

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	105,10	105,05	105,05
Précédent	105,30	105,20	105,25

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DE 12 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES D'EUROCO.
Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Ecco s'est élevé pour l'exercice 1986 à 1,64 milliard de francs, contre 1,47 milliard en 1985 (la structure comparable). Ce chiffre représente une hausse de 12 %. La branche principale d'activité du groupe, le travail temporaire, a vu son activité augmenter de 16,5 % à 2,692 milliards de francs.

LA CEGID PRÉVOIT UNE PROGRESSION D'AU MOINS 35 % DE SON RÉSULTAT EN 1987. - La CEGID prévoit, pour son exercice 1986, un chiffre d'affaires consolidé de 164 millions de francs, contre 93 millions l'année précédente, pour un résultat net consolidé de 33 millions de francs. Pour l'exercice en cours, la société de services informatiques s'attend à une activité de 250 millions de francs, mais nouvelles opérations de croissance externe. Le bénéfice net devrait croître d'un tiers à 35 %. La firme va, d'autre part, renforcer ses fonds propres.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou -	+ ou -	Rep. + ou -	+ ou -	Rep. + ou -	+ ou -
SE-IL	6,030	6,030	+ 85	+ 100	+ 170	+ 200	+ 525	+
SE-DM	4,511	4,511	+ 30	+ 40	+ 40	+ 82	+ 119	+
SE-Yen	161,848	161,848	+ 130	+ 125	+ 248	+ 276	+ 795	+
DM-SE	3,324	3,324	+ 102	+ 120	+ 120	+ 251	+ 678	+
DM-DM	2,422	2,981	+ 64	+ 75	+ 120	+ 120	+ 242	+
DM-SE	16,036	16,036	+ 34	+ 116	+ 57	+ 22	+ 242	+
SE-SE	3,324	3,324	+ 13	+ 155	+ 319	+ 349	+ 966	+
SE-DM	4,511	4,511	+ 19	+ 360	+ 402	+ 330	+ 122	+
SE-Yen	9,216	9,275	- 130	- 140	- 402	- 330	- 122	-

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

سكنا من الاجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3-4 La «nouvelle politique» de M. Gorbatchev. 5 La visite à Paris de M. Gernay. 6 Le dispositif «Epervier» s'implante à Abché. 7 Nicaragua : dissensions au sein des «contras».	8 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie et la visite de M. Pons aux Antilles. 9 Un nouveau président pour le parc national des Cévennes. DÉBATS 2 Suites d'alternance.	10 M. Georges Suffer et l'honneur de l'ONASEC. 11 L'affaire du camel d'Auschwitz. COMMUNICATION 11 Les producteurs jugent les candidats à la reprise des chaînes.	12 Photo : Joachim Bonne-maison. - Théâtre : la Tangaka est repartie. 13 Musique : l'élaboré de Pavard. - Danse : Paul Taylor à l'Opéra-Comique.	29 En 1988, 20 % des voitures vendues en Europe seront japonaises. 30 La libération des prix des services donne lieu à de nombreux dérapages. 32-33 Marchés financiers.	Radio-télévision 16 Annonces classées 20 à 28 Carnet 16 Météorologie 16 Mots croisés 16 Journal officiel 16 Loto 16 Loterie 16	● Sakharov applaudit Gorbatchev, et vous ? ● Économie : faits et chiffres vingt-quatre heures sur vingt-quatre. ● Télévision : vos films préférés. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télématik, Loisirs, 36.15 Tapez LEMONDE

L'application du plan Séguin

Désordres dans les mesures d'économies sur l'assurance-maladie

Dans le désordre : c'est ainsi que commence l'application du plan Séguin pour l'assurance-maladie. Assurés mécontents, pharmaciens débordés, et qui répercutent les sentiments des précédents, caisses trop pressées ou trop tardives, médecins insoumis ou embourbés, responsables politiques inattentifs : le démarrage est difficile.

C'est surtout par les médicaments qu'ont commencé les difficultés. Depuis le 1^{er} janvier, en effet, les médicaments à « vignette bleue », destinés en principe au traitement de troubles « ne présentant pas de caractère habituel de gravité », ne sont plus remboursés qu'à 40 % aux assurés, même à ceux qui bénéficient par ailleurs d'une prise en charge totale des soins. La mesure, appliquée dans beaucoup de caisses dès la seconde quinzaine de janvier, a surpris : ces spécialités étaient fréquemment prescrites aux personnes âgées, les plus forts consommateurs de médicaments, qui bénéficiaient souvent d'une prise en charge totale à un titre ou à un autre, parfois depuis longtemps, et doivent maintenant faire face à de nouvelles dépenses parfois importantes.

Ces prescriptions sont-elles excessives ou justifiées par la multiplicité des troubles dont souffrent les personnes âgées ? Quoi qu'il en soit, les réactions des intéressés ont parfois été vives.

Surpris eux-mêmes, des pharmaciens ont protesté à leur tour, leurs syndicats faisant valoir qu'ils n'avaient pas été consultés, ni sur les décisions ni sur leur application. Une réunion paritaire avait eu lieu le 14 janvier à la Caisse nationale d'assurance-maladie, et une affiche destinée aux officines avait été prévue, mais elle n'a souvent pu être mise en place. L'agitation des pharmaciens a été d'autant plus forte que les médicaments à 40 % représentaient 30 % du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique : ce n'est pas pour rien que le gouvernement attend de la mesure 3,5 milliards de francs d'économies en année pleine.

Des médecins à leur tour s'inquiètent : certains de ces médicaments à

40 % sont utilisés en fait pour des troubles sérieux, et les dernières mesures de baisse des remboursements, l'été 1985, avaient été contestées (le Monde du 17 août 1985). Pour permettre aux malades à revenus limités de faire face à la dépense, un « filet de sécurité » a été prévu : le maintien du remboursement à 100 % des médicaments peut être accordé sur avis du contrôle médical. Mais la suppression est intervenue souvent avant que le système soit en place, et, surtout, avant que les assurés et les médecins en aient connaissance.

Autre motif d'émotion, la suppression du remboursement à 100 % après un arrêt de travail de plus de trois mois. Si la majorité des caisses d'assurance-maladie font preuve de prudence, certaines (une quinzaine, semble-t-il) l'ont appliquée avec une méthode quelque peu militaire, avertissant les assurés concernés qu'ils avaient quinze jours pour demander la prise en charge par la caisse au titre d'une maladie longue et coûteuse (bien souvent, ces assurés en sont atteints) ou pour trouver une couverture complémentaire - mutuelle ou assurance.

Or, bien des intéressés ne sont pas couverts par une mutuelle, et les mutuelles elles-mêmes n'ont pas encore décidé de ce qu'elles allaient prendre en charge : enfin, le système de prise en charge des « maladies longues et coûteuses » doit être complètement transformé par les caisses d'assurance-maladie, car la liste de ces maladies a été modifiée, ainsi que les conditions de remboursement.

Changer les comportements

C'est précisément à cela que s'attache en ce moment la Caisse nationale d'assurance-maladie avec les médecins. Il faut d'abord préciser les maladies prises en charge (certaines ne le sont que lorsqu'elles sont « graves », « sévères » ou « évolutives », et l'on attend sur ce point les commentaires du Haut Comité médical de la Sécurité sociale). Ensuite, il faut mettre au point les feuilles de maladie ou d'ordonnance permettant de distinguer dans les soins et les médicaments ce qui reste pris en charge en totalité (la maladie « longue et coûteuse ») et ce qui l'est désormais dans des conditions « normales » (à 70 % ou 40 % selon les cas).

Les syndicats médicaux, notamment la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui avaient réclamé à la fois que les caisses et le gouvernement agissent et que l'on consulte, craignent aujourd'hui d'être rendus responsables des mesures par leurs malades. Ils ont ainsi exigé, par exemple, que les ordonnances soient rédigées sur des feuilles préimprimées par les caisses. Plutôt favorables aux mesures décidées par le ministre des affaires sociales, ils ne sont pas trop sûrs des réactions de leur base ni de la masse des praticiens.

Cependant, un accord devrait être trouvé sur les modalités d'application entre les deux principales organisations de médecins (la CSMF et la Fédération des médecins de France) et les caisses nationales d'assurance-maladie. Un « protocole d'accord » plus précis que par le passé sera notamment établi par le médecin traitant avec le médecin-conseil de la caisse, définissant le traitement prévu pour la « maladie longue et coûteuse » et les complications possibles. Le fait que cet « examen conjoint » (en fait sur le papier) soit rémunéré 2,5 fois le tarif de la consultation (au lieu de 1,5 fois auparavant) rendra sans doute plus acceptable cette source nouvelle de « paperasse ».

Mais il faudra encore que l'accord, avant d'être appliqué, soit validé par les deux organisations. Or, si la FMF se réunit le 2 mars, la CSMF ne compte le faire que le 29 mars. Dans ces conditions, la Caisse nationale d'assurance-maladie pourra-t-elle lancer à temps la campagne d'information qu'elle prévoit auprès des assurés et des médecins ? Le retard en tout cas inquiète fort le ministre des affaires sociales, qui a l'œil fixé sur la ligne rouge du déficit du régime général en 1987. D'autant que certains accusent les caisses de faire preuve de mauvaise volonté, tandis que d'autres estiment insuffisantes les économies prévues par M. Séguin.

A la Caisse nationale d'assurance-maladie, on s'efforce à la fois d'éviter les conflits avec les pharmaciens et les médecins, et de mettre en route une application à la fois prudente et méthodique des mesures, afin d'éviter des baisses de remboursements trop brutales pour de nombreux assurés. Mais la situation illustre les difficultés rencontrées pour faire rapidement des économies importantes et la nécessité de disposer de temps pour « modifier les comportements », dit affirmé du ministre des affaires sociales.

GUY HERZLICH.

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1987 a été tiré à 486 287 exemplaires.

Préservez votre dos fragile avec **Pirado** INTELLI

soyez armé à l'abri de la douleur

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. 45 47 43 35 • Métro : PARENTIS

DE LA SIMPLE RÉTOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS MESURE 700 F

A partir de

COSTUMES MESURE 2150 F

NOUVELLE COLLECTION 3 000 trassus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-71.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 février

Léger repli : - 0,38 %

La Bourse de Paris a enregistré un léger recul le 17 février en séance du matin, l'indice de cotation cédant 0,38 % (Europe I (-2,76 %), Synthelabo (-2,71 %), Béghin-Say (-2,45 %), La Redoute (-2,31 %) et Bie (-1,89 %). Comptant parmi les plus fortes baisses : Schneider (+4,73 %), Facom (+3,69 %) et Cofimeg (+1,68 %) se redressant.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	642	642	640
Agencement	2030	2025	2030
Air Liquide (L)	888	888	887
Banque Paribas	1059	1059	1059
Bouygues	2375	2375	2377
B.P.L.	1250	1250	1250
B.S.N.	4650	4650	4650
Carrefour	3520	3500	3500
Chargolux S.A.	1638	1620	1620
Club Méditerranée	885	885	880
Elf (G&L)	1440	1425	1427
ELF-Aquitaine	384	384	383
Endesa	3818	3800	3800
Europe 1	1402	1412	1408
France 2	3000	2998	2998
Indesat	1588	1582	1580
Industrie Chimique	2275	2282	2285
Industrie Minière	1025	1025	1030
Oréal (L)	3864	3865	3855
Paro-Réa	1018	1018	1017
Paro-Réa S.A.	1283	1281	1280
Santel	810	810	810
Sources Pariet	774	769	768
Télécom	2285	2285	2285
Thomson-C.S.F.	1520	1515	1510
Toshiba	488	488	487
T.S.T.	2085	2085	2085
Valeo	515	514	511

Jusqu'au 28 février

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous propose

COSTUME 2890F

à vos mesures

à Paris 29 rue Tronchet depuis 1820

Moscou invite une délégation de l'Union de l'Europe occidentale

Autre manifestation de la « nouvelle pensée politique » de M. Gorbatchev : l'Union de l'Europe occidentale, ce groupement de sept pays (1), qui représente depuis plus de trente ans les espoirs d'une unification des efforts de défense des pays européens et était pour cette raison, après l'alliance atlantique et l'OTAN, une des « bêtes noires » de la propagande soviétique, reçoit droit de cité à Moscou. L'ambassadeur d'URSS à Paris vient d'inviter le président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO, M. Caro, à envoyer une délégation en Union soviétique.

(1) France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Le sort de Iossif Begun

Moscou (AFP). — Le fils de Iossif Begun, Boris, a annoncé mardi matin 17 février qu'il allait entreprendre une grève de la faim jusqu'à ce que son père ait pu regagner son domicile. Dimanche soir, un membre du comité central du PC soviétique, M. Artamonov, proche de M. Gorbatchev, avait annoncé à New-York la libération du célèbre dissident juif. Aux dernières nouvelles cependant, Iossif Begun était toujours détenu à la prison de Tchistopol, et le ministre soviétique de l'Intérieur déclarait à être au courant d'aucune mesure le concernant.

Sur le vif Silence ! on confère

C'est fou ce qu'ils me traitent mal ici au journal. Non, c'est vrai, je suis exclu de tout, ils veulent de moi rien faire. Sorti du coup de feu entre 8 heures et midi, il y a des papiers scotchés sur toutes les portes : en réunion, prière de ne pas déranger. Quand c'est pas marqué et que vous la poussez, le porte, vous tombez sur un pack de mecs en train de discuter, qui se taisent dès que vous entrez.

Ils arrêtent pas de se réunir entre chefs, sous-chefs, pas chefs. Ils ont des réunions de service, des groupes de réflexion. Ou de coordination. Ou de planification. Ils ont des comités de rédaction, des comités d'entreprise et des conseils d'administration. Enfin, ils ont tout un tas de trucs et moi j'ai rien. Oui, bon, d'accord, j'ai le droit d'assister à la conférence du matin. Vous savez pourquoi ? Pour faire la bonne. Pousser les chaises contre les murs, passer les cartons à l'encre, fermer la porte après le dernier arrivé.

Résultat, je croupis à l'écart, complètement isolé, dans mon placard à balai, et quand j'essaie de contacter quelqu'un à l'extérieur, c'est pareil, je peux pas : il est en conférence. Parce qu'il faut comprendre une chose : dans les entreprises, il y a ceux qui sont en conférence et ceux qui, n'y étant pas, ne sont là que pour vous dire que les autres y sont.

Tenez, hier, j'ai passé la journée entière à essayer d'entrer en communication avec une nana, elle bosse dans un ministère. Pas évident, hein ! Je me dis souvent qu'en faisant tourner les tables, ça change qu'en faisant tourner les chiffres sur un écran. Chaque fois que je téléphone, elle y est, elle est en communication. Pas avec moi. Ou alors en réunion. Ou alors en comité. Et ça risque de se prolonger longtemps. Après, c'était le week-end, valet mieux rappeler la semaine prochaine.

Non, mais ça va pas ! Pour qui elle se prend, celle-là ? Le soir, j'appelle chez elle et je tombe sur une Conchita à la Brétachet. Je lui demande : — Elle est là, M^{lle} Laffitte ? — C'est de la part de qui ? — Quittez pas, ça va bien... Non, débranchée, elle peut pas vous prendre. Elle est en conférence.

CLAUDE SARRAUTE.

TURQUIE

Des personnalités nationales et étrangères appellent au rétablissement des libertés syndicales

Istanbul de notre correspondant

Une clientèle inhabituelle était rassemblée, vendredi 13 février, sous les lambris de l'hôtel Pera Palace à Istanbul, pour le cocktail organisé en présence des représentants de nombreuses organisations syndicales, dont la CFPS, et de diplomates européens, à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation de la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DISK). La DISK a été interdite d'activité à la suite du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et le procès de ses dirigeants s'est achevé en décembre dernier par la condamnation à des peines de un à quinze ans d'emprisonnement de 264 de ses membres - dont beaucoup, ayant déjà purgé leurs peines, participaient à la réception.

Le lendemain, un séminaire était organisé par le Parti social-démocrate sur le rôle des syndicats dans les démocraties. L'intervention du président de ce parti, M. Inönü, a été reprise aux informations télévisées. M. Matthias Hinterscheid, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, a dénoncé, lors de ce séminaire, le verdict prononcé le 23 décembre contre la DISK et réaffirmé que le rétablissement complet de la démocratie, en particulier de la liberté syndicale, restait une condition sine qua non de la normalisation des rapports entre la Turquie et l'Europe.

M. Abdullah Basturk, président de la DISK, a dénoncé la dégradation des conditions de vie des salariés, dont le pouvoir d'achat « a baissé de 55 % en six ans », ainsi que le carcan mis par la législation à l'exercice de l'activité des syndicats, interdits de participation à la vie politique par la Constitution.

Cette réunion, à laquelle ont participé les dirigeants et de nombreux membres de la Turkish, seule confédération syndicale autorisée (dont la DISK s'était séparée en 1967), intervient alors que le mécontentement social s'exprime dans plusieurs entreprises. Trois mille travailleurs de l'entreprise de télécommunications NETAS sont en grève depuis trois mois pour le renouvellement des conventions collectives. Cette action est perçue comme un test de la force du mouvement syndical. Six syndicalistes ont été arrêtés vendredi 12 février, après réclamation de l'Etat d'Ankara a décidé de reprendre le procès, après réclamation par des experts de la bande magnétique qui a servi à l'inculpation. — (Corresp.)

● Les relations entre Pékin et Taipei. — Selon le Washington Post, des membres du nouveau parti (semi-déjà) d'opposition au régime nationaliste de Taipei, le Parti démocrate-progressiste (DPP), ont été approchés, grâce à des intermédiaires, par des fonctionnaires de Pékin en vue d'une éventuelle rencontre avec le représentant permanent chinois aux Nations unies, à New-York, alors qu'ils se trouvaient en visite aux Etats-Unis, le semaine dernière. La délégation du DPP a décliné l'offre de Pékin, qui pourrait témoigner d'une évolution de la tactique chinoise vis-à-vis de Taiwan, écrit le Washington Post.

● Les banques, qui ont cessé leur activité jeudi dernier, seront encore fermées jusqu'à mercredi prochain. Le personnel de l'électricité, qui procède à des débrayages tournant depuis deux mois, a cessé, lui aussi, le travail pour quarante-huit heures malgré une décision judiciaire qualifiant le mouvement d'illégal. Les travailleurs des télécommunications, des postes, de la Société de l'eau et de l'administration locale, y compris les éboueurs, sont également restés chez eux lundi.

Le secteur privé a été, quant à lui, paralysé par une grève de vingt-quatre heures - la troisième depuis le 15 janvier - lancée par vingt-huit centrales ouvrières, dont celle d'Atatürk (370 000 adhérents) et de Pire (150 000), ainsi que douze fédérations. La plupart des vols d'Olympic Airways et des compagnies étrangères en Grèce ont été suspendus. En outre, aucun bateau n'a appareillé.

Les commerçants ont fermé leurs magasins pour vingt-quatre heures. Les chauffeurs de taxis se sont mis en grève pour quarante-huit heures et les pompes à essence devaient être fermées pendant trois jours.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o.

SCSI compatible

26.900 F HT

31.900 F TTC

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.25.26

61, av. du Prado Marseille 6 • 61.37.25.03